



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juillet 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2016

CAUSERIE

La suite de la causerie plus loin pour ceux qui avait lu plus tôt la première partie.

Pondichéry 15h20.

La causerie du jour sera prête d'ici une heure environ, pour patienter je vous propose quelques réflexions sur le référendum britannique du 23 juin ainsi que les premières leçons politiques qu'on peut en tirer

[Les premières leçons politiques que l'on peut tirer du Brexit.](#)

On ne peut pas aller jusqu'à prétendre que le Brexit aurait été programmé en mai 2012, bien que l'on sache que les différentes étapes qui ont contribué à la construction de l'UE aient été définies parfois des décennies avant qu'elles ne se réalisent, il en fut ainsi de la BCE et de l'euro par exemple, qui étaient dans les cartons dès la fin des années 40.

Si notre ennemi fait preuve d'une détermination sans faille, il faut en déduire qu'il la met au service d'un plan qu'il a défini qui comporte différents scénarios ou différentes options, auxquels selon les circonstances il compte recourir pour franchir les différentes étapes qui le séparent de son objectif final. C'est ainsi qu'une mesure peut changer à la fois de contenu et d'objectif ou adopter différentes formes sans changer pour autant d'orientation générale puisqu'elle est définie au départ par des besoins qui demeureront inchangés.

Que Cameron ait pensé initialement s'en servir pour mettre au pas certains membres du parti conservateur, c'est possible, c'était la version officielle de l'époque, en 2012. Qu'il ait conservé pendant longtemps cette version, cela semble probable, mais en même temps il ne pouvait pas ignorer que le Brexit était majoritaire au sein de la population britannique, et que maintenir ce référendum c'était prendre un risque énorme, quoique finalement limité, calculé ou relatif au regard de la manière dont les autorités françaises et irlandaises avaient traité les résultats des référendums qu'ils avaient organisés sur le TCE et perdus.

Cameron avait forcément ces différents facteurs et scénarios à l'esprit avant de lancer l'idée d'un référendum, ainsi que tous ceux avec lesquels il avait dû aborder ce sujet, à Bruxelles ou à Washington.

Peu importait les résultats de ce référendum puisqu'ils les instrumentaliserait : En cas de défaite du Brexit il en sortirait renforcé pour poursuivre sa politique qu'il affirmerait ainsi légitimée, et si le Brexit l'emportait, il reviendrait à son successeur de l'annuler ou de faire en sorte qu'il serve les besoins de l'oligarchie anglo-saxonne, ce qui reviendrait au même, bref, en fonction de l'évolution de

la situation les sommets de l'oligarchie ordonneraient que le scénario correspondant aux résultats de ce référendum soit appliqué, sachant que quels qu'ils soient elle en tirerait profit, elle serait la seule à pouvoir en tirer profit, au regard de l'état de déliquescence avancée du mouvement ouvrier.

Il était pertinent de penser qu'elle tirerait un meilleur profit du Brexit sur le plan politique, parce qu'il allait rapidement démontrer que la sortie de l'UE ne changerait rien à la condition des travailleurs, tout en se chargeant de faire en sorte au contraire qu'elle s'aggrave pour leur en faire porter la responsabilité, avant même que la rupture avec l'UE soit consommée, de sorte qu'elle ne soit jamais menée à son terme, et que cette question qui empoisonnait les partis conservateur et travailliste soit enterrée pour de longues années.

Le scénario inverse, la victoire du camp de l'UE n'aurait pas rapporté grand chose en terme politique, de plus il aurait eu pour inconvénient de laisser pendante la question du Brexit, dont il était préférable de se débarrasser une fois pour toute.

En cas de Brexit, ils pourraient dire, soit qu'ils avaient essayé de le mettre en oeuvre, mais qu'ils n'y étaient pas parvenus parce que le contexte économique était défavorable, soit ils iraient au bout de ce processus laissant un goût amer aux partisans du Brexit. Cependant, cela pourrait les conduire à porter leur réflexion plus loin, et à se dire que si le Brexit n'était pas la solution miracle qu'ils attendaient, c'est qu'il fallait chercher ailleurs la solution, ce qui pourrait les inciter à se retourner contre les institutions britanniques.

En ce qui nous concerne, c'est le seul avantage qu'on concèdera au Brexit et qui pourrait servir de leçon à tous les travailleurs de l'UE : leur montrer que la rupture avec l'UE est impossible sans rompre auparavant avec les institutions nationales dans chaque pays, car eux seuls peuvent rompre avec l'UE, jamais aucun parti ou gouvernement inféodé à l'oligarchie financière ou au capitalisme ne rompra avec l'UE.

Cette expérience prouve que ceux qui avaient fait de la rupture avec l'UE une priorité s'étaient fourvoyés lamentablement ou avaient conduit les travailleurs dans une impasse politique. Manifestement ils n'avaient tiré aucune leçon de l'expérience grecque, à l'exception toutefois de certains dirigeants de l'ex-POI qui ont constitué le POID, tout du moins on veut bien le croire, la suite le confirmera ou non. Dorénavant il est clair que c'est contre les institutions nationales dans chaque pays qu'il faut axer notre politique, sans pour autant abandonner le mot d'ordre de rupture avec l'UE.

En quelque sorte les faits nous ont donné raison magistralement. Je ne sais pas si les militants qui se connectent à ce portail en prendront conscience, qu'ils n'hésitent pas à me le faire savoir, cela fait toujours du bien de se sentir un peu moins isolé, merci à eux.

Si l'hypothèse que j'ai retenue à propos du Brexit choque certains, je peux leur proposer une variante sans avoir à modifier les conclusions émises ci-dessus.

S'ils se sont tous empressés de reconnaître la victoire du Brexit, c'était peut-être pour donner l'illusion qu'ils le respecteraient, sachant que finalement ils le fouleraient aux pieds, puisque d'une manière ou d'une autre ils ne pouvaient pas et ils ne peuvent pas en être autrement, ce sont les besoins du capitalisme mondial et au premier chef ceux de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui l'exige.

Ce référendum ou le Brexit n'était qu'une partie de poker menteur, parce que jamais l'impérialisme britannique ne rompra avec l'UE, qu'il soit dedans ou dehors ne changera rien. S'il restait dedans, tout continuerait comme avant, et s'il en sortait avec ses collègues de l'UE ils feraient en sorte qu'il bénéficie d'un statut d'association avec l'UE équivalent.

Pourquoi ? Mais parce que seul un gouvernement des travailleurs rompra avec l'UE, ce qui implique qu'ils aient pris le pouvoir politique et renversés les institutions dans leur propre pays.

La suite plus tard.

Pondichéry, 16h15. La suite de la causerie et quelques infos en bref.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir - V. Lénine.

Qui a dit ?

- "... *comprendre, c'est déjà apprendre. Apprendre, c'est accumuler l'expérience qui alimente l'imagination et affine les décisions.*"

Réponse : L'ex-ministre de Chirac, Mélenchon ou monsieur je sais tout ou qui comprend avant d'apprendre, il est très fort l'illusionniste ! Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas.

Si "*comprendre, c'est déjà apprendre*", c'est qu'il n'y a finalement rien à apprendre, et que notre discours relève de la propagande pure ou de la démagogie. Comment cela ?

Cela signifie que l'on comprend avant d'apprendre, autrement dit que sans même se donner la peine d'apprendre on est capable de comprendre ou qu'on se livre à une interprétation de la réalité, avant même de posséder les éléments ou les faits sur lesquels reposerait ensuite notre réflexion, cela revient à s'en remettre à des a priori ou des idées reçues ou toutes faites, qui nous tiennent lieu de connaissances ou qui se substituent aux faits, à la réalité.

Du coup, si on comprend ou qu'on est en mesure d'interpréter la réalité avant même d'avoir commencé à l'étudier ou savoir au juste de quoi elle est composée, dès lors "*l'expérience qui alimente l'imagination*" ne sera que pure spéculation sur des idées et non l'étude ou l'analyse des faits auxquels se substituera cette spéculation.

Une telle démarche intellectuelle relève de l'idéalisme qui consiste à placer le verbe avant l'action. Pour ceux qui en doutaient, Mélenchon témoigne ici qu'il a bien rompu avec le matérialisme dialectique ou le marxisme, pour peu qu'il l'ait adopté un jour, ce dont on doute fortement.

(A propos du référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes)

Mélenchon - "*On a constaté que les personnes consultées étaient favorables à ce gâchis. Soit. Donc acte.*"

Certes, il s'agit de l'expression de l'opinion majoritaire des personnes qui sont allées voter dans une petite partie de la zone concernée par ce grand projet inutile."

Bref, ce sont vraiment des cons, ils l'auront voulu !

Partant de là, qu'il comprenne ou interprète tout de travers est inévitable, c'est ce que ce populiste démontre ici, puisqu'en réalité la zone qui a été retenue par le gouvernement pour ce référendum ne couvrait pas "*une petite partie de la zone concernée*", mais au contraire elle avait étendu bien au-delà, de manière qu'en faisant voter des électeurs qui n'étaient pas concernés, il espérait rallier ceux qui seraient sensibles à son argumentation économique faisant miroiter des créations d'emplois, opération réussie.

Et quand "*comprendre, c'est déjà apprendre*", on en vient facilement à sombrer dans la mythomanie qui se matérialise ici par le souhait que ce référendum soit étendu à l'ensemble de la population, aux 45 millions d'électeurs que compte le pays, qui forcément se sentiraient concerner par cette question.

Non mais sans déconner, on va se lâcher un peu, quelle connerie, ce type est cinglé, il est totalement déconnecté de la réalité et des préoccupations des travailleurs, il ferait mieux de commencer par apprendre, pour comprendre, pour ensuite agir ou avant de l'ouvrir !

Plusieurs lecteurs de cet article paru dans Le Grand Soir ont fait remarquer que "*le texte de Jean-Luc Mélenchon est truffé de fautes d'orthographe*", ou encore, "*j'avais déjà remarqué ça dans d'autres articles du blog de JLM*", c'est le prix que l'on paie quand on est si sûr de soi et qu'on n'a plus rien à apprendre, il faut dire que dans le domaine de la sémantique ou de la syntaxe l'imagination n'est d'aucun secours !

Qu'il ait de la tchatche ou qu'il manie l'éloquence avec aisance en fait juste un bavard à la manière de ses ex-petits camarades du PS qui sont socialistes en parole et social-impérialistes en acte, vous remarquerez que cela colle bien avec sa conception idéaliste des rapports des hommes au monde extérieur ou l'interprétation qu'il en donne en prétendant que "*comprendre, c'est déjà apprendre*".

Vous me direz que la plupart des militants sont dans le même cas en se réclamant du socialisme sans trop savoir ce que cela signifie de nos jours, ou parlent au nom des travailleurs en ignorant leurs conditions réelles, comme quoi on a toujours quelque chose à apprendre (de plus petit que soi). Le mieux, c'est encore de se dire qu'on ne sait rien et qu'on a encore tout à apprendre et qu'on demeurera un étudiant jusqu'à notre dernier souffle.

[Voilà comment se traduit "*comprendre, c'est déjà apprendre*", par un étalage d'idées reçues fausses ou de spéculations hasardeuses.](#)

- Brexit : quelles conséquences ? - République sociale publié par Le Grand Soir le 30 juin

- "*Ce vote va indéniablement mettre en cause la domination des banques et de la commission européenne sur les peuples constituant l'UE.*"

C'est indéniable ou cela reste à démontrer ? Et cela leur servirait à quoi, changerait quoi en admettant que tel n'était pas déjà le cas avant ce référendum ? L'auteur de ce lieu commun sait-il pourquoi une partie non négligeable des masses refuse de rompre avec l'UE ?

- "... l'arrêt de l'injection d'argent par la BCE avaient ensuite conduit à la soumission et à la trahison de Tsipras."

Erreur, Tsipras en devenant le porte-parole de la troïka n'a fait que mettre en conformité ses paroles et ses actes, une telle confusion se produit quand "comprendre, c'est déjà apprendre".

- "...ce vote historique doit ravir ceux souhaitant une autre Europe. Car s'il est effectivement possible de la quitter, il est donc forcément possible de la changer et de la transformer de l'intérieur afin d'en faire un espace d'intégration et de coopération entre les peuples."

"comprendre, c'est déjà apprendre", conduit aussi à prendre ses désirs pour la réalité avant de sombrer politiquement. Y aurait-il une épidémie aiguë de mélenchonite dans le mouvement ouvrier ?

Brexit. La Bourse n'y croit pas.

Wall Street achève une troisième séance de suite en nette hausse - AFP

Wall Street a fini jeudi en nette hausse pour la troisième séance de suite, toujours entraînée par l'optimisme des Bourses européennes malgré les incertitudes liées au "Brexit": le Dow Jones a gagné 1,33%, tout comme le Nasdaq.

... les investisseurs ont une nouvelle fois suivi la tendance des Bourses européennes, confiantes dans la disposition des banques centrales à soutenir l'économie, affichée jeudi par le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

"Le discours dominant est que les événements de la semaine montrent que les conséquences du Brexit ne seront pas aussi catastrophiques qu'on le craignait, en tous cas pour les Etats-Unis. Mais ce serait une erreur de considérer que l'impact du Brexit est terminé", a prévenu pour sa part Patrick O'Hare, chez Briefing, tablant sur des ondes de choc dans les domaines économique et politique "pour plusieurs années".

M. Bilello estimait quant à lui que la courbe en V des indices ces derniers jours montrait que "ce n'est pas le Brexit qui va abattre le marché". AFP 30.06

Ouf, on avait cru le deviner !

Une semaine après le vote sur le Brexit, la Bourse de Londres en très forte hausse, la livre au plus bas - LeMonde.fr

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney a annoncé jeudi 30 juin qu'elle pourrait assouplir sa politique monétaire rapidement, devant des « perspectives économiques [qui] se sont détériorées » à la suite du verdict du référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). « Un certain assouplissement monétaire devrait être nécessaire cet été », a précisé M. Carney.

Son discours a immédiatement entraîné une baisse de la livre, tombée à son niveau le plus bas depuis deux ans, et une montée de l'indice vedette de la Bourse de Londres. Les investisseurs tablent en effet sur une baisse des taux d'intérêt et de l'attractivité de la livre si la banque centrale agit de la sorte. L'indice FTSE 100 des principales valeurs britanniques a terminé la journée en forte hausse par rapport à la clôture de la veille (+ 144,27 points ou 2,27 %), à 6 504,33 points.

La Banque d'Angleterre a redit qu'elle s'attendait à ce que le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE modifiât considérablement les perspectives pour la croissance et l'inflation britanniques. « L'incertitude sur le rythme, la profondeur et l'échelle des changements [découlant de la sortie de l'UE] pourrait peser sur nos perspectives économiques pendant un certain temps », a prévenu le gouverneur, dans sa deuxième allocution télévisée depuis le vote en faveur du Brexit. « Toute cette incertitude a contribué à créer une sorte de syndrome de stress post-traumatique dans les foyers et les entreprises ainsi que sur les marchés financiers, c'est-à-dire une sensibilité exacerbée » aux risques et une prudence accrue quant à l'avenir, a observé M. Carney. La banque centrale a redit aussi qu'elle se tenait prête à injecter 250 milliards de livres de fonds additionnels à travers ses outils monétaires existants.

Les marchés européens respirent

Les effets de ces annonces se sont ressentis sur les autres Bourses européennes, qui ont terminé en hausse pour la troisième

séance d'affilée, après avoir vécu des jours mouvementés à la suite du résultat du référendum britannique.

La Bourse de Paris a terminé dans le vert (+ 1 %) pour la troisième fois de suite.

La Bourse de Francfort a clôturé en hausse, comblant petit à petit les pertes causées par le Brexit.

La Bourse de Milan a terminé en hausse de 1,57 %, portée également par l'annonce de l'accord donné par la Commission européenne à l'Italie pour un soutien en liquidités aux banques solvables en cas de besoin.

La Bourse de Bruxelles a progressé de 1,45 %

La Bourse de Madrid a gagné 0,72 % LeMonde.fr 30.06

Commentaires d'internautes

1- "Et ça allait être l'apocalypse, le Brexit, pire que 2007/2008 ou le 11 septembre, sur les "marchés" bénis allaient partir en fumée des dizaines de milliards d'euros... Avec les fluctuations sur les devises (micro-trading) et les produits dérivés, les traders se sont mis des milliards dans les poches, oui. Tout sera redevenu comme avant la semaine prochaine. Tant de bruit pour rien."

2- "La dépréciation de la livre fait augmenter mécaniquement la valeur en livres des entreprises dont une part de l'activité est effectuée en dollars ou euros ... sans grande signification ."

Mais cependant un bon prétexte pour faire payer la note aux Européens, sinon à quoi bon...

- Brexit : l'agence de notation S&P dégrade la note de l'Union européenne - Francetv info

Même le pétrole est de la fête !

- Meilleur trimestre depuis sept ans pour les cours du pétrole - Reuters

Le prix du baril de Brent a progressé de plus de 25% entre le 1er avril et le 30 juin, portant à 85% son rebond depuis le plus bas de 12 ans inscrit en début d'année. Reuters 30.06

Le prix du baril de brut tourne autour de 50 dollars.

[Pourquoi le Brexit n'aura pas lieu, c'est John Kerry qui l'a dit.](#)

Tribune des travailleurs - 29 juin 2016 – John Kerry, le secrétaire d'Etat américain qui a rencontré dès dimanche à Bruxelles le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, estime après sa rencontre avec Cameron que le Brexit peut être annulé : « je pense qu'il y a un certain nombre de moyens (...) Je ne veux pas, en tant que secrétaire d'Etat, les exposer aujourd'hui. Je pense que ce serait une erreur. Mais il y a des moyens » de le faire, a-t-il dit. Tribune des travailleurs

Vous avez raison de ne pas "les exposer aujourd'hui", Cameron et Juncker sont tellement cons qu'ils n'y avaient pas pensé... et nous non plus.

[Boycott !](#)

- Présidentielle : le CSA raccourcit la période d'égalité de temps de parole entre candidats - Public Sénat

Le CSA présentait ce jeudi les nouvelles règles relatives aux temps de parole des candidats à l'élection présidentielle. Issue d'une loi organique promulguée en avril dernier, le principe d'égalité stricte du temps de parole est réduit à 2 semaines en 2017 contre 5 en 2012. Public Sénat 30.06

Mais il s'en trouvera encore pour justifier leur participation à cette élection, histoire de légitimer les institutions à défaut d'avoir la volonté de les affronter... A bas l'opportunisme !

[L'Etat ou le gouvernement responsable de la violence et du terrorisme.](#)

- Violences policières : le rapport accablant de «Reporterre» - liberation.fr

Un rapport publié mercredi recense les violences policières exercées contre les opposants à la loi travail depuis le début des manifestations.

Fin avril, une Mission civile d'information a été décidée par un ensemble de journalistes, citoyens et députés afin d'évaluer

les violences policières lors des manifestations contre la loi travail. Leur rapport, long de 80 pages, et publié mercredi sur le site de Reporterre, énumère de nombreux témoignages et entretiens réalisés à Rennes, Paris, Toulouse et Nantes.

«Oreille fendue» et «mollet pété»

«Le policier en tête jette une grenade. Romain Dussaux, un observateur indépendant filmant les événements, est touché à la tête. Il s'effondre au milieu de la foule, la tête ensanglantée. Plaie ouverte à la tempe, fracture temporale avec enfoncement de la boîte crânienne, œdème cérébral. Il a été maintenu onze jours dans le coma artificiel».

Divisé en plusieurs parties, il recense les différentes violences dont sont victimes les manifestants.

Première partie : les blessures, mutilations, violences et tirs dans le dos sont énumérés. Des dizaines de blessures par grenades de désencerclement, grenades lacrymogènes, balles de lanceurs de défense (LBD) et matraques sont évoquées : «Je me suis pris un tir de flashball dans l'oreille. Maintenant elle est fendue», explique à l'association «L'assemblée des blessés 44» un manifestant présent à Nantes, le 31 mars. Il a même fourni une photo, on ne peut plus explicite, de sa plaie.

A Caen, Rennes et Nantes, manifestants, enseignantes, les secouristes bénévoles, appelés aussi «street medics», racontent les mêmes situations de violences : «Une grenade a pété juste sur mon mollet». Les mêmes termes reviennent : plaies, brûlures, tirs tendus, blessures, saignements, hématomes.

«Les grenades pleuvaient»

Les rapporteurs du document soulignent également le climat anxiogène à travers de nouveaux exemples. Ils dénoncent la mise en place de dispositifs générant des tensions comme la présence, au plus proche des cortèges, des forces de l'ordre, «l'encadrement policier spectaculaire et omniprésent», note un «street medic» de Paris, dans un communiqué post-manifestation du 28 avril. Usage des bombes lacrymogènes, cortèges coupés délibérément, enfermement des manifestants au sein d'un dispositif sans issue, mise en joue, interpellations sont illustrés par des cas précis. Des moyens considérés comme «disproportionnés» dans le rapport. Le document condamne «l'usage non-conforme de l'armement» des forces de l'ordre : «Des collègues et moi avons aperçu des personnes recevant des tirs tendus de grenades lacrymogènes au front, dans la mâchoire, au postérieur et dans les jambes», témoigne Laurie Tissière, une manifestante du 10 mai, à Nantes. «A Nation, nous avons pris en charge une personne dont une artère avait été sectionnée, au niveau de la cheville, par un tir tendu de la police. Elle avait donc une hémorragie pulsatile, ce qui la rendait indéplaçable. Nous sommes restés avec elle, pendant que les grenades lacrymogènes pleuvaient partout», évoque un «street médic» de la manifestation, du 1er mai, à Paris.

Dans une nouvelle partie, importante, elle aussi, les rapporteurs notent la multiplication de «répressions sans discernement» dont les agressions sur des journalistes et des photographes, du matraquage à terre mais aussi des menaces, des intimidations et de la destruction de matériel.

Les étudiants, lycéens, passants, secouristes témoignent à la suite, dénonçant, notamment, de choquantes lancements de lacrymogènes, aux alentours d'écoles et de jardins d'enfants : «Le cortège est passé à côté de l'école primaire et les CRS se sont mis à lancer beaucoup de grenades lacrymogènes. C'était irrespirable. Les enfants ont été confinés dans le gymnase. Certains ont été traumatisés», décrit un membre du personnel d'une école nantaise.

Un manque de coordination des équipes policières

«Le plus gros souci, ce sont des questions de dispositif et de choix tactique», explique Grégory Joron, secrétaire national CRS d'Unité SGP Police FO. Dans un entretien retranscrit dans le rapport, le représentant des forces de l'ordre tente d'apporter des explications aux défaillances recensées : elles seraient dues au manque de moyens et une suractivité des compagnies. «On enchaîne les événements terroristes, la mission de Calais, qui est très pénible, et les multiples manifestations contre la loi travail. Les fonctionnaires de police et surtout les CRS sont suremployés», confie-t-il à la rapporteure de Paris. Mais il s'agirait, également, d'un défaut de coordination entre les différents groupes d'intervention : les escadrons de gendarmerie, les CRS et les effectifs locaux de la préfecture de police de Paris. «Je le déplore souvent, on n'a pas de réunion de coordination où l'on pose les bases». Il reconnaît que les rôles de chacun ne sont distribués qu'un quart d'heure, une demi-heure avant la manifestation. Aussi fait-il référence à des «cafouillages» : quand certains ont pour ordre d'être sur la défense, d'autres jouent l'attaque...

«Certains collègues se permettent des choses qu'ils ne se seraient jamais autorisés auparavant»

Alexandre Langrois, secrétaire national de la CGT Police, explique notamment que les affrontements sont le résultat d'une sorte d'escalade : «Des deux côtés, les gens ont envie d'être plus violents. Les manifestants qui se prennent des gaz lacrymos et qui n'ont rien fait, ont un réflexe bêtement humain qui est de se venger sur la personne qui a fait ça». Il appuie sur les faiblesses de l'état d'urgence : «la procédure administrative est devenue très molle. Certains collègues se permettent des choses qu'ils ne

se seraient jamais autorisées auparavant».

Lors de la manifestation du 23 juin, Danielle Bouhanna, retraitée parisienne, expliquait : «J'ai fait toutes les manifestations contre la loi travail. J'étais contre l'état d'urgence. Je n'ai jamais voulu d'une dictature! J'ai vu des choses, pendant les rassemblements, des violences policières, qui ne m'ont pas plu».

«On leur dit "vous tirez sur la foule", pour qu'elle dégage»

Alexandre Langlois, de la CGT, justifie :«Les collègues ne savent souvent même pas où ils ont tiré. Ils ne savent même pas s'ils ont touché quelqu'un. Et c'est ça le problème, c'est une gestion de foule globale mais pas individualisée pour les personnes qui posent problème. On leur dit : "Vous tirez sur la foule", pour qu'elle dégage». Luc Escoda, secrétaire régional d'Alliance Midi-Pyrénées, avoue : «Parfois, on nous fait faire n'importe quoi, n'importe comment. Notre commandement n'est parfois pas clair. Il peut arriver qu'on intervienne trop tard, qu'on voit des gens casser ou s'en prendre à nous, et on n'est pas assez réactifs : c'est là où ça gueule. Ce n'est pas dû à des longueurs dans la transmission des instructions, mais à des lacunes en termes de décisions».

Aux lacunes, les rapporteurs formulent des recommandations, en guise de conclusion : interdiction de l'usage des grenades de désencerclement ou des LBD, recadrement des compagnies d'interventions, interdiction des policiers en civil ou encore respect des secouristes et des journalistes. Les rapporteurs affirment avoir tenté de joindre les préfets des quatre villes de référence et le cabinet du ministre de l'Intérieur, pour les sensibiliser, en vain. liberation.fr 30.06

[Dis-moi avec qui tu couches et je te dirai qui tu es.](#)

- Nuit Debout s'est recouché - LeFigaro.fr

Le mouvement place de la République s'est éteint progressivement, même s'il poursuit son activisme sous d'autres formes. Ses militants veulent croire à une transformation politique. LeFigaro.fr 30.06

Dans l'indifférence générale, place à la lutte des classes. On l'avait prévu, mais c'était trop facile...

[En famille, un aveu ne coûte rien.](#)

- Valls: "jamais un gouvernement n'a fait autant pour les entreprises" - AFP

Si, celui de Chirac-Jospin, dit les privatiseurs, gouvernement auquel participait un certain Mélenchon, des dirigeants du PCF et des Verts... Mais bon, tout le monde l'a oublié depuis.

[Le capitalisme est une plaie qui ne se soigne pas, il faut amputer](#)

- La fracture sanitaire s'aggrave en France - Liberation.fr

Contrairement à l'optimisme du ministère de la Santé, une étude de «Que Choisir» indique que depuis quatre ans les déserts médicaux s'étendent, les dépassements d'honoraires augmentent, et l'accès aux soins recule. Liberation.fr 30.06

[En famille en oligarchie. Le gouvernement et le PS sous influence de l'ultra sionisme.](#)

Le Keren Hayessod -défini comme "l'organisme central financier du mouvement sioniste mondial"- organisait un gala en l'honneur de l'Agence juive dont les 120 gouverneurs ont été réunis pour la première fois à Paris.

Parmi les invités ayant tenu un discours : Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État en charge des relations avec le Parlement, intime de Manuel Valls, ex-partisan de Dominique Strauss-Kahn et ancien député capable d'entonner -comme l'avait révélé l'auteur de ces lignes- l'hymne israélien.

À noter : honoré par les participants du gala, le président de l'Agence juive, dénommé Natan Scharansky, a affirmé - le jour même, au Jewish Telegraphic Agency- qu'il n'y avait "pas d'avenir pour les juifs en France à cause des Arabes et du très fort sentiment anti-israélien dans la société". Panamza 27.06

[Comment les médias et portails liés à l'oligarchie maquillent leurs mauvaises intentions pour convertir les naïfs au néolibéralisme.](#)

Oui, il s'agit bien des mêmes va-t-en-guerre qui célèbrent à longueur de temps les exploits de l'impérialisme américain ou de ses

alliés, qui distillent à longtemps de temps le poison mortel du néolibéralisme, qui haïssent tous les peuples qui leur résistent, qui dénoncent la violence des manifestants et des syndicats et j'en passe.

Leur populisme ou démagogie est sans limite, jugez plutôt par vous-même.

- «Le temps est venu de cesser d'instrumentaliser la notion de terrorisme»

Avocate au barreau de Paris, Marie Dosé défend deux prévenues dans l'affaire de Tarnac. Elle réagit aux derniers rebondissements d'un dossier devenu emblématique des errements de l'antiterrorisme à la française. Liberation.fr 30.06

Mais ils ne dénonceront pas le terrorisme d'Etat ou la complicité de l'Etat avec les barbares de Daesh ou d'Al-Nosra...

- Peut-on critiquer l'anticonspirationnisme?

La dénonciation du complotisme souffre trop souvent d'un fort mépris de classe et générationnel et d'une pathologisation médicale de l'opinion. Le quotidien Libération vient de publier une tribune critiquant l'action des pouvoirs publics contre le conspirationnisme... Slate.fr 30.06

Mais ils ne dénonceront pas ceux qui à la tête de l'Etat conspirent à longueur de temps contre le peuple...

- L'autoritarisme rampant à la française

Depuis plusieurs mois, défenseurs des droits humains, magistrats et universitaires alertent l'opinion. À un an de l'élection présidentielle, ils pointent du doigt une série de signaux inquiétants pour la démocratie. Slate.fr 30.06

Mais ces Charlies ont salué toutes les lois liberticides adoptées ces dernières années ou décennies et n'en réclameront pas l'abolition...

[En famille. Un "consensus" qui méritait bien une récompense ou l'inverse.](#)

- Cent Nobel demandent à Greenpeace de ne plus s'opposer aux OGM - Reuters

Plus de 100 lauréats du prix Nobel ont appelé jeudi l'ONG environnementale Greenpeace à cesser de s'opposer aux cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM), estimant qu'il y avait consensus chez les scientifiques sur leur absence de nocivité et les bienfaits que la société peut en retirer.

"Le vrai problème, c'est ceci: pourquoi tiennent-ils une conférence de presse à Washington à une semaine d'un vote important sur le label OGM?", a dit Charlie Cray, chercheur chez Greenpeace, en faisant allusion à un vote prévu la semaine prochaine au Sénat américain. Reuters 30.06

Commentaires d'internautes

1- "Il faut un moratoire d'au moins cent ans sur toutes les manipulations biologiques dont on ne connaît pas les effets à long terme. L'Homme a un million d'années d'évolution et on nous assure que 5 petites années d'expérimentation, c'est suffisant pour les connaître alors qu'on ne sait même pas ce qu'est la vie ou le cancer... Pendant ces cent ans, on continue à étudier les effets biologiques des ces OGM avant une future et lointaine commercialisation."

2- "Pourrait-on connaître l'origine des financements de leurs recherches ? Cela éclairerait peut-être leur discours qui soit dit en passant est contredit par moult autres scientifiques. De plus trop de mensonges et de silences ont entourés la productions de cultures OGM pour qu'actuellement nous puissions faire confiance aux discours les dédouanant de toute incidence sur l'environnement."

2- "Ils ont bien encaissé le chèque de Monsanto."

[Haut de page ↗](#)

Le 2 juillet 2016

CAUSERIE

(Pondichéry 21h30. J'ai corrigé le lien vers le document sur le sionisme et le nazisme, sorry.)

Brexit, quelle "victoire" ?

Assurément, on va aller loin avec ce genre d'interprétation foireuse, grotesque.

Quand le Brexit tourne à la tarte à la crème.

Si quelqu'un vous dit que Cameron a pris la décision d'organiser ce référendum en pensant le gagner, parce que les Britanniques étaient de fervents partisans de l'UE et la situation sociale était florissante en Grande-Bretagne, vous vous demanderez s'il ne se fout pas de vous ou s'il est fou.

La preuve, ils le disent eux-mêmes :

- Il y a tout juste une semaine, les Britanniques ont approuvé le Brexit à 51,9%. Un résultat inattendu, mais pourtant assez peu surprenant. Parce que les Anglais ont avant tout voté contre leur gouvernement. libération.fr 02.07

Vous lirez plus loin que Soros avait parié sur la victoire du Brexit et a empoché le pactole !

Je n'ai pas recouru à cet argument plus tôt, parce que c'était trop facile.

Je n'ai pas mis immédiatement en avant les questions que je m'étais posé en abordant ce sujet, puisque je fais l'objet d'ostracisme, et qu'il aurait été inutile de chercher à discuter des réponses que j'aurais pu proposer sachant que personne n'y aurait été disposé ou tout le monde les aurait ignorées. En voici quelques-unes :

- L'opération était-elle uniquement politique ?

- Consistait-elle à dégoûter les partisans de la sortie de l'UE d'autres pays sachant que d'une manière ou d'une autre ils fouleraient aux pieds le Brexit, que la Grande-Bretagne de fait ne romprait jamais avec l'UE, que cela ne changerait strictement rien ?

- Ont-ils voulu faire croire aux peuples qui aspiraient à sortir de l'UE que ce serait possible, pour ensuite leur démontrer que c'était impossible et qu'ils devraient se résoudre à faire avec ?

- Cette opération était-elle destinée à renforcer l'impression d'impuissance qui domine dans le mouvement ouvrier en l'absence d'issue politique, afin de démoraliser ses militants les plus déterminés ou les isoler davantage ? - Ont-ils choisi la Grande-Bretagne pour monter cette opération, parce que c'était le pays le plus avancé sur le terrain du néolibéralisme en étant quasiment certains que le Brexit l'emporterait, pour ensuite l'annuler ou en neutraliser les effets ?

- A-t-elle été conçue afin que les peuples se soumettent à l'UE en prévision de l'adoption du TTIP ou préparer les conditions politiques pour qu'il soit adopté sans encombre ?

- L'ont-ils conçu pour accroître le pouvoir de l'UE et le justifier, en procédant de la même manière qu'avec les attentats terroristes qu'ils instrumentalisent afin de favoriser l'adoption de nouvelles lois liberticides ou toujours plus répressives destinées comme on a pu le constater à mâter le mouvement ouvrier ? Lu ce matin dans un article daté du 26 juin : - Les élites ont besoin d'une crise maintenant afin de montrer à tous que le mondialisme est la réponse et non le problème. Si les Britanniques étaient autorisés à prospérer une fois qu'ils se sont éloignés de l'union européenne, cela reviendrait à encourager davantage d'autres pays à faire le même choix. C'est quelque chose que les élites sont déterminés à éviter. Sauf que l'auteur de cet article (businessbourse.com), qui semble être un adepte de la théorie du complot, annonçait dans la foulée l'effondrement des marchés financiers... qui n'a tout simplement pas eu lieu, parce qu'une partie de son analyse était fautive. D'une part, aucun pays de l'UE n'en sortira officiellement ou véritablement autrement que par une révolution, d'autre part parce que les tenants du mondialisme se foutent que la Grande-Bretagne prospère ou non suite au Brexit, car il existe d'autres pays dans le même cas, pas exemple la Suisse ou l'Islande qui n'appartiennent pas à l'UE et ne s'en portent pas plus mal.

Quand les dictateurs décrètent que le rejet de la loi Travail est immoral.

- Loi travail : Jean-Marie Le Guen demande un geste de la part des frondeurs - Public Sénat

Alors que le gouvernement n'exclut pas à nouveau l'utilisation du 49.3 à l'Assemblée nationale, le secrétaire d'Etat chargé

des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, appelle les frondeurs à faire un geste et avoir « de la décence morale ». Public Sénat 01.07

La morale de classe du PS est conforme à sa nature : celle du capital.

[À hue et à dia. Fin de règne chaotique.](#)

- Manuel Valls hué par des opposants à la loi Travail à Montpellier - Francetv info

Les sifflets ont recouvert la totalité de son discours. Venu inaugurer une ligne de tramway à Montpellier, Manuel Valls a été copieusement hué, vendredi 1er juillet, par plusieurs dizaines d'opposants au projet de loi Travail. Alors que la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, venait d'achever son intervention sans encombre dans le parc du Peyrou, des huées se sont fait entendre dès le début de la prise de parole du Premier ministre.

Les manifestants, qui étaient parvenus à entrer dans le parc malgré un dispositif de sécurité massif et notamment des filtrages et des fouilles systématiques aux entrées du parc, scandaient "A bas la loi travail !". Certains portaient des "cartons rouges" sur lesquels était inscrit "49-3". "L'idée c'est que Manuel Valls comprenne que nous manifesterons partout où il ira et malgré le dispositif policier qui l'entoure tant qu'il ne retirera pas ce projet de loi qui assassine le code du travail", affirme un jeune manifestant à l'AFP. Francetv info 02.07

[Loi travail. Les dirigeants vendus des syndicats jouent la carte du pourrissement depuis le premier jour.](#)

- Loi travail: nouvelle manifestation mardi à Paris à l'appel de l'intersyndicale d'Ile-de-France - AFP

Les unions régionales d'Ile-de-France des syndicats opposés au projet de loi travail manifesteront de nouveau mardi à Paris sur un trajet proposé par la préfecture de police, entre la place d'Italie et Bastille, que les syndicats ont accepté, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT et de Solidaires.

"La préfecture nous propose place d'Italie-Bastille mardi à 14H00. Nous avons accepté le parcours proposé", a déclaré à l'AFP Pascal Joly, de l'Union régionale Ile-de-France CGT (Urif-CGT). Les syndicats avaient initialement demandé à défiler entre la place de la République et la place de la Nation.

Le défilé de mardi, jour où le projet de loi travail revient à l'Assemblée nationale, s'inscrit dans le cadre d'une douzième journée de mobilisation nationale contre ce texte. Les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et FIDL ont appelé à "poursuivre la mobilisation" à travers le pays "sur des formes à déterminer localement".

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, s'en est cependant démarqué: "Je le dis clairement, je ne souhaite pas qu'il y ait, à Paris en tout cas, une manifestation le 5 juillet", a-t-il dit vendredi dans un entretien à La Croix.

"Nous avons fait respecter la liberté de manifester (le 23 juin, NDLR) grâce au rôle du ministère de l'Intérieur et ça, je m'en félicite", mais avec les casseurs, selon lui, "ça devient compliqué d'organiser ce type de manifestation".

"Il faut assurer la sécurité et, en même temps ça devient difficile d'entrer dans la manif", avec les mesures de sécurité, poursuit-il.

M. Mailly ne sera pas présent à la manifestation parisienne mardi, mais l'Union régionale FO manifesterait bien, a précisé l'Urif-CGT.

Le secrétaire général de FO plaide pour "d'autres types d'actions" contre le projet de loi, comme des "opérations péage gratuit". AFP 01.07

En complément.

Les secrétaires généraux des confédérations des organisations syndicales et celles des étudiants et lycéens se sont également mises d'accord pour organiser un meeting, le 6 juillet 2016, au gymnase Japy – 2, rue Japy 75011 Paris à 15h00, contre le 49-3 et une nouvelle atteinte à la démocratie. (<https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs>)

Signalez-nous si un parti ouvrier avait décidé de rompre avec ces dirigeants syndicaux corrompus.

[En famille. Quand des criminels en jugent d'autres, il y a à craindre qu'ils condamnent aussi des innocents.](#)

Grille de lecture.

- Alors qu'ils ont adopté comme principe de gouvernance le déni, le populisme et l'imposture.
- Ils entendent "sanctionner la contestation" de faits qu'ils falsifient eux-mêmes tout en s'employant à les instrumentaliser à des fins politiques.
- Ils entendent sanctionner des idées qui précisément trouvent leurs origines dans leurs propres falsifications des faits ou s'en nourrissent.
- Il peut arriver à pratiquement n'importe qui d'adopter des idées fausses, sachant que l'immense majorité de la population demeure dans l'ignorance des faits réels ou n'a pas les moyens de les interpréter autrement qu'en s'en remettant aux différentes versions à leur disposition. Les sanctionner est donc commettre une injustice intolérable.
- L'Assemblée adopte un amendement pénalisant la contestation des « crimes contre l'humanité »
- LeMonde.fr

L'émotion a gagné l'Assemblée nationale, dans la soirée du vendredi 1er juillet, après l'adoption à l'unanimité d'un amendement gouvernemental au projet de loi « égalité et citoyenneté ». Celui-ci permettra de sanctionner la contestation des crimes contre l'humanité, dont l'esclavage ou le génocide arménien. Votée en première lecture, cette disposition pénalise leur négation ou leur banalisation d'un an d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

Aujourd'hui, seule la contestation de la Shoah est réprimée, a fait valoir devant les députés la secrétaire d'Etat à l'égalité réelle Ericka Bareigts. L'amendement de vendredi permettra d'étendre la pénalisation à l'ensemble des crimes de guerre ou contre l'humanité « dès lors qu'ils auront été reconnus par une juridiction », où dans le cas où ces derniers sont trop anciens, dès lors qu'ils disposent d'une reconnaissance historique. C'est notamment le cas du génocide arménien de 1915, qui a fait l'objet d'une loi votée en 2001 par le Parlement français. Dans ce cas, une sanction interviendra dès lors que « leur contestation ou leur banalisation sera commise dans des conditions incitant à la haine ou à la violence ». LeMonde.fr 02.07

Nous condamnons cette loi liberticide et celle de 2001, parce qu'elle tend à limiter la liberté d'expression qui consiste notamment à permettre à chaque citoyen de s'exprimer ou d'interpréter librement les événements qui se déroulent en fonction de ses convictions personnelles, et parce qu'elle autorise les autorités judiciaires à déterminer quelle interprétation est acceptable et quelle interprétation est condamnable en fonction de critères laissés à son libre arbitre, en réalité en fonction des besoins politiques du parti au pouvoir ou du gouvernement.

D'autant plus, que le législateur quel que soit le parti au pouvoir, a toujours dans le passé interprété l'histoire en la falsifiant, en occultant les faits qui en contrediraient la version, en les tronquant ou en les déformant si nécessaire.

C'est également introduire un élément de censure au niveau de la pensée ou des idées, pour contraindre la totalité de la population à adopter la version officielle des faits, c'est l'oeuvre d'une dictature soumise aux exigences de l'idéologie de la classe dominante, dont le législateur n'est que le porte-parole et l'exécutant zélé ou obéissant.

Il est à noter que les médias ont largement anticipé cette loi en pratiquant l'auto-censure, qui se traduit par une désinformation déguisée et généralisée, afin de conditionner et tromper la population pour qu'elle ne puisse pas interpréter librement la situation et donc réagir en conséquence.

Il ne faut pas oublier non plus, que c'est l'immense majorité des historiens et des intellectuels en général qui, en adoptant les versions officielles falsifiées de l'histoire (de la lutte des classes), portent la responsabilité d'une telle dérive totalitariste par leur hypocrisie, leur lâcheté et leur cupidité.

C'est le même législateur qui a osé brandir dernièrement la menace d'interdire les manifestations appelées par des syndicats, qui a autorisé la répression violente des manifestants exigeant le retrait de la loi Travail, tandis qu'il donnait ordre de laisser les "casseurs" libres de se livrer à des violences provocatrices envers les forces de l'ordre, pour ensuite imputer la responsabilité des violences aux syndicats et aux manifestants pacifiques. Il faudrait aller plus loin et ajouter qu'en revanche ce législateur estime légitime la violence de l'Etat, qui autorise et s'accommode du chômage de masse et de la misère sociale auxquelles sont confrontés des millions de travailleurs et leurs familles.

C'est toujours le même législateur qui permet que les représentants de l'Etat assimilent l'antisionisme à l'antisémitisme, qui tolère que le communisme soit assimilé au nazisme, etc. en attendant que l'antisionisme et le communisme soient déclarés illégaux ou des "crimes de guerre".

De notre côté, nous reconnaissons à quiconque le droit de penser ce qu'il veut à propos de n'importe quel sujet et de l'exprimer librement, dès lors qu'il n'empiète pas sur le droit d'autrui d'en disposer également à sa guise. Parce que nous partons

du principe que seule la libre confrontation des idées peut permettre de faire triompher celles qui coïncident avec les besoins et les aspirations de l'immense majorité de la population dans le respect de la démocratie, aussi nous nous opposons à tout entrave à l'exercice de ce principe.

Ce qui est marrant, c'est une façon de parler, j'ai l'impression que mes lecteurs ne l'ont pas compris...

En complément. Le législateur et les députés ont un couteau à la place du coeur.

- Seine-Saint-Denis : un responsable des Restos du cœur agressé au couteau - LeFigaro.fr

Les faits ont eu lieu vendredi à Montreuil, près de Paris. La victime âgée d'une soixantaine d'années a été conduite à l'hôpital. Les agresseurs, un homme et une femme qui ont pris la fuite, sont activement recherchés. LeFigaro.fr 01.07

[Brexit: Quel cataclysme !](#)

Les investisseurs rassurés.

- Wall Street finit en hausse, reprend plus de 3% sur la semaine - Reuter

- La Bourse de Paris finit en hausse (0,86%) une semaine après le Brexit - AFP

"Les investisseurs se rendent compte que le Brexit n'est pas pour aujourd'hui, ni pour demain d'ailleurs, ce qui leur permet de penser un peu à autre chose et de rattraper le terrain perdu", a-t-il ajouté.

"Les marchés commencent à s'apaiser et la volatilité se réduit", ont également estimé les gérants de Barclays Bourse.

Et ce contexte alimente l'espoir de gestes supplémentaires des banques centrales, ce qui offre également un soutien, selon lui.

La Banque d'Angleterre (BoE) pourrait assouplir sa politique monétaire dès cet été, a d'ailleurs prévenu son gouverneur, Mark Carney, lors de sa deuxième allocution officielle en quelques jours, une réponse exceptionnelle à la décision des Britanniques de quitter l'UE. AFP 01.07

- L'Allemagne maintient sa politique budgétaire malgré le Brexit - Reuters

Le milliardaire Soros avait parié sur le Brexit

- Selon les données de S&P Global, bien qu'on ne connaisse pas le montant exact que M. Soros a gagné après le Brexit, des documents publics montrent qu'il a doublé ses paris plus tôt cette année sur le fait que les actions chuteraient.

Four days before the result of the referendum, Mr Soros wrote in The Guardian: "A vote for Brexit would make some people very rich – but most voters considerably poorer. independent.co.uk 25.06

Traduction. Quatre jours avant le résultat du référendum M. Soros avait écrit dans The Guardian: "Un vote en faveur du Brexit rendrait des gens très riches, mais beaucoup plus d'électeurs s'appauvriraient considérablement.

Get back ou la réaction se mobilise

- Brexit: Les initiatives des pro-européens se multiplient au Royaume-Uni - 20minutes.fr

L'idée d'un « Breversal », un retour en arrière sur la décision de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, émerge peu à peu outre-Manche. Ce mardi déjà, quelques milliers de Britanniques se sont rassemblés à Trafalgar Square puis devant le Parlement de Londres pour protester contre la sortie de l'UE. Et les initiatives anti-Brexit fleurissent un peu partout, notamment sur les réseaux sociaux.

Les opposants au Brexit avaient déjà lancé une pétition appelant à l'organisation d'un nouveau référendum. A ce jour, plus de 4 millions de Britanniques ont signé ce texte.

Marche, rassemblement et grève symbolique

Les partisans du « remain » ne s'avouent donc pas vaincus. Les festivités commencent dès ce samedi 2 juillet avec une grande marche pour l'Europe organisée dans la capitale londonienne. Selon The Independent, des milliers de participants sont attendus. Le lendemain, place à la jeunesse. Un rassemblement de jeunes Britanniques qui militent pour le droit de vote dès 16 ans se tiendra le dimanche 3 juillet.

En début de semaine, une grève symbolique sera organisée dans les entreprises. Les Britanniques sont invités à « débrayer » sur leur lieu de travail ce lundi 4 juillet. Kristof Deak, à l'origine de cette initiative, espère mobiliser beaucoup de monde, des milliers de Londoniens devraient notamment suivre cet appel.

La semaine d'après, le mardi 12 juillet, ce sont les immigrés travaillant au Royaume-Uni qui organiseront un rassemblement pour faire part de leurs inquiétudes. D'autres manifestations, plus conviviales, seront également organisées, notamment le samedi 9 juillet avec un pique-nique anti-Brexit. 20minutes.fr 01.07

[Get back ou le retour de Thatcher en prime](#)

- Theresa May, la « nouvelle Thatcher » - LeParisien.fr

La dame de fer, le retour ? Theresa May, 59 ans, porte le même genre de brushing carré strict que Margaret Thatcher, l'ex-Premier ministre britannique. Mais la comparaison ne s'arrête pas là. Il y a aussi le caractère bien trempé de l'opiniâtre ministre de l'Intérieur.

Euroseptique notoire, elle a malgré tout apporté son soutien à Cameron durant la campagne du Brexit. Son manque de visibilité durant cette période lui a permis de ne pas s'aliéner les cadres de son parti. Une prudence disparue depuis l'annonce de sa candidature. « Le Brexit est le Brexit », dit-elle, en affirmant qu'il est hors de question que le Royaume-Uni revienne dans l'UE « par la porte de derrière ». Comble de l'agacement pour ses partenaires européens, elle veut imposer son propre calendrier, refusant de déclencher la procédure de divorce avant fin 2016.

Sa candidature a immédiatement reçu le soutien des médias anglophones, pro comme anti-UE. Le tabloïd « Daily Mail » titrait hier : « Il y a le feu à la maison, et seule Theresa peut l'éteindre. » Un soutien que la ministre a fièrement affiché sur son nouveau compte Twitter de campagne. LeParisien.fr 02.07

Il parle pour ne rien dire : Il ne sera plus là !

- Pour Hollande, la sortie du Royaume-Uni de l'UE ne peut être "reportée" ou "annulée" - Francetv info

Le président de la République a eu un entretien bilatéral avec David Cameron, en marge des commémorations du centenaire de la bataille de la Somme à Thiepval, vendredi. "Le Royaume-Uni restera un partenaire, un allié, un ami de la France, quoiqu'il arrive", a déclaré le président français.

« C'est là qu'on s'en rend compte : être dans l'Union européenne a des avantages. Et c'est, je pense, ce que les Britanniques commencent à comprendre, ceux qui ont pu être tentés par le Brexit sont en train d'y réfléchir (freiner ou revenir sur une sortie de l'Union européenne) », a dit le chef de l'État, en marge des commémorations du centenaire de la bataille de la Somme à Thiepval (Somme), qu'il présidait avec David Cameron.

La perspective de négociations longues avec Bruxelles offre aussi la tentation de faire traîner en longueur la sortie britannique, une option que les dirigeants européens réunis en sommet la semaine dernière s'efforcent de contrecarrer.

Après la notification du « prochain Premier ministre ou la Première ministre » britannique, il y aura une phase de négociations « qui ne durera pas plus de deux ans », a réitéré le président français. « Le plus vite sera le mieux », avait-il d'ailleurs dit au micro de la BBC peu auparavant. Francetv info et 20minutes.fr 01.07

[Désinformation. Flagrant délit.](#)

Les faussaires à l'oeuvre.

- Le pouvoir de l'électorat gris : après le Brexit, que réservent encore les baby-boomers aux générations qui leur survivront ? - Atlantico.fr

La faible participation des jeunes combinée au poids démographique et électoral de la génération du baby-boom pose un problème démocratique majeur quand les décisions qui sont tranchées dans les urnes sont structurantes pour l'avenir du pays. Une problématique qui a été révélée au grand jour par Atlantico.fr 01.07

Au contraire, les vieux se sont abstenus massivement à plus de 80%, alors que l'abstention des 18-24 ans n'a été que de 36% (lire la causerie d'hier pour plus de détails).

Pourquoi ont-ils décidé d'avoir la peau de Jeremy Corbyn, demandez-le au lobby néolibéral sioniste.

- Le chef des travaillistes britanniques compare "gouvernement israélien" et "État islamique" - Atlantico.fr

"Nos amis juifs ne sont pas plus responsables des actions d'Israël ou du gouvernement de Benyamin Netanyahou que ne le sont nos amis musulmans de celles de plusieurs États ou organisations soi-disant islamiques".

Ce jeudi, la phrase de Jeremy Corbyn, chef du parti des travaillistes en Grande-Bretagne, même si elle n'accrole pas exactement les termes "État" et "islamique", a fait tache, ramassant immédiatement les huées d'un public pourtant acquis à sa cause.

Prononcée lors d'un événement contre l'antisémitisme, cette déclaration sème la confusion, même sans vouloir jouer sur les mots. Et M. Corbyn aura beau nier et essayer de se rattraper aux branches un peu plus tard, la comparaison entre autorités israéliennes et État islamique est bel et bien établie dans les esprits :

"Ce que je veux dire, c'est que l'on ne devrait pas dire à quelqu'un que sous prétexte qu'il est juif, il doit avoir une opinion sur Israël, de la même manière que l'on dit à chaque personne musulmane qu'elle doit avoir une opinion sur les ignobles agissements de la part de ceux qui déforment les justes propos de l'Islam par leurs actions", a-t-il tenté peu de temps après.

Surtout en pleine présentation d'un rapport du parti travailliste sur l'antisémitisme, publié ce jeudi, qui se base sur deux mois d'études pour préconiser justement que les membres du parti "s'abstiennent d'utiliser le nom d'Hitler, des nazis et de l'holocauste pour faire des comparaisons erronées lors des débats sur le conflit israélo-palestinien".

Pour rappel, l'ancien maire de Londres, le travailliste Ken Livingstone, avait été renvoyé de son parti en mai dernier après avoir déclaré que Hitler avait soutenu le Sionisme fin 2015. Arguant que cette affaire est toujours en cours, Jeremy Corbyn et l'auteur du rapport sur l'antisémitisme, Shami Chakrabarti, se sont refusés à tout commentaire à ce sujet lors de la présentation du 30 juin. Atlantico.fr 30.06

Ken Livingstone avait eu raison puisqu'il existe une multitude de documents ou de témoignages qui le confirment. Lire plus loin.

La caractérisation de nazi est si appropriée au sionisme qu'ils se le balancent à la figure et veulent le bannir d'Israël.

- Libération - La Knesset envisage de réprimer l'usage insultant des mots liés au IIIe Reich, pratique répandue dans la vie politique locale.

En Israël on balance du «nazi» à la tête des opposants ou adversaires ou ennemis, dans son propre pays.

Dans le camp opposé, de gauche, les militants des droits de l'homme n'ont pas hésité à dire que le gouvernement se comportait comme les nazis en mettant les immigrés africains dans des camps d'internement. Récemment le ministre des Finances a été affublé d'un uniforme de SS sur Facebook.

La négation de l'Holocauste étant déjà interdite en Israël (comme en France) il s'agit maintenant de bannir le mot «nazi» du vocabulaire israélien.

Le célèbre scénariste et écrivain Etgar Keret a toutefois pris la peine d'écrire une tribune ironique dans le New York Times intitulée «Parfois "Nazi" est le mot juste». Etgar Keret s'amuse à imaginer un Etat d'Israël d'où le mot «nazi» est banni mais où rien ne change, les mêmes répressions, les mêmes tirs de roquettes, les mêmes insultes des hommes politiques qui parlent de «cancer» pour désigner les immigrés africains. Et puis un autre Israël, un «nouveau» où on peut toujours dire «nazi» mais où, par exemple, le gouvernement accueille les réfugiés africains plutôt que de les enfermer dans des camps. liberation.fr 20.01.2014

- Roger Waters (Pink Floyd) compare Israël aux nazis...

J'ai découvert l'article suivant ce matin par hasard. Extraits

- Le sionisme et le régime nazi. par Klaus Polkehn - sott.net 31.10.2013

L'attitude des sionistes à l'égard de la menace d'une domination fasciste totale en Allemagne était déterminée par certains présupposés idéologiques communs : les fascistes tout comme les sionistes croyaient aux pseudo théories raciales, et les uns comme les autres partageaient la croyance dans des généralisations mystiques comme le caractère national» (volkstum) et la « race » les uns et les autres étaient chauvins et penchaient pour « l'exclusivisme racial. » C'est ainsi que l'officiel sioniste Gerhart Holdheim écrivait en 1930 dans une livraison du Süddeutsche Monatshefte consacrée à la question juive (une publication dans laquelle, entre autres, des antisémites notoires faisaient connaître leurs opinions) : « Le programme sioniste conçoit la communauté juive comme étant homogène et indivisible, sur une base nationale. Le critère qui définit la communauté juive n'est pas la confession ou la religion, mais un sentiment global d'appartenance à une communauté raciale que réunissent des liens de sang et historiques et qui est déterminée à préserver son individualité nationale. » C'était le même langage, la même phraséologie que celle utilisée par les fascistes. Il va de soi que les fascistes allemands voyaient d'un bon œil les conceptions sionistes, tel Alfred Rosenberg, le principal idéologue du parti nazi qui écrivait :

« le sionisme doit être soutenu vigoureusement de sorte à ce qu'un certain nombre de juifs allemands partent chaque année en Palestine ou que, du moins, on leur fasse quitter le pays. » Considérant une déclaration de ce genre, Hans Lamm écrivait plus tard : « ...il est incontestable que dans les premières étapes de leur politique juive, les nationaux socialistes pensaient qu'il convenait d'adopter une attitude pro sioniste. »

De manière très perspicace, la CVn (Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens ou Union Centrale des Citoyens Allemands de Confession Juive, fondée en 1893 - ndr) avait remarqué que la reconnaissance par les sionistes de «certains postulats des nationalistes allemands » avait donné des munitions aux antisémites et, dans une déclaration de politique générale émise par la CVn il était même question du sionisme comme ayant mis au mouvement [juif] un «coup de poignard dans le dos» dans la lutte contre le fascisme.

Mais les sionistes pensaient que seul Hitler pouvait pousser les juifs allemands antisionistes dans le bras du sionisme. Robert Welsch, qui était alors rédacteur en chef du journal sioniste allemand Jüdische Rundschau déclarait le 8 janvier 1933 (trois semaines après l'arrivée d'Hitler au pouvoir) lors d'une réunion du comité local de la ZVFD : « Le caractère antilibéral du nationalisme allemand [i.e. les tendances réactionnaires de la bourgeoisie allemande - K.P.] s'accordaient avec la position antilibérale du sionisme et nous nous trouvons maintenant devant une chance de trouver, non une base pour une compréhension [mutuelle, NdT] mais pour la discussion. »

L'appel à Hitler le 30 janvier pour prendre la tête du gouvernement fut suivi par une mainmise sur toutes les positions d'autorité par le parti national Socialiste, ce qui signifiait que des antisémites déclarés étaient désormais au pouvoir. Les juifs allemands regardaient ces événements avec appréhension parce que dans le programme du parti nazi figuraient le retrait de la citoyenneté aux juifs (Point 5) la révocation des Juifs exerçant dans la fonction publique (Point 6) ainsi que l'expulsion de tous les Juifs qui avaient immigré en Allemagne après le 2 août 1914 (Point 8).

Seuls les sionistes voyaient des avantages à cette tournure des événements (L'historien britannique Christopher Sykes, qui n'était certes pas antisioniste, est de l'opinion « que les dirigeants sionistes étaient déterminés dès le tout début du désastre nazi à retirer un avantage politique de la tragédie. »

La première expression publique de cela fut l'oeuvre du Dr Joachim Prinz, un rabbin berlinois qui était un sioniste convaincu et qui immédiatement après le 30 janvier 1933 décrivit la prise de pouvoir par Hitler comme étant le « début du retour des juifs à leur judaïsme. »

Évoquant le terrorisme fasciste contre les juifs allemands, Prinz écrivait : « Nous n'avons plus nulle part où nous cacher. Au lieu de l'assimilation, nous souhaitons la reconnaissance de la nation juive et de la race juive. » Ce point de vue n'était pas du tout celui d'un individu isolé. On pouvait lire le 13 juin 1933 dans l'organe officiel de la ZVFD, le Jüdische Rundschau :

« Le sionisme reconnaît l'existence d'une question juive et veut la résoudre d'une manière généreuse et constructive. A cette fin, il veut s'attirer le soutien de tous les peuples ; ceux qui ont de la sympathie pour les juifs tout comme ceux qui leur sont hostiles, dans la mesure où, du point de vue sioniste, ce n'est pas une question sentimentale mais un véritable problème à traiter à la solution duquel tous les peuples sont intéressés. »

En recourant à cette argumentation, le sionisme adoptait la même ligne politique que les fascistes.

Le 21 juin 1933, les sionistes firent une déclaration officielle sur leur politique à l'égard de la prise de pouvoir par les fascistes : « La déclaration de l'Union Sioniste pour l'Allemagne en Référence à la Position des Juifs dans la Nouvelle Allemagne. » Dans une partie de ce long document, il était souligné que « Notre avis est qu'un des principes du nouvel état allemand d'exaltation nationale rendrait possible une solution satisfaisante. » Dans son document, la ZVFD, jetait un regard sur l'histoire de la situation des juifs en Allemagne, en se servant d'un vocabulaire fasciste comme les « liens du sang et de la race » et, exactement comme Hitler, postulait une « âme spécifique » pour les juifs. Les sionistes affirmaient ainsi : « Pour le juif aussi, l'origine, la religion, la destinée commune et la conscience de soi doivent avoir une signification décisive dans sa façon de vivre.

Ce qui nécessite de surmonter l'individualisme égoïste qui s'est répandu à l'époque libérale, et devrait être réalisé à travers l'acquisition d'un sentiment commun d'unité et en assumant avec joie notre responsabilité. »

Après cette admission et cette reprise des thèses fascistes, suivait une reconnaissance ouverte de l'Etat fasciste : « Sur le sol du nouvel Etat [i.e. l'Allemagne fasciste], qui a établi le principe de la race, nous voulons organiser l'ensemble de la structure de notre communauté de la même manière, de sorte que, pour nous aussi, l'aboutissement de la revendication de notre patrie puisse aboutir dans la sphère qui nous est allouée. » En conclusion, les sionistes condamnaient la lutte contre le régime hitlérien menée par les forces antifascistes qui avaient appelé au printemps 1933 au boycott économique de l'Allemagne nazie. « La propagande pour le boycott qu'ils sont en train de faire contre l'Allemagne est dans sa nature même contraire au sionisme dès lors que le sionisme ne veut pas combattre mais convaincre et construire. » (...)

Les fascistes récompensèrent les sionistes pour leur «retenue » et permirent au ZVFD de poursuivre ses activités sans entraves. (C'était au moment où tous les partis et organisations démocratiques et antifascistes en Allemagne étaient soumis à une répression des plus rigoureuses et où leurs cadres et leurs membres étaient en prison ou en camp de concentration)

Dans le même temps, les fascistes mettaient toutes sortes d'obstacles sur le chemin des organisations non sionistes. Ces entraves touchaient en tout premier lieu la CVn parce que, avant 1933 déjà, les fascistes voyaient dans la CVn « leurs principaux opposants juifs, » ainsi qu'il est indiqué dans de nombreux exemples tirés de la presse nazie.

La CVn avait toujours accusé les sionistes de monter peu d'intérêt pour la «lutte [contre le fascisme ... et qu'ils [les sionistes] suivaient une politique d'indifférence [devant l'emprise du péril fasciste] parce qu'il ne se sentait pas concerné.»

Le 1er mars 1933, les SA, des paramilitaires fascistes, occupaient le siège central de la CVn pour le fermer. Le 5 mars 1933, la CVn était interdite en Thuringe pour cause de « complot de haute trahison ». (...)

Après 1933, les fascistes permirent aux sionistes de continuer avec leur propagande. Tandis que tous les journaux en Allemagne étaient placés directement sous supervision du Ministère de la Propagande (les journaux publiés par les communistes, le parti Social-démocrate ou les syndicats et d'autres organisations progressistes étaient interdits) le Jüdische Rundschau pouvait paraître sans entraves.

Winfried Martini, correspondant à l'époque de la Deutsche Allgemeine Zeitung à Jérusalem et qui, selon son propre témoignage, avait des « liens personnels étroits avec le sionisme » observa plus tard ce « fait paradoxal » que « de toute la presse, c'était la presse juive i.e. sioniste] qui pendant des années conserva une certaine marge de liberté qui avait été complètement retirée à la presse non juive. » Il ajoutait que dans le Jüdische Rundschau, on pouvait très souvent trouver des opinions critiques à l'égard des nazis sans pour autant que cela se traduise par l'interdiction du journal.

C'est seulement à partir de fin 1933 que cela conduisit à une interdiction de la vente de ce journal à des non juifs.

Les Juifs devaient, c'est ce que souhaitaient les fascistes, être convertis au sionisme même si cela devait se faire avec une argumentation dirigée contre les fascistes. De la sorte, la diffusion de ce journal sioniste qui était auparavant assez faible connut une rapide augmentation.

Que le journal sioniste ait pu se féliciter d'être dans les bonnes grâces des dirigeants fascistes est compréhensible quand on examine la position de cet organe de presse vis-à-vis du boycott des commerces juifs du 1er avril 1933. Ce pogrom organisé contre des citoyens Juifs en Allemagne, qui avait soulevé l'indignation dans le monde entier et provoqué colère et répulsion chez tous les Allemands honnêtes n'avait pas été condamné franchement par le journal qui l'évaluait plutôt comme une confirmation de la justesse de la position sioniste : « l'erreur fatale de nombreux Juifs [de croire] que quelqu'un peut représenter les intérêts juifs sous une autre casquette [autre que juive en tant que telle, NdT] est écartée, » écrivait le Jüdische Rundschau en parlant du pogrom :

« Le 1er avril 1933 peut être un jour de réveil juif et de renaissance juive. »

La liberté d'action des sionistes incluait aussi l'édition de livres à côté de leur journal. Jusqu'en 1938, plusieurs maisons d'édition (dont entre autres, Jüdische Verlag à Berlin-Charlottensbourg et Schochen-Verlag à Berlin) pouvaient publier sans entraves de la littérature sioniste. C'est ainsi que purent être publiés en toute légalité dans l'Allemagne fasciste des textes de Chaim Weizmann, David Ben Gourion et Arthur Ruppin.

Les premiers jours de la domination nazie en Allemagne virent aussi le début d'une collaboration économique entre les fascistes et les sionistes. En mai 1933, la compagnie sioniste de plantation de citronniers en Palestine, Hanotea», avait déjà sollicité du ministère de l'économie du Reich la permission de transférer du capital d'Allemagne, ouvrant ainsi la voie à l'accord de transfert (Haavara) qui interviendra plus tard. Klaus Polkeh

L'intégralité de l'article est disponible au format pdf en haut de la page d'accueil.

- Le centre Simon Wiesenthal condamne la célébration des collaborateurs nazis en Ukraine et l'interdiction du communisme (PRCF) - legrandsoir.info 20.04

Mais pas le coup d'Etat de Maidan orchestré par l'Otan et auquel ont largement participé des milices néonazis... et des agents du Mossad...

- Ces (nombreux) pays que l'existence de Daech arrange bien - nouvelobs.com

Olivier Roy, spécialiste de l'islam et fin connaisseur du djihadisme, est professeur à l'Institut universitaire européen de Florence.

- Pour les Israéliens, Daech c'est génial : des Arabes qui tapent sur des Arabes et réciproquement ! Ils ne peuvent que se réjouir de voir le Hezbollah se battre contre des Arabes, la Syrie s'effondrer, l'Iran être empêtré dans une guerre, tandis que la question palestinienne devient une cause secondaire. nouvelobs.com 22.11.2015

- Décrédibiliser la banque auprès de la population est une grosse faute

- Le parquet, avocat fiscaliste de la Société générale - Liberation.fr

Trois médias (Médiapart, France Inter et 20 minutes) exhument un document confirmant la proximité entre le parquet de Paris et la banque dans le traitement de l'affaire Kerviel. L'entreprise avait-elle le droit de bénéficier d'un crédit d'impôt de 2,2 milliards d'euros en se dédouanant des pertes imputées à son ancien trader... Liberation.fr 01.07

- Dégât collatéral ?

- Arbitrage Tapie: le ministère public préconise la validation du renvoi en procès de Christine Lagarde - AFP

L'avocat général a préconisé vendredi le rejet du pourvoi en cassation de la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, contre son renvoi en procès pour négligence dans l'affaire de l'arbitrage qui a accordé plus de 400 millions d'euros à Bernard Tapie. AFP 01.07

[Monde policier.](#)

- Données personnelles : un accord « Privacy Shield » très favorable pour les Etats-Unis - LeMonde.fr

Le « bouclier de protection de la vie privée » encadrera le transfert de données personnelles de citoyens de l'Union européenne vers des « data centers » outre-Atlantique. LeMonde.fr 01.07

- Israël va geler des transferts fiscaux palestiniens - Reuters

Israël va geler certains transferts fiscaux et douaniers palestiniens en représailles aux deux attaques commises ces derniers jours en Cisjordanie, ont déclaré vendredi les services du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Ce gel concernera une partie des 130 millions de dollars Reuters 01.07

- L'UE prolonge de six mois ses sanctions économiques contre la Russie - AFP

L'Union européenne a formellement prolongé vendredi jusqu'au 31 janvier 2017 les lourdes sanctions économiques qu'elle avait décrétées contre la Russie à l'été 2014, en raison de son implication présumée dans le conflit ukrainien, une décision immédiatement dénoncée par Moscou. AFP 01.07

- Kenya : un avocat retrouvé mort après avoir été enlevé par des policiers - LeMonde.fr

Willie Kimani travaillait sur des dossiers de violences policières. Il a disparu le 23 juin, après une audience au tribunal de Makovo, en banlieue de Nairobi. LeMonde.fr 01.07

[Comment les médias et portails liés à l'oligarchie maquillent leurs mauvaises intentions pour convertir les naïfs au néolibéralisme.](#)

- Le paradoxe nordique ou quand les pays les plus favorables à l'égalité des sexes ont aussi un gros problème de violence domestique - Atlantico.fr

Alors que les pays d'Europe du Nord figurent parmi les sociétés les plus égalitaires au monde, ils sont également en tête de liste des pays européens en termes de violences conjugales. Atlantico.fr 01.07

- «Le féminisme traite mal les hommes. Et c'est mauvais pour le féminisme»

- Les féministes seraient-elles devenues «anti-hommes»? se demande une essayiste américaine. Qui pointe des propos outranciers... avec des arguments bancals. Le féminisme va-t-il trop loin et serait-il devenu anti-hommes? C'est ce que déplore l'éditorialiste et essayiste Cathy Young, dans un post Slate.fr

Bienvenue en oligarchie

- Sodomy médiévale: l'amour entre hommes, envers et contre tous

Quelle était la place de ces relations homosexuelles au Moyen Âge? Au Moyen Âge, l'homosexualité, il serait absurde de le nier, est difficilement acceptée par les religions monothéistes, avec une attention toute particulière portée aux hommes qui gaspilleraient leur semence dans des relations interdites Slate.fr

- Immigration : la révolution culturelle dont l'Europe ne peut plus faire l'économie après le Brexit

Alors que la campagne pro-Brexit au Royaume-Uni a accordé une large place à la question de l'immigration, la manière dont les sociétés européennes (et notamment la France) ont pensé le phénomène migratoire est aujourd'hui clairement remise en cause. Atlantico.fr

Démocratie révolutionnaire (NPA) ne dit pas autre chose :

- "Nous militons pour l'ouverture des frontières, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous, ce qui est incompatible avec tout repli national. Ces mots d'ordre démocratiques sont inséparables d'un programme d'urgence anticapitaliste et révolutionnaire."

Tu parles, c'est marrant de trouver Erdogan, Obama, les chantres du néolibéralisme, la pseudo-gauche et extrême gauche sur la même ligne. Ils ne comprennent rien à l'évolution du capitalisme mondial et à la stratégie du chaos de Washington. Ils tiennent à en être, ce sera sans nous.

Eh dites-donc, moi qui vit en Inde depuis 20 ans, je n'ai même pas ma place en France alors que la frontière est grande ouverte, pour cause de chômage et d'insécurité sociale !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Autriche

- Autriche: la présidentielle annulée en raison d'irrégularités, nouveau scrutin à venir - AFP

Les Autrichiens vont retourner aux urnes pour élire un président après un coup de théâtre sans précédent: l'invalidation du scrutin, qui offre au candidat d'extrême droite Nobe Hofer une deuxième chance de décrocher la magistrature suprême manquée de peu en mai.

Les Autrichiens vont retourner aux urnes pour élire un président après un coup de théâtre sans précédent: l'invalidation du scrutin, qui offre au candidat d'extrême droite Nobe Hofer une deuxième chance de décrocher la magistrature suprême manquée de peu en mai.

La répétition d'un duel extrêmement serré s'annonce entre les deux candidats, que seules 30.863 voix avaient séparés, dans un contexte européen chahuté par le vote britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne.

La Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction du pays, a donné raison vendredi au recours du parti d'extrême droite FPÖ

qui contestait la régularité de l'élection présidentielle après la défaite de Norbert Hofer, 45 ans, battu par l'écologiste Alexander Van der Bellen, 72 ans.

Ni fraude, ni manipulation du scrutin du 22 mai n'ont été constatées mais une accumulation de négligences dans le dépouillement, qui entachent la validité du résultat.

Première conséquence de ce scénario totalement inédit dans cette petite République de 8,7 millions d'habitants, et dans l'UE: une nouvelle élection sera organisée, sans doute à l'automne.

La haute juridiction, qui a auditionné plus de 60 témoins en deux semaines d'audiences publiques, a confirmé que plusieurs dizaines de milliers de bulletins du vote par correspondance avaient été dépouillés soit en dehors des heures légales, soit sans la supervision requise, une pratique jusque-là largement tolérée.

Le dépouillement de ces votes n'était autorisé qu'à partir de 09H00 le lundi 23 mai, mais certains bureaux avaient débuté plus tôt, sous la pression, selon des témoins, de devoir délivrer le plus vite possible les résultats de cette élection scrutée dans toute l'Europe.

"Nous avons toujours fait comme ça", avaient justifié les responsables des bureaux de vote interrogés par les juges.

Les irrégularités constatées portent sur 77.926 suffrages, plus du double des voix qui ont séparé les candidats.

Au coude-à-coude le soir du scrutin, les deux candidats avaient été départagés par les votes par correspondance, une procédure très utilisée en Autriche, qui ont représenté 16,7% des suffrages exprimés. M. Van der Bellen l'avait emporté avec 50,3% des voix. AFP 01.07

Syrie

- Crise syrienne: Assad craint un effet domino - sputniknews.com

La dégradation de la situation en Syrie sera lourde de conséquences pour toute la région, prévient le président syrien.

La politique menée par la Russie et l'Iran à l'égard de la Syrie vise à assurer la sécurité au niveau de toute la région, ainsi que la propre sécurité de ces pays, et non pas à protéger le président syrien, a annoncé Bachar el-Assad dans une interview accordée à la chaîne australienne SBS.

"C'est une mauvaise interprétation de l'Occident. C'est probablement une partie de la propagande occidentale de dire que la Russie et l'Iran soutiennent le président Assad, mais ce n'est pas le cas. Il s'agit de la situation dans son ensemble", a-t-il indiqué.

Selon lui, la crise syrienne provoquera un effet domino dans toute la région et aura des répercussions pour les pays voisins, pour l'Iran, la Russie ainsi que pour l'Europe.

Au-delà de leur propre sécurité, la Russie et l'Iran cherchent en Syrie à protéger le droit du peuple syrien à l'autoprotection, a indiqué M. Assad, ajoutant que sans l'appui des Syriens et bénéficiant uniquement du soutien apporté par Moscou et Téhéran, il n'aurait pas pu rester au pouvoir pendant cinq ans. sputniknews.com 01.07

Irak

- L'Irak bombarde un convoi de Daesh contre l'avis des États-Unis - voltairenet.org

À l'issue de la bataille de Falloujah, un convoi d'environ 500 véhicules a permis aux combattants de Daesh de fuir la ville vers la Syrie.

Le Pentagone a refusé de le bombarder au motif qu'il s'agissait de véhicules civils et qu'il transportaient probablement les épouses et enfants de certains jihadistes.

L'armée irakienne a cependant décidé de le bombarder, détruisant plus de 200 véhicules et tuant ses occupants.

Les militaires irakiens sont persuadés que le Pentagone avait reçu instruction de laisser s'échapper les conseillers de la CIA qui encadraient les jihadistes. voltairenet.org 01.07

Haut de page ↗

Le 4 juillet 2016

CAUSERIE

Les géopoliticiens ont le mérite de produire des articles ou des ouvrages dans lesquels sont rassemblés une multitude de faits qui nous sont précieux pour comprendre la situation, dont une partie échappera aux lecteurs de la presse écrite parce qu'ils sont dissimulés ou sont censurés par les médias institutionnels.

Il faut comprendre que lorsqu'on est maintenu dans l'ignorance de l'existence de certains faits, il paraît évident qu'on aura toutes les difficultés du monde pour en établir l'existence, puisqu'on ne saura pas auprès de quelle source nous pourrions nous informer, à moins de se lancer dans des recherches laborieuses qui prendraient beaucoup de temps le plus souvent ou d'avoir acquis une certaine expérience en la matière, ce qui n'est pas du domaine du citoyen lambda qui travaille.

Quant à leurs analyses, elles sont souvent partisans ou relèvent de la propagande. Ils ne peuvent pas traiter ces faits de manière objective ou ils n'iront pas au bout de leurs analyses qui aboutissent généralement dans une impasse ou nous laisseront sur notre faim, parce qu'ils ne conçoivent pas que les événements qui se produisent s'inscrivent dans un processus dialectique lié au développement historique du capitalisme et à ses contradictions qui constituent un ensemble de contraintes qui dépassent ceux qui nous gouvernent ou qui se situent hors de leur contrôle.

Leurs analyses sont toutes déterminées à la base ou soumises à un seul facteur qui justifieront leur orientation et détermineront leurs interprétations des rapports et l'évolution des différents facteurs qu'ils auront à traiter au fil des événements : leur conception politique selon laquelle le capitalisme serait éternel ou indépassable. Cela a donné de leur part des interprétations extravagantes du Brexit et ses conséquences depuis le 24 juin, par exemple.

Chez les plus sérieux d'entre eux ou qui en font profession, donc qui en vivent, les analyses qu'ils nous proposent seront en partie correcte et en partie erronée, parce qu'influencés par leur conception politique ou leurs convictions politiques qui s'écartent du processus dialectique et historique à l'oeuvre dans chaque pays ou à l'échelle mondiale.

Leurs analyses sont en priorité destinées à ceux qui les emploient ou les rémunèrent, destinataires qui seront des chefs d'Etat ou de gouvernement ou des personnages puissants liés à eux qui sont avant tout préoccupés par l'évolution économique, sociale et politique dans leur propre pays, pour les aider à résoudre les difficultés auxquelles ils sont confrontés ou tout simplement rester au pouvoir.

Et comme il n'existe dans le monde aucun régime socialiste ou qui serait favorable aux travailleurs, ils sont au service de réactionnaires qui exploitent et oppriment leurs peuples, ce qui n'en font pas forcément des réactionnaires, mais n'en feront pas pour autant des révolutionnaires, ce qu'ils confirment eux-mêmes en ignorant systématiquement ou en combattant les partis qui incarnent le socialisme, ceci étant conforme avec leur conception politique ou leurs convictions.

En comparaison, Marx rédigeait pour vivre des chroniques pour des journaux américains qui n'étaient pas vraiment socialistes, tout en dirigeant l'Internationale et en combattant pour le renversement du capitalisme. Marx était très pauvre pour ne pas dire miséreux, alors qu'il aurait pu mettre son extraordinaire capacité intellectuelle au service de la réaction et en vivre confortablement ou comme un bourgeois

Il existe également au côté des géopoliticiens professionnels auxquels il faut reconnaître un certain talent et une utilité certaine, une multitude de géopoliticiens amateurs ou dilettantes qui vivent également très bien ou mieux davantage parce qu'ils bénéficient d'un statut social privilégié plutôt que de leur plume ou clavier dirait-on de nos jours. Ils officient occasionnellement pour des médias ou plus généralement pour des portails ou blogs liés au secteur dégénéré du mouvement ouvrier qu'ils alimentent, afin non pas de le régénérer mais de finir de le pourrir.

Si les uns sont des réactionnaires assumés, les autres sont des contre-révolutionnaires qui ne l'assument pas, ce qui explique pourquoi nous aurons une préférence pour les premiers.

Que des militants ou des lecteurs ne l'aient pas compris, montre à quel point nous ne partageons pas tout à fait les mêmes valeurs, d'où le dialogue de sourd entre nous.

Entre une personne qui n'est pas en mesure de s'élever au niveau du matérialisme dialectique et historique et qui assume sa conception du monde, et une personne qui prétend y être parvenu par des moyens déloyaux pour finalement nous tromper, notre choix est vite fait.

De la même manière entre quelqu'un de sincère ou d'honnête qui se fourvoie sans avoir particulièrement l'intention de nous induire en erreur, et quelqu'un de malhonnête qui recourt à la démagogie ou des moyens détournés pour délibérément nous mener dans une impasse ou nous bernier, on concevra facilement qu'il sera possible d'envisager des relations avec la première, alors que ce sera totalement exclu avec la seconde. On peut étendre ce principe à la vie en général.

Ils représentent les intérêts de la petite bourgeois ou des classes moyennes ainsi que les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, que le PS a abandonné en glissant progressivement vers le néolibéralisme. Leur stratégie est basée sur le nationalisme ou le souverainisme qui ne sont pas tout à fait la même chose, mais dont les frontières sont poreuses, de sorte que la concurrence à laquelle ils se livrent se traduira chez certains par une collusion entre les deux, tandis que d'autres demeurent hermétiques à toute alliance entre eux tout en empruntant au besoin des arguments à leurs concurrents.

Etant le produit de la décomposition du PS ou de ce qu'on appelait la gauche réformiste avant son glissement néolibéral, sans en comprendre la nature et en ignorant le socialisme, ils sont conduits à pencher de préférence à droite, voire jusqu'à l'extrême droite. Ne se positionnant pas sur un critère de classe indépendant, ils oscillent entre la droite et la gauche, entre le capital et le travail, empruntant des éléments de programme de l'un et de l'autre pour au final donner un discours démagogique qui leur permettra de s'attirer la sympathie de certaines couches des deux camps en flattant leurs aspirations.

En incarnant la petite bourgeoisie, ils ne peuvent pas proposer à leurs partisans ou sympathisants une issue politique indépendante ou cohérente puisque demeurant liés au capitalisme, aussi leur jeu consistera à privilégier ou à soutenir l'impérialisme qui leur semble le plus fréquentable (Russie, Chine...) au détriment de l'impérialisme dominant (US) ou qui selon eux incarne les intérêts qu'ils défendent, ce qui se comprend du fait que les impérialismes dominés ou les pays dit émergents en sont encore au stade où leurs classes moyennes se développent, ils s'identifient avec elles en quelque sorte en espérant en tirer profit sur le plan politique.

Leur politique est rétrograde dans la mesure où ils sont nostalgiques d'un passé définitivement révolu, réactionnaire ou contre-révolutionnaire en voulant faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, ce à quoi s'emploient justement les tenants du néolibéralisme sur le plan social, ce dont ils se soucient uniquement quand ce sont les intérêts des classes moyennes qui sont durement frappés, ne se penchant sur le sort du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière ou se souvenant de leur existence, les soutenant éventuellement, épisodiquement, que pour mieux les instrumentaliser ou s'en servir comme moyen de chantage ou de pression sur le pouvoir afin qu'il leur accorde des concessions ou les ménage pour continuer de vivre confortablement en régime capitaliste.

Les faits ou le développement de la crise du capitalisme ne peut que leur donner tort à court terme ou à l'arrivée. Parce que l'ensemble des impérialismes dominés, des pays dits émergents, la totalité des Etats, bien que leur niveau de développement diffère, non seulement ils ne peuvent pas ignorer la crise du capitalisme qui les frappe également, ils sont conduits à se soumettre au néolibéralisme ou à l'adopter à leur tour parce qu'il incarne le stade suprême du développement du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant, sous peine de voir remis en cause leur existence ou la domination de classe de leur propre bourgeoisie, ce à quoi ils n'échapperont pas davantage que les impérialismes dominants dorénavant en proie à une crise sociale et politique permanente qui ne peut que s'approfondir ou s'amplifier dans le futur.

Donc ni le nationalisme ni le souverainisme teintés de réformisme pas plus que le néolibéralisme ne peuvent constituer une issue à la crise sociale et politique qui va s'étendre à tous les pays de la planète dans le cadre du capitalisme en faillite ou en bout de course et qui présente une grave menace sur son existence, ce qui explique pourquoi les sommets du capitalisme, le premier cercle des oligarques les plus puissants, ont conçu une stratégie financière et politique à caractère mafieuse et criminelle pour s'émanciper des contradictions du capitalisme, qui à terme ne peuvent que conduire à des révolutions sociales et mettre en péril leur domination de classe.

Ne pouvant pas se débarrasser du capitalisme d'un seul coup ou par décret, parce que son degré de développement demeure inégal dans le monde, ils vont se servir de sa crise pour accroître la concentration du capital entre quelques mains, tout en soumettant tous les Etats à leur pouvoir ou les déposséder de leur pouvoir politique à l'aide d'institutions supranationales qui ont toute pour vocation à s'inscrire dans cette stratégie, puisqu'il ne peut en exister une autre et que c'est une question de vie ou de mort pour assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Déposséder tous les Etats de leur pouvoir ou de leur souveraineté ne signifie pas leur disparition, car en réalité seuls le pouvoir politique ou la souveraineté des peuples sont amenés à disparaître, ainsi que l'ensemble de leurs droits sociaux, ce qui inclut ou concerne toutes les classes sans exception, hormis l'oligarchie et ses sous-traitants, ainsi que les élites intellectuelles qui lui sont acquis ou qui servent ses intérêts.

Le processus de mondialisation n'est pas encore parvenu à son terme, et seule l'oligarchie ou le néolibéralisme aurait les moyens de l'achever, pour peu qu'ils parviennent à neutraliser ou dévoyer la capacité de résistance des peuples ou du mouvement ouvrier, afin de réduire à l'impuissance ou de rendre la lutte des classes inoffensives à défaut de pouvoir la faire disparaître totalement, bien que ce soit leur objectif final, peu importe puisque le résultat serait sensiblement le même, aboutissant à l'impossibilité de contester et encore plus de renverser un ordre social qui échapperait à toute emprise, du fait qu'il ne reposerait plus sur un antagonisme fondé sur les inégalités entre les classes qui fut à l'origine du développement du capitalisme et de ses

contradictions, ainsi que de la lutte des classes, mais sur un règlement policier de type juridique qui fixerait le statut privé de chacun des membres de la société en accordant arbitrairement les pleins pouvoirs à l'oligarchie, aux multinationales, qui règneraient en maîtres absolus sur le monde, ce qu'on appelle aussi le mondialisme ou le socialisme à l'envers.

Ceux qui s'enthousiasment pour les Brics, la "déglobalisation", la "démondialisation" ou encore le "Brexit", qui voient dans Poutine et Xi des opposants à l'impérialisme américain, qui ouvertement ou plus discrètement voient en eux la solution à la crise du capitalisme, ne tiennent pas compte du développement historique du capitalisme, qu'ils sont en proie aux mêmes contradictions auxquelles les dirigeants de pays occidentaux dominants doivent faire face, et que finalement ils n'ont pas d'autres moyens pour les affronter que recourir aux mêmes expédients ou moyens que l'impérialisme américain ou l'oligarchie anglo-saxonne.

Ce qui explique pourquoi ils ne s'attardent pas sur la situation sociale et politique dans ces pays, qui en quelque sorte est pire que dans les pays capitalistes occidentaux, où à bien des égards prévaut avant l'oeuvre la réalisation des conditions sociales ou des rapports politiques auxquels aspire le néolibéralisme, situation qui n'est pas réservée exclusivement à la Russie et à la Chine, mais qui s'étend d'ores et déjà à de nombreux pays tel que l'Inde par exemple, où se côtoient des rapports de type féodaux ou issus du modèle capitaliste corrompu et mafieux, combinaison qui réduit pratiquement à néant les droits politiques des Indiens, tandis que leur condition sociale est digne de celle qui prévalait au XVIIIe ou au XIXe siècle dans les pays en voie d'industrialisation, cela vaut pour le Japon, la Corée du Sud, une grande partie des pays en Asie ou pour ainsi dire aucun parti ne représente les intérêts des masses exploitées.

Ces géopoliticiens représentent les intérêts de la petite bourgeoisie amenés à être broyés par la mondialisation. Antimatérialistes, réfractaires à la dialectique, qui plus est à l'association du matérialisme et de la dialectique qui incarne le socialisme qu'ils vomissent. Ils ne parviennent pas à concevoir que la politique néolibérale s'impose au capitalisme ou qu'elle est le produit de ses lois de fonctionnement qui ont déterminé son développement jusqu'à nos jours, car inhérentes aux inégalités sur lesquelles elles reposent et qui ne peuvent que se creuser en alimentant la crise du capitalisme et la lutte des classes, et non le produit de la volonté d'une poignée de milliardaires d'accroître leur fortune.

L'histoire du capitalisme se réduit à un processus matérialiste et dialectique qui s'est développé à l'échelle historique en dehors de la conscience des hommes qui y ont participé ou qui l'ont subi, parce qu'ils en ignoraient les tenants et aboutissants, les origines autant que les étapes par lesquels le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme allait passer au cours des siècles et des millénaires, qui allait se traduire par le développement des forces productives qui donneraient naissance à différents modes de production, avant d'atteindre la limite au-delà de laquelle, soit il entrerait en putréfaction et serait condamné à périr, soit les hommes parviendraient à en prendre conscience pour en modifier l'orientation (du processus dialectique), de sorte qu'en mettant un terme au règne de la nécessité, l'homme se libère des contraintes ou des contradictions qu'il avait contribué à créer au cours de son développement chaotique et dont il était esclave, pour atteindre un stade supérieur de développement synonyme de progrès social sans fin ou sans entrave, de liberté, dont profiterait l'ensemble de l'humanité.

En tournant le dos à cette interprétation matérialiste et dialectique du processus historique dont le capitalisme est le produit, on est amené à adopter une interprétation de type métaphysique ou idéaliste de la situation et de son évolution, qui finalement et infailliblement aboutira à se soumettre à l'ordre capitaliste qu'on le veuille ou le reconnaisse ou non n'y changeant strictement rien.

Flagrant délit.

POID - atribunedestravailleurs.fr - Rendez-vous à Mumbai, la grande ville industrielle de l'ouest de l'Inde accueillera la Conférence mondiale contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire.

Rendez-vous à Mumbai 18-20 novembre 2016

- ...en Inde, le gouvernement veut exclure 90% des travailleurs de l'application du code du travail !

Je ne vois pas comment le gouvernement indien pourrait vouloir exclure "90% des travailleurs de l'application du code du travail", puisqu'ils sont justement 90% ou plus à ne pas en bénéficier du fait qu'ils sont employés dans le secteur informel où ils n'ont ni contrat de travail, ni feuilles de paie et évidemment ni certificat de travail, aucun droit hormis la journée de travail de 8 heures, et encore.

Cela confirme à sa manière que ce genre de parti ne représente que 10% des travailleurs ou les intérêts de l'aristocratie ouvrière et en aucun cas ceux de l'ensemble de la classe ouvrière. A moins qu'ils soient mal informés.

Cela me fait marrer, parce que le sympathisant du POID qui me harcèle depuis des années m'avait fait la leçon récemment dans un courriel, en m'invitant sur un ton sarcastique ou emprunt de mépris à m'intéresser à la lutte des classes en Inde au lieu de me mêler de ce qui ne me regarde pas ou la situation en France. Je n'avais pas pris la peine de répondre tellement c'était con ! La preuve.

- L'emploi en Inde : progression de l'informel - juillet 2012 - www.ird.fr

Extraits. L'emploi informel, c'est-à-dire non régulé ni protégé, n'est pas un phénomène résiduel appelé à disparaître. Dans le contexte néolibéral de concurrence globalisée, des processus de flexibilisation et d'informalisation de l'activité sont partout à l'œuvre. Une chercheuse de l'IRD et ses collègues(1) explorent le cas indien. La croissance économique du pays coexiste avec une détérioration des conditions de travail et une expansion de l'emploi informel qui représente 92 % de la main-d'œuvre.

L'importance de l'emploi informel

Entre 1999 et 2004, la main-d'œuvre est passée de 397 à 457 millions de personnes. Cette croissance a été entièrement absorbée par l'emploi informel qui représente plus de 90 % du marché du travail. Le travail formel, lui, a reculé, y compris au sein des entreprises enregistrées et régulées, au rythme de 0,32 % par an. Par exemple, la part des emplois sans contrat écrit ou avec un engagement inférieur à un an a augmenté. Dans ce contexte, les progrès accomplis en matière de législation sociale et de protection des travailleurs échouent à s'imposer au plus grand nombre. Le cas indien est représentatif des évolutions à l'œuvre en temps de globalisation néolibérale. C'est par des études de cas localisées qu'une chercheuse de l'IRD et ses collègues(1) peuvent en documenter les ressorts.

(1) Ces travaux ont été réalisés avec des partenaires de l'EHESS et de l'Université de Bordeaux IV, de la School of Oriental and African Studies (SOAS) et des Universités d'Oxford et d'East Anglia au Royaume-Uni, de la Jawaharlal Nehru University et de l'Institut français de Pondichéry en Inde. www.ird.fr

En 2015 la masse salariale en Inde est passée à 480 millions.

En Inde, la première revendication pour lequel le mouvement ouvrier devrait lutter devrait être un deuxième jour de congé hebdomadaire, parce que cela changerait la vie des travailleurs indiens en leur permettant de pouvoir s'intéresser à leurs affaires, s'occuper de leurs enfants, de lire, d'acquérir des connaissances, de progresser, etc.

[La page nécrologique de la réaction.](#)

Il ne fallait douter de rien pour croire un instant qu'un énarque pouvait être de gauche...

Valls qui se revendique rocardien a salué en Rocard un "visionnaire"... du chaos, qui selon L'Est républicain fut un "social-démocrate avant l'heure"... un social-libéral, à l'instar des Blair et Shroëder qui influencés par le reaganisme et le thatchérisme firent accomplir à la social-démocratie la conversion ou le tournant au néolibéralisme, qui souhaitons-le lui sera fatal.

Le Journal du dimanche reconnaît en lui "un réformiste"... devenu corporatiste, un théoricien de la *deuxième gauche*"... fossoyeur de la gauche s'enthousiasme les éditorialistes aux ordres, qui a laissé un "un vrai héritage"... la CSG, celui de la "gauche moderne" s'extasie Le Parisien... la plus réactionnaire depuis un siècle, celle qui pour Le Monde allait s'employer sous la direction de Rocard (et Delors) de "rénover la gauche, la réconcilier avec le réel, allier le concret et la rigueur", mission qui allait consister à partager l'interprétation de la situation adoptée par les représentants officiels du capitalisme qui fixerait le cadre et le cap de la politique du PS, qui en pratique allait se traduire par l'abandon de toute référence au socialisme, parce qu'il n'appartenait pas au "réel" contrairement au capitalisme qui lui existait bel et bien et indépassable, Rocard se faisant ainsi le "chantre d'un socialisme exigeant et moral" totalement dénaturé ou méconnaissable exulte naturellement Libération.

En famille, ils sont orphelins.

- Une classe politique unie rend hommage à Rocard - Le Huffington Post

De la gauche à la droite en passant par le centre, c'est une classe politique unie qui a rendu hommage à Michel Rocard, décédé samedi 2 juillet. Le Huffington Post 03.07

- Quand Rocard couvrait la deuxième génération de la seconde gauche - Slate.fr

- Le "rocardisme", un héritage largement revendiqué - AFP

"Deuxième gauche"... Réformisme à la française... Le "rocardisme" est-il mort avec Michel Rocard ou peut-il être incarné par ceux qui s'en disent "orphelins" ou bousculent comme lui la gauche, tels Manuel Valls, Emmanuel Macron ou même François Hollande ? AFP 03.07

- Réfléchir avec Rocard, que du bonheur - Slate.fr

Pour rappel, Slate est un portail porte-parole de l'oligarchie financière anglo-saxonne, qui distille à longueur de temps le venin mortel du néolibéralisme ou "que du bonheur" !

- Mort de Michel Rocard : Hollande salue une « grande figure de la République et de la gauche » - LeMonde.fr

Le premier ministre Manuel Valls, issu lui-même du rocardisme, a jugé qu'il incarnait « la modernisation de la gauche et l'exigence de dire la vérité ». LeMonde.fr 03.07

La vérité selon les idéologues de l'oligarchie...

- Mort de Michel Rocard : "Je perds un mentor, un ami", affirme Manuel Valls sur France 2 - Francetv info

Il a salué en Michel Rocard "un réformateur, un visionnaire, il avait vu juste sur la décentralisation, l'écologie, l'exercice du pouvoir bien avant d'autres". Francetv info 03.07

- Le Michel Rocard dont on se souviendra - Par Bruno Guigue - Arrêt sur Info.

Depuis son ralliement au parti mitterrandien (1974), l'inventeur de la « deuxième gauche » fut l'artisan inlassable de la conversion du PS au social-libéralisme. Avec une remarquable constance, il est de tous les combats pour aligner la gauche française sur les standards libéraux. En 1983, il plaide contre Chevènement pour le funeste tournant de la rigueur, matrice originelle des politiques d'austérité. Premier ministre, il prépare la signature du traité de Maastricht (1992), pièce maîtresse du carcan européen. L'instauration forcée de l'hypermarché communautaire n'a jamais manqué d'avocats, et Michel Rocard fut l'un des meilleurs.

Difficile, en fait, de le prendre en défaut d'incohérence. Européiste convaincu, Rocard était aussi un fervent atlantiste. Lors de la crise franco-américaine de 2003, il se rend auprès de l'ambassadeur US à Paris pour le rassurer. La frénésie gaulliste de Jacques Chirac, lui dit-il en substance, n'est qu'une passade, un feu de paille. Solidement arrimée au bloc occidental, la France demeurera toujours un allié indéfectible des Etats-Unis. Définitivement jetées aux orties, les diatribes contre l'impérialisme du jeune dirigeant du PSU ! Avec l'âge et les responsabilités, Michel Rocard a pris soin de se ranger du côté du manche. Arrêt sur Info 03.07

- Jean-Luc Mélenchon : Un éclaircisseur nous a quittés. Sa vie est une leçon. (Twitter 02.07)

Le think tank Terra Nova financé à 80% par des multinationales ou des grandes entreprises, qui eut pour directeur un certain Michel Rocard, reprendra le « diagnostic » proposé au PS 15 ans plus tôt par le même Michel Rocard et salué en son temps par Jean-Luc Mélenchon, « diagnostic » qui consistait à "ne peut plus se regrouper au coup d'œil sur les mains calleuses", autrement dit à s'adresser à d'autres classes ou couches de la société que la classe ouvrière qu'il méprisait au passage pour permettre aux affairistes du PS de conserver leurs places au soleil des institutions de la Ve République. Cela donnera la "gauche plurielle" qui s'illustrera dans le gouvernement Chirac-Jospin en devenant le champion des privatisations sous la Ve République.

Le 20 février 1993 dans Libération, dans une tribune en forme de lettre ouverte à Rocard et intitulée « Youpi, cher Michel », Mélenchon est alors sénateur PS de l'Essonne. Extrait.

Libération - Il dit alors se retrouver sur le « diagnostic » posé par Rocard : le socialisme historique ne doit plus seulement répondre au monde ouvrier. « Ce monde actuel où toute hiérarchie naturelle s'est dissoute et où aucun individu ne peut être réduit à sa fonction sociale, son sexe ou sa religion, est bien celui qui donne au projet socialiste sa base la plus large. Je dis : youpi ! s'exclame-t-il. Les mécanismes de base sur lesquels se construisait la représentation politique des nôtres ont changé. Ce qui ne peut plus se regrouper au coup d'œil sur les mains calleuses, comment le réunir ? »

Dans une interview au Parisien en octobre 1993, il explique ainsi : « Rocard, qui plaidait pour le consensus quand il était à Matignon, ne parle plus d'alliance avec les centristes mais d'un axe avec les socialistes, les communistes et les écologistes. Voilà le changement... Et puis c'est vrai, je ne connaissais pas l'autre Rocard, le militant. » liberation.fr 03.07

Pour rappel à propos de Terra Nova.

2015 : Gilbert Cette et Jacques Barthélémy publient un rapport sur l'assouplissement du droit du travail. Ils proposent qu'une « négociation collective puisse modifier plus facilement certains éléments du contrat de travail, tels que la durée du travail et, par conséquent, la rémunération mensuelle des salariés ».

Un "monstre de cynisme" s'en est allé ou le sionisme est en deuil.

- Eloge funèbre à New York d'Elie Wiesel, salué par des hommages du monde entier - AFP

- Elie Wiesel : une vie au service de la paix - Francetv info

- Elie Wiesel est mort - LeParisien.fr

Eli Wiesel, célèbre écrivain juif américain qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1986, est mort hier à l'âge de 87 ans, a annoncé le mémorial de l'Holocauste Yad Vashem à Jérusalem (Israël).

Un pacifiste qui n'hésite pas à soutenir l'intervention militaire « quand aucune autre option n'est possible », comme il l'écrivait en 2003 dans le « San Francisco Chronicle » à propos de la guerre en Irak. LeParisien.fr 02.07

- Elie Wiesel l'imposteur, n'est plus - Par Georges Stanechy - Arrêt sur Info.

Notre Industrie Médiatique de la Propagande ne cesse de larmoyer, nous imposant un deuil national pour exprimer les regrets éternels que nous lui devrions... Nos cruches ministérielles en tête, ou en chœur...

Injonction s'appliquant avec autant de zèle que dans les autres pays de la « Communauté [internationale] de l'OTAN ». Nos frères en servitude...

Sans entrer dans le détail des remises en cause d'une multitude d'historiens et de chercheurs sur les « témoignages », ou le « storytelling » comme disent nos amis anglophones, de cet « ancien déporté survivant » des camps nazis, d'origine Roumaine, il restera dans l'Histoire un maître de « l'Imposture ». Référons-nous aux travaux et analyses de Norman G. Finkelstein (1) ou d'Alain Gresh (2).

A l'exemple de Tartuffe, le personnage emblématique de la célèbre pièce de Molière, de 1669, dont le titre complet était, ne l'oublions pas : Le Tartuffe ou l'Imposteur.

Pour mémoire, il se retrouva, entre autres lucratives sinécures, à la tête d'une fondation « Fondation Elie Wiesel pour l'Humanité » qui avait pour vocation de lutter, face aux crimes collectifs et génocides, « contre l'indifférence, l'intolérance et l'injustice » ... Comme par hasard, les fonds propres de cette fondation, estimés à 15,2 millions de dollars, se sont volatilisés, en décembre 2008, dans l'escroquerie Bernard Madoff... Pschitt !... Plus rien...

Propagandiste le plus encensé de la colonisation européenne au Moyen-Orient, il fut couvert, dans nos pays asservis, de décorations, d'honneurs, de doctorats « honoris causa » (plus de 100 universités !...), et tutti quanti... Liste interminable.

Jusqu'à, comme il est d'usage pour les plus ardents promoteurs de cette abjection, l'incontournable Prix Nobel de la Paix qui lui fut décerné dès 1986.

Et, comme pour tout Prix Nobel de la Paix qui respecte son contrat, il fut un implacable artisan de La Guerre et du Chaos.

Parmi ses plus hystériques appels aux interventions militaires, en clair : aux massacres et destructions, citons le démembrement de la Yougoslavie sous les bombes de l'OTAN, la pulvérisation de l'Irak sur fondement de mensonges connus de tous, et son incessante campagne pour l'anéantissement de l'Iran.

Le cynisme du personnage fit de lui le récipiendaire, en 2005, du Prix Lumière de la Vérité, « pour son action en faveur des Droits de l'Homme et du peuple tibétain ». Accordé, il est vrai, par une des plus efficaces officines de propagande anti-chinoise américaine, via la promotion d'un autre célèbre imposteur : le Dalaï-lama.

Lui, qui n'a jamais levé le petit doigt, prononcé la moindre parole, émis la plus insignifiante objection, pour atténuer, si ce n'est empêcher, les atroces souffrances et spoliations infligées au Peuple Palestinien par les colons européens. Encore moins pour ceux enfermés dans un des plus sanguinaires ghettos que l'Humanité ait connu jusqu'à présent : Gaza...

J'espère, avant de se retrouver face aux portes de l'Enfer, qu'il soit celui de Dante ou de Jérôme Bosch, le savoir condamné à embrasser, tenir dans ses bras, tous les enfants Irakiens, Libanais et Palestiniens, massacrés, brûlés vifs, enterrés vivants, sous les bombes et les balles de nos forces armées « démocratiques », dans son silence complice.

La mort de ce monstre de cynisme, symbole de « La Conscience » ou de « L'Ethique » de nos sociétés occidentales pétries de « Vertus » et de « Valeurs », archétype de ces Belles Ames, histrions de nos plateaux médiatiques, ne cesse d'évoquer en moi le titre de l'inoubliable roman de Boris Vian : « J'irai cracher sur vos tombes » ... Arrêt sur Info 03.07

1. Norman G. Finkelstein, L'Industrie de l'Holocauste : Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des juifs (traduit de l'américain par Éric Hazan, avec une postface de Rony Brauman), éditions La Fabrique, Paris, 2001.

2. Alain Gresh, « Elie Wiesel l'imposteur et Jérusalem », Les blogs du Monde diplomatique, 18 avril 2010.

Qui sème la violence peut craindre la violence.

- Face aux "risques de violence", le PS veut reporter son université d'été - AFP

Face aux "risques de violence" et à moins d'un an de la présidentielle, le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a annoncé dimanche le report de l'université d'été de la Belle Alliance populaire, initialement prévue à Nantes du 26 au 28 août. AFP 03.07

Ils violentent les préjugés des masses en les humiliant pour mieux faire régner le chaos et les réprimer

- Les députés votent en faveur de l'abolition de la violence corporelle faite aux enfants - LeMonde.fr

La notion d'autorité parentale définie dans le code civil a été précisée par le vote d'un amendement au projet de loi égalité et citoyenneté. LeMonde.fr 03.07

Ayant été un enfant battu, à 60 ans je leur refuse le droit de juger mes parents, et je les accuse ainsi que leur société pourrie d'avoir été responsable de leur comportement violent à mon égard.

Qui les écoute encore ? Plus personne.

- Pierre Moscovici : "Il n'y a pas d'austérité en France, il n'y en a jamais eu !" - Atlantico.fr

Brexit.

Rassurez-vous, les Bourses ont ouvert en hausse.

Quand Valls est instrumentalisé ou n'a rien compris à la manoeuvre, il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

- Le démenti cinglant du New York Times au rêve de Manuel Valls de voir Paris remplacer Londres dans le cœur des financiers
- Atlantico.fr

Ils sabrent le champagne... et dans les impôts des sociétés

- Après le Brexit, Londres prêt à sabrer l'impôt sur les sociétés - La Tribune

Alors que George Osborne avait déjà annoncé en mars une baisse de l'impôt sur les sociétés de 20% à 17% en 2020, voilà désormais le ministre britannique des Finances prêt à le réduire davantage. Le Royaume-Uni projette ainsi de faire passer sous la barre des 15% l'impôt sur les sociétés afin de retenir les entreprises, inquiètes après le référendum en faveur d'un Brexit, a indiqué le ministre au Financial Times dimanche.

"Tirer parti de la situation donnée"

Georges Osborne a dit vouloir mettre en place une "économie super-compétitive", avec une baisse de plus de 5 points de l'impôt sur les sociétés, actuellement de 20%, ce qui en ferait le plus faible parmi les grandes puissances économiques, selon le Financial Times.

"Il nous faut rester concentrés sur l'horizon et la route devant nous et tirer parti de la situation donnée", a déclaré le ministre au quotidien économique.

Cette mesure, qui réduirait l'écart avec l'Irlande voisine, où l'impôt sur les sociétés à 12,5% est un important facteur d'attractivité, interviendrait alors que des entreprises envisagent de quitter le Royaume-Uni en raison de l'incertitude pesant sur ses futures relations avec l'Union européenne.

Le FT, qui cite le chancelier de l'Echiquier, indique par ailleurs que Londres entend renforcer ses relations avec la Chine

pour compenser les effets possibles du Brexit sur ses échanges commerciaux avec l'UE. latribune.fr 04.07

L'opération consistait à tirer ou conserver le meilleur de l'UE tout en s'affranchissant de son carcan, pour finalement lui laisser les rogatons et une situation sociale ingérable ou de plus en plus incontrôlable.

Quand la réaction néolibérale appelle à mater "les débiles hargneux" qui ont voté pour le Brexit.

- Il est temps que les élites se soulèvent contre les masses - slate.fr

Le Brexit a dévoilé le schisme politique de notre époque. Ce n'est pas la gauche contre la droite, mais les sains d'esprit contre les débiles hargneux...

L'extrémisme est devenu mainstream. L'une des caractéristiques les plus manifestes du vote pro-Brexit aura été la répudiation totale des banquiers, des économistes et des chefs d'État occidentaux ayant mis en garde les électeurs contre les dangers d'une scission avec l'Union européenne. Le Premier ministre britannique David Cameron était persuadé que les électeurs allaient se ranger du côté des experts et de leur quasi consensus. Ce qui prouve combien il s'est leurré sur son propre peuple. (...)

Dans une majorité de pays, les partis d'extrême droite et nativistes arrivent en tête des sondages. Pour l'instant, aucun n'a réussi à rafler une majorité d'électeurs, même si fin mai, Norbert Hofer, leader du FPÖ et friand de symbolique nazie, était à un cheveu de remporter la présidentielle.

À gauche et à droite, les partis traditionnels pourraient de plus en plus combiner leurs forces pour repousser les nationalistes. Un phénomène qu'a connu la Suède, où un parti de centre droit fait office de partenaire minoritaire au gouvernement de centre-gauche. En France, si le Parti socialiste est effectivement distancé dès le premier tour, il appellera très certainement à voter pour le candidat des conservateurs LR afin de barrer la route au Front national.

De telles coalitions informelles réussiront peut-être à survivre en attendant que la fièvre baisse. (...)

Fondamentalement, c'est bien la mondialisation qui est au cœur du problème. Le Brexit, Trump, le Front national et consorts montrent combien les élites politiques ont sous-estimé la colère que pouvaient susciter les mouvements trans-nationaux, et cette soit que quelqu'un, quelque part et par des moyens quelconques, réussisse à faire revivre le monde d'hier. On pourrait s'étonner que cette réaction arrive aujourd'hui, et pas au lendemain immédiat de la crise de 2008, sauf que l'atténuation de la crise aura fait naître une impression nouvelle de stagnation. Face aux perspectives de croissance nulle en Europe, et d'augmentation minimale des revenus aux États-Unis, les électeurs se rebiffent contre les sombres heures que leur promet le long terme. (...)

Il est possible que la politique se réaligne elle-même autour de l'axe de la mondialisation, avec les teigneux d'un côté et les pragmatiques de l'autre. (...)

Évidemment, à droite comme à gauche, les partis traditionnels cherchent à s'attirer les faveurs des nationalistes renfrognés. (...) Reste que la gauche et la droite se divisent sur la meilleure marche à suivre pour atténuer les effets de la mondialisation et gérer le vaste afflux de réfugiés et de migrants. La menace extrémiste pourrait ne pas être suffisante pour les inciter à faire cause commune.

Le schisme qui s'ouvre sous nos yeux ne relève pas uniquement de la politique, mais aussi du rapport à la réalité. Les forces pro-Brexit l'ont emporté parce que des politiciens cyniques n'ont eu aucun scrupule à alimenter la paranoïa des électeurs, en leur mentant sur les dangers de l'immigration et les coûts de l'adhésion à l'UE. Certains commencent à admettre leurs mensonges. (...)

Oh, pardon, j'ai utilisé le terme d'«ignorant»? Oui, tout à fait. Non seulement faut-il dire aux gens qu'ils hallucinent, mais la tâche des gouvernants est bien de les faire sortir de leur délire. Est-ce que c'est «élitiste»? Sans doute. Ou peut-être en sommes-nous tellement venus à glorifier l'authenticité de la moindre conviction personnelle qu'il est désormais «élitiste» de se fier à la raison, à l'expertise et aux leçons de l'histoire. Dans ce cas, les partis qui admettent la réalité doivent se préparer à affronter ceux qui la nient et combattre les borgnes qui règnent sur ces aveugles. Si tel est le réajustement à venir, il y a des raisons d'être impatient. Slate.fr 04.07

Bienvenue en oligarchie

- Quand les Anglais partaient faire la Grande Guerre entre amis - Slate.fr

- Google va bientôt vous demander l'autorisation de collecter plus de données personnelles : mais s'agit-il d'un choix réel ou d'une illusion de choix ? - Atlantico.fr

- Après Orlando, «venir à la Marche des fiertés est un acte de résistance» - LeFigaro.fr

Haut de page ↗

Le 5 juillet 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, je dois cuisiner, il est 16h10 et je suis en retard, à 18 heures je dois arroser le jardin et ainsi de suite... L'homme au foyer quelle galère vous avouerez ! A bas le féminisme ! Toujours dans la bonne humeur...

Quand des intellectuels polémiquent sur le Brexit.

- Sapir, Onfray, Chevènement, tigres de papier du souverainisme - Arrêt sur Info

« Brexit : vingt intellectuels* eurocritiques lancent un appel pour un nouveau traité », tel est le titre d'une tribune publiée par « Le Figaro » du 30 juin. Ce texte signé par Jacques Sapir, Michel Onfray et Jean-Pierre Chevènement rend un hommage appuyé au « peuple britannique » qui a « exprimé souverainement sa volonté de rester maître des décisions qui le concernent. » Car « ce vote courageux et massif » est « une claque pour la dérive technocratique dans laquelle l'Union européenne actuelle s'est laissé enfermer ». Et « tout montre que dans la plupart des pays européens, les citoyens n'acceptent plus d'être gouvernés par des instances non élues, fonctionnant en toute opacité ».

Fort bien, mais lisons plutôt la suite. « Le vote britannique peut être une chance : il doit être l'occasion de réorienter la construction européenne, en articulant la démocratie qui vit dans les nations avec une démocratie européenne qui reste à construire ».

Et nos intellectuels, pour finir, demandent la réunion d'une conférence qui aurait pour objet « la renégociation des traités sur les trois questions cruciales dont la méconnaissance a conduit à l'affaissement de l'actuelle construction européenne : la souveraineté, c'est-à-dire la démocratie et l'indépendance stratégique. »

En somme, les signataires saluent ostensiblement le courage du peuple britannique, mais ils ne manifestent nullement l'intention de suivre son exemple. Ils tressent des couronnes au « Brexit », mais ils suggèrent à nos dirigeants l'artifice permettant de faire l'économie d'un « Frexit ». Au lieu d'inviter les Français à la même intrépidité, ces héros par procuration laissent aux Britanniques le privilège d'avoir ouvert une brèche qu'ils rêvent de refermer. Coïncidence troublante, cette tribune est parue le jour même où Alain Juppé déclare sur Bfm/Tv : « On peut craindre un Frexit, et c'est pourquoi je suis hostile à un référendum ».

Il faut croire que « Frexit » et « référendum » sont des termes d'une parfaite obscénité, car ils ne figurent pas dans la tribune précitée de nos « intellectuels eurocritiques ». Proluxe en projets de « réorganisation », « refondation » ou « réorientation » de l'Europe, ce texte oublie l'essentiel : qui décide de l'appartenance à l'UE ? Alors qu'on devrait demander au peuple français s'il veut y rester avant d'envisager de la réformer, on préfère mettre la charrue avant les bœufs. Ce faisant, on exclut le peuple du processus, on fait comme s'il n'existait pas. Au lieu d'organiser sans délai l'exercice de la souveraineté, on la court-circuite.

Une conférence des chefs de gouvernement de l'UE jouit-elle d'une légitimité supérieure à celle du peuple français ? Nos intellectuels le pensent, puisqu'ils omettent de poser la question principale de la volonté populaire. « Il faut rendre à la souveraineté populaire et à la démocratie leurs droits dans une Europe confédérale qui serait faite de l'entente et de la coopération entre les nations », disent-ils. Mais l'acte fondateur de cette souveraineté ayant été passé par pertes et profits, que vaudra cette restitution des « droits de la démocratie » dans « une Europe confédérale » qui n'a jamais existé ? Et puis, est-on sûr que le peuple en veuille vraiment, si l'on s'obstine à ne pas lui poser la question ?

C'est pourquoi les propositions qui émaillent ce texte, insignifiantes, ressemblent au filet d'eau tiède qui se remet à couler, invariablement, à chaque crise communautaire. On y lit le projet, par exemple, d'une « réorganisation profonde des compétences et, le cas échéant, du mode de désignation des institutions européennes (Conseil, Commission, Parlement, Cour de justice, BCE) ». Oui, mais pour quoi faire ? Qu'est-ce que la démocratie y gagnera ? On attend la réponse. Il faudrait aussi, dit-on, « outiller le Conseil européen où vit la légitimité démocratique en le dotant des services capables de préparer et exécuter ses décisions ». Mais ce même Conseil avalise depuis trente ans les injonctions ultra-libérales de la Commission. Croit-on vraiment qu'il s'en affranchira si on augmente le nombre de ses fonctionnaires ?

Au demeurant, cette consolidation de l'exécutif est équivoque, car on ne sait si elle vise à favoriser un surcroît d'intégration ou à border les prérogatives des Etats-membres. Comme le propos est conceptuellement flou, le moins qu'on puisse dire est qu'il demeure politiquement mou. Moyennant quelques réformes, toute l'architecture institutionnelle de l'UE, en tout cas, est promise à une remarquable longévité. Le texte mentionne la Banque centrale européenne, par exemple, mais sans mettre en question une indépendance statutaire, exigée par le dogme monétariste, qui en fait le levier des politiques d'austérité. Croit-on

sérieusement conserver la BCE tout en évacuant l'orthodoxie financière qui en est le principe fondateur ?

Cet irréalisme brouillon reflète la contradiction insoluble dans laquelle s'enferment les signataires, prompts à diagnostiquer le mal mais apeurés à l'idée du remède. Faute de vouloir l'administrer, ils se contentent de soins palliatifs et s'obstinent à prolonger l'agonie d'une Union européenne dont ils ne veulent pas voir qu'elle est condamnée. Qu'est-ce que l'UE ? Historiquement contingent, cet artefact supranational a été construit sur une idée fausse, il s'est maintenu grâce à une supercherie et il périra à cause de l'aveuglement des élites qui l'ont imposé. L'idée fausse est le préjugé selon lequel le marché autorégulé peut créer un espace de prospérité. La supercherie est celle qui consiste à flouer la souveraineté au nom de cette idée fausse. L'aveuglement des élites consiste à croire que cette supercherie passera définitivement inaperçue.

Des signataires de cette tribune, on pouvait sans doute attendre autre chose que cette contribution insipide à la soupe européiste. En occultant la question principielle du référendum, ils passent par-dessus-bord les principes démocratiques dont ils se réclament. Tigres de papier d'un souverainisme attiédi, ils fuient devant le verdict populaire, s'effraient du tumulte des urnes en colère et se rangent derrière nos dirigeants dans cet appel pathétique, expression d'un déni de la réalité qui fait irrésistiblement penser aux cabris chers au général de Gaulle :

« Nous avons la conviction qu'il appartient à la France de lancer cette grande initiative qui proposera de remettre l'Union européenne sur ses pieds. Les peuples européens et pas seulement le nôtre, l'attendent. Nous faillirions à notre devoir de citoyens français mais aussi d'Européens si nous n'agissions pas pour que la France se porte aux avant-postes de cette grande tâche ». Arrêt sur Info 01.07

Article intéressant car perspicace, jusqu'à un certain point seulement, puisque sa conclusion à caractère nécrologique est pathétique, mais conforme à ce qu'on est en droit d'attendre d'intellectuels tournant le dos au socialisme.

[Les idées fausses sur l'UE.](#)

- "Les bourgeoisies des pays européens ont pris l'initiative d'une construction européenne pour faire face à la concurrence des bourgeoisies des autres continents..." (NPA - Démocratie révolutionnaire - N° 2 du 1° juillet 2016)

Faux, parce que ce sont les Américains qui en sont à l'origine, voir les documents qui existent datant de 1947-48 qui le prouvent. Ce qui est normal puisque l'impérialisme amérivain dominait le capitalisme mondial.

Faux, parce que leur objectif était de favoriser la concentration du capital là où le capitalisme était le plus développé ou sur le continent qui l'avait vu naître, l'Europe.

Quelle est l'orientation directrice du capitalisme mondial dictée par les lois de fonctionnement du capitalisme et ses contradictions ?

La concentration du capital et la rationalisation poussée à l'extrême de la production, qui incluent ou impliquent l'augmentation de la productivité et de la division du travail.

C'est donc dans le but de réaliser ces deux objectifs que les capitalistes et leurs institutions sont amenés à décider un certain nombre de mesures sur les plans économiques et politiques.

Tout le reste est du baratin. Celui qui n'a pas en permanence à l'esprit ces deux facteurs déterminants ne peut pas comprendre la situation et son évolution.

Les éléments que nous avons fournis dans les causeries des derniers jours à propos du Brexit le confirmèrent ou permettait de le comprendre. Vous aurez observé que, si les commentateurs ont concentré leur attention sur l'aspect politique du Brexit, en revanche les premières mesures annoncées par Londres l'ont été sur le plan économique ou financier, dont la baisse importante des impôts des entreprises.

C'est ainsi que tous les discours sur l'UE qui se concentrent sur son fonctionnement relève de la démagogie ou du charlatanisme, dans la mesure où ils consistent à éviter soigneusement d'aborder l'aspect économique qui est à l'origine de la fondation de l'UE, décision qui a été dictée par la nature même et les besoins du système économique capitaliste pour assurer sa survie.

Pourquoi ? Mais parce qu'il est impossible d'appliquer une autre politique ou de s'attaquer à ses conséquences sans rompre avec le capitalisme ou sans remettre en cause ses fondements, ce à quoi ces populistes refuseront toujours par crainte de s'attirer les foudres du régime et de ses misérables porte-parole médiatiques.

La question de la rupture avec l'UE est pratique, parce qu'elle évite de poser la question de la rupture avec le capitalisme

qui démasquerait tous les opportunistes. Et lorsqu'on affirme après Marx qu'elle constitue une nécessité historique, cela signifie qu'au stade pourrissant de l'impérialisme aucun progrès social n'est acquis durablement ou définitivement ou encore n'est envisageable dans le cadre du maintien en place du capitalisme, et que la lutte de classe qui ne se situe pas dans la perspective de l'abolir s'avèrera impuissante à inverser cette tendance qui est inhérente au capitalisme, de sorte que la société deviendra de plus en plus inégalitaire et injuste, voire décomposée, décadente, policière, militarisée, autoritaire, dictatoriale, barbare.

Si c'est l'aspect économique qui guide en dernière analyse l'action des représentants du capitalisme, force est de constater que ce n'est pas le cas des représentants des exploités et des opprimés, puisqu'ils ont relayé au second plan ou aux oubliettes la nécessité historique de dépasser le mode de production capitaliste ou de passer au socialisme, sous prétexte que cette question ne serait pas à l'ordre du jour, alors que la politique du gouvernement et les conséquences qui en découlent quotidiennement pour les travailleurs permettent de la poser.

Il faut donc en déduire qu'ils s'y opposent. Soit parce qu'ils sont acquis au capitalisme et ils en sont des agents au sein du mouvement ouvrier ou à sa marge pour l'influencer et l'orienter dans la mauvaise direction, soit ils n'ont pas (ou plus) confiance dans la capacité des masses exploitées pour réaliser cette nécessité historique, et dans cas-là resterait à savoir précisément pourquoi. Soit qu'ils ne soient pas en mesure de comprendre en quoi consiste cette nécessité historique pour avoir lâché le fil du marxisme dont ils se réclament les héritiers ou assurent péremptoirement assurer la continuité tout en démontrant manifestement le contraire, soit qu'ils soient influencés de différentes manières par l'idéologie de la classe dominante ou encore les deux à la fois.

On comprendra qu'en relayant la rupture du capitalisme au second plan ou au stade d'une option à envisager éventuellement ou uniquement si les conditions le permettaient, alors que ces conditions n'existeront jamais si nous ne les provoquons pas nous-mêmes, discours relevant du sophisme, ils se détournent de cette nécessité historique, ce qui explique pourquoi dès lors ils sont incapables de défendre le socialisme ou de le populariser auprès des travailleurs.

On peut encore se poser une autre question : pourquoi ?

On a déjà répondu plus haut, mais on peut apporter une précision supplémentaire. Parce qu'ils en sont restés à la conception de la lutte de classe qui prévalait au début du XXe siècle, qui ne tient pas compte des profondes transformations qu'ont subies les différentes classes, les superstructures du capitalisme et de la société qu'avait perçues Trotsky, lorsqu'il affirmait en guise d'enseignement de la lutte des classes de son époque, que dorénavant et qui plus est dans le futur, pour envisager de s'emparer du pouvoir politique les masses exploitées devraient fournir un effort plus considérable encore que dans le passé ou avoir acquis un niveau de conscience supérieur aux prolétariats qui avaient participé aux révolutions antérieures, y compris celle de 1917 en Russie, sans quoi toute révolution serait impossible ou serait vaincue.

Nos dirigeants n'ont pas voulu ou n'ont pas su mettre en pratique cet enseignement ou en tirer profit, ils ne l'ont pas compris pour finalement basculer dans le réformisme qui fit illusion tout un temps, et qui parce qu'il est désormais définitivement révolu, ne laisse plus aux militants en guise de théorie qu'un cadavre ou le néant politique.

En guise d'épilogue à cette réflexion politique, je vous propose un extrait d'un article publié hier par Arrêt sur Info

[L'exercice de la démocratie est incompatible avec une information lacunaire et l'absence de conscience pour la traiter.](#)

- Une démocratie repose surtout et avant tout sur un peuple qui prend les décisions stratégiques soit directement, soit à travers des représentants.

La démocratie se définit en effet en tant que « régime politique dans lequel le pouvoir est détenu ou contrôlé par le peuple (principe de souveraineté), sans qu'il y ait de distinctions dues à la naissance, la richesse, la compétence... (principe d'égalité). »

Mais pour qu'un pouvoir puisse s'exercer pleinement et de manière optimale, les détenteurs dudit pouvoir doivent être informés au maximum et au mieux.

Dans une démocratie, l'industrie du pouvoir est le pivot central par lequel l'information est transmise de manière saine ou travestie.

Force est de constater qu'actuellement, à l'heure où l'information est « massifiée » à travers la planète, elle s'intéresse toujours plus aux faits divers (idéalement bizarres ou sordides) et toujours moins aux analyses objectives et explicatives qui rendraient le détenteur final du pouvoir démocratique au fait des réalités et des enjeux. Arrêt sur Info 04.07

Donc pour que la démocratie puisse s'exercer, il ne suffit pas d'être animé de bonnes intentions, d'avoir des idées bonnes ou généreuses, de faire une révolution et qui plus est pour conserver le pouvoir, les "détenteurs dudit pouvoir" ou le peuple, les citoyens, les travailleurs qui représentent l'immense masse de la population, leurs représentants doivent disposer d'une

information "saine" ou non "travestie", bref, qu'ils soient informés correctement afin de pouvoir suivre ou de participer à une discussion relative à une question qu'on leur soumet, ou quand ils sont amenés à se prononcer sur un sujet ou une mesure, sinon les interprétations qu'ils s'en feront ou leurs décisions risqueront fortement d'en être faussées... ainsi que la démocratie.

Pour revenir à ce que nous disions plus haut, je crois qu'on n'a pas réellement pris la dimension de ce que signifiait le passage du capitalisme au socialisme, qui implique une réelle prise de conscience du monde dans lequel on vit, puisqu'il s'agit de commencer à faire notre propre histoire consciemment ou de rompre avec le processus inconscient qui a accompagné le développement de la civilisation humaine depuis ses origines jusqu'à cette ultime étape du cycle du règne de la nécessité à laquelle nous sommes parvenus ou aux portes du socialisme, même si nous semblons en être plus éloignés que jamais.

On ne peut pas faire l'économie de cette prise de conscience, qui ne signifie évidemment pas être spontanément en mesure de se prononcer sur n'importe quel sujet ou avoir acquis une connaissance encyclopédique, mais posséder les instruments logiques ou la méthode qui permettent d'interpréter librement n'importe quelle situation ou n'importe quel fait, bref, de faire la part des choses ou de se prononcer entre différentes propositions pour adopter celle qui convient le mieux à nos besoins et à ceux de la collectivité, de sorte qu'on ait une vie meilleure et que la société évolue dans une direction qui préserve les intérêts des générations à venir ainsi que notre planète.

On s'étonnera que des pédagogues de profession (nos dirigeants) ne comprennent pas cela. Je me demande quelle conception des rapports avec leurs élèves ou étudiants ils ont pu adopter, et pourquoi ils ne sont pas capables de mettre au point une méthode ou une didactique qui permettrait de rendre leur discours accessible aux masses pour les aider à progresser. En ont-ils la volonté ou cela leur semble-t-il accessoire, ce sont des questions qu'on peut se poser.

En écrivant ces lignes, mais pas seulement parce que je l'ai en permanence à l'esprit, je me demande encore comment l'ouvrier pauvre et profondément arriéré, l'abruti, le crétin fini que j'étais à 19 ans a-t-il pu s'élever à ce niveau de conscience, pratiquement sans l'aide de personne ou presque il faut préciser, à part Marx, Engels, Lénine et accessoirement Trotsky. C'est beaucoup pensez-vous peut-être, pas tant que cela si on considère que j'aurais pu m'en détourner ou ne pas saisir leurs enseignements, comme ce fut le cas de millions et millions de travailleurs qui ont croisé un jour leur oeuvre au cours de leur existence sans en tirer le moindre profit ou sans rien en conserver ou si peu malheureusement.

Je crois que c'est cela le plus triste pour notre classe et notre cause, être passé à côté d'une occasion exceptionnelle et n'avoir pas été en mesure de la saisir. Mille fois j'ai eu l'occasion de les imiter, tant j'ai eu un parcours chaotique qui m'a amené à m'établir dans un village indien. Alors pourquoi n'ai-je pas lâché prise, pourquoi n'ai-je pas régressé ou ne suis-je pas retombé dans l'état de crasse ignorance qui m'habitait quand j'étais adolescent ou un jeune adulte, je n'en sais rien. Peut-être était-ce dû au fait qu'en étant confronté à une multitude de difficultés, cela m'a obligé à réfléchir intensément, et que le meilleur moyen de penser était encore d'employer la méthode du matérialisme dialectique ou ce que j'en maîtrisais, pour un peu je dirais qu'inconsciemment, à un niveau relativement modeste mais suffisant pour m'en sortir, j'étais devenu marxiste. Sans déconner, ce n'est pas une question existentielle, car c'est ce qui m'a sauvé d'un naufrage mille fois annoncé, d'où ma reconnaissance infinie aux maîtres du matérialisme dialectique. Et si j'en tire une grande satisfaction, c'est parce que cela m'aide à penser et à vivre au quotidien, je n'en tire aucune fierté, ce serait franchement déplacé et ridicule.

[Brexit. Le poker menteur dévoile son jeu.](#)

- Selon Pascal Saint-Amans, en charge de la fiscalité à l'OCDE, dans un article du journal - Le Monde

"L'impact négatif du Brexit sur la compétitivité britannique pourrait pousser le Royaume-Uni à faire une offre fiscale encore plus agressive [...] Un pas de plus dans cette direction ferait vraiment du Royaume-Uni une économie de type paradis fiscal."

Le maire de Londres travailliste, Sadiq Khan, demande à ce que la Grande-Bretagne reste dans le marché unique. Il réclame aussi plus d'indépendance économique pour Londres. L'Express.fr 04.07

- Hollande et Merkel rassurent les Balkans après le Brexit - Reuters

François Hollande et Angela Merkel ont déclaré lundi aux pays des Balkans désireux de se rapprocher de l'Union européenne que la récente décision des Britanniques de quitter l'UE ne changeait rien les concernant.

Le président français et la chancelière allemande ont participé à un sommet à Paris où étaient représentés six pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie).

Outre la France et l'Allemagne, quatre pays de l'UE étaient présents à ce sommet notamment consacré aux inquiétudes liées au résultat du référendum britannique du 23 juin : l'Autriche, la Croatie, l'Italie et la Slovaquie.

"Il était important de réaffirmer très clairement que la décision britannique ne remet en aucune façon en cause les engagements

qui ont été pris à l'égard des pays de la région des Balkans", a déclaré François Hollande devant la presse au terme de la réunion. "Ils seront respectés aux conditions qui ont été initialement fixées et qui devront être vérifiées", a ajouté le président français.

Angela Merkel lui a fait écho dans une déclaration distincte devant la presse allemande.

En ce qui concerne le processus de rapprochement des pays des Balkans, "la décision de la Grande-Bretagne n'a rien changé. C'est ce que ces pays craignaient", a souligné la chancelière.

Dans la cour de l'Elysée, la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires européennes, Federica Mogherini, a délivré un message similaire : "Notre détermination à poursuivre le processus d'élargissement est là, et il est très important de le réaffirmer maintenant", a-t-elle dit.

Les Premiers ministres de la Serbie, du Monténégro et de l'Albanie, dont les pays espèrent rejoindre l'Union européenne, se sont déclarés confiants.

"Dans les Balkans, on ne craint rien", a dit en français le dirigeant albanais, Edi Rama. A ses yeux, le "choc" du Brexit doit aussi servir "à se rendre compte qu'il faut plus d'Europe."

Le ministre des Affaires étrangères macédonien, Nikola Poposkito, a lui aussi dit sa détermination à aller de l'avant.

"Nous avons perdu un allié, un pays qui soutenait l'élargissement avec force. Mais l'idée de l'élargissement ne devrait pas être affectée", a-t-il dit à Reuters. Reuters 04.07

[Les chiens ne font pas des chats !](#)

Hé oh la gauche à Lille : «Blum aussi a été traité de traître !» - Liberation.fr

Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement a tenté dans le Nord de rendre la «fierté» à des militants et élus socialistes copieusement insultés par des anti-loi travail.

Stéphane Le Foll a du arriver par une porte arrière où avaient pris position quelques CRS. Le déploiement policier était spectaculaire. Un car et une vingtaine de camionnettes étaient en effet présents.

Regroupée sur un trottoir juste en face du lieu de la réunion, une cinquantaine de militants ont accueilli bruyamment les participants à coups de banderoles déployées et de slogans. "La gauche c'est nous! Cassez-vous!".

Tout près de là, quelques militants de l'union locale CGT avaient déployé deux banderoles: "Retrait de la loi Travail" et "Non à la casse du code du Travail"

En dépit du filtrage à l'entrée de la salle, un manifestant a réussi à se faufiler à l'intérieur, réclamant à l'ouverture de la réunion le droit de parler au nom du "49.3 citoyen". Mais il a été évacué sans violence par le service d'ordre.

Ces rassemblements n'ont pas empêché les soutiens de François Hollande à se réunir. Près de 250 personnes avaient pris place à l'intérieur de la salle. Liberation.fr et lexxpress.fr 04.07

250 personnes, cela ne représente même pas le dixième des élus du PS de la région...

[Enterrement de seconde classe dans l'indifférence générale.](#)

- Jean-Luc Mélenchon enterre le Front de gauche - liberation.fr

Dans une interview à Mediapart, Jean-Luc Mélenchon a allumé la dernière mèche. Le candidat à la présidentielle a enterré le Front de gauche qui «n'existe plus», selon ses mots. liberation.fr 04.07

Toutes les coalitions composées de formations politiques de la pseudo- gauche (Unidos Podemos, Bloc de gauche, Front de gauche, Syriza, Die Linke) ont ou vont exploser à moins qu'elles ne se sclérosent ou ne revêtent les oripeaux du social-libéralisme parce qu'elles sont à l'origine une supercherie qui repose sur des contradictions insoutenables à gérer à la longue ou que la crise du capitalisme va s'employer à faire éclater, révélant leur véritable nature opportuniste, contre-révolutionnaire, réactionnaire.

Loi Travail.

- Loi travail: Le Guen prévient que le texte ne bougera plus - AFP

Le ministre des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, assure que le gouvernement ne "dénaturera pas le projet" de loi travail, quitte à passer à nouveau mais plus rapidement par un 49-3. AFP04.07

La palme de la désinformation du jour.

- Au Smic, un Français coûte moins cher pour l'employeur qu'un Polonais, calcule la rapporteure générale du Budget - francetvinfo.fr

En prenant en compte les effets du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte de responsabilité, "les cotisations patronales ne sont désormais plus que de 10% du montant du salaire brut pour un salaire au Smic contre 20% en 2007 et 2012", a affirmé lundi soir Valérie Rabault à l'occasion du débat sur le projet de loi sur le règlement du budget 2015 à l'Assemblée nationale.

De quoi estimer le coût de revient d'un salarié français smicard à "1 609 euros par mois", contre "1 756 euros" s'il était Polonais et "1 619 euros" si il était roumain, selon elle. francetvinfo.fr 04.07

Mais qui dit que l'employeur qu'un Polonais le déclare ou le paie au smic, il peut très bien le faire travailler 10 heures par jour et le déclarer et le payer à mi-temps...

Amnesty international ou une officine mafieuse et criminelle

Manipulation des consciences par le tandem infernal ONG-média. Mode d'emploi.

Des rebelles islamistes coupables de « crimes de guerre » en Syrie, selon Amnesty - lemonde.fr

Amnesty international a accusé mardi 5 juillet des groupes rebelles islamistes en Syrie « d'exécutions sommaires et de torture » appelant la communauté internationale à retirer tout soutien aux mouvements responsables de crimes de guerre. L'organisation de défense des droits de l'Homme basée à Londres pointe du doigt des milices dans les provinces d'Alep (nord) et d'Idleb (nord-ouest). Certaines « auraient le soutien du Qatar, de l'Arabie saoudite, de la Turquie et des Etats-Unis », insiste l'ONG.

L'organisme estime ainsi dans un nouveau rapport que ces groupes armés ont aujourd'hui « le champ libre pour commettre en toute impunité des crimes de guerre et d'autres violations du droit humanitaire international ». Amnesty cite les formations Noureddine Zinki, le Front Al-Chamia et la Division-16, qui font tous trois partie de la coalition islamiste « Fatah Halab » (« la conquête d'Alep »), mais aussi la puissante milice salafiste Ahrar Al-Cham, soutenu par Riyad, ainsi que les djihadistes du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

La voix de l'Opposition de gauche. - Arrêtons-nous là un instant. A la lecture de ces deux paragraphes les lecteurs seront censé croire qu'Amnesty international (et Le Monde) a fait leur travail, qu'elle a fait preuve d'audace, qu'elle est indépendants du pouvoir politique quel qu'il soit, etc.

En réalité, ces deux paragraphes ont été conçus pour mettre les lecteurs en confiance, afin qu'ils adhèrent à leur conclusion qui figure dans le dernier paragraphe de cet article (reproduit ci-dessous), qui va les jeter dans les bras des parrains des barbares dont Amnesty vient juste de dénoncer la cruauté, parrains auxquels cette ONG se charge de garantir la légitimité et évidemment l'impunité :

Le Monde - Amnesty en appelle aux pays du Groupe international de soutien à la Syrie (GISS), notamment les Etats-Unis, le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite, pour « cesser tout transfert d'armes ou tout autre soutien aux groupes impliqués dans des crimes de guerre ou d'autres violations flagrantes ». lemonde.fr 04.07

Cet épisode confirme si besoin était qu'Amnesty international est une ONG au service de l'oligarchie anglo-saxonne, tout comme la totalité des ONG transnationales ou internationales.

Attentats d'Istanbul : Akhmed Tchataïev, terroriste protégé par Amnesty et la Cour de Strasbourg - Arrêt sur Info

Le 29 juin l'aéroport d'Istanbul fut l'objet d'un sanglant attentat perpétré par trois kamikazes, dont un tchéchène, évidemment réfugié politique en Autriche, souvent arrêtés dans différents pays européens, toujours relâché sous la pression conjointe de groupes nationalistes locaux, d'Amnesty International et de la Cour européenne des droits de l'homme qui refusait son extradition

vers la Russie. Il serait peut être temps de demander des comptes à ces organismes dont les intérêts conjoncturels rejoignent ceux de terroristes et prennent le parti de les protéger de la justice.

Le 29 juin, trois kamikazes font irruption dans l'aéroport d'Istanbul et se font exploser. Résultat, 44 morts et 239 blessés. Très rapidement, la Turquie annonce la piste de l'Etat islamique. Et le lendemain, le nom du terroriste tchétchène Akhmed Tchataïev est lancé à la presse.

Sauf qu'il ne semble pas entrer dans l'intérêt des médias français de trop répercuter l'information et surtout d'expliquer de qui il s'agit. L'on voit, par exemple, cet entrefilet d'une très grande pudeur dans Le Figaro :

Selon le quotidien Yeni afak, l'organisateur de l'attentat s'appelle Akhmed Tchataïev. L'homme d'origine tchétchène est présenté comme un chef de l'État islamique chargé de la formation des djihadistes russophones. Il est également recherché par les autorités russes.

Lors de la deuxième guerre en Tchétchénie, Akhmed Tchataïev fut arrêté pour participation illégale à un groupe armé. Il arrive à s'évader et en 2001 il quitte le pays. En 2003, il obtient le statut de réfugié politique en Autriche. Logique, tchétchène, donc victime du pouvoir tortionnaire et impérial russe. Bref, il est a priori un pauvre être innocent qu'il faut protéger. Quelle sobriété. Revenons sur cet individu « recherché par les autorités russes ».

Et voyant l'évolution de sa carrière terroriste, il est évident que cet individu ne manque pas de protection. Tant au niveau des autorités publiques de certains pays européens, que d'organismes chargés de la défense des droits de l'homme. Il est tchétchène, ne l'oublions pas, eux ne pensaient qu'à ça.

Dès 2008, un avis de recherche est lancé. Pourtant, à chaque fois, en 2010, 2011 et 2012 il fut libéré.

En 2010, il est arrêté en Ukraine et le ministère de l'intérieur ukrainien a déclaré que des informations concernant des affaires de terrorisme ont été retrouvées dans son téléphone. La Russie demande son extradition, mais une étrange coalition se met en place. Le groupe nationaliste ukrainien Trizoub au nom de Bandéra manifeste pour sa libération, Amnesty international y joint sa voix et même la CEDH refuse qu'il ne soit extradé en Russie, car il bénéficie du statut de réfugié et en Russie il ne pourrait pas bénéficier d'un procès équitable, sans compter que les autorités russes risquent fortement de le maltraiter.

En 2011, il est arrêté à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie. Mais son statut le protège à nouveau et l'extradition vers la Russie est refusée.

Ensuite, en septembre 2012, il est encore arrêté en Géorgie, cette fois lors d'une opération des forces spéciales ... en possession de grenades. Il est inculpé pour détention d'armes. Son extradition est encore refusée et il est libéré sous caution ... pour 3000\$.

La suite nous la connaissons.

Reste une question : quelle est la responsabilité des états européens, de la CEDH et des organismes de défense des droits de l'homme tels que Amnesty International dans l'attentat d'Istanbul ? Vont-ils présenter leurs excuses aux familles endeuillées en leur expliquant ... mais c'était un tchétchène, vous comprenez, il fallait le protéger de la justice russe .

Non, l'hypocrisie continue. Washington, l'ONU et toute la communauté internationale demandent tous en chœur une plus grande coopération. Certes ... avec qui ? Arrêt sur Info 03.07

[Bienvenue en oligarchie](#)

- Le plus fou des marchés noirs russes

Ce ne sont pas des armes ou du pétrole mais des thèses de doctorat et des diplômes qui circulent sous le manteau. Tout médecin, avocat et politicien russe qui se respecte veut avoir le sien. Slate.fr

- Corey, transgenre de 14 ans et phénomène viral - Rue89

- Au travail, les femmes ne savent pas dire non

Elles accomplissent bien plus que leurs collègues masculins toutes les petites tâches que personne ne veut faire, et qui ne mènent à aucune promotion. Slate.fr

Esclaves des hommes, ah non alors ! Esclaves des patrons, ah oui alors ! Comment, ils n'organisent pas une campagne mondiale contre leurs amis les patrons ? Non, c'est réservé aux féministes dégénérés du mouvement ouvrier qui tapent... sur la classe ouvrière.

- Il faut réapprendre à apprécier ces moments que l'on passe seul

La tâche est de moins en moins aisée en ces temps de contact permanent. Pourtant, prendre du temps pour soi, rien qu'à soi reste toujours aussi salvateur. Slate.fr

Ah quand les chiottes connectées wifi !

- Ce psychiatre peut vous dire si vous êtes possédé par le démon

Richard Gallagher pose un diagnostic médical sur certaines personnes qui pourraient être amenées à être exorcisées aux États-Unis. Culturellement, la détection d'humains possédés par le diable relève de la croyance, en particulier dans la religion catholique ou dans des rites païens. Slate.fr

On savait que les néolibéraux étaient des détraqués démoniaques...

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juillet 2016

CAUSERIE

Cette causerie ne tient pas compte des infos du 6 juillet, je l'ai terminé seulement à midi aujourd'hui.

J'ai modifié le titre de la rubrique *Défense du marxisme* par *Les enseignements du marxisme* qui me semblait plus approprié.

Je ne pourrais pas continuer de travailler à ce rythme de dingue. Pas question de me contenter de mettre des infos en ligne sans les commenter ou les analyser, j'aurais l'impression d'être un employé des médias scélérats. Aussi j'ai eu l'idée de réduire ou de condenser mes commentaires ou analyses pour les faire tenir en quelques lignes à la suite des extraits d'articles que je reproduis. J'essaierai cette formule demain si possible.

Parfois on peut se contenter d'un titre, faut-il encore qu'il me vienne à l'esprit et qu'il suggère une réflexion aux lecteurs. Mon idée est de se concentrer sur les sujets les plus importants, ceux qu'on n'a jamais traité ou pas suffisamment. Pour le reste les lecteurs n'auront qu'à se reporter aux causeries antérieures.

Je cherche à gagner du temps, en étant le plus précis et concis possible, ce qui n'est pas toujours évident.

Et puis si les lecteurs ne comprennent pas au quart de tour où je voulais en venir ou mes tournures d'esprit, cela les forcera à réfléchir un peu, cela ne fera pas de mal à la plupart, ah je sens que je vais encore me faire des amis ! Je dis cela gentiment, entre nous, on est bien dans la même galère, n'est-ce pas ? On peut se parler franchement et tranquillement, sans animosité, et n'y voyez aucune forme de mépris, ne soyez pas susceptible, n'interprétez pas tout de travers bordel, que dire encore, on est assez dans la merde comme cela, non ?

Arrivé à un certain âge, on peut s'exprimer en se passant de certaines conventions tout en respectant les autres.

[La dictature en marche ou la fabrication du consentement.](#)

Le mode de gouvernance qu'ont adopté ceux qui nous gouvernent répond au rejet ou à la "crise de légitimité" dont fait l'objet le régime capitaliste et ses institutions, dont les partis qui le soutiennent ou y participent sur fond de crise du capitalisme devenue permanente.

Pour contrer cette remise en cause de leur pouvoir qui menace à terme le régime et ses institutions, ils recourent à différents procédés ou moyens de propagande qui tous appartiennent au registre de la guerre idéologique ou psychologique que leurs représentants mènent contre la population laborieuse en priorité mais pas seulement. Et si leur discours a sensiblement évolué, sa trame n'a pas changé depuis un siècle : inspirer la peur au moyen d'ennemis dédignés ou imaginaires de manière à

mieux les isoler de la population pour ensuite les réprimer avec son consentement.

En prémices, généralement après avoir monté une opération sous un faux drapeau ou s'être livré à une provocation, ils annoncent que la société serait en proie à un grave péril, ensuite ils le personnifient en identifiant l'ennemi qui en serait la cause, et pour terminer ils expriment le besoin de le neutraliser et de légiférer pour se protéger d'une telle menace dans l'avenir, ce qui permettra en procédant par amalgame de désigner des boucs émissaires et d'étendre cette menace à d'autres acteurs, au mouvement ouvrier par exemple ou aux opposants politiques du régime, afin de justifier la répression dont ils feront l'objet.

Ce seront les médias-oligarques qui seront chargés d'étayer ce mécanisme à l'aide de faussaires experts en sophismes ou syllogismes boiteux créés de toutes pièces pour l'occasion, de sorte qu'à coup de démonstrations ou de sondages fabriqués ou truqués la majorité de la population en arrive à réclamer ou soutenir les mesures que le gouvernement préconisait pour la protéger de cette épouvantable menace.

Nous verrons dans un autre article que cette rhétorique finit par se gripper ou par devenir inopérante à force d'être employée à tout va, tout simplement parce que le peuple n'écoute plus ceux qui sont censés le représenter, s'en détourne en constatant que sa condition ne fait qu'empirer.

Si on s'attarde ici sur ce processus, ce n'est pas seulement pour bien comprendre comment il fonctionne, mais pour en déterminer la nature qui nous ramène à la crise insoluble du capitalisme qu'il faut abolir, pour que les aspirations et les besoins des travailleurs puissent être pris en compte ou satisfaits.

De BDS à la CGT: chronique d'une criminalisation par une politique de la peur - investigaction.net 03.07

Extraits.

Les systèmes de domination ont consubstantiellement besoin de susciter la peur et de mettre en scène un péril. Ne pouvant pas se présenter pour ce qu'ils sont, ils sont contraints de se légitimer par cette menace construite de laquelle ils affirment nous préserver. Devant masquer leur violence structurelle et systémique, ils ont besoin d'une figure de la menace pour justifier les répressions contre les résistances à ces violences premières. Au plus la légitimité d'un pouvoir d'Etat est en difficulté, au plus la production d'un ou de plusieurs ennemis publics est nécessaire. A ce titre la multiplication des discours de désignation des ennemis est un révélateur d'une crise de légitimité.

A l'échelle internationale c'est l'absence de légitimité des nouvelles guerres coloniales pour le pétrole, le gaz et les minerais stratégiques, qui conduit à la production d'un « ennemi civilisationnel » avec la figure du « musulman ». Du Choc des civilisations de Samuel Huntington à l'« axe du mal » de Georges Bush nous avons la déclinaison du champ théorique au champ de la propagande de ce processus de production d'un ennemi civilisationnel.

Le premier théorise dès les premières lignes de la préface du Choc des civilisations :

« Les conflits entre groupes issus de différentes civilisations sont en passe de devenir la donnée de base de la politique globale. » (1) (...)

Le Philosophe Marc Crépon a mis en évidence l'objectif principal de la démonstration « scientifique » d'Huntington : « Savoir de qui nous devons avoir peur » (3)

Une fois l'ennemi désigné, la chaîne des relais visant à transformer cette thèse en « arôme idéologique immédiat », pour reprendre l'expression d'Antonio Gramsci, peut se déployer. Les médias sont, bien entendu, le premier relais de diffusion.

Donnons quelques exemples :

1) Le Nouvel Observateur titre un des hors-série « La guerre des Dieux » (4) avec trois sous-titres « Le conflit des valeurs est-il inéluctable ? Les droits de l'homme sont-ils universels ? Le choc des huit civilisations majeures » Même le nombre de civilisations est emprunté à Huntington.

2) L'hebdomadaire Le Point lui fait écho avec un numéro portant comme titre : « Les chrétiens face à l'Islam, enquête sur un choc mondial ». (5) La reprise du mot « choc » et de l'adjectif qualificatif « mondial » est en lien direct avec la théorie d'Huntington.

3) L'hebdomadaire « Valeurs actuelles » tire lui des conclusions guerrières : « La France en guerre, – contre la barbarie au nom de l'Islam, – contre la barbarie antisémite, – contre l'aveuglement des élites ». (6)

La référence à « l'axe du mal » de Bush est évidente. Les trois étapes de la théorie du choc des civilisations sont ainsi

présentes : l'annonce d'un péril ; la désignation d'un ennemi ; l'appel à l'action virile et guerrière. Bien sûr la désignation de l'ennemi peut se moduler en fonction des préoccupations tactiques. Si globalement l'Islam est l'ennemi, des nuances sont apportées pour les « pays modérés ».

La distinction binaire entre « modérés » et « radicaux » recouvre entièrement les intérêts économiques et géostratégiques états-uniens. Ainsi l'Arabie Saoudite et les monarchies pétrolières sont considérées comme modérées, alors que la Syrie et l'Iran sont placés dans l'axe du mal.

La presse européenne en général et française en particulier a été un relais de la théorie du choc des civilisations et de la production de l'ennemi qui l'accompagne. Reproduisant les canevas, les logiques, les leitmotifs des grands médias états-uniens, elle a contribué à produire un « choc des représentations » :

Après les attentats du 11 septembre 2001, les chaînes américaines, par l'intermédiaire de leurs réseaux dominants de couverture et de diffusion, se sont surimposées comme référentes des autres grands médias occidentaux selon le schéma inapproprié, inadapté et idéologiquement fabriqué du « choc des civilisations » : le mal absolu venait du Proche et du Moyen-Orient dont il fallait se protéger et se différencier en faisant retour aux ethnotypes de l'orientalisme le plus éculé. Transposé sur le plan de la fabrication des images, cet impératif idéologique a fortement contribué à la fabrication d'un « choc des représentations. (...)»

Depuis l'arrivée de ce gouvernement à la tête du pays, on ne compte plus les déclarations de ministres ou de délégués interministériels qui annoncent le péril « communautariste » et désignent un ennemi qu'il convient de réprimer urgemment. Le relais médiatique assure à chacune de ces déclarations une diffusion massive laissant accréditer la véracité du péril. La préparation de l'opinion étant faite, il ne reste plus que le prétexte pour déclencher une remise en cause du droit de manifester. C'est alors au tour d'un préfet ou du ministre de l'intérieur d'entrer en scène en invoquant les risques de violence. Ainsi la manifestation prévue à Paris le 19 juillet 2014 en soutien au peuple palestinien est-elle interdite « au vu des risques graves de trouble à l'ordre public qu'engendrerait sa tenue dans un contexte de tension accrue ». (11)

Le rappel de ces déclarations et faits est nécessaire pour prendre la mesure du scénario qui s'est déployé pour tenter d'interdire une manifestation syndicale le 23 juin dernier au motif que les manifestations précédentes ont « donné lieu à d'importants débordements et à de graves violences ». (12)

Le prétexte déclencheur est donc similaire. Il est mis en avant après le même scénario en trois phases : annonce d'un péril, désignation d'une cible ennemie et relai médiatique.

L'utilisation de la peur comme outil politique n'est pas une pratique neuve. Le journaliste états-unien Henry Louis Mencken déclarait déjà au début du siècle dernier que « le but de la politique est de garder la population inquiète et donc en demande d'être mise en sécurité, en la menaçant d'une série ininterrompue de monstres ». (13) (...)

La communication gouvernementale anxiogène n'a pas manqué à l'endroit des manifestations contre la loi El Khomri. Le péril est ici de nature économique. L'abandon de la loi conduirait à une remise en cause du redressement de l'économie française que Hollande perçoit et répète à longueur d'antennes.

Curieusement ce péril est exactement le même que celui que souligne le FMI par la bouche de sa présidente Christine Lagarde qui encourage la France à aller plus loin dans les réformes.

« L'économie française est en train de se redresser, mais d'importants efforts sont toujours nécessaires pour renforcer la création d'emplois et mettre les finances publiques sur une voie plus soutenable » note l'évaluation annuelle du FMI pour l'année 2015.

Les efforts supplémentaires nécessaires sont explicitement cités : « réformer les normes de l'assurance-chômage », « rallongeant la période minimale de cotisation qui est actuellement de quatre mois », « renforcer le soutien à la recherche d'emploi », faciliter la régulation pour les start-up et les auto-entrepreneurs », « réduire encore plus le déficit budgétaire afin de garantir que la dette, toujours en hausse, se retrouve sur une ferme trajectoire à la baisse. » (14)

Avec de tels objectifs, le droit du travail devient un obstacle à faire sauter entièrement afin d'ouvrir la voie à des accords entreprise par entreprise. Maintenir une régulation même minimum serait un péril pour une économie fragile. Ceux qui nient cette évidence ultralibérale seraient soit des inconscients, soit des irresponsables, soit des égoïstes défendant leur propre intérêt. Pierre Gattaz considère ainsi que « le signe CGT est égal à chômage ». (15)

Décrivant la fabrique d'un ennemi en temps de guerre, le livre La construction de l'ennemi précise : « La figure de l'ennemi prépare, accompagne et soutient l'effort de guerre. Des rhétoriques et des scénographies la construisent. Des savoirs à prétentions scientifiques ou religieuses la légitiment. Des médias la transmettent. » (16)

Force est de constater que la même logique est repérable dans les discours politiques et médiatiques portant sur la CGT dans le mouvement social en cours. Il est vrai que pour ce gouvernement nous serions en guerre depuis le 11 janvier.

Ainsi le président du MEDEF appelle le 30 mai dans le journal Le Monde à ne pas céder « au chantage, aux violences, à l'intimidation, à la terreur » et à résister à des « minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes. » (17)

Le 15 juin le premier ministre dénonce l'attitude « ambigüe » du service d'ordre de la CGT à l'endroit des « casseurs qui veulent sans doute tuer ». (18) Le 19 juin c'est au tour du ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve d'accuser : « Le mardi 14 juin des militants de la CGT ont pris violemment à partie les forces de l'ordre au point de dispersion pourtant convenu avec les organisateurs ». (19)

Le 21 juin c'est au tour du syndicat de police Alliance d'exiger «le report de cette manifestation comme d'ailleurs de tout rassemblement statique car nos collègues sont sur tous les fronts et sont épuisés, usés et fatigués. Ils vivent d'autant plus mal ces manifestations qu'elles sont répétitives et très violentes ». (20)

La désignation de l'ennemi CGT a été précédée par une couverture médiatique quasi-consensuelle visant à soutenir la loi travail comme nécessaire et incontournable pour combattre le chômage. L'argument clef récurrent quel que soit le média est martelé en permanence : le chômage serait dû en grande partie à la « rigidité » et à la « lourdeur » du code du travail.

Dès le 9 septembre 2015 Arnaud Leparmentier dans Le Monde appelle à « passer en force ». Il décrit ainsi son « espoir » : « Comme souvent, nous nous sommes mis à espérer. Avec le rapport Combrexelle, la France socialiste va s'attaquer au Code du travail. Enfin un mouvement pour combattre cette préférence nationale qu'est le chômage ! [...] La France s'attaque, veut-on espérer, au sujet comme l'ont fait toutes les social-démocraties apaisées de la vieille Europe. En passant en force. Courageusement. » (21)

L'argument du MEDEF est repris tel quel sans aucune nuance critique. Le président de celui-ci Pierre Gattaz considère en effet que « L'attente créée par la loi El Khomri est grande, à la mesure des blocages que vivent les chefs d'entreprise et de la crise du marché de l'emploi ». (22)

Le second acte de la pièce médiatique consiste à expliquer les oppositions à la loi. Celles-ci ne sont, bien entendu, pas abordées comme une défense des intérêts des salariés. Elles sont soit le fait d'un corporatisme syndical, soit le fait d'une incompréhension, soit enfin le fait d'une minorité qui ne serait même pas concernée comme les « jeunes » et les « fonctionnaires ».

Le troisième acte est le centrage des couvertures sur les conséquences catastrophiques pour les usagers, c'est-à-dire le choix d'aborder les sujets sous l'angle des conséquences du mouvement en éludant quasi-complètement celui des causes. Le vocabulaire des journalistes fait, sur cet aspect, preuve d'une grande diversité : pagaille, galère, chaos, etc. Toujours sous l'angle des conséquences, on trouve la focalisation sur les « casseurs » et les « violences » permettant de passer sous silence l'ampleur des mobilisations.

Il reste à tirer les conclusions dans un dernier acte à l'image de Nathalie Saint-Cricq dans le Journal de 20 h de France 2 en accusant doctement la CGT de « jouer l'explosion sociale [et de] prendre finalement la responsabilité qu'il y ait un accident, un blessé ou un mort ». (23)

Donnons le dernier mot à l'hebdomadaire Le Point qui lance le 26 mai un sondage en ligne avec une question significative : « la CGT est-elle un syndicat dépassé et dangereux pour la France ? » (24)

Le résultat est bien sûr à l'avenant : 47.473 Oui contre 4.851 NON.

Pour la quasi-totalité de la presse comme pour le gouvernement il y a un péril indiscutable, un ennemi désigné et le besoin d'une réponse ferme et virile.

Le besoin d'ennemis révèle une crise de légitimité ouvrant à une tentation totalitaire qu'il ne faut pas sous-estimer. Selon le bilan du ministre de l'intérieur se sont 1300 manifestants qui ont été interpellés depuis le début du mouvement se traduisant par 819 gardes à vue et « 51 personnes ont été condamnées en comparution immédiate, souvent à de lourdes peines ». (25)

Ces chiffres sont à la hauteur de la délégitimation de la politique économique menée par le gouvernement avec les encouragements du MEDEF, de l'Union Européenne et du Fond Monétaire International. D'autres « ennemis » ont été construits antérieurement et parallèlement, en particulier contre les mouvements de soutien au peuple palestinien et contre les associations dénonçant les violences policières. A ne pas prendre en compte les liens qui relient les différentes catégories criminalisées, c'est la capacité de résistance commune qui est affaiblie. Ne nous trompons pas, la notion d'ennemi est extensive. investigation.net 03.07

Le passage suivant s'inscrit dans le cadre de cette propagande appliquée au Brexit, que l'on va s'employer à démonter.

D'emblée le titre désigne l'ennemi vers lequel la population doit se tourner et qui ne peut pas être l'UE, mais "les autres" peuples, ou la version xénophobe de leur propagande de guerre.

Europe : l'enfer, c'est les autres - liberation.fr

Trop solidaire avec les pays du sud de l'Europe, trop généreuse avec les migrants, pas assez protectrice vis-à-vis des travailleurs : notre sondage Viaivoice post-Brexit montre le repli des Français vis-à-vis d'une UE qu'ils n'aiment pas... mais ne veulent pas quitter.

(Les deux premiers motifs évoqués correspondent à ce que les médias se sont employés à présenter à la population sans qu'ils reflètent forcément la réalité, le troisième correspond à ce que les travailleurs vivent au quotidien, et s'ils ne veulent pas quitter l'UE, c'est parce qu'on ne leur offre pas le choix ou on ne leur a proposé aucune alternative. Le questionnaire a été conçu de manière à opposer les pays du sud et les migrants aux "Français", pour les faire passer pour des xénophobes ou racistes et pouvoir ensuite les assimiler à l'extrême droite, qui parce qu'elle a un programme débile les ramènera dans le giron des partis institutionnels favorables à l'UE et la boucle est bouclée. - LVOG)

On savait que l'Europe n'allait pas bien. On se doutait que cette crise existentielle réveillait de vieux clivages politiques, sociologiques et générationnels. (Alors qu'il s'agit d'une crise économique et politique à laquelle il ne faut surtout pas que les peuples cherchent une issue conforme à leurs intérêts. D'où l'intérêt qu'il se divise selon des critères de statut social ou de génération pour que toutes les couches des masses exploitées finissent par se haïr et s'affronter entre elles au lieu d'affronter ensemble le régime. - LVOG) Mais à lire notre sondage Viaivoice, on ignorait que les attentes des Français étaient à ce point contradictoires qu'elles rendaient l'idée même de projet européen de plus en plus problématique. (Pure hypocrisie qui ne sert qu'à mettre les lecteurs en confiance pour la suite. Ils le savaient d'autant plus que le référendum les effraie. - LVOG)

Le Brexit n'a pas suscité en France une envie particulière de quitter l'UE (Non, elle est permanente. - LVOG). Mais il n'a pas non plus permis une réhabilitation de la construction européenne. (Mission impossible. Ou l'art de mêler une vérité et une contre-vérité, d'avouer que leur propagande peut certes influencer la population, mais jusqu'à un certain point seulement. - LVOG)

Des attentes mais sans débouché politique (C'est bien cela le drame pour avoir évacué l'alternative du socialisme. - LVOG)

Les Français n'ont pas peur de penser à la fois que les décisions de l'Europe sont allées dans le mauvais sens (à 68%) et que quitter l'UE aujourd'hui serait une très mauvaise chose à long terme pour l'économie (à 61%) et donc pour leur situation personnelle. (C'est un réflexe alimentaire. - LVOG) En clair, les Français ne veulent pas divorcer, mais ils veulent que l'Europe change. (C'est leur attribuer une intention qui correspond davantage à celle des tenants de l'UE, car à la longue le peuple est capable de comprendre qu'il n'a rien de bon à attendre de l'UE, et c'est ce qu'il manifeste quand il se prononce lors d'un référendum, les réponses à la question suivante le prouvent. - LVOG)

A la question «diriez-vous que ces dernières années les décisions de l'UE sont allées plutôt dans le bon sens?» les catégories sociales supérieures répondent non à 63% et les ouvriers et employés à 72%. (Elles sont donc majoritaires, mais on leur interdira d'exiger l'abrogation de ces décisions, de sorte que leurs voix n'existent pas, c'est leur conception de la démocratie qui le veut ainsi. Ce qui a été fait par l'UE ne peut être défait que par l'UE, c'est le règne du despotisme. - LVOG)

«Aujourd'hui, l'Europe ne se suffit plus à elle-même, tente de répondre François Miquet-Marty de Viaivoice. Les Français ont tourné la page de l'Europe des valeurs et des idéaux, ils souhaitent une Europe plus utile, plus concrète qui réponde aux préoccupations des peuples.» liberation.fr 05.07

Un souhait qui restera lettre morte aussi longtemps que les travailleurs n'auront pas pris le pouvoir, en forgeant leurs propres institutions sur les cendres de celles du capital.

L'idée que l'UE garantirait la paix en Europe a pu séduire un temps une partie des générations qui avaient connu la Première ou la Seconde Guerre mondiale, mais ces générations sont en voie de disparition, ce sont donc plutôt les jeunes dont l'avenir est sacrifié ou hypothéqué qui exigent des réponses "concrètes" et immédiates à leurs problèmes, qu'ils rejettent ou non l'UE.

Ils adoptent un profil bas pour finalement avouer indirectement qu'ils sont impuissants à satisfaire les aspirations des peuples et plus particulièrement de la jeunesse, sans trop s'en inquiéter puisqu'ils savent que leurs "attentes" sont actuellement "sans débouché politique" et les appeler à prendre leur mal en patience ou à se contenter de leur condition dans le cadre de l'UE à défaut de mieux.

Ils feignent de ne pas comprendre que la population est de plus en plus allergique à leur propagande à deux balles ou usée jusqu'à

la corde, au point qu'en désespoir de cause Hollande en soit arrivé à affirmer que "cela va mieux", alors que le peuple pense exactement le contraire, cela va de mal en pis chaque jour qui passe.

Du coup, ils en arrivent à adopter un discours désabusé qui sera fortement emprunt d'hypocrisies, face à des peuples qui ne comprennent pas forcément la situation ou qui ne savent pas comment y mettre un terme, qui en ont marre d'être abusés et trompés en permanence, qui cherchent à résister par n'importe quel moyen à l'arbitraire auquel ils sont soumis, et quand surnoisement ils compatissent à leurs malheurs ou leur désarroi, c'est pour tenter à nouveau de les convaincre qu'il n'existe pas d'alternative au néolibéralisme qui sème le chaos, la guerre, la terreur à travers le monde, autant dire peine perdue d'avance, ce qui a le don de les exciter au plus haut point.

Dans l'article suivant que l'on doit à un idéologue sioniste du néolibéralisme, Moïses Naim, on peut observer à quel point ils sont dépités, reprochant aux peuples d'avoir "cédé la place aux émotions, aux passions et aux intuitions" qu'ils ont eux-mêmes instrumentalisées, substituées à la réflexion, ignorant que les émotions, les passions et les intuitions correspondaient également à des besoins ou aspirations élémentaires, universelles qui se trouvent être bafouées par les politiques que les différents gouvernements ont adoptées, et qu'un jour ces émotions, passions ou intuitions finissent par se révolter contre ceux qui en ont trop abusé en les détournant au profit de plaisirs dérisoires ou éphémères qui ne font pas le compte.

Bienvenue dans le monde des apprentis sorciers politiques - slate.fr

Extraits.

Toutes les enquêtes portant sur les indices de confiance dans différents pays montrent que ceux-ci sont en chute libre. Les populations se méfient de leur gouvernement, des entreprises privées et des ONG, sans parler des médias. (Comme quoi ils oeuvrent bien ensemble contre les peuples, c'est toujours mieux lorsque ce sont eux qui l'affirment. - LVOG) Pire, des institutions qui étaient autrefois au-dessus de tout soupçon n'échappent désormais plus à la déferlante de remises en cause. (...) (L'alliance du sabre et du goupillon entre les cuisses d'un petit garçon, quoi de plus légitime en somme, divin ! - LVOG)

D'autre part, au cours des dernières années, les crises économiques et politiques ont sapé la confiance de l'opinion publique dans les «experts». Ces études nous apprennent que, partout et de plus en plus, les gens ont tendance à se fier principalement à leurs proches, famille et amis. Sauf exception. (Experts de l'entourloupe. - LVOG)

Quelquefois, une population en principe sceptique choisit de fonder tous ses espoirs sur certains leaders ou mouvements politiques, ce qui revient en somme à une réaction bipolaire. C'est tout ou rien. Il en va de la confiance comme de l'économie: le gagnant rafle tout. Soudain, des individus se manifestent qui parviennent à susciter une foi inconditionnelle et à l'abri, en l'occurrence, de toute remise en question. On a peine à croire que des électeurs puissent accorder une confiance indéfectible à certains leaders malgré leur tendance à déformer la vérité, à manipuler les chiffres, à faire des promesses qu'ils ne pourront manifestement pas tenir, à lancer des accusations sans fondement ou, tout simplement, à mentir. Et qu'importe si cette propension au mensonge est mise au jour...(Leaders mis en scelle par la même machine médiatique ou institutionnelle qui avait fabriqué les menteurs officiels. - LVOG)

Tout ce qui précède fait bien sûr penser à Donald Trump. Les médias ont beau vérifier et infirmer, jour après jour, les affirmations du magnat-candidat républicain à la Maison Blanche, cela ne diminue en rien l'enthousiasme de ses sympathisants. Pour beaucoup, ce sont au contraire les journalistes et les médias qui mentent. Pour d'autres, les faits n'ont pas d'importance. Trump leur offre de l'espoir, des protections et formule des revendications à l'emballage irrésistible; ils n'ont pas la moindre intention de changer d'avis à cause d'informations ou de faits qui les dérangent. (Il oublie de préciser que la candidature de Trump n'est pas descendue du ciel, il est soutenu par une partie de l'oligarchie anglo-saxonne. Et puis quand la quasi-totalité des institutions américaines et des médias s'emballaient pour la version abracadabrante de Bush du 11 septembre 2001, ne mentaient-ils pas effrontément au peuple américain ? Non, mais là c'était différent, c'était pour la bonne cause... - LVOG)

Le Brexit s'inscrit dans une dynamique de cet ordre. Au lendemain du référendum actant la sortie du Royaume-Uni de l'UE, il était étrangement spectaculaire de voir et d'entendre les zéloteurs du Brexit revenir sur les promesses et les chiffres qui étaient à la base de leur campagne anti-européenne. (...) (Parce que prétendre que ce serait le bonheur de vivre dans l'UE, ce ne serait pas un énorme et grossier mensonge ou prendre les Britanniques pour des demeurés... - LVOG)

Là encore, les faits et les données ne comptent pas. (Au contraire et c'est ce qui le désespère ! - LVOG) On laisse ça aux experts et «[les Britanniques] en ont marre des experts». (...) Aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie et dans d'autres pays d'Europe ou d'Amérique latine..., le même son de cloche retentit partout. (Vous avez raison, on en a plus que marre de cette saloperie d'experts dans votre genre, et c'est à l'échelle mondiale qu'il faut en finir avec le capitalisme. - LVOG)

On évolue aujourd'hui dans un monde «post-factuel», dit-on, où, malgré la révolution des technologies de l'information, du big data, d'internet, entre autres avancées majeures, les faits et les statistiques ne comptent plus. Ils ont cédé toute la place aux émotions, aux passions et aux intuitions, lesquelles orientent désormais les décisions politiques de millions de citoyens. Rien de neuf là-dedans quand on sait que, dépourvue d'émotions, la politique n'aurait rien de politique. Malheureusement, lorsque

les gouvernements se mettent à prendre des décisions sans tenir compte des faits, il ne s'agit plus de choix politiques, mais de sorcellerie. (Cameron en sorcier ? Et Soros qui avait parié sur le Brexit ? - LVOG)

Les Britanniques ne tarderont pas à se rendre compte que se laisser guider uniquement par leurs émotions et leur intuition en ignorant les réalités de ce monde engendrera inévitablement de grandes souffrances humaines. slate.fr 06.07

Parce que "les réalités de ce monde" n'engendreraient pas déjà "de grandes souffrances humaines" ? Osons penser qu'elles ne sont pas inévitables et qu'on parviendra à en venir à bout en abattant l'ordre établi, cynique et aussi cruel que l'auteur de cet article.

L'article suivant montre qu'ils savent ce qu'ils font. Leur constat est accablant pour le capitalisme, aussi faut-il le présenter comme une fatalité

Pays riches, pays en voie de développement, le clivage disparu ? - atlantico.fr

...en 10 ans, les classes moyennes des pays émergents et les très riches se sont enrichis tandis que les classes moyennes des pays développés se sont appauvries.

... les classes populaires des pays riches. Ce sont eux qui, en termes relatifs, sont les perdants de la période. Si l'on considère que l'évènement majeur de cette période est l'essor de la mondialisation - avec la fin du bloc soviétique et l'entrée de la Chine sur le marché mondial - on peut les qualifier de perdants de la mondialisation. Ceux qui avaient un emploi manufacturier dans les pays riches par exemple.

On parlait avant de pays du Nord et de pays du Sud, les premiers toujours plus riches et les seconds toujours plus pauvres ; on déplorait la croissance des inégalités mondiales. Cette grille de lecture n'est plus pertinente. La sortie de masses de gens de la pauvreté dans les pays pauvres d'Asie (Chine et Inde en particulier) a fait reculer les inégalités mondiales pour la première fois. (A coups de surexploitation, d'endettement, d'énormes sacrifices et souffrances, etc. - LVOG) Mais ce gain de la mondialisation n'a pas eu que des avantages : il a coïncidé avec la croissance des revenus des 1% les plus riches et avec la stagnation des classes populaires des pays du monde développé. Et cette stagnation a des conséquences politiques : elle crée des gens qui ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte de la mondialisation. (C'est plus qu'un vulgaire "sentiment" ou une impression, la triste et cruelle réalité. - LVOG) Ce sont ces gens qui nourrissent les votes protestataires, même si la grille de lecture économique n'est pas la seule pertinente. (Non, ces gens ne nourrissent pas les "votes protestataires" qui viendraient dont on ne sait où, ils expriment un vote contestataire, ce qui n'est pas la même chose, car cela témoigne un début de prise de conscience de leur condition, certes déformée ou mal orientée, ce sur quoi il est préférable de ne pas insister pour mieux les assimiler à l'extrême droite. - Ce qu'ils ne supportent pas et ne comprennent pas, c'est que de plus en plus de gens ne suivent plus les consignes que les médias leur inoculent du matin au soir ou qu'ils manifestent leur volonté d'indépendance, ce qui est lourd de menaces pour le régime, car cette indépendance pourrait trouver un jour la voie qui lui serait fatale. LVOG) Mais les partisans du Brexit, les gros bataillons d'électeurs de Trump, ou du Front national en France, se trouvent dans ces catégories sociales que l'on qualifie parfois, non sans mépris, de "petits blancs" : des gens qui voient leur environnement social se dégrader sous l'effet des fermetures d'usines, qui redoutent la concurrence des immigrés sur le marché du travail et ne trouvent que peu d'intérêt dans la multiplication de restaurants ethniques, le multiculturalisme des grandes capitales et la libéralisation des moeurs. Ils ont le sentiment que leur situation se dégrade et qu'ils sont méprisés. atlantico.fr 06.07

C'est plus qu'une "impression", la réalité.

Ce qui sauve le régime capitaliste, c'est que des couches entières des masses laborieuses ne réagissent qu'une fois les conséquences de la crise du capitalisme devenues insupportables pour elles, sans avoir conscience qu'elles sont le produit auquel conduit infailliblement ou inexorablement un processus dialectique qui leur échappe ou dont elles ignorent le fonctionnement et l'origine, du fait qu'elles en donnent une interprétation faussée parce qu'elles ne situent pas leur réflexion ou analyse sur un plan historique, qui leur ferait apparaître le rapport de cause à effet qui existe entre la nature du mode d'exploitation capitaliste et ce qu'il leur fait subir ou leur condition, de sorte qu'elles sont incapables de concevoir qu'il en sera toujours ainsi sans inverser le rapport existant entre les classes et qu'il n'existe pas d'autre issue politique pour mettre un terme à leurs difficultés et leurs souffrances, changer la société pour vivre dans un monde meilleur ou plus juste.

Ce qui manque aux masses laborieuses, c'est l'instrument logique pour interpréter la situation, de manière à comprendre que leur condition n'est pas le produit de la fatalité ou qu'elle serait uniquement le résultat de mauvaises mesures ou d'une politique erronée ou néfaste, mais qu'elle est l'aboutissement d'un processus objectif, matérialiste, dialectique, historique, qui est orienté dans une direction précise que seules elles peuvent modifier dès lors qu'elles prennent leur destin en mains ou s'emparent du pouvoir politique, afin de pouvoir changer les rapports sociaux qui figurent à l'origine de ce processus, tâche ou condition indispensable à réaliser pour orienter la société dans une direction favorable à la satisfaction de leurs besoins et aspirations tout en préservant notre planète pour les générations futures.

C'est une question de logique somme toute élémentaire ou qui est à la portée de millions de travailleurs et jeunes éduqués, pour peu qu'on les aide à se débarrasser du fatras idéologique qui obscurcit ce processus historique et les empêche de progresser.

Le problème, c'est qu'on n'a pas saisi qu'on avait désormais à faire à des travailleurs qui avaient été scolarisés, éduqués, qui avaient acquis des bribes éparpillées de la logique, sans parler de leurs propres expériences où elle se manifeste hors de leur contrôle, volonté ou de leur conscience, expériences toujours plus riches, nombreuses et diversifiées, même confinés dans une routine abrutissante, car la complexité de l'existence ou la multiplication de leurs besoins les conduit à réfléchir toujours plus, bref, il leur manque donc peu de choses pour relier entre eux tous les facteurs qui composent la réalité qu'ils vivent au quotidien afin de saisir pourquoi et comment ils se sont transformés ou ils ont évolué.

Nous avons fait notre propre malheur en leur daignant cette capacité, donc en nous détournant du socialisme.

Ceux qui estiment qu'il suffirait que les conditions objectives soient mûres pour que les masses exploitées se soulèvent et s'emparent du pouvoir politique se trompent lourdement et font preuve d'une crasse ignorance, car toute l'histoire de la lutte de classe du XXe siècle a amplement prouvé le contraire ou que les conditions subjectives ne mûriront jamais spontanément au point de pouvoir réaliser la tâche historique qui consiste à écrire consciemment notre histoire, et à enclencher le processus qui à terme permettra de mettre fin au règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui jusqu'à présent a servi de support au développement de la civilisation humaine, mais qui désormais menace sérieusement son existence.

Si nous devons enseigner une seule chose aux travailleurs et à la jeunesse, ce serait le matérialisme dialectique, l'outil indispensable pour comprendre comment fonctionne et ont évolué, la nature, leur condition, la société, le monde.

En guise d'épilogue.

Chapitre XIII : Dialectique. Négation de la négation. Friedrich Engels : Anti-Dühring (1878).

Extraits.

C'est déjà un manque total d'intelligence de la nature de la dialectique, que de la tenir, comme fait M. Dühring, pour un instrument de pure démonstration, à la façon dont on peut se faire une idée bornée, disons de la logique formelle ou des mathématiques élémentaires. Même la logique formelle est avant tout une méthode pour trouver des résultats nouveaux, pour progresser du connu à l'inconnu, et cela est vrai, mais dans un sens bien plus élevé encore, de la dialectique qui, en outre, en brisant l'horizon étroit de la logique, contient le germe d'une vue plus vaste du monde.

(La négation de la négation) Une procédure très simple, qui s'accomplit en tous lieux et tous les jours, que tout enfant peut comprendre, dès qu'on élimine le fatras mystérieux sous lequel la vieille philosophie idéaliste la dissimulait et sous lequel des métaphysiciens incurables de la trempe de M. Dühring continuent à avoir intérêt à la cacher. Prenons un grain d'orge. Des milliards de grains d'orge semblables sont moulus, cuits et brassés, puis consommés. Mais si un grain d'orge de ce genre trouve les conditions qui lui sont normales, s'il tombe sur un terrain favorable, une transformation spécifique s'opère en lui sous l'influence de la chaleur et de l'humidité, il germe : le grain disparaît en tant que tel, il est nié, remplacé par la plante née de lui, négation du grain.

Mais quelle est la carrière normale de cette plante ? Elle croît, fleurit, se féconde et produit en fin de compte de nouveaux grains d'orge, et aussitôt que ceux-ci sont mûrs, la tige dépérit, elle est niée pour sa part. Comme résultat de cette négation de la négation, nous avons derechef le grain d'orge du début, non pas simple, mais en nombre dix, vingt, trente fois plus grand. (...)

Il n'en va pas autrement en histoire. Tous les peuples civilisés commencent par la propriété en commun du sol. Chez tous les peuples qui dépassent un certain stade primitif, cette propriété en commun devient, au cours de l'évolution de l'agriculture, une entrave pour la production. Elle est abolie, niée, transformée en propriété privée après des stades intermédiaires plus ou moins longs. Mais à un stade plus élevé du développement de l'agriculture atteint grâce à la propriété privée du sol elle-même, c'est inversement la propriété privée qui devient une entrave pour la production, - comme c'est aujourd'hui le cas aussi bien pour la petite que pour la grande propriété foncière. On voit surgir avec un caractère de nécessité la revendication qui tend à ce qu'elle soit niée également, à ce qu'elle soit retransformée en propriété commune. Mais cette revendication ne signifie pas la restauration de l'ancienne propriété en commun primitive, mais l'établissement d'une forme bien plus élevée et plus développée de propriété collective qui, bien loin de devenir une barrière pour la production sera, au contraire, la première à la libérer de ses entraves et à lui permettre la pleine utilisation des découvertes chimiques et des inventions mécaniques modernes.

Autre exemple encore. La philosophie antique était un matérialisme primitif naturel. En tant que tel, elle était incapable de tirer au net le rapport de la pensée et de la matière. Mais la nécessité d'y voir clair conduisit à la doctrine d'une âme séparable du corps, puis à l'affirmation de l'immortalité de cette âme, enfin au monothéisme. Le matérialisme antique fut donc nié par l'idéalisme. Mais dans le développement ultérieur de la philosophie, l'idéalisme à son tour devint insoutenable et fut nié par le matérialisme moderne. Celui-ci, négation de la négation, n'est pas la simple réinstallation de l'ancien matérialisme, mais ajoute aux fondements persistants de celui-ci tout le contenu de pensée d'une évolution deux fois millénaire de la philosophie et des sciences de la nature, ainsi que de ces deux millénaires d'histoire eux-mêmes. Après tout ce n'est plus une philosophie, mais une simple vue du monde qui n'a pas à faire ses preuves et à se mettre en oeuvre dans une science des sciences à part, mais dans les sciences réelles. La philosophie

est donc ici " levée ", c'est-à-dire à la fois " surmontée et conservée", surmontée dans sa forme, conservée dans son contenu réel.

Enfin, même la doctrine de l'égalité de Rousseau...

A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes -animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

" Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. " (La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

" Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain. "

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

" Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir."

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression Jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

" C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître."

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi " sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintient, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel. "

Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égalité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation. (...)

Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, et à laquelle M. Dühring lui-même, bien qu'il se rebiffe et qu'il regimbe : est obligé à son insu d'obéir à sa manière. (...)

Si je dis de tous ces processus qu'ils sont négation de la négation, je les comprends tous ensemble sous cette unique loi du mouvement et, de ce fait, je ne tiens précisément pas compte des particularités de chaque processus spécial pris à part. En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.

Eugen Dühring, un social-démocrate allemand tardif, universitaire vaniteux, ennemi de la dialectique et donc du socialisme scientifique développé par Marx et Engels, au profit de "vérités éternelles", un vulgaire fatras de "de stupidité(s) d'une part et de banalité(s) d'autre part, écrira le 28 mai 1876 Engels à Marx en lui communiquant son "plan" d'Anti-Dühring.

J'ai reproduit ces passages parce qu'ils sont à la portée de tous. Ne pas populariser la dialectique au sein de la population est inexcusable.

[Brexit. Le hold up du siècle.](#)

Le Brexit devait-il servir à couvrir la récession qui menace les Etats-Unis et l'UE ?

- Bien sûr, il ne faut pas exclure que le Brexit soit une mise en scène des Britanniques pour renégocier à leur avantage leur «

relation spéciale » avec les « Américains ». Cependant, il est beaucoup plus probable que Londres espère étendre ses relations à Pékin et à Moscou sans pour autant lâcher les avantages de son entente avec Washington. Le Réseau Voltaire 04.06

Gagner sur tous les tableaux, n'était-ce pas une spécialité des banquiers anglo-saxon depuis plus d'un siècle ?

Brexit : un vent de panique dans la finance - Francetv info

L'avertissement ce 5 juillet du gouverneur de la Banque d'Angleterre a glacé les milieux économiques. "Les risques annoncés sont déjà en train de se cristalliser. Le Royaume-Uni est rentré dans une période d'instabilité et d'ajustement, et la Banque d'Angleterre ne pourra pas totalement et immédiatement calmer les marchés", a-t-il déclaré à la presse.

Moins de deux semaines après le vote pour la sortie du royaume de l'UE, les grands groupes semblent sur le point de faire des annonces drastiques. C'est le cas de WPP, le géant mondial de la publicité, avec 180 000 employés. "La Grande-Bretagne va souffrir. Ce sera le résultat des conséquences du Brexit. On va se marginaliser, devenir plus isolé, à l'heure où le monde s'ouvre de plus en plus", a ainsi exprimé son directeur général. Mais c'est du secteur financier et bancaire que sont venues les menaces les plus fortes : le fonds d'investissement Aviva et son homologue Standard Life, ont déjà gelé les comptes de leurs bénéficiaires, face à l'afflux des demandes de retraits d'argent. Francetv info 05.07

Brexit : la livre plonge face au dollar, à son plus bas depuis 31 ans - Francetv info

Mardi 5 juillet, le cours de la monnaie britannique a chuté à son niveau le plus bas depuis 1985 face au dollar, entraînant l'euro avec elle. (Une bonne nouvelle pour le dollar et les exportateurs britanniques. Sans parler de la baisse du pouvoir d'achat des ménages britanniques, une aubaine quoi. - LVOG)

"La livre sterling enregistre une mauvaise performance (...) après de mauvais chiffres économiques au Royaume-Uni, dont un ralentissement plus fort de l'activité dans les services", a souligné Eric Vilorio, de Wells Fargo. (Ils vendent la mèche, ces mauvais chiffres ne sont pas le produit de l'activité économique des derniers jours, ils nous prennent pour des abrutis. Leur discours ne sert qu'à masquer le ralentissement de l'activité économique mondial qui se répercutait sur la Grande-Bretagne. - LVOG)

"Comme pour la livre, le potentiel de hausse de la monnaie unique risque de rester limité tant que les marchés n'auront pas une vision plus claire de l'impact du Brexit sur la croissance en Europe", a écrit Joe Manimbo de Western Union, cité par l'AFP. Il remarquait que l'euro était aussi probablement affecté par un mauvais indice sur l'activité du secteur privé dans la zone euro, au plus bas depuis la fin 2014. (Rien de tel que le chaos pour avancer sur les dossiers qui étaient en panne ou sur lesquels ils peinaient à avancer, dont le TTIP qui concerne en priorité les Etats-Unis, pour un peu ils vont le présenter prochainement comme le sauveur de l'UE, qui sait de quoi ils sont capables ? - LVOG) Francetv info 05.07

Une publication qui tombe à point pour redorer le blason des autorités britannique.

Le rapport sur l'engagement controversé du Royaume-Uni en Irak enfin publié - AFP

Attendu depuis sept ans, le rapport de la commission d'enquête sur l'engagement controversé du Royaume-Uni dans la guerre en Irak en 2003 est enfin publié mercredi et promet d'être sévère envers l'ex-Premier ministre Tony Blair.

M. Blair, chef du gouvernement britannique entre 1997 et 2007, est accusé d'avoir trompé sa population en affirmant que l'Irak possédait des armes de destructions massives, ce qui n'a jamais été avéré.

Un premier rapport officiel publié en 2004 avait conclu que Tony Blair avait exagéré devant le Parlement la menace représentée par le président irakien Saddam Hussein...

L'an dernier, il s'est excusé pour "le fait que les informations données par les services secrets étaient fausses".

L'intervention en Irak continue aujourd'hui à influencer sur la politique britannique. Elle explique les fortes réticences du Royaume-Uni à s'engager militairement depuis, et la question déchire régulièrement le Parti travailliste, dirigé actuellement par le pacifiste Jeremy Corbyn. AFP 06.07

En complément

L'Italie, ce nouvel homme malade de l'Europe qui pourrait faire passer le Brexit pour une partie de plaisir - Atlantico.fr

Dans la foulée du référendum sur le Brexit, les attaques contre les banques italiennes, au bord de l'effondrement, ont redoublé. Une situation économique qui complique davantage encore la situation politique de l'Italie, où le Mouvement 5 Etoiles poursuit

son ascension dans les urnes et dans les sondages. Tous les éléments pour une explosion semblent réunis, avec les risques que cela comporte pour l'Europe. Atlantico.fr 05.07

Le Brexit ou comment justifier l'adoption du traité de libre échange Etats-Unis - Union européenne. Premier acte.

- Les parlements nationaux voteront sur l'accord UE-Canada - Reuters

Les parlements nationaux de l'Union européenne seront appelés à se prononcer sur l'accord de libre-échange négocié par l'UE et le Canada, a annoncé la Commission (CE) mardi, une décision destinée à parer aux critiques de ceux qui jugent les négociations trop opaques et leurs résultats trop favorables aux multinationales mais qui risque de freiner la stratégie commerciale de l'UE.

"J'ai examiné les arguments juridiques et écouté les chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que les parlements nationaux", a déclaré le président de la CE Jean-Claude Juncker. "Maintenant, il est temps d'agir; la crédibilité de la politique commerciale de l'Europe est en jeu."

L'exécutif européen espère que le CETA (Comprehensive Economic Trade Agreement ou Accord économique et commercial global), un texte de 1.600 pages qui a nécessité cinq années de négociations, pourra être signé en octobre.

Il devra donc auparavant être soumis au vote de chacun des 28 parlements nationaux de l'UE, et dans certains cas, comme en Belgique, aux assemblées régionales.

Paris et Berlin avaient réclamé ces derniers jours que le CETA soit ratifié par les parlements nationaux, alors que certains commissaires voulaient qu'il soit qualifié d'accord "européen" qui ne devrait être ratifié que par le Parlement européen.

La commissaire au commerce, Cecilia Malmström, a souligné lors d'une conférence de presse à Strasbourg que, pour la première fois, tous les droits de douane seraient supprimés entre les deux partenaires, dès la mise en œuvre du traité entre le Canada et l'Union européenne.

"C'est un bon accord. L'Union européenne le veut, les Etats membres ont affirmé à l'unanimité leur soutien, tous les domaines concernés relèvent de la compétence de l'Union européenne. Ce qui est très clair, c'est que juridiquement, c'est un accord de l'Union européenne", a-t-elle affirmé en évoquant le processus de ratification.

Mais "face à la difficulté de trouver un consensus, la Commission a décidé de présenter le CETA comme un accord mixte", a-t-elle ajouté.

"Nous le présentons comme un accord mixte pour que les Etats se l'approprient", a-t-elle précisé.

Les partisans du CETA assurent qu'il pourrait augmenter les échanges bilatéraux de 20%, à 26 milliards d'euros par an.

La ministre canadienne du Commerce, Chrystia Freeland, a estimé mardi que la majeure partie des dispositions nouvelles prévues par l'accord pourraient entrer en vigueur dès l'an prochain.

L'adoption du CETA par le seul Parlement européen permettrait en effet une telle application à titre provisoire.

"Il est important pour l'Europe et pour le monde que nous montrions qu'il est possible de conclure des accords commerciaux ambitieux et porteurs de progrès", a déclaré Chrystia Freeland à Reuters en citant les volets sociaux et environnementaux du CETA.

"C'est la riposte du Canada et de l'Europe contre le populisme de colère qu'on observe dans tant de régions du monde"

Les milieux favorables au libre-échange craignent toutefois de voir le CETA sabordé par les instances nationales, ce qui risque de sonner le glas de l'accord de commerce entre l'UE et les Etats-Unis, contre lequel la France a désormais pris position.

Le ministre italien de l'Industrie, Carlo Calenda, a ainsi estimé mardi que les négociations sur ce Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) étaient dans l'impasse.

"Je pense que le TTIP va tomber à l'eau, et l'accord avec le Canada risque de subir le même sort. Nous négocions dessus depuis trop longtemps", a dit le ministre à Rome, en regrettant l'absence d'un climat de confiance propice à ces négociations. Reuters 05.07

La question est de savoir si l'oligarchie financière anglo-saxonne est parvenue ou non à infiltrer ou influencer suffisamment les

partis de l'ordre qui disposent de la majorité parlementaire dans les différents pays de l'UE, pour que le CETA et le TTIP soient adoptés. Tout le reste est du baratin. Personne ne peut croire un seul instant que Valls s'y opposerait par exemple. Les réticences affichées ou à venir de certains dirigeants de l'UE relève d'une manoeuvre pour obtenir des concessions en échange. Et puis, si un dirigeant européen récalcitrant s'y opposait malgré tout, soit ils s'emploieraient à le débarquer à l'aide d'un coup tordu, soit ils passeraient par le Parlement européens.

Désinformation. Les médias au secours de l'UE

- Quand Bruxelles a bon dos - LeParisien.fr

Courbe des bananes, taille des concombres, interdiction des grille-pain britanniques : le bashing antieuropéen accuse Bruxelles de pondre des directives technocrates et tatillonnes. Mais, souvent, avec des arguments mensongers qui font de l'Europe un bouc émissaire idéal. « On ne peut pas vendre de bananes avec une courbe anormale » : ce fut l'un des arguments de l'ex-maire de Londres Boris Johnson en faveur du Brexit. Mais voilà : la directive de la Commission européenne indique que la banane doit être « exempte de malformations et de courbures anormales », mais ne précise pas ce qu'est une « courbure anormale ». De plus, cette directive s'appuie sur les normes édictées par l'ONU.

Il existe bien une « recommandation » de la Commission européenne à la France. Sauf qu'une « recommandation » n'est en aucun cas contraignante. C'est donc bien le gouvernement français qui est à l'origine du contenu de la loi El Khomri ! LeParisien.fr 05.07

Contre-arguments.

- Justement, la Commission européenne ne "précise pas ce qu'est une « courbure anormale »" d'une banane, parce qu'elle est la seule à en décider arbitrairement. Gageons qu'elle a pris pour modèle la courbure des bananes produites par les multinationales américaines.

- Chacun sait par expérience qu'une « recommandation » de la Commission européenne à valeur de décision, de diktat, de menace, de sanction au cas où l'Etat concerné n'en tiendrait pas compte.

[Loi Travail ou quand le gouvernement piétine la démocratie](#)

- La mobilisation contre la loi Travail au plus bas depuis le 9 mars - Le Huffington Post

- Jean-Marie Le Guen : « L'intransigeance n'est pas du côté du gouvernement » - L'Opinion

- Loi Travail : le gouvernement a utilisé le 49.3 - Francetv info

Ce mardi 5 juillet après-midi, Manuel Valls a sifflé la fin du match. "Malgré les avancées, je constate une alliance des immobilismes et des conservatismes", a dénoncé le Premier ministre. Pour le symbole, les députés de droite quittent l'hémicycle au moment de l'annonce du recours au 49.3. Le débat est clos, l'opposition en prend acte, elle laissera la gauche se déchirer.

Ce mardi matin devant les députés socialistes, Manuel Valls a balayé les ultimes tentatives de compromis sur le texte. Les frondeurs, eux, dénoncent la brutalité du Premier ministre. Ils ont d'ailleurs jusqu'à mercredi 15h pour déposer une éventuelle motion de censure. Après un dernier passage au Sénat, il reviendra à l'Assemblée le 20 juillet prochain.

Pour une adoption définitive du texte, il faudra "attendre le 20 juillet, jour où le texte revient devant l'Assemblée nationale, avec un nouveau 49.3 probable. Si c'est le cas, il faudra trois 49.3 à Manuel Valls pour venir à bout du texte. Un texte qui ne satisfait pas le patronat et qui déchire sa majorité", conclut la journaliste.

A 15 h 11, les manifestants parisiens apprenaient la nouvelle, scandant à tue-tête : « 49-3 ou pas, on n'en veut pas. Retrait, retrait, retrait du projet de loi ! » Des troupes moins fournies que lors du rassemblement du 28 juin -- entre 6 500 et 7 500 personnes selon les autorités et 45 000 selon la CGT et FO --, mais toujours aussi motivées.

Brigitte, retraitée et apparentée CGT, est très remontée contre le gouvernement : « Plus jamais je ne voterai pour un candidat PS. » Une colère générale stimulée aussi par l'important dispositif policier mis en place pour encadrer le défilé. Contrôles systématiques et filtrages à tous les coins de rue. « J'ai été fouillé deux fois en arrivant. C'est une grave atteinte à la liberté de manifester. Je n'ai jamais vu ça », déplore Yohan, ingénieur et militant CGT.

Défaite ou pas, ils entendent bien ne pas en rester là. Certains sont prêts à reprendre le combat dès le retour des vacances. D'ailleurs, les sept syndicats promettent une rentrée chaude, et pourquoi pas une 13 e mobilisation. D'ici là, d'autres se préparent

déjà à participer à des actions militantes cet été, comme des opérations péage gratuit, déjà planifiées à CGT et à FO. Francetv info et LeParisien.fr 05.07

- Loi travail: le groupe Les Républicains ne déposera pas de motion de censure - AFP
- VGE conseille à Macron d'acquiescer de l'expérience avant de se lancer dans une présidentielle - AFP
- Un proche de Le Foll à l'Inra, la nomination qui passe mal - Liberation.fr
- Entre les radicaux de gauche et le PS, la rupture est-elle consommée ? - Public Sénat

Le patron du PRG, Jean-Michel Baylet, a fait savoir ce mardi que le « pacte fondateur » était rompu avec le PS. Il lui reproche d'avoir annoncé une primaire de gauche sans consulter son allié. Public Sénat 05.07

- Israël a-t-il espionné le portable de Manuel Valls? 20minutes.fr -

Ça fait un peu désordre. Lors de sa visite en Israël, en mai dernier, Manuel Valls et ses conseillers ont dû confier leurs téléphones sécurisés aux services de sécurité israéliens avant de rencontrer les haut-dirigeants du pays, révèle L'Express. Or, depuis les révélations Wikileaks, se séparer de son téléphone, et pire le donner à une puissance étrangère, fût-elle amie, relève au minimum de l'imprudence. (De l'impuissance, de la vassalité ou de la soumission, manifestant un rapport de maître à domestique. - LVOG)

D'ailleurs, toujours selon L'Express, «en les reprenant [les portables, ndr], la délégation a eu la mauvaise surprise de constater que plusieurs d'entre eux présentaient des signes "d'anomalie"». Etrange, non? Les téléphones ont donc été remis, dès le retour en France, à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) pour savoir si, oui ou non, les mobiles ont bien été manipulés par des tiers. Matignon a d'ailleurs confirmé qu'un téléphone était bien tombé en panne au cours du voyage diplomatique. En matière de renseignement, il n'y a décidément pas d'amitié qui vaille. 20minutes.fr 06.07

Et après ? Rien naturellement.

[En famille. La preuve que Mélenchon n'est pas de gauche](#)

- Emmanuel Macron: "Michel Rocard a renouvelé la vie de la gauche" - L'Express.fr

Entre le ministre de l'Economie qui rêve de la fonction suprême et celui qui ne put jamais y accéder, une complicité s'était installée. Nourrie de convictions communes. L'Express.fr 05.07

Ils se déchirent l'héritage de la CSG et de la première guerre du Golfe contre l'Irak. On leur laissera volontiers.

- Le "rocardisme", "quasiment du gauchisme" par rapport à Valls et Macron, dit Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon a réfuté mardi que Manuel Valls soit le "fils spirituel" de Michel Rocard, dont le courant de pensée fait "maintenant figure quasiment de gauchisme à côté" de Manuel Valls ou d'Emmanuel Macron.

"Non, non, Rocard n'aurait pas affronté comme cela une majorité syndicale à coups de triques, n'aurait pas fait matraquer des manifestants, n'aurait pas permis tout ça, comme Premier ministre", a réagi le député européen sur BFMTV, à qui on demandait s'il considérait Manuel Valls comme le "fils spirituel" de Michel Rocard.

"Quand il était Premier ministre, il y a eu des mouvements sociaux (...) et il (Michel Rocard) n'a jamais eu un comportement d'une telle violence, d'une telle brutalité. Non, le rocardisme maintenant fait figure quasiment de gauchisme à côté des Valls, des Macron", a poursuivi le candidat à l'élection présidentielle. (Rocard a fait pire en bombardant l'Irak en 1991. On prend acte qu'indirectement Mélenchon le revendique en 2016. - LVOG)

"Le projet social-démocrate à la suédoise de Michel Rocard, ce n'est pas Clémenceau, plus des CRS et ainsi de suite. Ce n'est pas ça", a-t-il insisté. (La Suède où le taux de suicides est un des plus élevés, où pour cause d'alcoolisme chronique tellement il y fait bon vivre, les bistrotts doivent fermer tôt en soirée, j'ai oublié l'heure exacte, le pays qui fait partie de ceux où le corporatisme a été poussé le plus loin, où les syndicats sont intégrés dans les institutions, etc. Quelle référence, quelle modèle ! - LVOG)

"Michel Rocard était un personnage extrêmement intéressant, toujours très fécond intellectuellement. J'ai rarement été d'accord

avec lui (...) Il était un anti-communiste absolument primaire... Mais c'était un esprit engagé dans la gauche", a développé encore l'ancien membre du PS. AFP 05.07

Il semblerait que Mélenchon a provoqué l'éclatement du Front de gauche qu'il impute au PCF, pour se positionner toujours plus à droite, à l'instar de Die Linke, Syriza, Podemos, le Bloc de gauche... A suivre.

Pour bien comprendre ce que signifie pour Mélenchon être de gauche, c'est se revendiquer de gauche et être un "anti-communiste absolument primaire", autrement dit être une pourriture de droite. Vous comprendrez mieux pourquoi je le caractérise de charlatan, d'aventurier, de sale type dont il n'y a absolument rien à tirer. Et dire qu'il y a des militants ouvriers pour lui faire confiance, quel délire !

[Le sort qui attend tous les escrocs de la "gauche de la gauche".](#)

- Un an après avoir voté contre l'austérité, les Grecs en plein marasme - slate.fr

D'après de récents sondages, le parti de la gauche radicale n'est plus crédité que de 17% des intentions de vote, loin derrière la Nouvelle démocratie (centre-droit) avec 24%.

Il cherche à pérenniser son pouvoir en modifiant la loi électorale et en étendant son contrôle sur divers rouages de l'État et sur les médias.

Le chômage reste à un niveau élevé, 24%, même si le taux a baissé de deux points. Chez les jeunes, il atteint toujours les 50%. Depuis le début de la crise, 400.000 Grecs ont émigré vers des pays d'Europe du nord. Ce ne sont plus des travailleurs non qualifiés, comme dans les années 1960-1970, mais des diplômés de l'enseignement supérieur. Dans les années 1990, la Grèce avait été un pays d'immigration.

Malgré les grèves à répétition, notamment dans la fonction publique et parapublique, à l'appel des syndicats proches du Parti communiste, Alexis Tsipras compte sur le fait que la résignation l'emportera dans une population dont le niveau de vie a baissé d'un quart depuis le début des années 2010. slate.fr 05.07

[La candidate du groupe Bilderberg ou de l'oligarchie financière est déjà élue présidente des Etats-Unis.](#)

Quand le FBI se substitue à un procureur ou à la justice... en démocratie bien sûr.

- Le FBI recommande de ne pas poursuivre Clinton sur les courriels - Reuters

De l'avis du FBI, "aucun procureur sensé" n'engagera des poursuites contre Hillary Clinton. « Bien qu'il y ait des preuves de violations potentielles des lois en ce qui concerne le traitement des informations classifiées, notre opinion est qu'aucun procureur raisonnable n'intenterait de poursuites », a déclaré le directeur du FBI, James Comey, lors d'une conférence de presse à Washington.

Le candidat républicain à la Maison blanche Donald Trump, qui a déjà estimé que l'enquête sur les courriels devrait disqualifier Hillary Clinton de la course à la Maison blanche, a estimé mardi après l'annonce du FBI que "le système est truqué".

Le camp républicain reproche en outre à l'époux d'Hillary Clinton, Bill, d'avoir rencontré en privé Loretta Lynch la semaine dernière

La ministre de la Justice dit avoir regretté cette entrevue tout en assurant que la question des courriels n'avait pas été abordée. Reuters

Et comment l'Agence Française de Propagande se fait le porte-parole du FBI.

- Clinton soulagée, a évité le pire dans l'affaire de ses emails - AFP L'annonce, par le directeur du FBI, qu'il ne pensait pas qu'Hillary Clinton doive faire l'objet de poursuites pour avoir utilisé un serveur privé pour ses mails quand elle était secrétaire d'Etat, a privé les républicains du rebondissement spectaculaire dont ils rêvaient. Hillary Clinton avait été interrogée par le FBI, la police fédérale, pendant trois heures et demi durant le long week-end de la fête nationale américaine du 4 juillet, et les conclusions du FBI n'ont pas traîné, alors que de nombreux Américains étaient encore en congé, ne suivant que de loin les informations. AFP 06.07

Le Monde prend acte et s'aligne sur le FBI en poussant un ouf de soulagement..

C'est probablement la fin d'un long cauchemar pour Hillary Clinton. Le FBI a recommandé, mardi 5 juillet, de ne pas poursuivre la candidate démocrate à la présidentielle pour avoir utilisé sa messagerie personnelle quand elle était secrétaire d'Etat entre 2009 et 2013. lemonde.fr 06.07

Propagande xénophobe et de guerre. Deux poids deux mesures.

- Russie : nouveau coup de gel sur les libertés - libération.fr

Les nouvelles mesures votées fin juin, qui entreront en vigueur dès le 20 juillet si le président russe, Vladimir Poutine, les ratifie, modifient des dizaines de lois existantes et vont affecter de manière sensible la vie des citoyens ordinaires en Russie. Et pas seulement celle des terroristes et extrémistes auxquels elles sont officiellement destinées. (Alors que ce ne serait pas le cas en France avec la loi sur le renseignement. - LVOG)

La délation, l'une des plaies de la période soviétique, retrouve droit de cité. Désormais, tout individu détenant des informations relatives à la préparation d'un acte terroriste, d'un coup d'Etat ou d'une quinzaine d'autres délits, qui n'en aura pas informé les autorités à temps, sera puni : jusqu'à un an de prison ferme pour la non-délation. « L'article sur la non-délation peut s'avérer très utile pour poursuivre aussi bien de potentiels terroristes qu'un grand nombre de détracteurs du régime. Et compte tenu de l'activité effrénée de nos législateurs, nous verrons bientôt une liste étendue des délits qu'il faut rapporter sous peine d'être poursuivi en justice », commente la sociologue Ekaterina Khodjaeva, chercheuse à l'Institut de droit de l'Université européenne de Saint-Petersbourg. L'une des lois qui a fait le plus de bruit oblige les opérateurs de télécommunications à conserver tous les enregistrements d'appels et de messages échangés entre utilisateurs durant six mois, et pour une durée de trois ans pour les métadonnées. Qui plus est, les services de messagerie instantanée et de mails, les réseaux sociaux, et tout autre service en ligne « organisateur de diffusion d'information », qui ont recours au cryptage, seront obligés de fournir au FSB, les services de renseignement russes, les clés pour décrypter n'importe quel message, sans décision judiciaire préalable. En cas de refus, une amende de 800 000 à 1 million de roubles (11 000 à 14 000 euros) est prévue.

La délation, l'une des plaies de la période soviétique, retrouve droit de cité. Désormais, tout individu détenant des informations relatives à la préparation d'un acte terroriste, d'un coup d'Etat ou d'une quinzaine d'autres délits, qui n'en aura pas informé les autorités à temps, sera puni : jusqu'à un an de prison ferme pour la non-délation. « L'article sur la non-délation peut s'avérer très utile pour poursuivre aussi bien de potentiels terroristes qu'un grand nombre de détracteurs du régime. Et compte tenu de l'activité effrénée de nos législateurs, nous verrons bientôt une liste étendue des délits qu'il faut rapporter sous peine d'être poursuivi en justice », commente la sociologue Ekaterina Khodjaeva, chercheuse à l'Institut de droit de l'Université européenne de Saint-Petersbourg. L'une des lois qui a fait le plus de bruit oblige les opérateurs de télécommunications à conserver tous les enregistrements d'appels et de messages échangés entre utilisateurs durant six mois, et pour une durée de trois ans pour les métadonnées. Qui plus est, les services de messagerie instantanée et de mails, les réseaux sociaux, et tout autre service en ligne « organisateur de diffusion d'information », qui ont recours au cryptage, seront obligés de fournir au FSB, les services de renseignement russes, les clés pour décrypter n'importe quel message, sans décision judiciaire préalable. En cas de refus, une amende de 800 000 à 1 million de roubles (11 000 à 14 000 euros) est prévue.

« Idée effrayante »

Les principaux opérateurs russes sonnent le tocsin. Ces mesures sont une menace directe à la vie privée, garantie par la Constitution. Mais, plus grave encore pour les entreprises, la mise en place d'infrastructures nécessaires au stockage et traitement d'une telle masse d'informations va coûter des milliards d'euros, rendre les compagnies déficitaires et multiplier par deux ou trois tous les tarifs pour les utilisateurs. Dans certaines régions de Russie, il n'y a tout simplement pas assez d'énergie pour fournir l'électricité suffisante au fonctionnement de ces centres de données. « L'objectif des nouvelles lois n'est pas d'améliorer les capacités de surveillance, écrit Andrei Soldatov, expert des services secrets et d'Internet, mais de jeter une idée effrayante sur la table qui forcerait les entreprises à faire appel au Kremlin. L'idée du Kremlin est de créer autant de points de pression que possible [...]. [Les autorités] pensent que cela leur ferait gagner du temps pour verrouiller Internet à l'intérieur du pays. » Le ministre russe des Télécommunications a déjà fait part de projets pour « nationaliser » 99% du trafic internet d'ici à 2020.

La réglementation de la sphère religieuse se durcit également. Le nouveau texte de loi s'étend sur « l'activité missionnaire » qui ne pourra plus être menée que par des groupes et des organisations enregistrés auprès des autorités, dans des lieux spécifiquement désignés à cet effet. Il sera interdit par exemple de faire du prosélytisme dans les lieux de résidence privés, à l'exception des sacrements. Tout missionnaire devra être en mesure de fournir des documents officiels justifiant de son activité, délivrés par l'institution qui l'envoie. Cette loi n'affectera pas tant l'Eglise orthodoxe que les autres confessions, qui peinent déjà à faire respecter leurs droits. Face à l'impossibilité d'obtenir des autorisations pour construire des lieux de culte, les protestants se réunissent parfois dans de simples logements. Du reste, les contours de la loi sont suffisamment flous pour faire craindre qu'elle ne serve à porter atteinte à la liberté d'expression personnelle et de culte, garanties elles aussi par la Constitution.

Adolescents jugeables

Déjà diminuée comme peau de chagrin par une série de lois mises en place depuis 2012 et le retour de Vladimir Poutine au Kremlin dans un contexte de contestation sans précédent, le droit de rassemblement a encore été rogné. Un point est apparu dans le code pénal, à l'article relatif aux désordres de masse : « incitation, recrutement, ou autre engagement » dans leur organisation. Une personne qui encourage simplement les gens à « descendre dans la rue », sans forcément participer à l'organisation de la manifestation, encourt désormais 5 à 10 ans de prison ferme.

Autres innovations : les réseaux sociaux sont assimilés aux médias traditionnels et les appels au terrorisme ou sa justification en ligne sont criminalisés, la responsabilité des citoyens ordinaires devenant équivalente à celle des médias, avec une peine maximale de 7 ans d'emprisonnement. La responsabilité pénale pour certains délits, dont le nombre est passé de 22 à 32, est abaissée à 14 ans. Les adolescents pourront être jugés pour terrorisme international, participation à des groupes terroristes et désordres de masse, ainsi que pour non-délation. Une nouvelle loi sur le « terrorisme international » servira à juger et condamner pour mise en œuvre ou complot d'attentat terroriste à l'extérieur du pays, dans lequel ont péri ou souffert des Russes.

Deux lois, qui avaient provoqué un tollé général lors de la première lecture, tant elles entraient ouvertement en contradiction avec la Constitution russe, ont été finalement abandonnées : la déchéance de nationalité pour crime terroriste ou extrémiste, ainsi que pour les personnes collaborant avec des organisations étrangères ; et l'interdiction de sortie du territoire aux individus qui ont reçu un avertissement, hors procédure judiciaire. Selon les experts, il s'agissait d'un calcul pour faire passer ces lois répressives : l'attention générale est d'abord mobilisée par des lois aberrantes, finalement abandonnées. Dans un soupir de soulagement, un paquet de loi extrêmement coercitif est adopté. libération.fr 06.07

Poutine ne se conduit pas autrement que Hollande ou Obama. C'est semble-t-il avant tout une réponse à la tentative de déstabilisation des institutions russes par les Américains et l'Otan à l'aide de médias et d'ONG, qu'ils ont recrutés ou qu'ils ont formés à cet effet notamment.

- La propagande de l'UE contre la Russie - Réseau Voltaire

Le Parlement européen devrait adopter le 12 juillet 2016 une résolution sur « les communications stratégiques de l'Union européenne ».

À l'initiative de Zbigniew Brzezinski et de personnalités polonaises qui ont déjà lancé une « initiative pour la guerre de l'Information » contre la Russie au sein du Center for European Policy Analysis (CEPA) à Washington, l'Otan a créé un Centre des Communication stratégiques en Lettonie et l'Union européenne devrait se doter d'une structure équivalente.

Il s'agit de centraliser tous les efforts de manipulation des médias jusqu'ici divisés selon les compétences en guerre psychologique, propagande etc.

Le programme initial était entièrement dirigé contre la Russie. Cependant, au cours des derniers mois, un volet a été ajouté contre Daesh (et non pas contre le jihadisme).

Dans les documents internes de l'Otan et de l'UE, nous avons eu la surprise de lire qu'un des auteurs du Réseau Voltaire était un des chefs de la propagande russe en Europe ; signe que les travaux des anti-Russes ne sont pas très sérieux.

Actuellement, l'Union dispose d'un groupe de travail pour les communications stratégiques vers l'Est (East StratCom Task Force) au sein de son service Action extérieure (EEAS). Cette cellule envoie par e-mail deux fois par semaine à plusieurs centaines de journalistes des éléments à introduire dans leurs articles en vue de discréditer les médias russes.

Malgré un énorme budget de sponsoring des médias, l'Union est particulièrement inquiète d'avoir perdu le contrôle d'Euronews et d'assister au développement de l'audience de Sputnik et de RT.

La résolution visant à créer un véritable service des communications stratégiques au sein de l'Union sera introduite par un rapport de l'ancienne ministre polonaise des Affaires étrangères, Anna Elzbieta Fotyga. Réseau Voltaire 05.07

[Stratégie du chaos et de la guerre](#)

- Syrie: au moins 16 morts dans un attentat suicide dans le nord-est - AFP

Au moins 16 personnes ont été tuées et 40 blessées mardi dans un attentat suicide commis par un kamikaze en moto dans un quartier kurde de la ville syrienne de Hassaké (nord-est), a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 05.07

- Le bilan de l'attentat de samedi à Bagdad atteint 250 morts - Reuters

Le bilan de l'attentat au camion piégé qui a visé samedi un centre commercial de Bagdad atteint désormais 250 morts, a annoncé mardi le ministère irakien de la Santé. Reuters 05.07

- Yémen : double attentat à la voiture piégée à Aden - LeMonde.fr

Une source militaire affirme qu'une base de soldats a été la cible d'une attaque, mercredi matin, près de l'aéroport d'Aden, dans le sud du pays. LeMonde.fr 05.07

Bienvenue en oligarchie

- Toutes en soutiens-gorge de sport?

Les jeunes femmes ne sont pas satisfaites des évolutions de la lingerie. Elles sont donc de plus en plus nombreuses à préférer les soutiens-gorge de sport, souvent jugés plus confortables. Dans les années 1970, les femmes voulaient brûler leur soutien-gorge, ou c'est en tout cas le mythe qui demeure... Slate.fr

- «Je suis obsédée par l'ex de mon petit ami» - Slate.fr

Des obsédés tout court...

- Bienvenue dans le monde des apprentis sorciers politiques - Slate.fr

Eux, quoi !

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juillet 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, plus loin vous trouverez une analyse sur le capitalisme.

Autres enseignements politiques du Brexit. C'est un brouillon.

Le Brexit a eu pour conséquence politique de semer la panique à l'extrême droite en mettant en lumière l'inanité de son programme économique, et d'y associer au passage en recourant à un amalgame ordurier tous ceux qui s'étaient prononcés pour la sortie de l'UE, pour le compte de l'UE et des partis de l'ordre, qui à ce jour ne semblent pas capitaliser les effets de cette propagande.

Ils sont en train de se servir du Brexit pour déclencher une panique qui affecte certaines institutions financières britanniques (à hauteur de 17 milliards d'euros).

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sérieusement sur cet aspect. Il semblerait qu'ils aient bloqué les comptes de certains actionnaires qui voulaient vendre leurs actions sous prétexte qu'ils ne disposaient pas de suffisamment d'argent liquide pour les régler, mais rien ne dit qu'ils aient enregistré leurs actes de vente qu'ils pourraient enregistrer lorsque le cours de ces actions se sera effondré, ce qui leur permettrait de faire une économie substantielle de quelques milliards d'euros, tandis que certains courtiers ou certaines grosses fortunes les rachèteraient au rabais... La question est de savoir si ces titres sont toujours cotés ou si leurs cours a été bloqué. A suivre.

Qui a dit ?

- « Il nous laisse une démarche : celle du compromis, véritable fondement de la sociale démocratie ».

Réponse : François Hollande hier à propos de Rocard, qui a recouru 28 fois au 49.3 dont lors de l'adoption de la CSG.

Que Hollande ait tenu à le rappeler en se revendiquant de la sociale-démocratie était somme toute normal, puisque son "véritable fondement" est aussi antidémocratique que la Ve République et son article 49.3.

En famille. Mélenchon : Un misérable populiste.

Pour rappel (causerie du 7 juillet).

Avant-hier Mélenchon avait revendiqué "le projet social-démocrate à la suédoise de Michel Rocard", projet corporatiste qui a consisté à intégrer davantage les syndicats dans l'Etat. Et il a affirmé qu'il n'aurait jamais fait matraquer des manifestants, taisant qu'il avait recouru 28 fois au 49.3 et fait mieux encore en faisant bombarder l'Irak lorsqu'il était Premier ministre en 1991.

- Hollande rend hommage à Rocard... et au 49-3 ! - LeParisien.fr

- 49-3: pourquoi Rocard est-il encensé tandis que Valls est vilipendé? - Slate.fr

Cinq recours à l'article 49-3 de la Constitution pour Manuel Valls, vingt-huit pour Michel Rocard. Et c'est le premier qui est accusé de déni de démocratie. Slate.fr 06.07

N'en jetez plus la poubelle est pleine !

- Mort de Michel Rocard : la patrie reconnaissante réunie aux Invalides - LeParisien.fr

Un triple hommage pour un seul homme. LeParisien.fr 07.07

Machination corporatiste.

- Thierry Mandon veut rénover "notre machine à fabriquer la décision publique" - l'express.fr

Thierry Mandon, secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

- J'observe que tout le monde était content qu'il y ait un référendum sur le Brexit au Royaume-Uni. Aujourd'hui, on nous explique que les gens seraient prêts à voter différemment, qu'ils se sont trompés ou l'ont été. Une démocratie refondée n'est pas nécessairement une démocratie où il y a plus de référendums.

- ...la suppression de l'article 49-3 de la Constitution permettrait de redonner de la fluidité à notre vie parlementaire et d'obliger à du compromis. Cette perspective change tout.

- Une rénovation d'ensemble de notre machine à fabriquer la décision publique. Depuis dix ans, tous nos voisins l'ont fait: l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark. Nous sommes complètement passés à côté de ce mouvement pour deux raisons.

- Mes premières propositions visent donc la fabrique de la loi.

- ... il faut aussi favoriser les lois d'expérimentation, réservées à une région, par exemple, ce qui est très difficile actuellement.

- A plus long terme, les hautes administrations doivent s'entourer de profils différents de ceux des seuls élèves de l'ENA.

- Enfin, il faut aussi mieux valoriser les savoirs d'usage et les savoirs citoyens et revoir les procédures des consultations.

L'histoire séculaire de la gauche montre qu'il y en a deux. Quand elles s'affrontent, c'est la droite qui gouverne. Quand elles concluent des compromis, elles ont des chances d'arriver au pouvoir. l'express.fr 06.07

La collaboration de classe au pouvoir ou l'antichambre de Pétain, de Gaulle, Sarkozy au pouvoir...

Pardem - Jacques Nikonoff appelle les gaullistes à démondialiser - le 7 juillet 2016.

C'est à Lille, le 4 juillet dernier, devant la maison où Charles de Gaulle est né le 22 novembre 1890, que Jacques Nikonoff, candidat à l'élection présidentielle, a appelé les gaullistes à rejoindre le Rassemblement pour la démondialisation.

Ils y retrouveront d'autres démondialisateurs : communistes, syndicalistes, jeunes, retraités, ouvriers, enseignants, abstentionnistes, altermondialistes devenus « démondialistes »... Pardem

Simplet la serpillière.

- Les 4 Vérités - Jean-Vincent Placé : "Hollande est celui qui rassemble le plus" pour 2017 - Francetv info

Jean-Vincent Placé, secrétaire d'Etat chargé de la Simplification et ancien membre du parti EELV. Francetv info 07.07

Dans le registre tous pourris.

- Hommage à Rocard : « C'est déjà une prouesse de réunir la famille socialiste » souligne Catherine Tasca - publicsenat.fr

Ce matin, aux Invalides, des socialistes de tous bords étaient présents, frondeurs ou pro-gouvernement. « C'est déjà une prouesse de réunir la famille socialiste. Ça, on le lui doit aussi » remarque Catherine Tasca. publicsenat.fr 07.07

- Les frondeurs ont-ils (vraiment) tout fait pour déposer leur motion de censure? - Le Huffington Post

L'échec des frondeurs était-il évitable? Le Huffington Post 07.07

- Affaire Bettencourt : Françoise Bettencourt Meyers mise en examen pour subornation de témoin - Francetv info

- Affaire Tapie: Christine Lagarde assure avoir agi «de bonne foi» - 20minutes.fr

- Sévères réquisitions contre Serge Dassault - Liberation.fr

- Roquebrune-sur-Argens: définitivement condamné, le maire (DVD) quitte son fauteuil - AFP

Pauvres pécheurs, repentez-vous !

- Le pape François demande aux plus pauvres de prier...pour les riches - LeFigaro.fr

La rencontre entre le pape François et des croyants en grande précarité s'est déroulée mercredi matin au Vatican. Les participants ont demandé au Pape de leur confier une mission et le Pape leur a demandé de prier pour les riches. LeFigaro.fr 06.07

Priez pour Liliane Bettencourt... ou pour sa fille, par exemple.

- Affaire Bettencourt : Françoise Bettencourt Meyers mise en examen pour subornation de témoin - Francetv info

- Liliane Bettencourt, première fortune de France selon le classement de « Challenges » - lemonde.fr

Avec un patrimoine estimé à 31,2 milliards d'euros, Liliane Bettencourt détrône Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, qui dominait le classement depuis 2009 et se place désormais en second, avec une fortune de 30,3 milliards d'euros.

La troisième place du classement est occupée par Gérard Mulliez et sa famille, qui contrôlent le groupe de grande distribution français Auchan, avec 26 milliards d'euros.

Le classement compte une cinquantaine de nouveaux entrants bien que le « ticket d'entrée », qui s'établit aujourd'hui à 100 millions d'euros, ait été multiplié par sept en vingt ans, d'après Challenges.

L'enquête montre aussi « une progression de la fortune médiane », qui tourne autour de 280 millions d'euros, et une « augmentation des fortunes moyennes », fait savoir Eric Tréguier, journaliste au magazine Challenges et co-auteur du classement.

« Contrairement aux grandes fortunes qui ont souffert avec la Bourse, les fortunes moyennes non cotées, moins tournées vers l'économie internationale, ont bénéficié d'une conjoncture économique française de plus en plus favorable. » lemonde.fr 06.07

Commentaire d'un internaute.

- "Par exemple sur la période 2012-2016, leur montant cumulé est passé de 267 à 456 milliards d'euros : +71%. Le quinquennat du président Hollande, qui se réclame du socialisme, c'est une forte augmentation du chômage et la stagnation des revenus de beaucoup, mais c'est aussi une bénédiction pour les très grandes fortunes."

Mais monsieur, chaque fois que le PS s'est retrouvé au pouvoir la Bourse a flambé en reconnaissant en lui son porte-parole ou son représentant.

Le plus dramatique, c'est que pendant ce temps-là ou depuis pendant des décennies il y en a au sein du mouvement ouvrier qui ont continué malgré tout de marteler qu'il était de gauche, que c'était un parti ouvrier, les petits bourgeois ajouteront bourgeois pour se donner bonne conscience ou se conformer à la caractérisation qu'avaient donné Engels puis Lénine de tels partis une fois fossilisée ou élevée au rang de dogme car fâchés avec la dialectique...

UE. Conditionnement en prévision d'une nouvelle offensive contre les peuples.

Grille de lecture.

- Comment préparer psychologiquement les peuples de l'UE aux prochaines mesures qu'ils prendront contre eux, en leur faisant croire par le biais de sondages à valeur suggestive que ce seraient eux qui les réclameraient et qu'elles seraient destinées à répondre à leurs besoins qu'ils fouleront aux pieds évidemment.

- Brexit, Frexit, euro... L'Europe coupe la France en deux - Le Huffington Post

Deux semaines après la décision du Royaume-Uni de sortir de l'UE, les Français sont plus que jamais divisés sur leur adhésion à la construction européenne. Alors que le Brexit a bouleversé la scène politique britannique et que ses premières conséquences économiques commencent à se faire ressentir outre-Manche, l'opinion publique hexagonale hésite à son tour entre un approfondissement du projet européen et l'envie de renverser la table communautaire.

Preuve de l'indécision qui règne en France, à peine plus d'un tiers (35%) des personnes interrogées par l'institut YouGov pour Le HuffPost et Itélé désapprouvent la décision des britanniques de quitter l'UE, tandis que 34% soutiennent ce vote souverain. Tout aussi signifiant, un petit tiers des Français affiche son indifférence ou ne préfère pas se prononcer sur le sujet.

Après le choc du référendum britannique, l'opinion française se montre pessimiste pour l'avenir de l'Europe. Un Français sur deux (50%) juge l'avenir de l'UE "compromis" et parie sur de nouveaux départs venant d'autres Etats membres dans un futur plus ou moins proche. Seul point sur lequel tout le monde semble s'accorder: l'Europe ne peut plus s'offrir le luxe d'un nouveau statu quo. 77% des Français estiment ainsi que l'UE devrait profiter du Brexit pour repenser sa politique d'intégration européenne. Mais là encore, tout le monde se divise sur la marche à suivre.

A la question "que faudrait-il faire pour remédier à la crise européenne", 20% des sondés réclament plus de pouvoir pour l'Europe, 35% demandent moins de pouvoirs pour l'UE et 22% suggèrent une suppression pure et simple de l'Union européenne. Une proportion sensiblement égale (24%) ne choisit aucune de ces options.

S'agissant du Frexit (la sortie de la France de l'Union européenne), aucune majorité absolue ne se dégage, même si le maintien au sein de l'UE et plus encore au sein la zone euro se classe en tête.

Comme la présidente du FN Marine Le Pen, une majorité relative des personnes interrogées se dit toutefois favorable à l'organisation d'un référendum qui poserait la question d'une sortie de la France de l'Union européenne (44% contre 36% y étant défavorables). Mais dans le même temps, 47% indiquent qu'ils voteraient pour le maintien au sein de l'UE.

A peine 41% des Français (contre 38% défavorables) se disent favorables à l'organisation d'un référendum qui poserait la question d'une sortie de la France de la zone euro. 49% des sondés indiquent qu'ils voteraient pour le maintien, 30% voteraient contre. 20% des personnes interrogées ne se prononcent pas. Le Huffington Post 06.07

Ils peinent visiblement à faire passer leur propagande, pire, près d'un quart des personnes interrogées refusent de se prononcer ou de répondre aux questions qui leur sont posées comme si leur méfiance ou rejet de l'UE s'étendait aux instituts de sondage.

Le message qu'ils essaient de faire passer :

La majorité des gens interrogés désapprouvent la décision des britanniques de quitter l'UE.

Une écrasante majorité estime qu'un nouveau statu quo est intenable et que l'UE doit "repenser sa politique d'intégration européenne".

Où cela déraile.

C'est quand une majorité demande "moins de pouvoirs pour l'UE" ou suggère une "suppression pure et simple de l'UE" et

demande l'organisation d'un référendum.

Faites sauter la banque ? Non pas vraiment.

- Qui est Theresa May, la probable prochaine Première ministre britannique? - lexpress.fr

La ministre de l'Intérieur, Theresa May fait la course en tête pour la succession de David Cameron à la tête du parti conservateur et au poste de chef du gouvernement.

Elle est mariée depuis 1980 à Philip John May, un banquier. lexpress.fr 07.07

Quand l'extrême droite est compatible avec l'UE.

- Autriche : l'extrême droite au pouvoir... par intérim - LeParisien.fr

L'extrême droite, qui a échoué de peu au second tour de la présidentielle du 22 mai, va tout de même exercer partiellement le pouvoir en Autriche, où débute aujourd'hui une présidence partagée. LeParisien.fr 07.07

Propagande de guerre de l'Otan.

- Les pays baltes voient l'Alliance atlantique comme une "sorte d'assurance vie contre la Russie" - Francetv info

[La recette néolibérale : salaires à la "traîne" et "emplois faiblement rémunérés"](#)

- Emploi : redressement dans l'OCDE mais les salaires traînent - AFP

L'emploi dans les 35 pays membres de la zone OCDE se redresse et devrait rejoindre en 2017 son niveau d'avant la crise, mais la croissance des salaires est faible et la qualité des emplois préoccupante, selon un rapport de l'organisation publié jeudi.

En Allemagne, au Chili et en Turquie notamment, "le taux d'emploi a déjà dépassé son niveau d'avant crise", mais dans certains pays européens, "le déficit d'emplois par rapport à fin 2007 reste important, surtout en Espagne, en Grèce et en Irlande", selon l'organisation.

Ce "redressement" du marché de l'emploi "n'est qu'à moitié achevé car les salaires restent à la traîne", estime le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, dans un communiqué.

"Les gains de productivité stagnent depuis ces dernières années, et parmi les travailleurs qui ont perdu leur emploi dans l'industrie manufacturière ou la construction pendant la crise, nombreux sont ceux qui ont retrouvé, dans le secteur des services, des emplois faiblement rémunérés qui ne correspondent pas à leurs compétences", analyse l'organisation.

Elle rappelle que pendant la crise, les salaires ont "fortement chuté" en Espagne, en Grèce, en Irlande, au Japon, au Portugal et dans les États baltes. Ils ont "nettement ralenti" en République tchèque et au Royaume-Uni.

La qualité des emplois est aussi "source d'inquiétude" pour l'OCDE, qui souligne en outre que la proportion de "jeunes déscolarisés, sans emploi et ne suivant aucune formation était encore supérieure, en 2015, au niveau constaté en 2007". Les inégalités hommes-femmes persistent également sur ce point.

Le taux de chômage dans la zone "devrait reculer à 6,1% fin 2017 mais 39 millions de personnes resteront sans emploi, soit 6,3 millions de plus qu'avant la crise", relève l'OCDE. Un chômeur sur trois environ est par ailleurs sans emploi depuis 12 mois ou plus, soit une hausse de 54,6% depuis fin 2007.

L'OCDE appelle les pouvoirs publics à "adopter des mesures structurelles supplémentaires sur les marchés de produits et du travail", afin de "relancer la productivité, les salaires et la création d'emplois. AFP 07.07

Lors des grandes crises ou dépressions qui avaient accompagné les deux guerres mondiales au cours du XXe siècle, pour relancer la machine capitaliste qui s'était enrayée, tout d'abord ils allaient procéder à la destruction de millions d'emplois, de forces productives et des infrastructures des pays qui se situaient sur les champs de bataille, pour ensuite reconstruire à l'aide des moyens de production les plus modernes ou sophistiqués pour gagner en productivité et dégager des profits supérieurs à la période d'avant-guerre, ce qui leur permettrait de redistribuer une partie sous forme d'augmentation de salaires (ou de réformes sociales), afin de faciliter l'accès au crédit à de nouvelles couches de travailleurs, pour finalement pouvoir écouler

leurs marchandises, accumuler de nouveaux profits et garantir ainsi la paix sociale...

Depuis des années on assiste au même processus, à ceci près que les destructions causées par une guerre mondiale sont sans commune mesure avec celles résultant de la mondialisation, du coup les destructions causées par la mondialisation devaient se traduire par des conséquences inverses, la baisse ou la stagnation des salaires pour l'immense majorité des travailleurs des pays occidentaux ou les plus industrialisés, la remise en cause de leurs acquis sociaux en guise de réformes progressistes, tandis que l'augmentation de la productivité allait s'avérer insuffisante pour rivaliser avec leurs concurrents sur le marché mondial, alors pour palier cette faiblesse ils allaient recourir à une multitude d'expédients ou d'astuces législatives pour réduire le coût du travail, rallonger la durée du travail, tout en développant un chômage de masse qui servirait notamment de moyen de chantage pour faire pression sur les salaires, de sorte que ces mesures allaient se traduire par une stagnation économique ou une faible croissance, que les capitalistes compenseraient en partie grâce au développement des marchés émergents et d'une nouvelle classe moyenne, laissant derrière eux un champ de ruine sociale dans leur pays respectif, ainsi qu'une crise politique de plus en plus difficile à contrôler.

On peut comprendre qu'en fermant des milliers d'usines ou en procédant à des délocalisations en Europe centrale et en Asie principalement, ils ont favorisé une main d'oeuvre sous-payés ou moins rémunérés soumise à une surexploitation effrénée ou à une législation du travail plus avantageuse pour les exploités, s'ils ont supprimé des millions d'emplois en Europe au cours des années antérieures tout en adoptant des lois plus favorables au patronat, ce n'était certainement pas pour en embaucher demain des millions à des conditions supérieures, non, c'était bien pour leur imposer des conditions inférieures.

C'est là qu'on s'aperçoit que, si les guerres mondiales ont permis de résoudre provisoirement la crise du capitalisme après avoir imposé de sévères et sanglantes défaites au mouvement ouvrier, la situation actuelle est totalement différente dans la mesure où le mouvement ouvrier n'a pas été défait (sauf en Ukraine où ses partis et syndicats sont interdits), il est seulement profondément gangrené et divisé, et le prolétariat résiste à la remise en cause de ses acquis sociaux, mieux, il rejette de plus en plus massivement les institutions et ses partis, au point que la crise du capitalisme ne connaît plus de répit et que ses représentants ne peuvent tirer pratiquement aucun bénéfice sur le plan politique des mesures antisociales qu'ils ont adoptées faisant planer une sérieuse menace sur le régime qui se traduit également par le rejet de l'UE.

On se demandera pourquoi ils ne se servent pas de leur système financier mafieux pour contenir la crise qui menace le capitalisme. Mais c'est ce qu'ils font lorsqu'ils risquent d'en perdre le contrôle, sinon il sert plutôt à l'alimenter. Et puis il n'a pas été conçu uniquement dans cet objectif. Quel intérêt aurait-il à tenter de résoudre la crise du capitalisme, puisqu'ils savent que c'est impossible et qu'ils en tirent profit pour accroître leur puissance. Croire qu'il aurait été conçu pour sauver le capitalisme est une grave erreur, il a plutôt été créé pour le liquider afin d'en finir avec la menace qui pèse sur leur domination de classe. Quant à ceux qui se demandent pourquoi ils ne s'en serviraient pas pour satisfaire les besoins des masses exploitées et avoir la paix sociale, ils sont tombés sur la tête ou ils n'ont manifestement pas compris qu'ils devaient leur légitimité au pouvoir qu'ils détiennent sur la population laborieuse, et que satisfaire ses besoins reviendrait à partager le pouvoir avec elle ou traiter d'égal à égal avec elle, ce qu'ils ne peuvent pas concevoir, puisqu'à terme les masses encouragées par les concessions qu'ils leur auraient accordées exigeraient toujours plus de pouvoir, ce qui leur ferait courir le risque de perdre le leur, ce qu'ils n'admettront jamais sous peine de disparaître.

Les capitalistes tirent leur existence du règne de la nécessité, dont ils sont un des facteurs déterminant ou le produit, ils ne peuvent donc pas envisager de s'en passer, il leur faut donc l'entretenir, et le meilleur moyen de l'entretenir consiste encore à maintenir les peuples dans un état de dépendance permanent, ce qui est incompatible avec la satisfaction de leurs besoins. S'ils maintiennent en état de survie artificielle le capitalisme, c'est uniquement pour garantir la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, tout du moins c'est leur objectif car rien ne permet d'affirmer qu'ils y parviendront indéfiniment.

A l'heure qu'il est, ce sont davantage les contradictions qu'a engendré le développement du capitalisme à l'échelle mondiale qui sont leur principale menace, plutôt que le mouvement ouvrier qui subit défaite sur défaite et qui ne parvient pas à se doter d'une nouvelle direction. Contradictions qui se manifestent à travers la concurrence que se livrent les différents capitalistes ou impérialistes, et qui, parce qu'elles sont reliées autant au développement inégal du capitalisme qu'à l'histoire des peuples, demeurent le principal obstacles à la réalisation de leur plan, sinon pourquoi s'acharneraient-ils à mener des expéditions militaires ou des opérations secrètes pour déposer tel ou tel chef d'Etat.

Les sommets du capitalisme ou les cercles les plus puissants de l'oligarchie financière internationale incarnent le degré de développement le plus élevé atteint par le capitalisme, il est donc normal que leur politique incarne à un degré comparable les contradictions du système capitaliste dans son ensemble et que leurs décisions apparaissent contradictoires, voire incompréhensibles, alors qu'en réalité elles ne le sont pas. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il leur faut sauver le capitalisme en faillite pour mieux l'achever, mais pas n'importe quand ni n'importe comment, et à mon avis les enjeux politiques sont tellement énormes et risqués, qu'ils ne savent pas trop comment s'y prendre, ils doivent s'y reprendre à maintes reprises ou ils commettent de graves erreurs qui peuvent compromettre leurs aventures.

On pourrait peut-être relier cela à la nature de l'homme, qui lorsqu'il détient une bribe de pouvoir s'y accroche désespérément, et à l'impossibilité de prévoir à tous les coups la réaction des masses. On sait qu'elles ont une mauvaise mémoire, mais on sait aussi que le conditionnement auquel les médias les livrent principalement ne fonctionne qu'un temps, qu'il arrive un moment où il n'a

plus d'emprise sur elles, surtout quand leur condition sociale s'est profondément dégradée, période extrêmement dangereuse car elles peuvent en profiter pour manifester leur indépendance et trouver la voie pour s'attaquer au régime capitaliste.

Comme quoi, monsieur Buffett n'a pas encore gagné la guerre de classes, le Brexit vient de le prouver, même s'il fait l'objet d'une misérable manipulation et récupération, il n'en demeure pas moins que la majorité des travailleurs britanniques ou de larges couches de travailleurs britanniques viennent de le prouver.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On aurait pu ajouter que ce qui fait le plus défaut aux travailleurs, c'est la compréhension de la nature du régime capitaliste qui demeurera toujours incompatible avec leurs aspirations au bien-être, à la justice sociale, à la démocratie, à la paix, à la liberté, parce qu'il repose sur leur négation, et quand on étudie son développement historique depuis ses origines qui nous ramènent bien avant son avènement, on ne peut qu'en être absolument convaincu.

Toute son histoire est synonyme de guerres incessantes et de milles souffrances qu'ont dû endurer les peuples pendant des siècles, et le progrès social qu'il pourrait revendiquer n'a été que le produit de torrents de sueurs, de larmes et de sang qu'il a infligés à ceux qu'il avait réduits en esclavage, qui étaient obligés de vendre leur force de travail pour survivre misérablement, qui produisaient les richesses dont ils ne profitaient même pas ou si peu, aux travailleurs des villes et des campagnes et à leurs familles qu'il n'a eu de cesse d'exploiter et d'opprimer.

Le développement du capitalisme est le produit d'un processus dialectique inconscient, du coup les capitalistes ne peuvent même pas revendiquer son héritage sans laisser apparaître sa cruauté. La pire menace qui pèse sur lui, serait encore que les peuples en prennent conscience pour s'en débarrasser une fois pour toute.

Abolir le capitalisme demeure au premier abord quelque chose de compliquée ou portant à polémique, si on s'en remet à des valeurs ou des principes que les peuples interprètent différemment selon leur histoire ou les acteurs qui leur ont enseignés, aussi c'est à leur conscience qu'il faut s'adresser, à leur capacité de discerner ce qui leur semble compatible avec leurs aspirations les plus profondes, et que sincèrement ils ne peuvent que partager.

Que messieurs les capitalistes sachent que même le condamné à mort aspire à la liberté jusqu'à son dernier souffle, et que leur acharnement à nous imposer leur modèle de société sera vain, parce qu'en dernière analyse c'est ce que les peuples ont de plus cher et à quoi ils ne renonceront jamais.

Au passage, c'est aussi sur ce facteur que repose aussi le socialisme, ce qui suffit à le légitimer.

[Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.](#)

- Au Venezuela, cinq visages pour raconter la crise - AFP

Eugenia veut émigrer, Jenner vend moins, Elizabeth pleure son frère victime de meurtre, Yasmari peine à trouver des médicaments et Denia fait de la contrebande. Au Venezuela, personne n'échappe vraiment à la crise. AFP 06.07

- Pékin se fait menaçant avec le libraire hongkongais «disparu» - LeFigaro.fr

La République populaire exige le retour en Chine de Lam Wing-kee, placé sous protection policière par Hong Kong. LeFigaro.fr 06.07

[Assassinats racistes ordinaires et impunité en dictature oligarchique.](#)

- Enquête après la mort d'un Noir tué par la police en Louisiane - Reuters

Le département de la Justice américain a annoncé mercredi qu'il allait enquêter sur la mort d'un Noir, abattu de plusieurs balles par deux policiers blancs qui l'avaient au préalable plaqué au sol devant une épicerie de Baton Rouge, en Louisiane.

Les images de la mort d'Alton Sterling, 37 ans, ont provoqué des manifestations et l'indignation sur les réseaux sociaux contre ce qui semble être un nouveau cas de violence policière contre un Afro-Américain, après ceux de Ferguson, Baltimore ou New York.

Sur une vidéo tournée par Abdullah Muflahi, le propriétaire de l'épicerie, on voit l'un des deux policiers tirer cinq balles à bout portant dans la poitrine de Sterling, tandis que l'autre retire un objet de la poche de son pantalon pendant qu'il agonise.

"Je suis dévasté. C'est révoltant, c'est dingue", a commenté Muflahi, qui avait autorisé Sterling, père d'un garçon de 15 ans, à vendre des CD, DVD et jeux vidéo piratés devant son magasin.

Muflahi a fourni une copie de la vidéo à Reuters et précisé que le policier avait retiré un pistolet de la poche du vendeur ambulancier. Juste avant qu'il ouvre le feu, on entend l'un des policiers crier "il a une arme".

Des centaines de personnes se sont rassemblées mercredi près du lieu où Sterling a été tué pour un rassemblement pacifique, présenté par ses organisateurs comme une démonstration d'unité face à "l'usage excessif de la force" contre les Noirs.

Les autorités locales ont tenté d'apaiser les tensions. Le gouverneur de Louisiane, John Bel Edwards, a parlé d'une vidéo "très perturbante", tandis que le maire de Baton Rouge, Kip Holden, et la police de la ville ont dit se féliciter de l'ouverture d'une enquête par le département de la Justice, le FBI et les procureurs fédéraux.

Les deux policiers, tous deux d'anciens militaires ayant été au combat, ont été mis en "congé administratif" en attendant le résultat de l'enquête, a annoncé le chef de la police de Baton Rouge, Carl Dabadie, pendant une conférence de presse.

Ils avaient répondu à un appel au 911 à propos d'un Noir en chemise rouge qui menaçait les passants avec une arme, a-t-il ajouté. Reuters 06.07

Philando Castile a été mortellement blessé par balle par un policier, dans la banlieue de Minneapolis, au cours d'un contrôle routier, mercredi 6 juillet dans la soirée. Le contrôle a eu lieu à Falcon Heights, dans le Minnesota, autour de 21 heures locales (4 heures en France), a déclaré la police de St Anthony.

La petite amie de Philando Castile se trouvait à bord du véhicule et a filmé avec son téléphone portable les derniers instants de son compagnon, qui ont suivi les coups de feu. Elle explique que le policier a tiré sur son ami alors qu'il cherchait ses papiers d'identité, après que la voiture avait été arrêtée pour un phare cassé.

Lors du contrôle, a-t-elle raconté jeudi à des journalistes, l'agent a émis des demandes contradictoires, exigeant de Philando Castile qu'il lève les mains en l'air et qu'il présente ses papiers d'identité, qui se trouvaient dans sa poche arrière. La police, pour sa part, a simplement confirmé la mort d'un homme tard mercredi après un contrôle routier. Jeudi, face à l'émoi suscité par la mort de Philando Castile, le gouverneur du Minnesota a reconnu que la réaction du policier à l'origine des tirs semblait « démesurée. »

La mort de plusieurs personnes noires tuées par la police ces dernières années a ravivé les tensions raciales aux Etats-Unis et a suscité de nombreuses manifestations, qui ont parfois dégénéré en émeutes. Selon le Washington Post, cinq cent cinq personnes ont été tuées par la police depuis le début de l'année 2016. Vox ajoute que les Afro-Américains, qui constituent 13 % de la population des Etats-Unis, représentent 31 % de ces victimes. Le Monde.fr 07.07

Du coup en désespoir de cause, il ne reste plus qu'à se faire justice soi-même.

- Des policiers pris pour cible par des snipers en marge d'un rassemblement à Dallas - Le Monde.fr

Quatre policiers ont été tués et sept autres blessés par balle dans la soirée du jeudi 8 juillet, à Dallas, a annoncé la police de la ville. Les faits se sont déroulés en marge d'un rassemblement organisé pour dénoncer les violences policières après la mort cette semaine de deux Noirs.

Le chef de la police David Brown, a précisé dans un communiqué qu'au moins deux tireurs embusqués avaient ouvert le feu sur les officiers. Un homme dont la photo avait été diffusée par les forces de l'ordre sur Twitter s'est rendu. Un autre individu a été interpellé. Le Monde.fr 07.07

[En oligarchie, c'est sa police qui fait justice elle-même.](#)

- Etats-Unis: pas d'inculpation d'Hillary Clinton pour ses emails - AFP

La justice américaine ne poursuivra pas la candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton pour avoir utilisé des serveurs et une messagerie d'emails privés quand elle dirigeait le département d'Etat, a annoncé mercredi la ministre Loretta Lynch.

Le rival républicain de l'ancienne Première dame, Donald Trump, a immédiatement dénoncé la décision, y voyant une nouvelle preuve que le système est, selon lui, vicié.

"J'ai accepté les recommandations unanimes (du FBI et des procureurs chargés de l'enquête) selon lesquelles l'enquête fouillée, d'une durée d'un an, est désormais close et qu'elle ne déclenchera pas de poursuites", a indiqué dans un communiqué Mme Lynch.

Cette décision de la justice américaine était attendue, car Loretta Lynch avait prévenu vendredi qu'elle se rangerait aux recommandations de la police fédérale et des procureurs impliqués dans l'enquête, tentant ainsi d'écarter tout

soupçon d'interférence politique dans ce dossier ultra-sensible, susceptible de faire dérailler la course vers la Maison Blanche de Mme Clinton.

Le FBI avait recommandé mardi de ne pas poursuivre Hillary Clinton pour l'usage de ses emails hébergés sur des serveurs privés, en transmettant à la justice son dossier d'enquête qui concluait toutefois que l'ex-secrétaire d'Etat a fait preuve d'une "négligence extrême".

"Elle a fait tant de fausses déclarations", s'est indigné le milliardaire Donald Trump mercredi soir lors d'un meeting à Cincinnati, dans l'Ohio (nord-est). "Va-t-elle être présentée devant le Congrès (pour se justifier) ? Est-ce qu'il va se passer quelque chose ? C'est une honte", a-t-il ajouté en réaction à la décision de la ministre de la Justice. AFP 06.07

Une parodie de justice... policière.

- Le département d'Etat va rouvrir son enquête sur les e-mails d'Hillary Clinton - LeMonde.fr

Selon le porte-parole, l'enquête du département d'Etat peut désormais être menée à terme dans la mesure où le ministère de la justice vient d'achever ses propres investigations sans inculper Mme Clinton. LeMonde.fr 08.07

Brésil. A qui le tour ?

- Au Brésil, Cunha démissionne de la présidence de la Chambre - Reuters

Suspendu de ses fonctions depuis deux mois pour entrave à la justice dans une enquête pour corruption, le président de la Chambre des députés brésilienne Eduardo Cunha a annoncé jeudi sa démission.

Une commission éthique du Congrès a recommandé le mois dernier que le président de la Chambre soit démis de ses fonctions et interdit de toute activité politique pendant huit ans pour avoir menti au sujet de comptes bancaires en Suisse. L'intéressé a nié toute malversation.

La Chambre au complet devrait se prononcer à la mi-juillet. Les médias brésiliens estiment que cette démission du poste de la présidence de la Chambre pourrait faire partie d'un accord passé entre Cunha et ses alliés afin que ces derniers votent contre son éviction totale du Congrès.

Eduardo Cunha est membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), la formation du chef de l'Etat par intérim Michel Temer. Reuters 07.07

Bienvenue en oligarchie.

- Le Brexit, ou la politique de l'orgasme bidon

L'éditorialiste irlandais Fintan O'Toole s'est fendu d'un billet assassin envers les leaders du mouvement pro-Brexit qui, une fois la bataille remportée, quittent le navire. Depuis la victoire surprise des pro-Brexit le 24 juin... Slate.fr

- Hillary Clinton s'inspire de Bernie Sanders et veut rendre les études gratuites

Le plan de Clinton rend l'université publique gratuite pour les classes moyennes, un signe de l'influence de Bernie Sanders qui l'avait proposé. Slate.fr

- PMA : le «oui mais» des Français

Alors que le sujet de la PMA devrait s'inviter dans la campagne présidentielle, un sondage révèle que les Français approuvent à 54% son ouverture aux couples de femmes et à 60% aux célibataires. Une opinion favorable qui ne les empêche pas d'émettre des réserves sur cette technique... LeFigaro.fr

- Lutte contre les discriminations: les militants LGBT doivent-ils s'inquiéter?

C'est désormais la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra) qui s'occupera de la lutte contre les LGBTphobies. Une décision qui inquiète certains militants, après des propos tenus par son responsable, Gilles Clavreul, sur le communautarisme. Slate.fr

- Pour faire manger plus de légumes à la cantine, il y a le marketing

Pour que les enfants choisissent plus de légumes au self, des chercheurs proposent d'utiliser des techniques classiques de la pub. Pourquoi ne pas employer les méthodes marketing des fast-foods et des marques de sucreries pour promouvoir la consommation de légumes à la cantine? Slate.fr

- Après les touristes ivres, Barcelone chasse les armées de Segways

La mairie catalane vient d'interdire aux gyropodes l'accès au front de mer, zone touristique par excellence. Bonne nouvelle pour les Barcelonais qui déplorent l'ère du tourisme gadget. Les conducteurs de Segways et de taxis à deux roues circulant sur les trois kilomètres de promenade entre... Slate.fr

- Apple devrait enfin résoudre l'enfer du «j'ai plus de place sur mon iphone»

32 Go d'espace disponible au lieu de 16 en entrée de gamme. De quoi peut-être changer la vie des irréductibles de la marque «à la pomme». Aucune trace d'un port SD et toujours le même problème pour les possesseurs des différentes générations d'iPhones: l'espace de stockage se révèle rapidement... Slate.fr

- Les pubs pour yaourt, ce cadeau empoisonné fait aux femmes

Depuis très longtemps, les innocents yaourts sont devenus des objets de désir pour les femmes. Mais à quel prix? Manger un yaourt n'a rien d'anodin quand on est une femme. Du moins, si l'on en croit la publicité. Comme le signale le New York Times... Slate.fr

- Le texte contre la fessée sera lu lors des mariages civils

L'Assemblée a adopté ce mercredi en première lecture le projet de loi «égalité et citoyenneté» contenant notamment l'amendement contre les violences corporelles sur les enfants. Le texte devrait être définitivement adopté d'ici à la fin de l'année. LeFigaro.fr

- Quand ils vieillissent, les singes aussi deviennent ronchons et solitaires

Ils veulent de moins en moins d'amis quand ils deviennent vieux. C'est une situation que beaucoup de monde a dû connaître: devoir forcer sa grand-mère ou son grand-père à aller à la rencontre d'autres personnes de son âge, dans des clubs ou lors de soirées qui leurs sont dédiés. Slate.fr

- Les voitures autonomes vont nous obliger à être plus attentifs

Reprendre les commandes peut être plus complexe dans un véhicule semi-autonome que dans un avion. Si vous pouviez vous glisser dans le cockpit d'un avion, vous ne vous sentiriez probablement pas comme Mav, Goose ou Iceman, les héros de Top Gun. Vous seriez au contraire un peu déboussolé. Slate.fr

- Et maintenant, on quitte Snapchat?

L'application renonce à l'éphémère et son audience vieillit. Avec le risque de perdre tout intérêt. Quand on me demande d'expliquer ce qu'est Snapchat, deux mots me viennent à l'esprit: instantané et éphémère. Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 9 juillet 2016

CAUSERIE

En complément à l'extrait d'Anti-Dühring sur la dialectique de F. Engels que nous avons reproduit hier, je vous propose L'ABC de la dialectique matérialiste de L. Trotsky, extrait du recueil de textes de la seconde moitié des années 30 intitulé Défense du marxisme.

Le matérialisme dialectique est un mode de pensée dynamique pour interpréter le monde ou l'histoire de la civilisation humaine, qui en les abordant sous un angle diachronique permet d'en saisir l'évolution et donc d'en prendre conscience pour agir sur eux afin de les orienter dans une direction déterminée conforme aux besoins de l'humanité ou qui réconcilie l'homme avec sa propre nature.

Trotsky - La dialectique n'est ni une fiction ni une mystique mais la science des formes de notre pensée, quand cette pensée ne se limite pas aux soucis de la vie quotidienne mais tente d'appréhender des processus plus durables et plus complexes.

Le vice fondamental de la pensée vulgaire consiste à se satisfaire de l'empreinte figée d'une réalité qui, elle, est en perpétuel mouvement. La pensée dialectique précise, corrige, concrétise constamment les concepts et leur confère une richesse et une souplesse, j'allais presque dire une saveur, qui les rapprochent jusqu'à un certain point des phénomènes vivants. Non pas le capitalisme en général, mais un capitalisme donné, à un stade déterminé de son développement. (...)

La pensée dialectique est à la pensée vulgaire ce que le cinéma est à la photographie. Le cinéma ne rejette pas la photo, mais en combine une série selon les lois du mouvement. La dialectique ne rejette pas le syllogisme, mais enseigne à combiner les syllogismes de façon à rapprocher notre connaissance de la réalité toujours changeante. Dans sa Logique, Hegel établit une série de lois: le changement de la quantité en qualité, le développement à travers les contradictions, le conflit de la forme et du contenu, l'interruption de la continuité, le passage du possible en nécessaire, etc., qui sont aussi importantes pour la pensée théorique que le simple syllogisme pour des tâches plus élémentaires. Hegel a écrit avant Darwin et Marx. Grâce à l'impulsion puissante donnée à la pensée par la révolution française, Hegel a anticipé en philosophie le mouvement général de la science. Mais précisément parce qu'il s'agissait d'une géniale anticipation, elle a pris chez Hegel un caractère idéaliste. Hegel opérait avec des ombres idéologiques, comme si elles étaient la réalité suprême Marx a montré que le mouvement des ombres idéologiques ne fait que refléter le mouvement des corps matériels.

Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquent un caractère entièrement matérialiste. (...)

Marx, qui à la différence de Darwin était un dialecticien conscient, a trouvé les bases d'une classification scientifique des sociétés humaines dans le développement des forces productives et la structure des rapports de propriété, qui constituent l'anatomie de la société. Le marxisme a substitué la classification matérialiste dialectique à la classification vulgaire, descriptive des sociétés et des Etats, qui, aujourd'hui encore, fleurit dans les chaires universitaires.

On retiendra.

- La dialectique embrasse la totalité des manifestations de la matière et des expériences humaines au-delà des processus immédiats.
- La pensée vulgaire est sans doute ce qui caractérise le mieux les sondages auxquels les gouvernants recourent dorénavant systématiquement pour mieux conditionner le peuple.
- La pensée vulgaire s'applique à merveille à tous les dogmatismes.
- La réalité toujours changeante nous fera penser à l'eau de la rivière qui semble être toujours la même, alors qu'en réalité elle change en permanence en s'écoulant de sa source vers son embouchure.

"Hallucinant". Quand l'armée française vous protège, non, les barbares de Daesh.

- Des militaires étaient en faction devant le Bataclan et ne sont pas intervenus - voltairenet.org

Selon le député belge social-chrétien Georges Dallemagne (ancien médecin proche du ministère français de la Défense), des militaires en faction devant Le Bataclan à Paris, lors des attentats de Daesh du 13 novembre 2015, ne sont pas intervenus.

Interrogé par RTL Belgique, l'homme politique a déclaré : « On sait que la gendarmerie n'est pas intervenue alors qu'elle était présente sur place. On sait que la force Sentinelle, qui avait six militaires en armes devant le Bataclan n'est pas intervenue au moment où le carnage se produisait au Bataclan » (...) « Ils ont estimé qu'ils ne devaient pas intervenir car leurs règles d'engagement ne prévoyaient pas qu'ils devaient intervenir. Leurs règles prévoyaient qu'ils ne pouvaient que se protéger eux-mêmes. C'est tout-à-fait incroyable, hallucinant ».

Le député a regretté un manque de bon sens, tandis que le ministère belge de la Défense a confirmé que ses hommes avaient instruction d'intervenir dans pareil cas. voltairenet.org 06.07

Question: Qui complotte contre le peuple ? Hollande, son gouvernement français et leur armée.

Brexit. Quel épouvantable cataclysme ?

- Marché: les indices US proche des plus hauts historiques. - Cercle Finance
- Les Bourses européennes clôturent en nette hausse . - Reuters
- Après le Brexit, l'ancien patron de la Commission José Barroso rejoint Goldman Sachs. - Le Huffington Post

La loi travail fappée d'illégitimité.

- Loi travail : l'usage du 49-3 condamné par 7 Français sur dix. -

Plus de sept Français sur dix estiment que le Premier ministre Manuel Valls a eu tort d'utiliser mardi le 49-3 pour faire adopter en deuxième lecture le projet de loi travail, selon un sondage Odoxa pour iTELE publié vendredi. AFP 08.07

Nouvelle "journée d'actions et d'initiatives" bidon annoncée.

- Appel à l'action des opposants à la loi Travail le 15 septembre. - Reuters

Sept organisations syndicales et de jeunesse hostiles à la loi Travail, dont la CGT, Force ouvrière, Solidaires et la FSU, ont appelé vendredi à une "journée d'actions et d'initiatives" le 15 septembre pour demander l'abrogation de ce texte.

Dans un communiqué commun, la CGT, FO, la FSU, Solidaires, le syndicat étudiant Unef et les organisations lycéennes Unl et Fidl dénoncent dans ce nouveau recours du gouvernement à l'article 49-3 de la Constitution un "déli de démocratie".

"C'est bien la preuve (...) que ce texte de régression sociale reste minoritaire", écrivent ces organisations, qui invitent les salariés, les chômeurs, les retraités, les lycéens et les étudiants à envoyer une carte postale au chef de l'Etat, pour lui dire qu'elles seront encore mobilisées à la rentrée.

Ces organisations "donnent rendez-vous à l'ensemble des salariés, privés d'emplois, étudiants, lycéens, retraités pour une journée d'actions et d'initiatives le 15 septembre, pour obtenir l'abrogation de la loi Travail".

Celle-ci doit revenir devant les députés le 20 juillet pour une lecture définitive et être promulgué en août. Mais il faudra encore de nombreux décrets d'application pour qu'elle entre pleinement en vigueur. Reuters 08.07

Simultanément ils feraient mieux de profiter de l'occasion pour engager une campagne nationale pour l'abolition de la Ve République. Impossible, car lorsqu'ils n'ont pas leur carte du PS dans leur poche, c'est pour s'aligner sur le PCF qui soutiennent le régime.

En famille. Un accord scélérat "remarquable" (Valls).

- Automobile: un nouvel accord social signé chez PSA - AFP

Le groupe automobile PSA a officiellement signé vendredi avec cinq de ses six syndicats un nouvel accord social triennal (2017-2019) succédant à l'accord de compétitivité de 2013 qui a permis de redresser le groupe.

Cet accord baptisé "Nouvel élan pour la croissance" a reçu l'aval de cinq organisations (FO, CFE-CGC, CFTC et SIA-GSEA, CFDT), représentant 80% du personnel, ce qui montre la "relation de confiance avec les partenaires sociaux", a souligné Xavier Chéreau, directeur des Ressources humaines du groupe PSA. Selon lui, il s'agit d'"un acte suffisamment rare pour être signalé".

Lors de la signature, au siège du groupe à Paris, la CFDT a mis en avant un "équilibre acceptable" entre "plus de flexibilité" et la "pérennisation de nos emplois". Elle a salué aussi les expérimentations lancées en matière de qualité de vie au travail.

Pour Franck Don (CFTC), l'accord "amplifie la dynamique de performance économique" initiée avec le précédent. Rebondissant sur la qualification des Bleus pour la finale de l'Euro, il a salué "la victoire de la coconstruction", sur le modèle de la cogestion à l'allemande.

Dans un tweet, le Premier ministre a salué un "accord remarquable" qui permet de "trouver avec les syndicats de l'entreprise les solutions pour s'adapter et rebondir". Manuel Valls a ajouté déceler là l'"esprit de la loi Travail".

Cet accord comprend des objectifs en matière d'emploi (1.000 embauches CDI, 6.000 emplois jeunes)...

Avec le millier de recrutements pérennes promis, l'entreprise "va changer de visage", selon Christian Lafaye (FO), pour qui il était "indispensable de retrouver du sang neuf" après un quasi gel des embauches depuis huit ans.

En contrepartie, il fixe de nouvelles mesures de flexibilité (davantage de samedis travaillés, travail de nuit aménagé), notamment pour adapter l'organisation du travail aux variations de l'activité.

"Honteux" selon la CGT, seule organisation non signataire, qui refuse de nouveaux efforts au moment où la santé financière de PSA s'améliore.

L'accord de compétitivité de 2013 avait été rejeté par la CGT et la CFDT. Conclu à un moment où PSA accumulait jusqu'à "7 millions d'euros de pertes par jour", rappelle FO, il comprenait notamment un gel des augmentations générales et une baisse de la rémunération des heures supplémentaires.

Il a permis au groupe d'achever son redressement avec un an d'avance, se félicitent ses partisans.

En 2015, les comptes de PSA sont repassés dans le vert - une première depuis 2010 - avec un bénéfice net de 1,2 milliard d'euros, contre un demi-milliard de pertes l'année précédente. Le groupe a vendu en 2015 près de trois millions de véhicules, dont un tiers produit en France. AFP 08.07

Que Mélenchon se rassure, l'"héritage" de Rocard est assuré.

- Sondage: Macron incarne le mieux l'héritage de Michel Rocard. -

Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, est la personnalité politique qui "incarne le mieux l'héritage" de Michel Rocard, devant Martine Aubry et Manuel Valls, selon un sondage Odoxa pour iTELE et Paris-Match publié vendredi. AFP 08.07

Flagrant délit. Quand le gouvernement français tient un "double langage" sur le Tafta ou TTIP.

- Tafta: Montebourg dénonce le "double langage" de la France. - AFP

L'ancien ministre de l'Économie Arnaud Montebourg dénonce dans une interview à l'hebdomadaire Marianne le "double langage" de la France à propos du traité de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis (TTIP/Tafta).

"J'ai entendu le Premier ministre dire (...) le 26 juin dernier, à Belleville-sur-Mer, que ce traité ne pouvait être accepté. Or, deux jours plus tard, Jean-Claude Juncker a expliqué qu'un Conseil de l'Union européenne venait de se réunir et qu'en son sein aucun pays ne s'était opposé au Tafta".

"La France parle donc un double langage, un pour les Français, un autre pour l'oligarchie européenne, et chacun comprend qui sera trompé à la fin", attaque M. Montebourg, qui pourrait être candidat à la primaire du PS en janvier. AFP 08.07

Chaque fois que Hollande, Valls ou un ministre l'ouvre, il est fortement recommandé de se demander quand, où et à qui ils s'adressent, sinon on leur prêtera des intentions infondées ou erronées.

Populisme ou la "révolution par les urnes" pour légitimer la Ve République

- Mélenchon lance une campagne d'inscription sur les listes: "je vote, ils dégagent". - AFP

Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon lance une campagne intitulée "Je vote, ils dégagent" pour encourager les Français à s'inscrire sur les listes électorales en vue de 2017, a annoncé vendredi son équipe.

Sur ceux-ci (des tracts - ndlr), un encart présente M. Mélenchon comme "le seul candidat qui propose de remettre entièrement à plat les règles politiques", en passant par l'élection d'une assemblée constituante "chargée de réécrire complètement la Constitution". AFP 08.07

Et que restera-t-il de ce vote au soir du second tour de l'élection présidentielle de 2017 ? L'illusion criminelle que les institutions de

la Ve République seraient compatibles avec les besoins des travailleurs. Dit autrement, rien du côté des travailleurs, par contre les tenants du régime pourront être soulagés ou satisfaits du fait que leur candidat élu pourra se prévaloir de la légitimité accordée par les urnes et gouverner en appliquant son programme entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs.

L'assemblée constituante de Mélenchon n'est rien d'autre que l'Assemblée nationale agrémentée d'une dose de proportionnelle, de manière à ce que toutes les classes de la société soient représentées, et qu'à travers leurs élus elles collaborent ensemble à la survie du régime capitaliste. La IVe République avait la même saveur trompeuse préparant l'avènement de la Ve qui sera franchement bonapartiste et antidémocratique avec pour objectif l'établissement de rapports corporatistes entre les classes dont le dialogue social est l'expression.

Nous n'accordons aucun intérêt au discours de l'admirateur de de Gaulle, Rocard, Mitterrand notamment et ex-ministre de Chirac, qui n'entend pas rompre avec les institutions européennes et internationales du capital, encore moins avec le capitalisme, cela va de soi. On aura également en mémoire que sa VIe République ne remettait même pas en cause l'existence du Sénat, en réalité aucune institution de la Ve République, et surtout pas son appareil de répression, sa police, son armée.

En admettant que la convocation d'une assemblée constituante figurerait parmi les tâches ou les objectifs que les travailleurs devraient réaliser, il devrait être inclus dans ses statuts que ses élus seraient révocables à tout moment dès lors qu'ils auraient violé le mandat qui leur aurait été confié, ce qui implique que le peuple disposerait du pouvoir de contrôler leur activité, donc qu'il soit organisé et dispose de ses propres organismes indépendants de pouvoir pour que ses décisions soient respectées.

Comment le pouvoir de ces différentes institutions pourrait-il se combiner, de manière à ce que la volonté du peuple ou la démocratie soit respectée ou s'exerce réellement ? On a envie de répondre que cela paraît impossible et que l'une devra se soumettre à l'autre. Et dans l'hypothèse où ce seraient les organismes politiques indépendants créés par le prolétariat révolutionnaire qui devraient se soumettre à l'assemblée constituante, cela signifierait que l'orientation de celle-ci ne correspondait pas aux besoins des travailleurs, autrement dit elle incarnait ceux des capitalistes exactement comme le fait l'Assemblée nationale sous la Ve République. Dès lors un conflit ou une crise jaillirait entre les deux institutions qui ne pourrait se résoudre que par la disparition de l'une ou de l'autre. Si c'était l'organisme politique indépendant créé par le prolétariat qui devait d'effacer ou disparaître au profit de l'assemblée constituante, on retournerait à la case départ ou pire encore. Dans le cas inverse, l'assemblée constituante serait dissoute et la révolution suivrait son cours...

Une assemblée constituante qui serait décrétée n'aurait aucune valeur, car elle se bornerait à reproduire les rapports existant entre les classes qui sont favorables à la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Pour qu'on adopte provisoirement cet objectif politique, il faudrait qu'elle jaillisse au cours d'un soulèvement révolutionnaire des masses, et qu'elle soit conçue comme un instrument pour aider la classe ouvrière à conquérir le pouvoir politique, dans tous les autres cas de figure elle serait un instrument politique de la réaction pour conserver le pouvoir.

L'assemblée constituante présente un défaut insurmontable dans la mesure où les représentants ou agents de la réaction peuvent y participer, elle est davantage un produit du régime que le produit d'une rupture avec le régime.

D'ailleurs ses partisans le disent eux-mêmes en temporisant, quand ils expliquent qu'elle devra prendre un certain nombre de mesures après moult discussions, rapports, délibérations ou votes, ce qui signifie qu'elle ne les prendra pas sur le champ, que leur application sera renvoyée à plus tard, etc. alors qu'un organisme de pouvoir indépendant du prolétariat ou le gouvernement qui en serait issu décrèterait par exemple l'abolition d'un certain nombre de lois antisociales, liberticides, réactionnaires, des institutions et de la Constitution de la Ve République, avec application immédiate, concrétisant ainsi le nouveau rapport entre les classes en faveur des masses exploitées tout en renforçant leur pouvoir, car cela témoignerait de la détermination infaillible de ses représentants à changer la société et déciderait de nouvelles couches de travailleurs à s'engager dans la révolution ou à la soutenir contre la réaction afin de la vaincre... A suivre.

Le collectif des collabos.

- Université d'été : « Des utopies aux alternatives, agissons ensemble ! » - Collectif 30 juin 2016 - legrandsoir.info

L'université d'été des mouvements sociaux et de la solidarité internationale se déroule du 6 au 9 juillet prochain, à Besançon. Objectif : y débattre des utopies, des alternatives et expérimentation pour accompagner nos sociétés sur la voie d'un développement solidaire et durable à tous les niveaux. legrandsoir.info 07.07

Sans poser au préalable comme condition la rupture avec le capitalisme et ses institutions, cela revient à "accompagner nos sociétés" dans le chaos, la guerre, vers l'abîme... Ces gens ou mouvements autoproclamés n'ont aucune légitimité.

[Propagande de guerre de l'Otan](#)

- L'Otan reste ferme, mais dans le dialogue, avec la Russie. - Reuters

- L'Otan renforce sa présence militaire dans l'est de l'Europe. - AFP

L'Otan conclut samedi à Varsovie un sommet de deux jours au cours duquel elle a parachevé le renforcement de sa présence militaire dans l'est de l'Europe. AFP 08.07

- Etats-Unis : des responsables russes expulsés en représailles d'une attaque contre un diplomate. - AFP

Le porte-parole de la diplomatie américaine a annoncé, vendredi, que cette décision avait été prise après l'agression perpétrée par un policier russe début juin à Moscou. LeMonde.fr 08.07

[>Quand Le Monde "confond" les Noirs et la police.](#)

Avant-hier Le Monde a écrit que "la mort de plusieurs personnes noires tuées par la police ces dernières années a ravivé les tensions raciales aux Etats-Unis" (voir la causerie d'hier)

Sauf que le nombre de Noirs assassinés par la police est en réalité beaucoup plus important.

Slate.fr - 2.911 noirs ont été tués de la sorte entre 1890 et 1965, selon l'université Tuskegee en Alabama. Environ 39 personnes par an. La pire année, 1892, a fait 161 morts, selon ce décompte.

Le nombre d'Afro-Américains tués pas la police l'année dernière est bien plus élevé: 258 personnes sont mortes sous ces balles.

Depuis le début de l'année 2016, environ 123 Afro-Américains ont été tués par la police américaine. C'est bien plus que le nombre de noirs lynchés en dehors de tout procès par des Blancs chaque année durant la ségrégation, fait remarquer le magazine Quartz, qui a fait la comparaison. (Source : Les noirs sont plus tués par la police qu'ils n'ont été lynchés pendant la ségrégation - slate.fr 08.07)

[Bienvenue en oligarchie.](#)

- Nos données chez les Yankees : les pays européens (et la France) disent oui

Que peuvent faire Facebook et Google avec les infos qu'on leur laisse ? Les espions américains ont-ils le droit de nous espionner en masse ? Laissés en friche depuis octobre dernier, ces dossiers sont sur le point d'être bouclés. Pas sûr, néanmoins, que les réponses apportées conviennent à tout le monde. Rue89

- La liste des actions qui ont menées à la mort d'Américains noirs est effrayante

Porter un sweat à capuche, rigoler...Alton Sterling et Philando Castile ont été tués ces mardi 5 et mercredi 6 juillet par des policiers de Baton Rouge, en Louisiane, et dans le Minnesota. Le premier vendait des CDs à la sauvette, avant d'être plaqué au sol pour refus d'obtempérer et tué... Slate.fr

- Au niveau local, les agents soupçonnés de bavures sont surprotégés

Aux États-Unis, l'enquête ouverte suite à l'homicide d'un Afro-Américain par un policier en Louisiane a été confiée aux instances fédérales, et non à la police locale. Et c'est tout sauf un hasard. «Guerre civile». Le New York Post a lâché ce vendredi 8 juillet un cri d'alarme... Slate.fr

- Pour Beyoncé, «la guerre contre les minorités doit prendre fin»

La chanteuse lance un appel fort sur son site internet pour la fin des violences envers toutes les minorités. Slate.fr

- « On a besoin d'endroits où discuter sans être trop jugés »

Pouhiou a 34 ans. D'abord engagé dans les milieux LGBT+ comme Arc-en-ciel Toulouse, puis dans les milieux féministes, libristes et culturels, il cultive un « libertarisme pépère ». Rue89

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juillet 2016

CAUSERIE

Notre axe de combat demeure les institutions de la Ve République et le capitalisme et non l'UE.

L'essentiel, ce n'est pas que la Grande-Bretagne sorte de l'UE (sans jamais vraiment en sortir pour ne jamais y être entrée totalement, chut!), mais qu'elle demeure l'allié le plus fidèle des Etats-Unis au sein de l'OTAN... et de la Fed, on l'oublie toujours.

L'UE, l'OTAN, Goldman Sachs, la Fed, Wall street, la City, le Pentagone, Bilderberg, la BRI, la Commission Trilatérale, le CFR, le Tafta, etc. c'est la même boutique du mondialisme...

L'opium du peuple ou la légitimité usurpée.

- Plus de 200 km de bouchons sur les routes pour le premier week-end de départ, selon Bison Futé - LeMonde.fr

Plus de 200 km de bouchons étaient signalés en milieu de matinée sur l'A7 en direction de Marseille et l'A10 vers Bordeaux. LeMonde.fr 09.07

- Euro 2016 : sur Twitter, les politiques refont le match - LeParisien.fr

Plus de 19 millions de fans devant leur écran de télévision, des supporters en liesse partout en France et les politiques en pleine euphorie... sur Twitter. LeParisien.fr 09.07

- Hollande table sur un regain de confiance grâce à l'Euro - Reuters

- PS: Valls et Le Foll surfent sur le foot pour regonfler le moral des militants - AFP

"Tout n'est pas joué" pour 2017: Manuel Valls et son ministre Stéphane Le Foll se sont efforcés vendredi, en meeting dans l'Aude, de remonter le moral des militants PS, en s'appuyant opportunément sur la victoire de la France en demi-finale de l'Euro de football. AFP 09.07

...mission impossible.

- Pyrénées-Atlantiques: le PS empêché de tenir une "université" par des opposants à la loi Travail - AFP

Une "université d'été" organisée pour la première fois par la Fédération départementale du Parti socialiste (PS) à Cambo (Pyrénées-Atlantiques) a dû être annulée samedi en raison de l'irruption d'opposants à la loi Travail, a constaté une correspondante de l'AFP. AFP 09.07

Désinformation ou populisme, la palme revient à Hollande. Non, l'Otan les désigne !

"L'Otan ne se cherche pas d'ennemis", rappelle Hollande à Moscou - La Tribune

En réponse aux irritations de Moscou, le chef de l'Etat a rappelé que la consolidation de la défense antimissile décidée par l'Alliance "ne concerne pas la Russie".

"La posture de l'Alliance est strictement défensive, l'Otan ne se cherche pas d'ennemis", a-t-il insisté.

"Elle ne menace aucun pays". (Il a adopté la rhétorique de Bush. - LVOG)

François Hollande a de nouveau défendu l'idée d'une défense à l'échelle du continent, en complément de l'Alliance atlantique.

"Une défense européenne séparée de l'Otan n'aurait aucun sens", a-t-il dit. "Il est important que l'UE et l'Otan puissent travailler en bonne intelligence et en pleine coopération." La Tribune 09.07

L'UE est le pendant économique de l'UE militaire ou l'Otan dirigée par les Américains pour le compte du complexe militaro-industriel-financier.

Mimétisme ou Hollande la voix de l'OTAN ou de Washington.

- L'OTAN espère que « la fermeté et le dialogue » vont payer face à la Russie - LeMonde.fr

Devant la presse François Hollande a prôné samedi à Varsovie, au sommet de l'Otan, un mélange de dialogue et de fermeté envers la Russie... - La Tribune

Deux ans après l'invasion de la Crimée par Moscou, les 28 membres de l'Alliance ont décidé de déployer des bataillons dans les pays baltes et la Pologne. LeMonde.fr 09.07

En complément

- Deux diplomates américains expulsés de Russie - Reuters

Deux membres du personnel de l'ambassade américaine à Moscou ont été expulsés en juin après une décision similaire de la part des Etats-Unis, rapporte samedi le ministère russe des Affaires étrangères, parlant d'un geste "inamical". Reuters 09.07

- La guerre est la poursuite de la politique pour satisfaire des besoins économiques...

- Un milliard de dollars rassemblés à l'Otan pour l'armée afghane - Reuters

Les alliés ont rassemblé le milliard de dollars (900 millions d'euros) nécessaire pour soutenir les Etats-Unis sur les trois années à venir dans leur projet de constituer une armée en Afghanistan, a déclaré samedi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. Reuters 09.07

Brexit. Poker menteur, fermé le banc.

- Goldman Sachs recrute José Manuel Barroso - Francetv info

Seulement deux semaines après le Brexit, Goldman Sachs, la banque d'affaires américaine, engage l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso pour la conseiller.

En clair, l'homme qui a incarné l'institution pendant dix ans devient superlobbyiste au profit du plus influent établissement financier mondial.

Une nomination choquante et qui ne pouvait pas plus mal tomber pour une Europe en proie à l'« euro-bashing » après le Brexit.

Rappelez-vous, Goldman Sachs, c'est une des banques à l'origine de la crise des subprimes en 2007 qui déclencha ensuite la plus grave crise économique mondiale depuis 1929. C'est aussi elle qui est accusée d'avoir, au début des années 2000, aidé la Grèce à maquiller ses comptes pour répondre aux exigences de la zone euro. Avant, pire, de spéculer contre la dette grecque, accélérant ainsi la crise qui manqua de provoquer la faillite du pays et le Grexit.

Pas de Grexit finalement mais un Brexit et un nouveau symbole désastreux pour l'image de l'Europe. Donnant du grain à moudre à tous ceux qui dénoncent la collusion entre les « technocrates de Bruxelles » et un monde de la finance qui serait le réel détenteur du pouvoir.

Mais que va faire Barroso chez Goldman Sachs ? Tout simplement défendre les intérêts de la banque d'affaires (5 Mds€ de bénéfices en 2015), au moment où ses activités en Europe sont menacées. Implantée à Londres, elle était jusqu'ici idéalement placée pour vendre ses services dans toute l'Europe. LeParisien.fr 09.07

Quoi de plus naturel quand la mafia de la finance est aux commandes !

- Obama appelle les Occidentaux à préserver le projet européen - Reuters

Qui en réalité n'a jamais été réellement menacé...

Message reçu 5/5.

- Les Britanniques ne revoteront pas lors d'un second référendum - Reuters

Le gouvernement britannique a exclu samedi la tenue d'un nouveau référendum sur l'appartenance à l'Union européenne, malgré les 4,1 millions de signatures recueillies en ce sens dans le cadre d'une pétition en ligne.

Les Britanniques se sont prononcés à 52% contre 48 - soit 17,4 millions de voix contre 16,1 - pour la sortie de l'UE, le 23 juin. La plupart des responsables politiques se sont engagés à respecter ce choix, mais certains partisans du maintien ont du mal à l'accepter.

"Le Premier ministre et le gouvernement ont clairement indiqué qu'il s'agissait d'un vote unique pour toute une génération et, comme l'a dit le Premier ministre, la décision doit être respectée", souligne samedi le ministère des Affaires étrangères.

"Nous devons désormais nous préparer au processus de sortie de l'UE et le gouvernement est déterminé à obtenir les meilleures conditions possibles pour les Britanniques", ajoute-t-il.

Theresa May et Andrea Leadsom, ministres de l'Intérieur et de l'Energie, toutes deux candidates à la succession de David Cameron, ont exclu de remettre en question du résultat du référendum. Reuters 09.07

L'Otan la branche militaire de l'UE ou Maidan et le Brexit.

«Nous sommes unis», a déclaré ce samedi le secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg, au deuxième jour du sommet qui se tient en présence du président Barack Obama et des autres dirigeants des 28 pays membres. 20minutes.fr 09.07

Obama ayant appelé "les Occidentaux à préserver le projet européen", dès lors ils feront donc tout pour que les Britanniques obtiennent "les meilleures conditions possibles" pour ne pas froisser leur maître.

[En famille. L'ordre de Vichy règne.](#)

- Vaccination : Henri Joyeux radié par l'Ordre des médecins - LeMonde.fr

En mettant en garde contre certains vaccins, le chirurgien a franchi une ligne rouge aux yeux des autorités sanitaires.

Henri Joyeux, professeur controversé pour ses prises de position, notamment sur les vaccins, a été radié de l'Ordre des médecins à compter du 1er décembre, selon l'Agence de presse médicale (APM). Retraité depuis 2014, ce chirurgien oncologue aura donc interdiction de faire état de son statut de docteur en médecine.

Cette décision, de la chambre disciplinaire ordinale de première instance du Languedoc-Roussillon, fait suite à une plainte du Conseil national de l'Ordre des médecins en raison de ses propos sur la vaccination. En juin 2015, lors du dépôt de cette plainte, le président de l'instance, Patrick Bouet avait résumé les « deux infractions » qui lui étaient reprochées : « la tenue de propos non appuyés sur des bases scientifiques [et portant] atteinte à la profession », et « un discours qui peut être dangereux pour la population parce qu'il s'agirait de discréditer le mécanisme de vaccination préventive ».

Selon la chambre disciplinaire, le professeur Joyeux « a commis des manquements d'une extrême gravité au code de déontologie », et a enfreint la loi, notamment « en indiquant des dangers pour la santé de suivre les recommandations du Haut Conseil de la santé publique ». Il n'a pas non plus respecté l'article stipulant que « le médecin doit apporter son concours à l'action entreprise par les autorités compétentes en vue de la protection de la santé et de l'éducation sanitaire » et qu'« il participe aux actions de vigilance sanitaire ».

C'est surtout dans le domaine de la santé que M. Joyeux a trouvé une large audience et de nombreux partisans. Avec plus de 150 000 exemplaires vendus, son livre Changez d'alimentation (Le Rocher) est un succès de librairie, certaines de ses vidéos sur le Web ont été vues des dizaines de milliers de fois, les conférences qu'il tient deux à trois fois par semaine en France ou à l'étranger font salle comble, et 580 000 personnes recevraient régulièrement, dans leur boîte e-mail, sa lettre électronique d'information.

En mettant en garde contre certains vaccins, Henri Joyeux a toutefois franchi une ligne rouge aux yeux des autorités sanitaires. Dans un texte publié sur Internet et affichant aujourd'hui plus d'un million de signatures de soutien, le médecin dénonce les substances « dangereuses », voire « très dangereuses », contenues selon lui dans les adjuvants des vaccins dits hexavalents (qui protègent de six maladies) que les parents sont obligés d'utiliser pour leurs enfants, en raison de la pénurie de vaccins contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP) – les trois seuls obligatoires. Il assure y voir une « arnaque des laboratoires »

pour imposer un vaccin « sept fois plus cher ». LeMonde.fr 09.07

On aura compris que ce médecin a commis un crime impardonnable en s'attaquant à la poule aux oeufs d'or des trusts pharmaceutiques. Et comme cela ne suffisait pas ou pour tenter de le décrédibiliser, les ordures qui nous gouvernent et leurs porte-parole ont trouvé des arguments imparables ou recouru à un amalgame qui figuraient dans le passage suivant de cet article :

LeMonde.fr - Ancien président de Familles de France, une association qui s'est opposée au mariage homosexuel, M. Joyeux est connu pour ses prises de position conservatrices sur la famille. La ministre de la santé, Marisol Touraine, l'a décrit il y a un an comme « un médecin qui s'est déclaré contre la pilule, contre l'avortement, qui a pris des positions rétrogrades sur toute une série de sujets ». LeMonde.fr 09.07

Syndicaliste = casseur, voyou, terroriste...

Anti loi Travail = conservateurs, réactionnaires, rétrogrades...

Antisioniste = antisémite.

Anti-Otan = suppôt de Daesh...

Anti-UE = xénophobes, racistes, débiles arriérés...

Etc. etc. etc.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que pratiquement tous les hommes ou toutes les femmes qui ont participé depuis des millénaires au développement inconscient de la civilisation humaine, n'ont pas eu un comportement franchement exemplaire vis-à-vis de leurs contemporains ou de leur entourage, ou ils n'ont pas toujours été guidés par des intentions ou des idées géniales ou progressistes, ce qui était toutefois inévitable. Et si malgré tout pour cette raison ils avaient dû être persécutés, excommuniés ou pire exécutés, nous en serions encore au stade de la sauvagerie de jadis.

La prétention affichée par les inquisiteurs qui nous gouvernent aujourd'hui de les bâillonner ou de les châtier, coïncide avec l'orientation actuelle de la société vers le retour à la pire barbarie. S'en débarrasser au plus vite est une mesure de salut public pour la société.

[Retour à l'âge de pierre.](#)

- La construction en terre ne se cache plus - AFP

- Cette maison en carton venue des Pays-Bas veut conquérir l'Europe - BFM Business

- A Madrid, les femmes de ménage disent « basta » à la précarité - lemonde.fr

C'est la face cachée du tourisme en Espagne. L'envers du « Sol et playa ». Contrats précaires, heures supplémentaires non payées, baisse des salaires, dégradation des conditions de travail, les femmes de chambre des hôtels ont décidé de dire « basta ». Depuis quelques mois, « Las Kellys » comme elles se font appeler (pour « Las que limpian », celles qui nettoient) multiplient les rassemblements aux portes d'établissements hôteliers pour dénoncer « l'exploitation » dont elles se disent victimes.

Tout a commencé en 2014 par des témoignages sur Internet. Sous couvert d'anonymat, plusieurs femmes de chambre dénoncent les contrats abusifs qu'elles acceptent pour ne pas pointer au chômage, dans un pays où 21 % des actifs sont sans emploi. Peu à peu elles se regroupent, parfois masquées pour ne pas risquer d'être licenciées. Aujourd'hui, leur association compte plus de 500 membres.

Déçues des syndicats « qui ne les défendent pas assez », les Kellys sont passées à l'action : elles suspendent aux fenêtres des chambres qu'elles nettoient des banderoles pour faire prendre conscience aux touristes de leur situation ou organisent des piquets de grève. En juin, elles ont remporté l'une de leur première bataille judiciaire à Lanzarote, dans les îles Canaries, contre l'entreprise Alterna BPO, à laquelle un hôtel de la chaîne Barcelo avait externalisé les services de nettoyage. Rémunérées beaucoup moins que ce que fixe la convention collective du secteur hôtelier, puisque l'entreprise de nettoyage se définissait comme une entreprise de service, elles ont obtenu réparation.

« Notre travail a toujours été dur, précaire et mal payé, mais depuis la crise et la réforme du travail, je n'avais jamais vu, en vingt et un ans de profession, un tel niveau d'exploitation, affirme Isabel Rodriguez, fondatrice du groupe des Kellys de Barcelone.

Les nouvelles femmes de chambre ont perdu tous les droits que nous avons conquis au fil des années : congés payés, libération de certains week-ends, plannings en avance... Aujourd'hui, elles sont souvent à la libre disposition des chefs d'établissement. »

En cause, l'externalisation de plus en plus fréquente des services de nettoyage des hôtels à des entreprises de services qui cassent les prix. « Avec la réforme du travail, les grands hôtels ont licencié à bas coût leur personnel de nettoyage ou de blanchisserie et fait jouer la concurrence d'entreprises externes pour réduire les coûts au détriment du respect des conventions collectives et des droits des travailleurs », résume l'avocat Alex Tisminetsky, du collectif Ronda. Spécialiste en droit du travail, il conseille les Kellys et se bat pour obtenir la reconnaissance de leurs maladies professionnelles (lumbago, sciatiques, etc.) par la sécurité sociale.

« La dernière mode est de nous payer par chambre, pour 1,80 euro. On sait à quelle heure on commence mais pas à quelle heure on finit, ajoute encore Isabel Rodriguez. Pendant ce temps, les chaînes hôtelières font des millions de bénéfices. Mais nous ne sommes pas au tiers-monde ! » lemonde.fr 09.07

Commentaires d'internautes

1- "Mais c'est pourtant bien au niveau de l'entreprise que les accords devraient idéalement bien se négocier..."

2- "Oui, il est bien connu que le salarié de base, la femme de chambre par exemple, est tout à fait sur un pied d'égalité pour négocier localement face à son patron appartenant à un groupe hôtelier. De même que le routier face à son beau-frère qui possède une flotte de camions. Ceux qui nous sortent ce type d'arguments n'ont jamais travaillé en entreprise et croient qu'on négocie alors que bien souvent on est contraint d'accepter ou bien de prendre la porte, la "négociation" s'arrête là..."

3- "S'il n'y avait pas des conventions collectives différentes pour chaque secteur, il n'y aurait aucun intérêt à externaliser vers une entreprise d'un autre secteur. Mais les syndicats ont toujours tendance à défendre les corporatismes avant l'intérêt général, ils ont une part de responsabilité dans cette situation."

Votre haine des syndicats vous aveugle, car l'externalisation est une manière de modifier la répartition du capital au sein du processus de production ou la division du travail pour faire baisser le coût du travail. On peut ajouter qu'une entreprise qui dégagera un bénéfice comptable, pourra décider d'en reverser une partie à ses salariés à l'issue de l'exercice fiscal, et moins ils seront nombreux, plus la part (ou les dividendes) revenant aux actionnaires sera importante, les salariés dorénavant employés par des sous-traitants en étant exclus évidemment.

Mais je vous donne en partie raison en partant d'un constat différent et d'intentions opposées aux vôtres.

D'une part les différents secteurs d'activité ne dégagent pas le même profit ou taux de profit, ce qui explique la différence de traitement dont bénéficient les salariés, que l'on ne peut pas imputer aux syndicats ou aux conventions collectives. En revanche, pour palier à cette inégalité de traitement ou cette injustice, il aurait été possible de les compenser en instaurant une prime ou allocation qui aurait été réglée par l'Etat, de sorte qu'un ouvrier qui travaille pour une grande entreprise ou une multinationale ou une PME ou un sous-traitant perçoivent un salaire équivalent, prime ou allocation qui aurait été financée grâce à une fiscalité variable en imposant davantage les grandes entreprises ou multinationale à défaut ou en attendant de les nationaliser ou socialiser.

Les syndicats, qui collaborent avec le régime plus qu'ils ne le combattent, profitent au même titre de l'hétérogénéité du prolétariat et de la division du travail, pour n'avoir jamais combattu ses conséquences qui profitent aux capitalistes et à l'aristocratie ouvrière, au détriment des ouvriers des secteurs les plus défavorisés ou promis à un statut inférieur, de manière à assurer la stabilité politique du régime et des institutions.

Les syndicats n'ont fait qu'accompagner ou participer au processus inconscient qui fut à l'oeuvre dans le développement du capitalisme à défaut de combattre pour son renversement. Du coup, toutes les mesures qu'ils allaient avancer devaient être marquées du sceau de cette inconscience et se traduire par de nouvelles inégalités ou injustices jusqu'à favoriser la décomposition de la société à laquelle conduit le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant et dont nous pouvons observer quotidiennement les manifestations ou mesurer les effets dévastateurs, par exemple à travers les droits des femmes travailleuses qui demeurent bafoués, les salaires des hommes misérables pour une grande partie d'entre eux, les enfants livrés à eux-mêmes parce que leurs deux parents travaillent, etc.

Le procès du capitalisme et de ses méfaits pour être complet ou mené à son terme devrait être également celui de la conception réformiste du syndicalisme et de la lutte de classe.

[Bienvenue en oligarchie.](#)

- Timothy Garton Ash: «Les démocraties doivent dépasser les lois contre les discours de haine»

L'essayiste américain s'inquiète des menaces qui pèsent, selon lui, sur la liberté d'expression. Avec Free Speech: Ten Principles for a Connected World («Liberté d'expression: dix principes pour un monde connecté»)... Slate.fr

- La grande peur de l'autonomie

Toute la politique française se noue depuis vingt ans autour de l'évolution de l'autonomie individuelle. L'opinion se partage entre ceux qui y voient une opportunité de réussir sa vie et ceux qui y voient une aliénation. L'impossibilité des réformes, les grèves, la fuite dans la nostalgie... Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juillet 2016

CAUSERIE

La France a perdu et Hollande aussi, youpi !

Brexit poker menteur ou qui perd gagne. Et les cornes du cocu, elles sont pour qui ?

C'est marrant comment nos dirigeants sont prompts à célébrer des victoires qui aussitôt tournent en eau de boudin, c'est à croire qu'ils le font exprès pour se décrédibiliser auprès des militants et des travailleurs. S'ils croient encore que c'est en faisant dans la démagogie qu'on s'en sortira, on est mal barré !

Si on avait retenu que les votes en faveur du Brexit sur la base du rejet de la politique antisociale de l'UE et du gouvernement, c'est le oui au maintien dans l'UE qui l'aurait emporté, qui de fait l'a emporté si on exclut les votes xénophobes ou racistes, souverainistes ou nationalistes. Mais cela il ne faut surtout pas le dire, ce n'est pas politiquement correct.

Mais rien ne vous empêche d'analyser la situation sur la base d'illusions ou de rapports faussés, c'est votre droit, on le respecte, et qu'il nous soit permis de ne pas en être.

C'est désespérant de devoir encore apporter ces précisions, c'est à croire qu'on ne s'en sortira jamais...

Enfin une bonne nouvelle !

Ce matin en consultant les titres des infos (France et Politique) sur Yahoo, j'ai été surpris de ne pas en trouver un sur l'Euro2016, du coup je me suis dit que la finale devait peut-être avoir lieu dimanche prochain. Et c'est en allant ensuite sur la page économie que j'ai découvert en première ligne un titre de La Tribune m'apprenant la défaite de la France de Hollande :

- La défaite est amère, et François Hollande, qui avait souligné l'impact positif de l'épopée de l'équipe de France, ne pourra pas compter sur une victoire dans "son" Euro pour invoquer "la France qui gagne" comme emblème d'une candidature à sa réélection. La Tribune.fr 10.07

Le Frère musulman et parrain de l'Emirat islamique, Erdogan, avait assuré à Hollande qu'il n'y aurait pas d'attentat pendant l'Euro2016, et force est de constater qu'il a tenu parole, alors Hollande devra s'en contenter, ce n'est pas tous les jours le 11 janvier ou le 13 novembre !

A propos du massacre du 13 novembre 2015 annoncé quelques jours plus tôt par Erdogan, on est en droit de se demander pourquoi c'est seulement huit mois plus tard qu'on apprend que 6 ou 8 (selon les sources) militaires de la force Sentinelle étaient en faction devant le Bataclan ainsi que plusieurs policiers, ou pourquoi cet élément qui avait dû être dû être relevé à l'époque n'a jamais été exploité jusqu'à présent.

Dans les quelques articles qui relatent cet élément depuis quelques jours en France, leurs auteurs se sont attardés sur la passivité des militaires français, mais ils ont oublié un aspect de cette question : Alors qu'il y a des militaires en uniforme et armés en faction devant le Bataclan, donc qui ne peuvent pas passer inaperçus, pourquoi les terroristes n'ont-ils pas renoncé à leur projet ou ne l'ont-ils pas annulé pour le reporter à plus tard en désignant une autre cible non gardée par des militaires, pourquoi ne se sont-ils pas dits que leur projet risquait de foirer lamentablement en présence de ces militaires, qui en principe étaient là pour protéger la population et donc faire usage de leurs armes en cas d'attaque, et non pour les laisser tranquillement commettre leur massacre, pour un peu, pourquoi se sont-ils sentis plutôt protégés que menacés par ces militaires, étaient-ils au courant

qu'ils n'interviendraient pas avant que le ministre de l'Intérieur ne leur en donne l'ordre et seulement une fois qu'ils auraient terminé leur carnage ?

La réponse à ces questions réside peut-être en la présence d'un agent ou informateur du MI6 (services de renseignement britannique), Mohamed Abrini (actuellement détenu en Belgique), sur les lieux au côté de Salah Abdeslam présenté comme le "cerveau" des attaques du 13 novembre 2015. Question : Y avait-il d'autres agents d'autres services de renseignement sur les lieux qui en quelque sorte devait s'assurer du bon déroulement des opérations ou de cette tuerie, qui sera officiellement présentée comme une attaque terroriste imputée aux barbares de Daesh ?

En attendant, le même jour se déroulait à Paris une opération similaire à celle qui avait eu lieu le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, le 7 juillet 2005 à Londres, 15 avril 2013 à Boston, etc. consistant à simuler une attaque terroriste, qui pure coïncidence allait avoir lieu ces jours-là précisément.

Lorsque le 20 avril 2016, le Raid, le GIGN et la BRI ont simulé un attentat terroriste en gare Montparnasse, le ministre de l'Intérieur avait déclaré : « Je suis particulièrement fier de me trouver aux côtés des chefs des trois unités ainsi que du préfet de police, qui sont tous rassemblés pour protéger les Français. » (20minutes.fr 20.06), mais pas les militaires et les policiers présents devant le Bataclan le 13 novembre 2015, mais alors s'ils ne servaient pas à protéger la population, s'ils ne servaient même pas à dissuader une poignée de terroristes de réaliser une attaque sous leurs yeux, à quoi servaient-ils à part rappeler en permanence à la population qu'elle devrait vivre dorénavant dans la peur ou la terreur d'une attaque de manière à mieux la neutraliser ou la contrôler.

On pourrait terminer ce passage par la conclusion d'un article qui a été publié avant-hier par Le Grand Soir sur le même sujet :

- Bien qu'il soit extrêmement important d'éduquer le public quant à la nature et au but des false flags (fausses bannières. - ndr), l'éducation ne peut être un but en soi. Le public a besoin non seulement de connaître la vérité autour des événements spécifiquement false flags lorsqu'ils apparaissent, mais il a besoin de comprendre la méthodologie pour les identifier par eux-mêmes et en temps réel.

Créer une culture où le public est capable de reconnaître un attentat false flag sans recourir à l'aide des sources médiatiques, des chercheurs ou des militants, est la première étape pour rendre la tactique inutile et rassembler la force des gens vers une action réelle ou en dernier ressort, créer une culture dans laquelle cette force ne peut être rassemblée par la classe dirigeante. Fin.

Effectivement, un constat aussi juste soit-il n'aura jamais qu'une valeur de témoignage qui s'estompera ou tombera dans l'oubli rapidement, autrement dit, il ne présentera qu'un intérêt relatif ou ponctuel, et on n'en tirera aucun enseignement utile pour la suite ou pour décrypter des événements similaires, si on ne remonte pas aux conditions qui en sont à l'origine.

De la même manière on parviendra à définir la nature d'une pensée ou d'une idée en déterminant le processus qui a participé à leur formation, et sachant qu'en fonction de certains critères et selon les individus ce processus présentera des variantes, il n'en demeure pas moins qu'il devra passer par des étapes obligées qui à titre de repères permettront d'identifier son cheminement et donc de s'en servir pour interpréter n'importe quelle pensée ou idée.

Habituellement on n'aborde ou on ne traite que les effets ou les conséquences du comportement de certains facteurs ou rapports, alors que l'essentiel réside dans la compréhension du processus qui en est à l'origine.

[Une courte vidéo.](#)

Banques, Crise mondiale et 'Shadow banking'. -
<https://www.youtube.com/watch?v=GbdP5Xek0oo>

[Brexit ou qui perd gagne.](#)

- Un internaute : "*Les vainqueurs du référendum se retirent et les perdants restent en place.*" Pourquoi ? Parce que les "vainqueurs" refusent d'affronter le régime, dont l'extrême droite britannique, ils se mettent dans la peau des perdants comme Syriza en Grèce en révélant au passage leur imposture ou leur véritable nature réactionnaire.

- "Lorsque David Cameron décida de laisser les Britanniques voter sur le « Brexit », il n'a pas réalisé qu'il ouvrirait une boîte de Pandore. Avant le référendum, j'avais déclaré que le « Brexit » ne serait pas la raison d'un effondrement de l'économie mondiale, mais qu'il serait le catalyseur d'un tel effondrement." (L'Union européenne se disloque politiquement et financièrement - arretsurlinfo.ch 09.07)

Vous brûler, encore un petit effort, le Brexit devait intervenir quelques jours à peine avant une importante réunion de l'Otan en Pologne, ainsi qu'une réunion du G20 en Chine, deux réunions au cours desquelles les Britanniques devaient confirmer

leurs engagements militaires et financiers dans le cadre de la mondialisation.

Apparemment, si je ne suis pas passé à côté d'un élément essentiel, jusqu'à présent le Brexit n'a pas servi à grand chose ou il est encore trop tôt pour en juger.

J'ai encore lu des articles publiés ces derniers jours sur ce sujet, qui faisaient la part belle à la crise financière qui ravagerait la Grande-Bretagne et les principales places boursières, en ne retenant que la cotation du 24 juin et des quelques jours qui ont suivi, mais qui occultaient totalement leur redressement spectaculaire les jours suivants, ce qui est malhonnête, tout cela pour permettre à leurs auteurs de justifier la théorie selon laquelle le Brexit serait le début de la dislocation de l'UE, de la mondialisation, etc. qui ne pourrait intervenir en réalité qu'à la suite du soulèvement révolutionnaire des masses dans un pays de l'UE, et encore, puisque c'est le seul facteur qui est en mesure d'affronter l'UE et de s'opposer au mondialisme, d'en ralentir la marche, de contrarier leur plan, de le mettre en pièces.

Tous ces articles relèvent de la démagogie d'intellectuels petits bourgeois, dont les intérêts sont mis à mal par la mondialisation ou le néolibéralisme, et qui pour cette raison sont prêts à s'en remettre à n'importe quoi ou n'importe qui pour obtenir satisfaction ou conserver leurs privilèges, un jour ce seront les Brics, un autre Poutine ou la nouvelle route de la soie chinoise, ou encore tel ou tel dirigeant issu de la gauche dégénérée, le Brexit, certains secteurs du capitalisme industriel, etc. comme s'ils auraient la volonté ou les moyens de modifier l'orientation du capitalisme, d'affronter l'oligarchie, alors que ce n'est pas du tout le cas, seul le prolétariat révolutionnaire aurait la capacité, mais ils l'ignorent (et le prolétariat aussi hélas !), et c'est pour cette raison qu'ils invoquent désespérément ces différents acteurs qui tous incarnent le capitalisme.

Le Brexit ne pouvait pas être le "catalyseur" de l'effondrement de l'économie mondiale parce qu'il se serait déjà produit, puisque c'est l'oligarchie qui l'avait programmé (le Brexit), par contre il peut servir d'alibi pour modifier certains rapports au sein du capitalisme financier ou mondial ou entre différents Etats et institutions, afin que l'oligarchie anglo-saxonne accroît son pouvoir ou sa domination sur l'UE.

Au lieu de prendre nos désirs pour la réalité et de partir dans des théories à dormir debout, on privilégie les objectifs (ou besoins) économiques qui guident les décisions politiques prises par les représentants du capitalisme.

Encore une précision, je n'ai malheureusement pas le temps de développer.

Remarquez bien qu'ils pourraient se servir du Brexit pour précipiter l'effondrement de l'économie mondiale, dans le genre ils ne sont pas à un coup tordu près histoire d'accuser le peuple britannique (notamment) d'en être responsable à la place du système capitaliste voué à la faillite (déjà virtuellement en faillite), pendant qu'ils prépareraient discrètement la suite des festivités.

Depuis la dépression de 1929, jamais ils n'ont laissé l'économie mondiale s'effondrer, certes le capitalisme était en crise et proche de la paralysie... mais chaque fois ils se sont arrangés pour que les crises n'éclatent pas spontanément, ils les ont toujours pilotées de manière à en tirer un maximum de profit sur les plans financier et politique. Et dorénavant avec les instruments financiers mafieux dont ils disposent, le pouvoir politique qu'ils ont acquis, le contrôle des médias, c'est un jeu d'enfant de monter toutes sortes d'opérations à l'insu de la population.

- Wall Street espère battre des records avec les résultats - Reuters

- Brexit: l'article 50 dès la désignation d'un PM, souhaite Merkel - Reuters

La Grande-Bretagne devra invoquer l'article 50 du Traité de Lisbonne géant sa sortie de l'Union européenne dès qu'elle aura désigné un nouveau Premier ministre, a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel, dimanche.

Dans un entretien à la chaîne publique ZDF, Merkel rappelle que les Britanniques ne pourront pas "choisir" ce qu'ils entendent conserver de l'époque où ils étaient membres de l'UE.

"La décision des Britanniques a été prise et la prochaine étape est d'invoquer l'article 50 et la Grande-Bretagne le fera seulement quand elle aura un nouveau Premier ministre", a déclaré Angela Merkel.

"Je m'attends à ce que ce soit le cas. Je suis réaliste et j'attends fermement que cette demande soit faite", a-t-elle ajouté.

La nouvelle chef du gouvernement britannique devrait être connue le 9 septembre.

Theresa May, qui est donnée favorite, a déjà indiqué qu'elle prendrait son temps pour invoquer l'article 50, estimant que le calendrier prévu est de nature à affaiblir la position des Britanniques. Reuters 10.07

- Le G20 promet de lutter contre le protectionnisme - Reuters

Face au retour "inquiétant" du protectionnisme, les ministres du Commerce des Etats membres du G20 réunis à Shanghai se sont entendus pour réduire les droits de douane, accroître la coopération et améliorer les finances, a annoncé dimanche leur homologue chinois Gao Hucheng.

Ils ont en outre approuvé un plan de relance des échanges mondiaux et une série de recommandations en matière de gestion de l'investissement international, a-t-il ajouté, à l'issue de cette réunion de deux jours.

... le contexte est maussade. Le rythme de progression des échanges commerciaux internationaux s'est effondré dans le sillage de la crise financière, pour stagner désormais sous 3% par an depuis 2009, contre plus de 7% en moyenne lors des deux décennies précédentes.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui établit ces statistiques, n'est point optimiste pour cette année, mais poursuit son travail. "Nous restons engagés (dans le sens) d'une économie mondiale ouverte, et nous travaillerons encore davantage vers la libéralisation et la facilitation des échanges", a affirmé le ministre chinois du Commerce Gao Hucheng, citant les termes approuvés par les participants à la rencontre.

Le souci, c'est que les pays du G20 eux même ne jouent que partiellement le jeu: leur communiqué de Shanghai reconnaît sans ambages et "avec inquiétude" la montée des mesures protectionnistes adoptées par les membres du groupe. "En dépit des engagements répétés pris au G20, le nombre de mesures restreignant les échanges de biens et services a continué d'augmenter", s'alarme-t-il. "Les 3/4 des mesures observées depuis 2008 sont toujours en vigueur, le nombre de mesures protectionnistes imposées par les membres du G20 affectant biens et services a atteint un sommet depuis que l'OMC a commencé ses décomptes, en 2009".

La Chine, qui assure cette année la présidence du G20, se trouve particulièrement visée. En effet, les aciers chinois sont sous le coup de multiples mesures antidumping de Bruxelles et de taxes prohibitives infligées par les Etats-Unis, Pékin étant accusé d'inonder le monde d'acier bon marché pour soulager les surcapacités colossales de ses sidérurgistes.

Et le Brexit n'a pas amélioré la situation. Sujet des surcapacités industrielles, il s'est invité dans les discussions shanghaiennes - mais la déclaration finale se contente de les décrire comme "un problème mondial qui exige des réponses collectives". Reuters et atlantico.fr 10.07

Qui a dit ?

Ne serait-ce pas le discours des dirigeants syndicaux, de la pseudo-gauche et extrême gauche ?

- "... l'austérité est un "facteur d'explication important des frustrations et inquiétudes tangibles en Europe", plaidant pour des politiques de stimulation de la demande."

Réponse : Mailly, Martinez, Berger, Laurent, Mélenchon, etc. oui mais pas ici, là c'était le président américain Barack Obama, dimanche dans un entretien au quotidien espagnol El Pais. (Source : latribune.fr 10.07)

On vous avait prévenu que le réformisme était de droite et non de gauche...

Commentaires d'internautes.

1- "Quand on joue sur plusieurs tableaux, rien de tel que de caresser dans le sens du poil pour ménager les susceptibilités! Mais l'hypocrisie est le maître mot!"

Reste à savoir ce qu'elle recouvre vraiment et ne pas se borner aux apparences...

2- "De la part du pays qui fait "payer" ses dettes par le reste du monde de par la domination de sa monnaie c'est assez comique..."

Cynique serait plus approprié par respect pour leurs centaines de millions de victimes innocentes...

3- "Très beau discours plein de vérité Monsieur Obama, mais qu'en est-il de l'austérité qui est imposée à Puerto Rico avec toute la pauvreté qui en découle? (Pour rappel Puerto Rico est un état des USA avec un statut particulier certes mais sa population à la nationalité américaine) "

Chut ! Et puis il n'y a pas plus de pauvres que de racisme aux Etats-Unis...

Dossier Syrie.

Quand les « rebelles modérés » soutenus par les Etats-Unis et la France s'allient au Front al Nosra ou Al-Qaïda en Syrie qualifié par ailleurs d'organisation terroriste... par les Etats-Unis.

- Syrie – Les « rebelles modérés » pilonnent Alep: 60 morts et 300 blessés - arretsurinfo.ch

Alors que le bilan des bombardements intenses des zones résidentielles par les soi-disant rebelles « modérés » ne cesse de s'alourdir, les responsables de Damas ont envoyé une lettre à l'Onu, dénonçant l'hypocrisie des nations occidentales.

L'opposition « modérée » et le Front al-Nosra continuent d'attaquer Alep, essayant de la reprendre à l'armée syrienne.

La veille, les pilonnages de foyers collectifs dans la ville d'Alep par les djihadistes du Front al Nosra a fait plus de 60 morts et près de 300 blessés civils [et non 200 comme signalé précédemment, ndlr], annonce le centre russe pour la réconciliation en Syrie.

« Les tirs de roquettes de fabrication artisanale visant des foyers collectifs dans le quartier Furqan à Alep, effectués par les djihadistes du Front al Nosra, ont fait plus de 60 morts et près de 300 blessés civils. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants », indique un communiqué du ministère russe de la Défense.

L'attaque a été perpétrée par les membres de l' « opposition modérée » soutenue par les Etats-Unis et les djihadistes du Front al-Nosra, malgré le régime de cessez-le feu imposé lors de ces dernières 72 heures. En même temps, la population d'Alep, deuxième ville la plus importante de la Syrie, continue de subir le siège, privée de nourriture et de carburant. Selon l'agence SANA, le ministère syrien des Affaires étrangères a envoyé une lettre au secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon et au Conseil de Sécurité de l'Onu, dénonçant les puissances occidentales pour leur soutien des groupes « d'opposition modérée » qui attaquent sans répit la ville malgré le mois sacré de ramadan et l'accord sur le cessez-le-feu.

« En soutenant les « modérés », la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, au lieu de lutter contre le terrorisme, visent à renverser le président Bachar el-Assad », indique la lettre qui qualifie de « très hypocrite » la position de ces pays.

Par ailleurs, Damas a demandé à l'Onu de « condamner immédiatement ces attaques terroristes et de prendre des mesures contre les Etats et les régimes qui soutiennent et financent le terrorisme, notamment Riyad, Doha et Ankara ».

Les troupes gouvernementales font face à des groupes armés de différentes origines qui comprennent des mercenaires étrangers. arretsurinfo.ch 10.07

Quand l'Agence Française de Propagande prend ouvertement partie pour les barbares armés par Riyad, Doha et Ankara et soutenus par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis

Cet article reprend inlassablement toutes les accusations formulées depuis 5 ans par les Américains et leurs alliés, pour tenter de monter les peuples contre le président syrien, afin de justifier la guerre par procuration qu'ils mènent contre le peuple syrien en armant des hordes de barbares qui détruisent la Syrie.

Bachar el-Assad est accusé d'"*affamer sa population*", d'avoir "*tué délibérément et avec préméditation*" une reporter sous un "*déluge de bombes*", de s'être livré à de "*nombreuses reprises à des massacres*", d'avoir "*fait usage d'armes chimiques*" et de la "*torture*", sans oublier qu'il a "*également favorisé la montée en puissance de l'EI*".

Bref, Bachar el-Assad serait un tyran cruel et cynique soutenu par l'immense majorité des Syriens, tandis que les monstrueux bourreaux du peuple syrien sont qualifiés d'"*insurgés*", de "*forces rebelles syriennes*", de "*rebelles modérés*", de braves révolutionnaires qui légitimement décapitent, amputent, cruxifient, massacres hommes, femmes, enfants et vieillards accusés de soutenir l'horrible despote ennemi de la démocratie encore au pouvoir.

Comme l'a constaté justement un internaute, l'AFP fait ouvertement l'apologie des terroristes.

- Syrie: les rebelles d'Alep s'acharnent à rouvrir leur dernière route d'accès - AFP

Les forces rebelles syriennes ont échoué dimanche à rouvrir la dernière route d'approvisionnement vers leurs quartiers dans la ville d'Alep (nord), perdant une trentaine de combattants au cours de violents combats.

Les insurgés avaient lancé samedi soir une contre-attaque pour reprendre le contrôle de la route dite du Castello, au nord d'Alep, que les forces du régime étaient parvenues à couper de facto jeudi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cette route est cruciale puisqu'elle représente la dernière voie d'approvisionnement vers les quartiers contrôlés par l'opposition, où vivent quelque 200.000 personnes.

Les troupes du régime de Bachar al-Assad, qui contrôlent l'autre moitié d'Alep, cherchent à reprendre ces quartiers. Elles ont de nouveau bombardé dimanche la route de Castello et ses environs selon l'OSDH.

L'arrêt de tout ravitaillement par cette route y a renforcé les craintes de pénurie, les produits de première nécessité devenant de plus en plus rares.

Au moins 29 combattants du groupe rebelle islamiste Faylaq al-Cham et de son allié le Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) ont été tués dans les combats ou par des mines. Les affrontements ont aussi fait des victimes dans les rangs des forces du régime, mais aucun bilan n'était disponible, a ajouté l'OSDH.

Par ailleurs, au moins 9 civils dont 6 enfants ont péri dans des bombardements menés par des avions non identifiés sur un village de la périphérie ouest d'Alep, toujours selon l'Observatoire.

Les combats autour d'Alep interviennent malgré la trêve entrée en vigueur mercredi et prolongée de 72 heures par le régime.

Cette décision n'a pas empêché les troupes du régime de viser la ville rebelle de Douma à l'est de Damas, où les raids aériens ont tué au moins quatre civils dans la nuit de samedi à dimanche, selon l'OSDH.

Et dans la province de Homs (centre), les raids aériens du régime ont tué huit civils dont trois enfants d'une même famille et trois autres d'une autre, a ajouté l'Observatoire.

Sur le plan humanitaire, le premier avion du Programme alimentaire mondial (PAM) a atterri dimanche à Qamichli (nord-est). Il transportait 40 tonnes de nourriture - riz, légumineuses, huile et sel -, a indiqué l'agence onusienne, qui estime à 275.000 le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire dans la province de Hassaké.

"Au cours du mois (de juillet), l'avion effectuera au moins 25 aller-retours entre Damas et Qamichli pour livrer plus d'un millier de tonnes (...) de nourriture, suppléments alimentaires et médicaments", selon le PAM.

Au total, près de 600.000 personnes vivent dans 18 zones ou localités assiégées en Syrie, dans la plupart des cas par les forces gouvernementales.

Damas n'est pas seulement accusé d'affamer sa population. La famille de la journaliste américaine Marie Colvin a porté plainte samedi aux Etats-Unis contre le régime syrien de M. Assad, l'accusant d'avoir tué "délibérément et avec préméditation" la reporter dans un bombardement à Homs en 2012.

L'armée syrienne a intercepté les communications de la journaliste du Sunday Times avant d'envoyer un déluge de bombes sur le lieu où elle se trouvait, un appartement transformé en centre de presse dans le quartier rebelle de Bab Amr, selon la plainte déposée devant un tribunal à Washington.

Par ailleurs, à Paris, la famille d'un médecin syrien mort en 2014 à 37 ans dans une prison du régime a porté plainte pour qu'une enquête soit ouverte pour torture et assassinat, a-t-on appris auprès de son avocat dimanche.

Depuis le début du conflit, né d'un soulèvement populaire en 2011, le régime de Bachar al-Assad a été accusé à de nombreuses reprises de massacres, d'usage d'armes chimiques et de torture. Cette guerre a coûté la vie à plus de 280.000 personnes et poussé des millions à la fuite.

L'implication de multiples acteurs syriens et étrangers dans la guerre a également favorisé la montée en puissance de l'EI.

Selon une analyse de la firme américaine IHS publiée dimanche, le groupe jihadiste a cependant perdu 12% du territoire qu'il contrôle en Syrie et en Irak depuis le début de l'année. Il en avait déjà perdu 14% en 2015. AFP 11.07

Qu'on ne nous demande pas un jour de prendre la défense de journalistes des médias institutionnels ou d'une agence de presse qui auraient été kidnappés ou qui seraient menacés de mort : Qu'ils crèvent ! Quand la quantité se change en qualité, vaut mieux en tenir compte en temps de guerre...

Un internaute apporte une précision non mentionnée par l'AFP :

- "75 terroristes morts dans cette tentative au moins, dont 7 commandants de haut niveau, dont celui du Faylaq Al-Sham, Zuheir Harba. "

Un internaute démasque la collusion de l'AFP avec les barbares d'Al-Qaïda

- "Eh oui, l'AFP considère Al Qaida comme des insurgés voir des rebelles ! Ces mêmes terroristes que Fabius admirait et que Hollande est entrain d'armer."

Trois autres enfoncent le clou :

- "Les journalistes font l'apologie du terrorisme."

- "Article de propagande pro jihadiste comme aux plus grandes heures du début de cette pseudo-révolution. A la poubelle."

- "Les combattants du groupe terroriste Al-Nosra ne sont pas des rebelles. Ce sont des terroristes. Même selon l'ONU ce sont des terroristes. Mais ils ne le sont pas pour l'AFP"

Un internaute questionne :

- ""Plainte contre Damas". Quelle blague! Une journaliste située dans un quartier rebelle et dont les communications ont été interceptées par l'armée syrienne avant que celle ci n'envoie "un déluge de feu". Reste à savoir le contenu des communications."

Et à qui elles étaient destinées...

Un internaute répond :

- "Journaliste ou agent de la fameuse CIA, vrai faux journaliste ..."

C'est pas du jeu, la réponse figure dans la question !

Un autre renchérit :

- "Porter plainte auprès des Américains, c'est un peu comme demander l'aide du diable le jour du jugement dernier !"

Quand l'officine de la CIA, Reporters sans frontières, assure la propagande de Washington.

- Plainte contre Damas pour la mort d'une journaliste américaine Reuters

La famille de Marie Colvin, journaliste américaine tuée en 2012 en Syrie, a porté plainte à Washington contre le gouvernement de Bachar al Assad qu'elle accuse d'assassinat, rapporte le New York Times.

La famille de Marie Colvin a reçu l'appui de Reporters sans frontières (RSF). "Cette procédure légale démontre que des actions sont possibles pour mettre fin à l'impunité des responsables de crimes contre les journalistes", déclare Christophe Deloire, secrétaire général de l'organisation, dans un communiqué.

"RSF espère que ces efforts aideront à faire éclater la vérité, à savoir que ces journalistes ont été délibérément ciblés et tués parce qu'ils diffusaient des informations sur les crimes de l'armée syrienne contre les populations civiles", ajoute-t-il.

RSF est par ailleurs partie civile depuis 2013 dans l'information judiciaire ouverte en France pour homicide involontaire et tentative d'homicide concernant Rémi Ochlik et Edith Bouvier. Reuters 10.07

[Le Canard enchaîné, à quoi ?](#)

- Quand une chaîne de télévision israélienne rend hommage au Canard enchaîné. - Panamza

Mercredi 6 juillet, la chaîne israélienne i24news -possédée par le milliardaire "sioniste" autoproclamé Patrick Drahi- a

chaleureusement salué le centième anniversaire du journal Le Canard enchaîné (<http://dai.ly/x4jp52x>).

Considéré en France comme le summum du journalisme d'investigation indépendant, l'hebdomadaire satirique cultive une particularité : n'avoir jamais exposé les réseaux sionistes de l'Hexagone et leur influence occulte sur l'appareil d'État.

Hormis quelques papiers légèrement taquins sur Netanyahou, le Crif ou le Bétar, aucune enquête approfondie ne fut jamais consacrée au maillage de l'activisme pro-israélien en France.

Rappels :

- Frédéric Haziza (à droite de l'image), salarié du service public audiovisuel et propagandiste notoire de la cause sioniste, est un "échetier" du journal : il y effectue des piges à partir de renseignements glanés auprès du personnel politique.

- À l'origine d'un scoop retentissant sur la corruption du gouvernement Pompidou (en 1972), l'un des plus célèbres informateurs du journal fut Gabriel Aranda, ancien haut-fonctionnaire "vengeur" qui livra au journal des documents confidentiels dans le but déclaré d'aider Israël contre la Libye, pays alors armé par la France.

- Le principal rédacteur en chef en exercice, dénommé Erik Emptaz, avait été épinglé en juillet 2014 par le chroniqueur Sébastien Fontenelle pour avoir déclaré ceci, en pleine phase de bombardements israéliens sur la population palestinienne : "Le Hamas doit cesser, pour se requinquer politiquement, de transformer la population civile de Gaza en chair à canon".

- La vedette littéraire du journal, dénommé Sorj Chalandon, avait débattu (en 2013, avec Jean-Pierre Elkabbach) de la guerre du Liban et du massacre de Sabra/Chatila (1982) sans jamais mentionner la responsabilité avérée de l'armée israélienne (<http://dai.ly/x14z5t2?start=2099>). Panamza

Etats-Unis. Quand être noir est un délit.

- Etats-Unis: plus de 200 arrestations, vives tensions entre Noirs et policiers - AFP

Les forces de l'ordre américaines ont procédé à plus de 200 interpellations dans plusieurs villes lors de manifestations dans la nuit de samedi à dimanche, dans un contexte de vives tensions entre Noirs et policiers, selon la police et les médias.

Ces arrestations sont intervenues 48 heures après qu'un ancien soldat noir a ouvert le feu sur des policiers de Dallas, tuant cinq d'entre eux et en blessant sept autres.

Mais les manifestants qui se sont rassemblés samedi soir voulaient eux rendre prioritairement hommage aux Noirs abattus par des policiers, après deux décès en Louisiane et dans le Minnesota filmés par des témoins.

Ces vidéos ont été visionnées des millions de fois sur internet et ont choqué l'opinion publique.

Un total de 21 agents maintenant l'ordre dans cette ville du Minnesota ont été blessés dans la nuit de samedi à dimanche, ont indiqué les autorités, quand une manifestation a dégénéré, les participants jetant des pierres et refusant d'évacuer un axe routier. Un total de 102 personnes ont été interpellées.

"Cela n'a rien à voir avec le deuil, cela n'a rien à voir avec une manifestation, cela s'appelle une émeute", a déclaré le maire de Saint Paul, Chris Coleman. "Nous ne tolérerons pas ce genre de violences inqualifiables".

"Les manifestants se sont transformés hier soir en délinquants. Je suis littéralement révolté par les actes de certains d'entre eux. Nous ne l'accepterons pas", a prévenu pour sa part le chef de la police de la ville, Todd Axtell.

Une autre manifestation tendue s'est déroulée à Baton Rouge, ville de Louisiane où un Noir, vendeur de CD à la sauvette, a été plaqué au sol par deux policiers avant d'être abattu mardi à bout portant. Plus de 100 personnes ont été interpellées selon la presse locale citant la police.

Lors de ce rassemblement, Deray McKesson, une figure du groupe "Black Lives Matter" (les vies des Noirs comptent), mouvement à la pointe des dénonciations des bavures policières à l'encontre des Noirs, a filmé sa propre arrestation via l'application Periscope.

"La police nous a provoqués toute la nuit", a affirmé ce militant très actif sur les réseaux sociaux.

"L'heure a sonné de dire "trop, c'est trop!", a réagi sur CNN dimanche Cornell William Brooks, le président de la NAACP, la

plus grande organisation de défense des Noirs américains.

"Un jeune Noir court 21 fois plus de risques qu'un Blanc de perdre la vie en étant confronté avec la police", a-t-il souligné. AFP 09.07

[Pourquoi veulent-ils la peau de Corbyn ? Parce qu'il est réformiste et antisioniste.](#)

Le titre de l'Agence Française de Propagande à valeur de prise de position.

- Royaume-Uni : les étapes pour renverser Corbyn de la tête du Labour - AFP

Après l'annonce samedi par la députée travailliste Angela Eagle de son intention de poser lundi sa candidature pour la direction du Labour britannique, voici les étapes avant un possible changement à la tête du premier parti d'opposition. AFP 10.07

- Royaume-Uni : le Labour s'enfoncé un peu plus dans la crise - LeMonde.fr

La députée Angela Eagle a décidé de contester à Jeremy Corbyn, fragilisé, son leadership sur le parti de gauche.

Soutenu par les syndicats, M. Corbyn refuse de jeter l'éponge, se targuant du soutien des quelque 250 000 militants travaillistes qui l'ont élu il y a neuf mois, avec 59,5 % des suffrages.

Depuis Varsovie, David Cameron a peut-être ouvert un front dans le conflit au sein du Labour, en annonçant que le Parlement britannique allait voter le 18 juillet sur le renouvellement des quatre sous-marins nucléaires Trident, un autre sujet de discord au sein du Parti travailliste. Jeremy Corbyn compte parmi les opposants à ce projet, tandis qu'Angela Eagle et nombre de députés travaillistes sont favorables à son renouvellement. LeMonde.fr 10.07

[Déstabilisation d'un Etat en organisant la pénurie.](#)

- Des milliers de Vénézuéliens s'approvisionnent en Colombie - AFP

"Au Venezuela, il n'y a rien! Même pas de médicaments pour les enfants!", s'exclame Tulia Somaz. Comme des milliers d'autres Vénézuéliens, elle s'est ruée à la frontière avec la Colombie, ouverte temporairement dimanche, afin d'aller s'y approvisionner. AFP 10.07

[Leur monde : exode, massacre, assassinat...](#)

- Soudan du Sud: des milliers d'habitants fuient Juba, l'ONU demande l'aide de la région - AFP

Le Conseil de sécurité de l'ONU a sollicité dimanche l'aide des pays de la région, leur demandant des Casques bleus supplémentaires, pour mettre fin aux combats au Soudan du Sud qui font fuir des milliers d'habitants de la capitale Juba. AFP 10.07

- Inde: dix-huit personnes tuées au Cachemire après la mort d'un chef rebelle - AFP

Dix-huit personnes ont été tuées et plus de 200 blessées en deux jours d'affrontements au Cachemire indien entre forces gouvernementales et manifestants en colère après la mort du chef rebelle Burhan Wani, ont annoncé dimanche les autorités. AFP 10.07

- Cambodge: meurtre d'un commentateur critique envers le pouvoir - AFP

Un commentateur politique et analyste de renom cambodgien, connu pour ses critiques acerbes contre le gouvernement, a été tué par balle dimanche dans un magasin de Phnom Penh, a annoncé la police. AFP 10.07

[Bienvenue en oligarchie.](#)

- La PMA à l'étranger reflète les incohérences éthiques des politiques

À la demande des associations LGBT, François Hollande a choisi d'abroger un texte pris en 2013 sous son autorité. Il fragilise du même coup la loi française de bioéthique. Slate.fr

- Ces trois hôtels sur la Côte d'Azur ont conquis la crème des «rich & famous»

Ces trois palaces méditerranéens sont des refuges mythiques pour qui aime le luxe, la bonne chair et les pieds dans l'eau. Sur la Côte d'Azur, la parenthèse estivale paraît peu impactée par la crise... Slate.fr

- Timothy Garton Ash: «Les démocraties doivent dépasser les lois contre les discours de haine»

L'essayiste américain s'inquiète des menaces qui pèsent, selon lui, sur la liberté d'expression. Slate.fr

- La grande peur de l'autonomie

Toute la politique française se noue depuis vingt ans autour de l'évolution de l'autonomie individuelle. L'opinion se partage entre ceux qui y voient une opportunité de réussir sa vie et ceux qui y voient une aliénation. L'impossibilité des réformes, les grèves, la fuite dans la nostalgie... Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

- Japon: le conservateur Abe renforce sa mainmise sur le Parlement - AFP

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe a renforcé dimanche sa mainmise sur le Parlement japonais à l'issue d'élections sénatoriales, malgré les résultats jugés mitigés de sa politique et la méfiance suscitée par son ambition de révision constitutionnelle.

Son Parti libéral démocrate (PLD) et son allié le Komeito ont pris 69 ou 70 des 121 sièges du Sénat à renouveler pour six ans, contre 59 précédemment.

Il s'agit des résultats donnés par la chaîne de télévision publique NHK et d'autres médias à l'issue du dépouillement.

"Je suis soulagé que nous ayons pu nous assurer plus de 61 sièges, soit la moitié de ceux soumis au vote. Je pense que c'est un appel à accélérer les abenomics", a déclaré en fin de soirée M. Abe à la chaîne privée TBS, dans une allusion à sa politique économique.

L'autre moitié des 242 sièges du Sénat sera renouvelée dans trois ans. Les deux partis au pouvoir en contrôlent 77.

Le PLD, aux commandes de façon quasi ininterrompue depuis 1955, associé à la formation centriste Komeito, avait en face de lui une opposition affaiblie. Le Parti démocrate (centre-gauche), principal adversaire, peine à se remettre d'un passage au pouvoir d'un peu plus de 3 ans (2009 à 2012), marqué par des revirements incessants et le tsunami de mars 2011 à l'origine de la catastrophe nucléaire de Fukushima.

Au pouvoir depuis décembre 2012, M. Abe n'est toujours pas parvenu à redresser la troisième économie du monde en dépit de largesses budgétaires et d'une politique monétaire ultra-accommodante, deux piliers des abenomics.

Le taux de participation a été légèrement supérieur à celui du précédent scrutin sénatorial en 2013, mais n'a pas dépassé 54,70% selon la chaîne NHK. Ce total prend en compte les 16 millions de personnes qui ont voté par anticipation, soit 15% de l'électorat. Plus de 106,6 millions de citoyens étaient invités à voter, dont pour la première fois les mineurs de 18 et 19 ans. AFP 10.07

[Haut de page ↗](#)

Le 12 juillet 2016

CAUSERIE

Le populisme de gauche : C'est la droite, la réaction. La preuve.

Bernie Sanders et Hillary Clinton unis contre Trump mardi - 20minutes.fr

- Ils vont faire campagne ensemble dans le New Hampshire, pour afficher leur réconciliation... 20minutes.fr

Hillary Clinton a les faveurs des néoconservateurs ou néolibéraux, elle est la candidate des pires extrémistes du Pentagone, de la CIA et de la Fed, adulée par les médias américains, Wall Street, bref tout ce qu'il y a de plus pourri aux Etats-Unis pour être le clone de Bush.

Bernie Sanders a décidé sans surprise de la soutenir. Ils pourront compter aussi sur... Mélenchon.

Mélenchon est "*plein d'enthousiasme pour ce qu'il entreprend*", et "*si les Etats-Unis ont pour président Bernie Sanders, l'histoire du monde va changer*", il "*est en train d'apporter un défi inouï au système*", sur France Info le 7 avril. - Marianne.net 07.04.2016

Quel pauvre type !

Brexit ou qui perd gagne. Histoire d'une imposture.

Brexit ou mission accomplie... en chantant !

- "Doodouuu, doodou": David Cameron quitte son poste en chantant - LExpress.fr

Quelques secondes après avoir annoncé son départ à la télévision, le Premier ministre britannique David Cameron, oubliant que son micro était allumé, après avoir quitté les caméras et remercié les journalistes présents, il a poussé la porte du 10, Downing Street en fredonnant quelques notes de musique, conclues par un "doo, doo, doo, doo. Right...Good" ("bien, bien"), comme l'a relevé un journaliste de la BBC. David Cameron semble avoir pris le Brexit et la fin de son mandat avec philosophie.

Était-il soulagé, heureux, tentait-il de soulager son stress? La question qui a agité de nombreux téléspectateurs et internautes demeurera probablement sans réponse. La scène, elle, restera gravée comme un énième raté du futur ex-Premier ministre britannique. LExpress.fr et Francetv info

La finance s'en fout royalement ou s'en réjouit

- Wall Street reste sur sa lancée et finit sur un record - AFP

Une bonne occasion pour favoriser l'aile droite du Parti conservateur

- Royaume-Uni : Theresa May devient Premier ministre - Francetv info

"C'était la candidate la plus crédible pour prendre la tête du gouvernement. La ministre de l'Intérieur depuis 2010 est très respectée ici, elle représente l'aile droite du Parti conservateur. Une nouvelle dame de fer ? Elle va en tout cas devenir la première femme Premier ministre depuis Margaret Thatcher", note Ashley Chevalier, correspondante dans la capitale britannique.

Theresa May a affirmé lundi 11 juillet qu'elle ne tenterait pas de faire rester son pays dans l'Union européenne et qu'il n'y aurait pas de second référendum. Francetv info et AFP

... et des sanctions punitives infligées aux peuples espagnole et portugais en prime...

La zone euro va déclarer l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire - AFP

Les ministres des Finances de la zone euro vont déclarer mardi l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire, ouvrant la voie à une procédure de sanctions inédite dans l'histoire de la monnaie unique.

"Les membres de la zone euro vont soutenir demain la recommandation de la Commission européenne", qui avait déclaré jeudi l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire, a annoncé Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, à l'issue d'une réunion des grands argentiers de la monnaie unique, à Bruxelles.

... et la cerise sur le gâteau : de nouveaux cadeaux aux banques à coup de centaines de milliards d'euros...

- Rome va adopter d'ici août un décret sur une garantie bancaire - Reuters

Le Trésor italien compte obtenir d'ici début août un décret permettant d'accorder aux banques une garantie de l'Etat pour les aider à se débarrasser de leurs créances douteuses, a-t-on appris lundi d'une source informée de ce projet.

Le gouvernement de Matteo Renzi est parvenu en février à un accord avec la Commission européenne sur la création de ce mécanisme en faveur des banques italiennes, dont les bilans sont plombés par 360 milliards d'euros de créances douteuses.

Les banques italiennes rechignent toutefois à vendre ces créances car le prix auquel les investisseurs spécialisés paraissent disposés à les acquérir est souvent inférieur à leur valeur comptable. La garantie de l'Etat permettrait de combler cet écart.

Pour que ce mécanisme devienne opérationnel, le gouvernement doit encore approuver un décret sur les détails techniques de cette garantie. La première vente d'un portefeuille de créances douteuses bénéficiant de cette garantie de l'Etat est prête à être lancée et n'attend plus que le décret gouvernemental, a déclaré lundi l'un des conseillers de cette opération, Riccardo Serrini.

Elle concerne une petite banque non cotée, Banca Popolare di Bari, qui veut vendre un portefeuille de 500 millions d'euros. Reuters 11.07

Hollande assure le service après-vente des anti-Brexit.

- Après-Brexit : le « Hollande-tour » va commencer - L'Opinion

[Minable instrumentalisation d'un pouvoir ultra minoritaire et illégitime](#)

- La France a réussi le pari de l'Euro 2016 - Reuters

- Euro : les Bleus reçus à l'Élysée - Francetv info

- Sondage: légère embellie pour Hollande et Valls en juillet - AFP

- L'esprit de l'Euro 2016, une victoire que le gouvernement veut faire durer - Le Huffington Post

[L'avenir des futures générations est gravement hypothéqué et menacé avec la survie du capitalisme.](#)

- «C'était mieux avant» : 46% des Français se sentent déclassés - Liberation.fr

Selon une enquête menée par la Drees, le nombre de personnes considérant que leur situation personnelle est moins bonne que celle de leurs parents est en forte hausse : + 10 points en dix ans.

Un «sentiment de déclassement inter-générationnel» à mettre en perspective en fonction de la place occupée par les individus interrogés sur le marché du travail, mais aussi de leur âge. Ainsi, selon l'étude, les personnes de 60 ans et plus «ont une bien meilleure opinion de leur situation que de celle de leurs parents», a contrario de la majorité des 25-59 ans, qui estiment que leur situation s'est dégradée par rapport à leurs aïeux. Les moins de 25 ans, eux, seraient 44% à juger leur situation moins bonne, même si ce résultat recouvre plusieurs réalités : parmi eux, les jeunes actifs sont plus pessimistes que les étudiants (respectivement 51% contre 36% considèrent être déclassés).

Mais c'est la précarité sur le marché du travail qui reste, logiquement, le principal facteur d'explication du sentiment de déclassement. 67% des chômeurs ont l'impression que la situation de leurs parents étaient meilleure, contre 48% pour les personnes travaillant à temps plein. Celles exerçant à temps partiel ou en intermittent pensent également en majorité être déclassées (respectivement 55% et 61%). A noter que le niveau de vie des ménages est également un élément important : les 20% les plus aisés ont un risque de se sentir déclassé moindre de 13 points par rapport aux 20% les moins riches.

Autre conclusion de ce baromètre : 45% des Français qui pensent que leur situation est moins bonne que celle de leurs parents craignent de basculer dans la pauvreté au cours des cinq prochaines années. C'est seulement le cas de 28% des personnes estimant que la situation de leurs parents étaient moins bonne ou identique à la leur.

Les gens qui se sentent déclassés et les optimistes sont toutefois d'accord sur un point : les trois-quarts de chaque groupe

considèrent que la méritocratie à la française ne fonctionne pas, et que la société est «plutôt injuste». Liberation.fr 11.07

Objectif en partie atteint : Toujours plus de retraités pauvres.

- Touraine: « L'âge du départ en retraite n'a plus de raison d'être posé pour des questions financières » - publicsenat.fr

« La question de savoir si l'on pouvait garantir aux Français qu'ils toucheraient une retraite convenable au moment où ils partiraient en retraite [...] est derrière nous. C'est un message de confiance qui ressort des rapports qui ont été remis au Premier ministre », explique la ministre des Affaires sociales au micro de Public Sénat. publicsenat.fr 11.07

De 2013 à 2016.

De 1 à 6 millions de retraités pauvres, différence qui s'explique par le fait que certains déduisent des retraites les charges fixes, impôts, taxes, assurances, loyer, etc. Une fois déduite ces dépenses incompressibles, plusieurs millions de retraités se retrouvent avec une somme dérisoire pour survivre, entre 500 et 700 euros par mois, ce que la ministre appelle "une retraite convenable".

Cela dit, ceux qui vivent encore en couple avec deux petites retraites ne devraient pas entrer dans cette catégorie des retraités pauvres, sauf à fausser l'interprétation qu'on se fera de la situation, idem pour les travailleurs dits pauvres. Certes on n'est pas des nantis avec 2.000 ou 2.500 euros nets par mois, mais on n'est pas tout à fait pauvres non plus.

- Six millions de retraités confrontés à la pauvreté franceinfo.fr - franceinfo.fr 21.01.2013

En 2012, sur 14 millions de retraités, six millions sont considérés comme pauvres. Ils vivent se logent et se nourrissent avec moins d'un smic. franceinfo.fr 21.01.2013

- 1,243 million de retraités sous le seuil de pauvreté - bienpublic.com 06.09.2014 1,243million. C'est le nombre de retraités vivant sous le seuil de pauvreté en France, selon l'Insee, soit près d'un retraité sur dix. Ces personnes vivent avec moins de 977 euros par mois. Pour l'ensemble des retraités, la pension moyenne s'établit à 1288 euros mensuels. bienpublic.com 06.09.2014

- Au total, ce sont désormais 1,08 million d'entre eux qui se situent sous le seuil de pauvreté, soit près de 40.000 de plus en un an.
- capital.fr 22.9.2015

La pauvreté augmente chez les retraités : 39 000 retraités pauvres supplémentaires en 1 an !

Mais comment entendre et comprendre que de plus en plus de retraités sont pauvres.

Chez les plus de 50 ans, le taux de pauvreté a augmenté de 2012 à 2013 de 0,3% passant à 9,5% de cette catégorie d'âge soit 101 000 personnes seniors pauvres supplémentaires.

Le taux de pauvreté chez les retraités avait baissé de 2010 à 2012 car le minimum vieillesse avait augmenté de 25% à l'époque. Mais là, avec le gel des retraites, des retraites complémentaires et de l'allocation de solidarité pour les personnes âgées, la situation des retraités va s'empirer.

Le 1er Octobre, normalement les retraités devraient être revalorisées mais attendons nous au pire. Il faut se préparer à une année supplémentaire de gel des retraites soit 42 mois consécutifs, d'avril 2013 à octobre 2016! senioreforme.com 22.06.2016

Bienvenue en oligarchie

- La folie référendaire

La consultation sur le Brexit au Royaume-Uni a ouvert une véritable frénésie en la matière, en France par exemple, alors que le référendum instille l'idée que les élus sont illégitimes et que la recherche du compromis n'est pas une priorité. Slate.fr

- Après les concours de hot-dogs, la compétition du plus gros mangeur de chou kale

Il existe désormais un nouveau record du monde. Chaque année, un grand concours du plus gros mangeur de hot-dogs est organisé à Coney Island par la chaîne Nathan's. En 2016, l'épreuve a été remportée par Joey Chestnut, avec 70 hot-dogs avalés en dix minutes. Slate.fr

- «Pokémon Go» nous livre déjà un tas de belles histoires (et d'horribles aussi)

Le jeu vous envoie dans la rue et nous confronte à la magnifique et terrible réalité. S'il n'est pas encore officiellement sorti en France, Pokémon Go fait beaucoup parler de lui à l'étranger et pour cause: il vous propose de sortir dehors pour attraper (virtuellement) des Pokémon... Slate.fr

- Les onze séries à regarder cet été (et celles qu'on attend le plus)

Vous ne partez pas cet été, ou bien la maison de vacances a une bonne connexion internet? On a ce qu'il vous faut en cas d'ennui, d'insomnie ou de temps pourri. 1. BrainDead (CBS) Saison 1 en cours Si The Good Wife vous manque, navrée mais la nouvelle série de ses créateurs, Robert et ... Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juillet 2016

CAUSERIE

Cette causerie a été préparée à partir des infos disponibles hier en fin d'après-midi en France.

Le mot du jour : ILS ONT OSÉ LE FAIRE.

Autrement dit, ils sont en train de lancer une nouvelle et brutale offensive tout azimut contre tous les peuples en franchissant une nouvelle étape vers l'instauration d'un modèle de société basée sur la négation de tous leurs droits.

L'audace ou le mépris, l'arrogance ou la provocation dont ils font preuve, témoigne qu'ils se moquent éperdument des critiques que suscite leur politique ultra réactionnaire, agissant en maîtres incontestés de la situation ou du monde comme si finalement il n'existait plus d'opposition, ce qui est le cas en quelque sorte puisqu'elle s'est disloquée ou se retrouve profondément divisée et marginalisée, incapable de mobiliser massivement les peuples.

Que dire de ceux qui se sont imaginés à coup de déclarations ou communiqués triomphants que le Brexit pourrait ou allait donner une nouvelle impulsion au combat des peuples ou du mouvement ouvrier, alors qu'on est en train d'assister au contraire à une offensive de la réaction, ce qui était prévisible puisqu'il était entendu qu'elle procéderait à un hold up sur le Brexit afin de mieux soumettre les peuples au talon de fer de l'oligarchie ?

Le décalage entre la situation et la manière dont nos dirigeants l'interprète est frappante et plus que préoccupante. Ils croyaient peut-être ainsi armer les militants et les travailleurs, alors que les balivernes qu'ils leur ont racontées se voient contrarier ou se fracasser sur la réalité et ne devaient que les diviser un peu plus ou laisser sceptiques les plus déterminés qui continueront de s'entre-déchirer.

Pourquoi cela ? Parce que au lieu de partir des faits sur lesquels tout le monde pourrait tomber d'accord, nos dirigeants se livrent à une propagande basée sur l'interprétation tronquée qu'ils en ont faite, et qui parce qu'elle est faussée par les intérêts de leurs appareils, de leurs partis ou les leurs, induira les militants en erreur, portera à polémique et contribuera un peu plus à la démoralisation des militants et à leur dislocation.

Ils ont osé pousser l'opportunisme jusqu'à à faire croire aux travailleurs et aux militants que l'Union européenne permettrait ou accepterait de bonne grâce qu'un Etat rompt avec elle, quelle infamie ou crasse ignorance! En réalité, l'UE n'acceptera qu'un Etat rompt avec elle à condition uniquement qu'elle le décide elle-même ou plutôt ses parrains, les oligarques anglo-saxons.

Apparemment nos dirigeants n'ont rien retenu de l'expérience grecque. Ils ont simplement oublié de se poser la question, qui détient le pouvoir, vous avouerez que pour des gens qui prétendent combattre pour renverser le pouvoir en place ou prendre le pouvoir, cela la fout plutôt mal ou c'est à croire qu'ils ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités ou qu'ils se foutent de nous. Partant de là, on ne leur en voudra pas de ne pas s'être posés une autre question en rapport avec la précédente : dans quelles conditions le pouvoir en place pourrait être renversé ou être conduit à stopper son offensive contre les travailleurs, uniquement s'ils descendaient par millions et millions dans la rue, et non en glissant un bulletin de vote dans une urne, sinon cela se saurait ! C'est tellement élémentaire que cela en est pathétique.

Cet exemple est intéressant, car il prouve que nos dirigeants abordent les questions les plus déterminantes à l'envers. Une nouvelle fois ils ont tenu absolument à ce que la réalité se plie à leurs dogmes en instrumentalisant les convictions ou les

bonnes intentions des militants qui eux s'y plieraient volontiers puisqu'il étaient en quête d'une victoire qu'ils croyaient enfin tenir, alors que la réalité allait se charger de leur infliger un rapide et cinglant démenti qui les ridiculiserait. Ah vraiment Cameron avait de quoi chanter !

Je comprends parfaitement que les militants n'accordent aucune confiance ou aucun intérêt à l'auteur de ce portail ou l'animateur de ce courant politique, c'est leur droit, en revanche je me demande comment ils peuvent l'accorder à de tels dirigeants.

On nous rétorquera qu'ils ont cru bien faire en se servant du Brexit comme levier pour alimenter la lutte de classe du prolétariat. On répondra qu'on n'en a rien à faire de leurs bonnes intentions pour rester poli, et qu'en attendant lorsque les travailleurs et les militants vont rapidement découvrir - si cela n'est pas déjà fait, que le Brexit était en réalité une imposture ou une mauvaise farce et qu'ils vont prendre ce levier en pleine figure, je ne suis pas sûr qu'ils apprécieront qu'on se soit ainsi moqué d'eux. Après que le Grexit eut été foulé aux pieds, on s'était dit que nos dirigeants avaient enfin compris que rompre avec l'UE demeurerait impossible aussi longtemps que les masses exploitées n'auraient pas pris le pouvoir politique ou renversé les institutions nationales dans leur pays respectif, parce que seul un parti inféodé au capitalisme et à l'UE parviendrait au pouvoir par la voix constitutionnelle, et que donc en aucun cas il ne faudrait s'attendre à ce qu'une rupture avec l'UE intervienne dans ce cadre institutionnel, partant de ce constat émettre l'illusion qu'il pourrait en être autrement relevait soit de l'incurie politique, soit d'une tromperie délibérée ou les deux à la fois.

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête de nos dirigeants.

En fait, ils ne prennent en compte qu'une partie de la réalité qui leur tiendra lieu de propagande, à la manière du marchand de tapis qui nous vantera la qualité de sa marchandise sans avouer qu'elle a été en partie fabriquée par des enfants ou des ouvriers surexploités, ce qui en gâcherait l'attrait et risquerait de compromettre sa vente et son profit.

Et quand on se penche sur leurs interprétations d'évènements importants du passé, disons des années 30 à nos jours, on s'aperçoit qu'ils n'ont jamais procédé autrement, extrapolant, spéculant, surinterprétant certaines situations ou rapports et émettre des hypothèses sur leur éventuelle évolution, qui allaient s'avérer foireuses car ne tenant pas compte qu'un certain nombre de conditions étaient loin d'être réalisées ou s'y opposaient ou que certains facteurs les contredisaient de manière grossière, semant des espoirs inconsidérés ou sans fondement dans des évènements dont ils surestimeront la portée, des dirigeants, des partis et même des chefs d'Etat qu'ils qualifieront de marxistes, de révolutionnaires, de socialistes, alors qu'ils ne l'avaient jamais été et ne le deviendront jamais par la suite.

En comparaison, lorsque la toute nouvelle république socialiste russe fut en proie à des difficultés économiques qui la mettait en danger à l'issue de trois années de guerre civile (et quatre années de guerre impérialiste...), Lénine adopta une nouvelle politique économique (NEP) au lieu de compter sur une hypothétique victoire de la révolution dans un autre pays, après avoir dressé le constat lucide que le prolétariat européen et ses dirigeants n'étaient pas encore mûrs, à aucun moment il ne manifesta la moindre illusion sur tel ou tel dirigeant ou parti de l'Internationale communiste.

On a pris cet exemple pour montrer aux militants qu'à un moment donné la forme pouvait déterminer l'orientation d'une politique, tandis que son contenu passait au second plan, ou que la réalité pouvait coïncider avec la nécessité de faire des compromis sur nos principes sans pour autant les dénaturer ou s'écarter de notre objectif. Les capitalistes aussi allaient être contraints de passer des compromis avec le jeune Etat ouvrier, de se placer sous sa direction ou d'accepter ses conditions, à la différence du Brexit si on osait une comparaison, où se sont les représentants du capitalisme qui ont pris l'initiative d'organiser un référendum et qui sont aux commandes pour en gérer les conséquences ou confisquer le Brexit en cas de victoire de son camp, tandis que les travailleurs britanniques devaient les subir, si après cela on appelait cela une victoire et on comptait en profiter, ce serait se faire de graves illusions ou ne rien comprendre à la situation, qui contrairement aux apparences ne s'est pas traduite par un renversement du rapport de forces en faveur des travailleurs, ce que démontrent l'avalanche de mesures réactionnaires que viennent d'annoncer les représentants de la classe dominante dans de nombreux pays et que vous trouverez ci-dessous.

Maintenant on peut privilégier les contes de fées pour petites filles et petits garçon destinés à développer leur imagination, et à mettre en relief ce qui appartient à la réalité qu'ils sont amenés à découvrir petit à petit et ce qui relève de la chimère, méthode impossible à transposer à des adultes sous peine de les induire en erreur, car ils sont censés être parvenus à un stade de développement leur permettant de saisir la réalité pour peu qu'on leur expose simplement, sauf bien sûr si on soustrait à leur connaissance une partie de la réalité, ce qui permettra d'alimenter leur imagination, leurs illusions ou la confusion qui les habite, ce qui n'est pas notre objectif.

[Ils ont osé le faire. L'Euro ou la marque déposée d'un gang d'usurpateurs.](#)

- Sondage: la cote de popularité de François Hollande en forte hausse après l'Euro - L'Express.fr

François Hollande enregistre en juillet une hausse de popularité de sept points, avec 28% d'opinions favorables. A droite, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé tirent également profit de "l'effet Euro". L'Express.fr 12.07

Là où cela devient franchement débile, c'est lorsque simultanément un autre sondage le donne 10% en dessous !

- Popularité de François Hollande : un Euro et ça repart (doucement) - L'Opinion

La cote de satisfaction du président enregistre une légère hausse en juillet avec 18% d'opinions positives, selon un sondage Opinionway pour Metronews et LCI. L'Opinion 12.07

Peu importe, l'essentiel est ailleurs...

- Les Européens lient l'arrivée des réfugiés au terrorisme et au chômage - LeFigaro.fr

Une étude du think-tank américain Pew Research Center démontre la montée d'un sentiment de peur à l'égard des migrants, en partie dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud. LeFigaro.fr 12.07

Dans les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, les ONG, les tiers-mondistes, les altermondialistes, la pseudo-gauche et extrême gauche putréfiées, etc. tous soutiennent cette opération orchestrée par l'oligarchie, en fait toutes ses campagnes : féminisme, écologie, antiracisme, homophile, théorie du genre, etc.

[Ils ont osé le faire. Pour la ministre du Travail, un militant syndicaliste doit être briseur de grève.](#)

- Sodexo: le ministère du Travail valide le licenciement d'un délégué CGT - bfmbusiness.bfmtv.com

Contre l'avis de l'inspection du travail, les services de Myriam El Khomri ont autorisé le licenciement d'un employé du groupe Sodexo, qui avait refusé de cesser un mouvement de grève.

Au moment où le droit du travail fait l'objet de nombreux débats, l'affaire pourrait faire tâche. Un délégué CGT de l'entreprise Sodexo a en effet eu la désagréable surprise d'être licencié pour faute lourde après un mouvement de grève, révèle Mediapart. Le tout avec la bénédiction du ministère du Travail.

En novembre dernier, ce chauffeur-livreur avait, en compagnie de ses collègues, entamé une grève pour protester contre les conditions de travail au sein de l'entreprise. Quelques jours et un accord de fin de conflit plus tard, tous les salariés s'étaient remis au travail. Ou presque: 19 d'entre eux, pas vraiment satisfaits de l'issue des négociations avec la direction, avaient décidé de poursuivre le mouvement. Avec autant de licenciements à la clé.

Une "décision politique"

Deux mois plus tard, 11 employés trouvaient un accord avec les ressources humaines de Sodexo et étaient réintégrés, en échange de l'abandon des poursuites engagées contre le groupe. Sept autres ont de leur côté préféré quitter l'entreprise, moyennant finances.

Restait le cas d'un dernier salarié récalcitrant, qui avait refusé les précédents accords avec la direction. Licencié pour faute lourde, soit sans aucune indemnité, celui-ci avait sollicité sa réintégration. Et avait été appuyé dans sa démarche par l'inspection du travail, celle-ci exigeant l'annulation de son licenciement. Mais cette décision vient d'être cassée par le ministère du Travail qui estime notamment que le délégué syndical "a joué un rôle d'incitation sur ses collègues grévistes", indique Mediapart.

L'avocat du salarié, lui, dénonce une "décision politique". "La ministre du Travail donne raison à Sodexo qui n'est pas la SARL du coin mais le premier employeur privé de France et elle sanctionne ainsi la CGT à la pointe de la lutte contre la loi sur le travail avec laquelle elle est en délicatesse", déclare-t-il ainsi au site d'investigation. bfmbusiness.bfmtv.com 12.07

[Ils ont osé le faire. Le dernier transfert de souveraineté des peuples de l'UE imposé par les maîtres du nouvel ordre mondial à leur profit, prélude au bouquet final : le Tafta \(TTIP\).](#)

- UE : un nouveau cadre juridique pour le transfert des données personnelles vers les Etats-Unis - latribune.fr

La Commission européenne a annoncé mardi le lancement officiel d'un nouveau cadre juridique pour protéger les données personnelles de citoyens européens transférées vers le sol américain, après des mois d'incertitude juridique pour les entreprises recourant à ce type d'échanges. (Donc la Commission européenne ne s'y oppose pas, mieux, ce "nouveau cadre juridique" est uniquement destiné à légitimer ce procédé mafieux utilisé illégalement par Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft notamment. - LVOG)

C'est la fin de plusieurs mois d'incertitude juridique sur une épineuse question. Un nouveau cadre pour protéger les données personnelles de citoyens européens transférées vers le sol américain va être mis en place au sein de l'Union Européenne. C'est du moins ce qu'a officiellement annoncé la Commission européenne ce mardi, après deux ans de négociations avec Washington. (La Commission européenne ne s'y oppose pour la bonne raison que ce procédé mafieux de renseignement est destiné à protéger les braves citoyens européens, de quoi, de quel ennemi invisible, disons d'eux-mêmes ! - LVOG)

Ce "Privacy Shield" ("bouclier de protection des données", en français) va "protéger les données à caractère personnel des Européens et procurer une sécurité juridique aux entreprises", a assuré la commissaire européenne à la Justice, Vera Jourova. Cette dernière espère ainsi rétablir " la confiance des consommateurs dans le contexte du transfert transatlantique de données". (C'est la piraterie organisée au niveau de l'oligarchie financières pour mettre sous surveillance la totalité de la population, c'est un procédé totalitaire digne du fascisme. - LVOG)

Plusieurs milliers d'entreprises concernées

Les données en question englobent toutes les informations pouvant permettre d'identifier un individu, de manière directe (nom, prénom ou photo) ou indirecte (numéro de sécurité sociale ou même numéro de client). Plusieurs milliers d'entreprises sont concernées. (Piraterie industrielle, ils n'espionnent plus, ils sont partout ! - LVOG)

Or, jusqu'ici, ces entreprises faisaient face à une situation d'incertitude juridique depuis la décision historique de la justice européenne, le 6 octobre 2015. A l'époque, la Cour de justice européenne (CJUE) avait mis fin à l'accord du Safe Harbor, en vigueur depuis quinze ans. Cette « sphère de sécurité » autorisait environ 4.500 entreprises américaines, dont les géants Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft, à transférer les données aux États-Unis, pour les traiter et les analyser. (Estimez-vous heureux, vous allez passer d'"une situation d'incertitude juridique" à la certitude que Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft manipulent vos données personnelles légalement, vous devriez vous sentir rassurés, en sécurité... - LVOG)

Une entrée en vigueur immédiate

La CJUE avait alors estimé que "Safe Harbor" n'offrait plus de garanties suffisantes aux Européens pour leurs données personnelles, à la lumière des révélations de l'ancien consultant Edward Snowden sur l'ampleur des programmes de surveillance aux Etats-Unis. (Il suffit de pondre une décision de justice pour que vous ayez des "garanties suffisantes" sur quoi, sur l'utilisation ultérieure qui sera faite de nos données personnelles, qui sans rire sera garantie par Washington, et s'il vous plaît, en cas de plainte, ce sera le département d'Etat américain qui se chargera de votre affaire, alors cela devrait vous mettre en confiance, non ? - LVOP)

Formellement, la "décision d'adéquation" adoptée mardi, et dont l'entrée en vigueur est immédiate, garantit aux 28 Etats membres que les Etats-Unis assureront désormais une protection suffisante aux Européens, grâce à une série d'engagements de Washington. (On adore l'entrée en vigueur immédiate, il s'agissait juste d'habiller juridiquement une activité illégale qui n'a jamais cessé. C'est un peu comme la dernière loi française sur le renseignement. - LVOG) Le nouveau "bouclier" prévoit notamment des obligations pour les entreprises et l'installation d'un médiateur ("ombudsman") au sein du département d'Etat américain, pour suivre les éventuelles plaintes de ressortissants européens concernant un accès abusif à leurs données. latribune.fr 12.07 (Cela préfigure les tribunaux d'exception prévus dans le projet de traité transatlantique de libre-échange. - LVOG)

[Ils ont osé le faire. Alors que les Etats-Unis et la plupart de ses alliés violent les droits souverains de dizaines d'Etats dans le monde.](#)

- Mer de Chine: La Haye donne raison à Manille contre Pékin - AFP

La Chine a été sévèrement désavouée mardi par une cour internationale à La Haye qui a donné raison aux Philippines en statuant que les revendications de Pékin en mer de Chine méridionale n'ont "aucun fondement juridique", une décision qui pourrait exacerber les tensions déjà vives dans la région.

Dans sa décision de 479 pages, la Cour permanente d'arbitrage (CPA) a également conclu que la Chine avait "violé les droits souverains des Philippines", que des navires chinois avaient commis des "actes illicites" et que certaines zones revendiquées par Pékin étaient "comprises" dans les eaux territoriales philippines.

La Chine, qui a boycotté les audiences, "n'accepte, ni ne reconnaît" l'arbitrage de la CPA, "nul et non avenue", a réagi le ministère chinois des Affaires étrangères.

"Quelles que soient les circonstances, la soi-disant décision d'arbitrage (...) n'aura aucune influence sur les droits de souveraineté territoriale et les intérêts maritimes de la Chine", a de son côté commenté le président Xi Jinping, cité par l'agence

de presse Chine nouvelle.

Ce pays martèle depuis des mois que cette cour n'a pas compétence dans cette affaire, érigée en véritable "cause nationale" via son puissant appareil de propagande.

De son côté, Manille, qui avait proposé de partager les ressources avec les Chinois, a "salué" la décision des cinq arbitres, tout en appelant à la retenue, tandis que des manifestants se rassemblaient devant l'ambassade de Chine, scandant "La Chine dehors !".

La Chine - comme du reste Taïwan - estime que la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale - un carrefour de routes maritimes vitales pour le commerce mondial -, relève de sa souveraineté, au grand dam d'autres pays riverains : Philippines, Vietnam, Malaisie, et Brunei.

Dans une longue déclaration, le ministère chinois des Affaires étrangères a réaffirmé "les droits historiques de la Chine sur la mer de Chine méridionale".

Celle-ci "est toujours fermement opposée à l'invasion et à l'occupation illégales par certains Etats de certaines îles et récifs de l'archipel chinois des Nansha (nom donné par Pékin aux îles Spratleys, NDLR) et aux activités enfreignant les droits et intérêts de la Chine", a-t-il insisté.

En revanche, Pékin "se tient prêt à continuer de régler pacifiquement les différends en question à travers des négociations et des consultations directement avec les Etats concernés", sans passer par un tiers et "en respectant les faits historiques et le droit international", tout comme "la liberté de navigation et de survol" dans la zone.

La Chine se fonde sur une délimitation en "neuf traits" apparue sur des cartes chinoises datant des années 1940.

"Le tribunal juge qu'il n'y a aucun fondement juridique pour que la Chine revendique des droits historiques sur des ressources dans les zones maritimes à l'intérieur de la "ligne en neuf traits", a fait savoir la CPA dans un communiqué.

Dans leur requête introduite en 2013, les Philippines demandaient à la CPA de déclarer que les prétentions de la Chine violaient la Convention de l'ONU sur le droit de la mer (CNUDM), dont les deux pays sont signataires.

Pour asseoir leurs revendications, les Chinois ont agrandi des îlots ou des récifs et y ont mis en place pistes d'atterrissage, ports et autres installations dont, récemment, quatre phares sur des récifs, tandis qu'un cinquième est en cours de construction, a précisé lundi Chine nouvelle.

Mais ces "éléments" revendiqués par la Chine ne sont pas à même d'accueillir une population humaine et "n'ont donc pas le statut d'île", ce qui les rend "incapables de générer une zone économique exclusive", a statué la CPA.

En entravant les activités liées à la pêche et l'exploration pétrolière, en construisant sur ces "éléments" et en permettant la pêche chinoise dans la zone, "la Chine a violé les droits souverains des Philippines dans sa zone économique exclusive", à savoir un espace allant jusqu'à 200 milles marins sur lequel un Etat exerce des droits souverains.

Les "navires de la force publique chinoise" (garde-côtes) ont par ailleurs, selon la CPA, commis des "actes illicites".

"Clairement, d'un point de vue légal, ça (le verdict de la CPA) n'est pas bon pour la Chine. Mais je ne pense pas que cela va changer physiquement grand-chose", a commenté Tim Johnston, directeur du programme Asie de l'International Crisis Group, cependant que pour Julian G. Ku, de l'Université Hofstra de New York, les membres de la CPA n'ont "pas vraiment pris en compte l'impact géopolitique de leur décision".

La marine chinoise a effectué ces derniers jours des manoeuvres entre l'archipel des Paracels et l'île chinoise de Hainan (sud de la Chine).

Pour leur part, les Etats-Unis, qui affirment ne pas prendre position sur le différend Manille-Pékin - le Département d'Etat s'est à cet égard borné à noter que la décision de la CPA est "une importante contribution à une solution" -, mais qui sont alliés militairement aux Philippines, ont envoyé des navires de guerre patrouiller près du récif de Scarborough et dans l'archipel des Spratleys, revendiqués par la Chine, d'après le journal américain Navy Times.

A la recherche de soutiens diplomatiques, Pékin a obtenu dernièrement celui de l'Angola, de Madagascar et de la Papouasie-Nouvelle Guinée.

Quant au nouveau président philippin, Rodrigo Duterte, il a dit vouloir apaiser les tensions. AFP 12.07

Commentaires d'internautes

1- Les Anglais ont les îles Malouines aux côtes de l'Argentine pourquoi Pékin ne ferait-il pas la même chose ?

Les Français la Nouvelle Calédonie, etc.etc.etc.

2- C'est un jour de fête pour les médias occidentaux qui cherchent tout le temps à emmerder la Chine. Cette cour n'a rien fait lorsque les occidentaux envahissaient Irak, Libye, Syrie. Est-elle compétante pour juger les souverainetés territoriales?

[Ils ont osé le faire. Le mouvement Black Lives Matter est financé... par G. Soros !](#)

- À Dallas, cette embrassade entre militants pro-Black Lives Matter et anti est un beau symbole -

Un manifestant blanc avec un drapeau sudiste s'est réconcilié avec des militants de Black Lives Matter après la fusillade qui a causé la mort de cinq policiers. Slate.fr 12.07

[Ils ont osé le faire. Etats-Unis. Quand la police se livre à un massacre et les médias s'auto-censurent.](#)

- Tuerie d'Orlando : l'équipe tactique d'intervention de la police (SWAT) était-elle impliquée? - Michel Chossudovsky - mondialisation.ca 11.07

Le fil des événements établi par le service de police d'Orlando qui est résumé dans un communiqué de presse du bureau du FBI à Tampa laisse entendre non seulement que personne n'a été tué avant 5 h 13, lorsque l'équipe SWAT a fait irruption dans l'immeuble, mais confirme aussi que les premières salves mortelles ont été tirées à 5 h 14 et que le suspect a été tué une minute plus tard, soit à 5 h 15. Cette version des faits a été confirmée par le juge Napolitano dans un reportage de Fox News :

« Voici ce qui ressort du résumé – personne n'a été tué avant 5 h 13 du matin, lorsque l'équipe SWAT est entrée. Personne n'a été tué avant cela. Les 53 blessés et les 49 morts ont tous subi leur sort lorsque les policiers sont entrés dans l'immeuble, »

Mateen aurait été impliqué dans un échange de tirs avec l'équipe SWAT à partir de 5 h 13. Pendant que l'équipe SWAT lui tirait dessus, Mateen ne peut avoir tué et blessé plus de 100 personnes en une minute ou deux (le rapport du FBI confirme qu'il a été tué à 5 h 15).

Des gens ont-ils pu être tués par l'équipe SWAT?

C'est à peine mentionné dans les médias institutionnels, mais des policiers ont admis que certaines personnes ont pu être tuées (« accidentellement ») par les membres de l'équipe SWAT : « Le chef du service de police d'Orlando John Mina et d'autres policiers ont fourni de nouveaux détails à propos de l'échange de tirs, y compris la possibilité que certaines des victimes ont pu être tuées par des agents qui tentaient de les sauver. » (Naples Daily News, 14 juin 2016)

Les tuer afin de les sauver? Quel concept diabolique tordu! Tuer pour sauver des vies?

Le chef de police John Mina a laissé entendre que 8 ou 9 agents de l'équipe SWAT pourraient avoir tué des personnes dans la boîte de nuit par accident (voir l'extrait ci-dessous).

Ce « détail » important révélé par le chef du service de police d'Orlando n'a pas fait les manchettes dans les médias institutionnels. Il n'a été rapporté que localement, en Floride (Florida Naples News). Les organes de presse nationaux n'ont pas repris la révélation...

Le chef Mina a dit que sa décision de prendre d'assaut l'immeuble avec une telle violence était difficile : « C'était une décision difficile à prendre, mais c'était la bonne décision ». Notre priorité numéro un est de sauver des vies et c'était la décision qu'il fallait prendre. »

« Certaines des victimes pourraient avoir été tuées par des agents qui tentaient de les sauver. » Sauver des gens en les tuant? C'est la « nouvelle norme »? Les agents de l'équipe SWAT ont été considérés comme des HÉROS par les médias institutionnels « pour avoir sauvé des dizaines de vies ». Source : Daily Mail de Londres

La possibilité que des clients du club Pulse aient été tués par l'équipe SWAT a été évoquée, pour ensuite être écartée nonchalamment par le Washington Post (20 juin 2016) :

Est-ce Omar Mateen ou l'équipe SWAT qui a tiré sur les victimes?

Le fil des événements établi par le service de police d'Orlando (voir ci-dessous), que le juge Napolitano a cité, laisse entendre que personne n'a été tué avant 5 h 13, lorsque l'équipe SWAT a pris d'assaut l'immeuble. Il confirme aussi que les premières salves mortelles ont été tirées à 5 h 14 et que le suspect a été tué une minute plus tard, soit à 5 h 15.

En l'espace d'une minute ou deux, Mateen aurait tué 49 personnes et en aurait blessé 53 autres. Tout cela pendant que l'équipe SWAT lui tirait dessus.

Les onze agents de l'équipe SWAT ont fait irruption dans l'immeuble à 5 h 13 et le suspect a été déclaré mort à 5 h 15. Selon le chef du service de police d'Orlando, 8 ou 9 agents sur les 11 que comptait l'équipe SWAT auraient tiré accidentellement sur des otages.

Cette déclaration du chef Mina ne fait pas référence à une erreur d'un ou deux agents, mais de l'équipe SWAT au complet (8 ou 9 sur 11) sous le commandement du capitaine Canty, qui aurait atteint « accidentellement » des clients du club.

Séquences des caméras de surveillance

Des responsables de l'application de la loi ont dit avoir visionné et examiné les séquences de plusieurs caméras de surveillance placées à l'intérieur du club Pulse. Jusqu'à maintenant, les séquences montrant ce qui s'est passé à l'intérieur de la boîte de nuit, y compris les « tirs amis » par l'équipe SWAT, n'ont pas été rendues publiques. Mateen était-il capable de tuer 49 personnes et d'en blesser 53 autres en moins de 2 minutes, pour ensuite sortir de l'immeuble par un trou dans le mur à 5 h 14 et s'engager dans un échange de tirs avec l'équipe SWAT? Est-ce corroboré par les séquences des caméras de surveillance?

Les rapports d'autopsie et les rapports balistiques n'ont pas été rendus publics non plus.

La question balistique

À ce sujet un reportage du USA Today signale que Mateen utilisait des armes semi-automatiques, ce qui laisse entendre que des tirs « amis » de la police pourraient avoir tué des gens :

« On ignore combien de munitions Mateen avait en sa possession, et les autorités vérifient si certaines des personnes ont été tuées par des tirs amis. ».

L'affirmation du USA Today reconnaît tacitement que les agents de l'équipe SWAT pourraient être responsables de la mort de certaines personnes à l'intérieur du club Pulse. Mais cette vérité doit être réprimée. Elle ne mérite pas de faire l'objet d'une enquête approfondie.

2. Les membres de l'équipe SWAT utilisaient les mêmes armes que celles que Mateen avait en sa possession (le SIG Sauer et le Glock 17 de calibre 9 mm), ce qui fait en sorte qu'il sera difficile d'établir l'origine des tirs ayant causé la mort à l'intérieur de la boîte de nuit d'Orlando.

Ce qu'il faut garder à l'esprit, et ce, peu importe le nombre de munitions à la disposition de Mateen, c'est qu'il n'aurait pu tuer ou blesser plus d'une centaine de personnes en moins de deux minutes.

Ce qui importe, ce sont les efforts déployés pour camoufler ce qui s'est passé à l'intérieur de la boîte de nuit, qui est à la fois admis tout bonnement et nié dans les médias institutionnels.

La vérité cachée est rejetée, les faits sont dénaturés.

Conclusion

Nous parlons ici d'une dissimulation orchestrée. La vérité qui ne peut être dévoilée doit être réprimée.

Les médias institutionnels rapportent des mensonges, des « demi-vérités » et des insinuations. N'empêche que de la bouche même des principaux concernés, on constate que l'équipe SWAT pourrait être impliquée dans la tuerie du club Pulse à Orlando...

L'administration Obama, le FBI et les médias ont nonchalamment écarté la possibilité d'une implication de la police dans la tuerie, malgré les déclarations provenant de sources policières. On nous balance une absurde mise en scène : La version officielle est que la tuerie a été commandée par le groupe État islamique (EIL, EIIS, Daesh) basé à Raqqa, au nord de la Syrie, qui se

trouve être soutenu et financé par la Turquie et l'Arabie saoudite, deux des plus fervents alliés des USA, en liaison étroite avec Washington.

Il serait très étonnant que les séquences des caméras de surveillance à la disposition des responsables de l'application de la loi soient rendues publiques. mondialisation.ca 11.07

En complément. France. L'Etat accusé de complicité de terrorisme.

- L'Etat mis en cause dans les attentats du 13 novembre - Reuters

Me Samia Maktouf, qui défend 17 victimes, a estimé que ce rapport mettait en évidence la responsabilité de l'Etat et des services de renseignement français.

"On fera tout pour obtenir la condamnation de l'Etat français pour ne pas avoir empêché le passage à l'acte de terroristes dont certains étaient sous contrôle judiciaire", a-t-elle dit sur BFM TV.

Le rapport montre notamment que l'un des kamikazes du Bataclan avait pu se rendre en septembre en Syrie malgré son contrôle judiciaire, lié à sa mise en examen pour un projet de départ avorté au Yémen en 2012. Reuters 12.07

- L'Etat condamné pour faute dans l'affaire Merah - Reuters

L'Etat a été condamné mardi pour faute par le tribunal administratif de Nîmes (Gard) pour l'assassinat du caporal-chef Abel Chennouf, tué en mars 2012 à Montauban (Tarn-et-Garonne) par Mohamed Merah.

Le père d'Abel Chennouf - tué avec un autre militaire Mohamed Legouad le 15 mars quatre jours après la mort d'un autre soldat, Imad Ibn Ziaten, à Toulouse - avait déposé plainte contre l'Etat pour non-assistance à personne en danger.

"La décision de supprimer toute mesure de surveillance de Mohamed Merah (...) est constitutive d'une faute engageant la responsabilité de l'Etat compte tenu notamment du profil de Mohamed Merah et du caractère hautement suspect de son comportement, établi depuis plusieurs années et renforcé par ses récents voyages en Afghanistan et au Pakistan", écrit le tribunal dans un communiqué.

"Alors notamment que Mohamed Merah avait déjà fait une première victime quatre jours avant l'assassinat de M. Abel Chennouf, le tribunal juge que cette faute a compromis les chances d'empêcher l'attentat et fixe à un tiers la part de responsabilité de l'Etat", ajoute-t-il.

Le tribunal condamne également l'Etat à indemniser l'épouse, l'enfant et les beaux-parents d'Abel Chennouf ainsi que le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme. Reuters 12.07

[Ils ont osé le faire. Google vous espionne légalement.](#)

- Google transforme les cabines new-yorkaises en instruments d'espionnage à ciel ouvert - Slate.fr

Elles seront bientôt 7.500 à récupérer via des balises wifi et Bluetooth des informations privées pendant que les New Yorkais déambuleront sur le trottoir. Une opération de commercialisation de la ville que la mairie ne semble pas encline à abandonner.

Au cours de négociations avec l'entreprise Gimbal, spécialisée dans la vente de balises (beacon) Bluetooth, un salarié se voit proposer une très belle ristourne s'il accepte de vendre les données récoltées par ces technologies de microlocalisation auprès d'un annonceur tiers. Une pratique interdite par la ville de New York.

La proposition est d'autant plus inquiétante que Gimbal collabore sur le grand projet des bornes wi-fi gratuit ultra-équipées LinkNYC, censées remplacer les cabines téléphoniques rouges. Équipées d'une connexion téléphone gratuite, d'une prise USB, d'une tablette numérique, elles bénéficieront d'une vitesse de wi-fi dernier cri (gigabit). Cinq cents bornes seront installées fin juillet 2016, 7.000 autres suivront dans les prochaines années.

Derrière le projet LinkNYC: le consortium Citybridge, dont la moitié des sociétés appartient à Google via l'entreprise Alphabet. Celui-ci a déboursé 300 millions de dollars sans toucher aucune aide de la ville pour développer ce réseau wifi gratuit. En échange, chaque borne proposera de la publicité, mais surtout les bornes collecteront votre e-mail et tout un tas de données «anonymisées et agrégées» concernant vos déplacements, vos recherches internet, etc. Après la traque de nos comportements numériques, place donc à celle de nos comportements physiques?

«Un pacte avec le mal»

«Si CityBridge utilise ce business model qui ne coûte rien, et en mettant un tas d'argent sur ces choses, c'est qu'ils vont monétiser les données statistiques», explique Lee Tien, un avocat de l'association non-gouvernementale Electronic frontier Foundation. Selon le théoricien des médias Douglas Rushkoff, il s'agit même «d'un instrument de propagande personnalisé en temps réel», d'un pacte avec le mal».

Les doutes sont nombreux sur la transparence et les promesses faites par Google. Le traitement des données sera-t-il réellement agrégé et anonymisé? Plusieurs défenseurs des libertés publiques en doutent. Le Village Voice rappelle que l'entreprise s'était fait prendre à collecter tout un tas de données de bornes wifi au moment des prises de vues pour Google Street View. L'Union des libertés civiles de New-York a fait part de ses inquiétudes en mars 2016 dans une lettre publique à destination de l'avocat du maire. Il y est notamment question de la rétention des données. La maire a indiqué qu'elle n'envisageait pas de répondre.

«Ce sera le réseau le plus grand et le plus rapide dans le monde –et entièrement gratuit, se vantait le maire Bill De Blasio lors de l'inauguration, en février dernier. Je suis sûr d'une chose à propos de mes concitoyens new-yorkais, ils aiment les choses qui sont tout à fait gratuites.» Pas sûr que tous apprécient tant que ça que l'édile vende leur vie privée sur le trottoir... D'autant plus qu'une affaire similaire avait été révélée en 2014 au sujet, cette fois, des vraies cabines téléphoniques. Slate.fr 12.07

Brexit, poker menteur ou qui perd gagne.

- George Soros: l'UE ne s'effondrera pas après le Brexit, sous quatre conditions - sputniknews.com

Premièrement, il faut séparer l'appartenance à l'UE et à la zone euro. Deuxièmement, l'UE doit mobiliser son énorme potentiel de crédits, presque jamais utilisé. Troisièmement, il faut que l'UE augmente sa défense vis-à-vis des ennemis extérieurs qui peuvent profiter de sa faiblesse actuelle. Finalement, les projets européens du règlement de la crise migratoire doivent être soigneusement révisés.

Et le Brexit, malgré une surprise désagréable, a entraîné une réponse bien positive. La nervosité à la suite du référendum montre ce que la Grande-Bretagne perd en sortant de l'UE.

"Si ce sentiment (le désir de rester dans l'UE, ndlr) se propage à travers l'Europe entière, l'effondrement de l'UE considéré comme inévitable peut donner un élan contraire, positif vers une Europe forte et meilleure", explique M. Soros. sputniknews.com 12.07

Rappelons que le Brexit ne fut pas "une surprise désagréable" pour tout le monde, puisque Soros avait parié dessus. Oui, une nouvelle occasion de se demander comment une bonne surprise pour le milliardaire Soros pourrait être également une heureuse surprise pour les travailleurs britanniques, il faudra qu'on nous l'explique...

To be or not to be, but that isn't the question.

- Pourquoi le Royaume-Uni a une Première ministre qui veut rester dans l'Union européenne - Slate.fr

Que la Grande-Bretagne se dote d'une Première ministre opposée au Brexit quelques semaines seulement après un vote consacrant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne peut sembler paradoxal. Mais cela ne veut pas dire que le choix du Brexit ne sera pas respecté.

Theresa May l'a déjà promis: «Il n'y a pas d'alternative au Brexit. Et nous allons le réussir.» Et cela ne veut pas non plus dire que c'est un mauvais choix: pour réconcilier le pays, et apaiser les craintes de ceux qui ont voté «remain» («rester»), quoi de mieux, finalement, que de confier le processus du Brexit à une opposante très modérée? Slatefr 12.07

Ah les "affres" de la démocratie !

- « Faute d'un accord de retrait entre le Royaume-Uni et l'Union, le "Brexit" pourrait s'imposer » - LeMonde.fr Les dirigeants britanniques n'ont toujours pas enclenché la procédure de sortie de l'Union Européenne, et une série d'obstacles juridiques doivent pouvoir ralentir voire enrayer le procès, estiment les deux juristes Stéphane Platon et Francesco Martucci.

« Le Premier ministre du Royaume-Uni a informé le Conseil européen du résultat du référendum qui a eu lieu au Royaume-Uni ». Laconique, le point 23 des conclusions du Conseil européen du 28 juin 2016 est juridiquement éloquent. D'une part, le Premier ministre britannique David Cameron n'a pas notifié la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union, conformément à l'article 50 du Traité sur l'Union européenne (TUE). D'autre part, aucune négociation ne sera engagée préalablement à cette notification. Le doute s'installe dès lors... Et si, finalement, le Brexit n'avait pas lieu et que le Brexain l'emportait ? Si la

réponse est éminemment politique, encore faut-il apprécier la faisabilité juridique d'un non retrait.

L'article 50 du TUE constitue la seule base juridique pour un retrait de l'Union. Il dispose que « L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen ». Cette notification déclenche un délai de deux ans à l'expiration duquel, faute d'accord de retrait entre le « futur-ex Etat membre » et l'Union, les traités de l'Union européenne cessent de lui être applicables. Ce délai est pour le moins dissuasif, car il soumet l'Etat « partant » au risque d'une rupture sèche en cas d'échec des négociations ; faute d'accord de retrait, l'ex-Etat membre devient un pays « tiers », sans aucun lien juridique avec l'Union. Les relations du Royaume-Uni avec l'Union seraient bien plus similaires à celles entretenues avec la Corée du Nord qu'avec la Suisse...

Indispensable notification de sortie

Aussi la notification est-elle cardinale ! Pour certains, elle aurait déjà eu lieu, se matérialisant par les déclarations du premier ministre britannique, voire du seul fait des résultats du référendum. Pour d'autres, l'accord obtenu au Conseil européen par David Cameron en février 2016, portant « nouvel arrangement » pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne, vaudrait notification « en avance ». L'entrée en vigueur de cet arrangement étant conditionnée par la notification, par le Royaume-Uni de son intention de rester dans l'Union, le silence post-référendum voudrait alors... retrait ! En droit, tout cela ne tient pas. D'une part, ledit arrangement ne devait entrer en vigueur qu'en cas de victoire du « Romain » ; il est désormais caduc ainsi que les présidents des institutions de l'Union l'ont déclaré le 24 juin. D'autre part, l'article 50 du TUE exige une notification en bonne et due forme : une décision aussi grave, bien que dénuée de formalisme, doit être expresse, claire et sans équivoque.

Le droit de l'Union européenne n'oblige pas davantage le gouvernement britannique à sortir de l'ambiguïté. Certes, en vertu du principe dit de « coopération loyale », posé à l'article 4 § 3 du TUE, « les États membres facilitent l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union ». Il pourrait alors être argué que le silence gardé par le Royaume-Uni « met en péril » la réalisation des objectifs de l'Union en laissant planer une incertitude préjudiciable à l'Union et à ses États membres. Il est cependant loin d'être certain que l'on puisse faire produire à cette disposition une telle interférence dans un choix que l'article 50 laisse à la discrétion d'un Etat membre. Ce serait à la Cour de justice, saisie par la Commission, d'en décider, mais alors seulement au terme d'une procédure assurément trop longue et à l'issue bien incertaine.

Obstacles juridiques

Le droit britannique impose-t-il au gouvernement de notifier ? Purement consultatif, le référendum du 23 juin ne lie pas le gouvernement. Mieux ou pire, selon les points de vue, il pourrait exister des obstacles juridiques à une telle notification. Tout d'abord, selon certains juristes (il n'y a cependant pas unanimité), une telle décision ne peut être prise sans l'accord du Parlement. Or, la majorité de la chambre des Communes est favorable au « Romain ». Considérer que l'expression d'une volonté « directe » du peuple s'impose à ceux qui ne sont que ses représentants serait ici méconnaître un principe cardinal du droit britannique : la souveraineté du Parlement. En cas de « veto » parlementaire, il faudrait convoquer de nouvelles élections et si celles-ci venaient à consacrer une majorité nettement pro-Brexit, il reviendrait au (futur) gouvernement la délicate tâche d'arbitrer entre deux expressions contradictoires de la volonté du peuple.

S'y ajoutent les règles de « dévolution », qui donnent une forte autonomie aux institutions des « Nations » composant le Royaume-Uni, en particulier l'Irlande du Nord et l'Écosse, favorables au « Brexit ». Si l'Irlande du Nord est bien démunie, le Parlement écossais peut tout au plus s'opposer aux modifications législatives nécessaires pour priver d'effet le droit de l'Union sur le territoire écossais, voire britannique. La menace d'un tel « veto indirect » risque fort d'être brandie pour convoquer un nouveau référendum d'indépendance de l'Écosse.

Quid dès lors de l'hypothèse, certes alambiquée, d'un « Groenland inversé ». En 1985, les États membres avaient modifié les traités pour qu'ils cessent de s'appliquer au Groenland, partie du Danemark. Si l'on procédait « à l'envers », au lieu de ne plus s'appliquer à une région périphérique, ce serait cette fois à la « région centrale » (Angleterre et Pays de Galles) que les traités cesseraient de s'appliquer. En tant qu'Etat, le Royaume-Uni, resterait membre de l'Union, évitant d'activer l'article 50. D'une complexité inextricable, une telle solution ne satisferait personne, mais elle en dit long sur l'inventivité juridique dont sont capables les juristes outre-manche.

Il existe donc une série de « haies » juridiques qui sépare encore le Royaume-Uni de l'activation de la procédure de retrait. Si elles ne sont pas infranchissables, ces haies peuvent servir ceux qui voudraient revenir sur la décision du peuple. Espoir pragmatique pour les uns, crainte théorique pour les autres, le « de-Brexit » renvoie à l'éternelle question des affres et vertus de la démocratie directe.

Sébastien Platon est professeur de droit public à l'université de Bordeaux et Francesco Martucci, professeur de droit de l'Union européenne à l'université Panthéon-Assas. LeMonde.fr 12.07

Brexit ou à chacun ses sanctions.

- Déficits excessifs: Lisbonne dénonce une injustice, Madrid augmente les impôts - L'Express.fr

Les ministres de la zone euro ont enclenché ce mardi une procédure inédite de sanctions contre l'Espagne et le Portugal, accusés d'avoir laissé filer leur déficit. Les deux pays sont passibles de lourdes amendes.

La décision était attendue. Les ministres des Finances de la zone euro ont enclenché ce mardi une procédure de sanctions, inédite dans l'histoire de la monnaie unique, à l'encontre de l'Espagne et du Portugal en dérapage budgétaire.

Réunis dans le cadre d'un conseil des grands argentiers de l'UE à Bruxelles, les ministres ont constaté que l'Espagne et le Portugal "n'ont pas pris les mesures nécessaires" pour corriger leurs déficits, ce qui déclenche un processus de sanctions, écrivent-ils dans un communiqué.

Moins de trois semaines après la décision par référendum des Britanniques de sortir de l'Union européenne, cette démarche sans précédent pourrait faire craindre de nouvelles critiques contre l'orthodoxie budgétaire préconisée par Bruxelles, même si plusieurs signaux laissent penser que la clémence sera de mise. L'Express.fr 12.07

[Ils ont osé le faire. En oligarchie. Le hold up du siècle sur 1 600 milliards d'euros.](#)

- Comment le secteur bancaire européen suscite les craintes d'une nouvelle crise - sputniknews.com

Les banques ne sont pas toujours associées à une stabilité financière, et les pays de l'Union européenne ont aujourd'hui beaucoup à reprocher à leurs secteurs bancaires. Cela doit-il faire craindre une nouvelle crise européenne?

Il semble que les banques européennes constituent une vraie source d'inquiétude pour la population et pour les autorités des pays de l'UE.

Selon Guillaume Vuilleme, professeur d'économie à HEC, dans un entretien accordé à Sputnik, les banques sont actuellement confrontées à deux questions principales. D'abord, elles ont besoin de fonds propres. Mais qui devrait apporter ces fonds propres aux banques? Soit l'Union européenne ou les gouvernements, soit les marchés, souligne l'économiste.

"Clairement, ce qui est aujourd'hui préférable, ce ne sont pas des recapitalisations publiques, mais des recapitalisations par le marché. Il faut donner des incitations pour que les actionnaires détiennent davantage et supportent les risques des banques, et non les contribuables", poursuit l'interlocuteur de Sputnik. sputniknews.com 12.07

Un internaute précisait dans un post que la Deutsch Bank possédait 70 000 Milliards d'actifs pourris.

Que cela ne tienne ce seront les contribuables qui seront rackettés, dépouillés, volés le plus légalement du monde. Mode d'emploi.

- Les épargnants incités à mettre du risque dans leur assurance-vie - lemonde.fr

- Le projet de loi Sapin 2 prévoit plusieurs mesures touchant directement le placement vedette des Français. LeMonde.fr

C'est une petite révolution qui se prépare au sein du monde de l'épargne et elle concerne le placement préféré des Français : l'assurance-vie. Les pouvoirs publics et les compagnies financières ont décidé de changer les règles du jeu afin de réorienter l'épargne des contrats sans risque en euros vers les unités de compte. La tâche s'annonce complexe car sur les 1 600 milliards d'euros placés en assurance-vie à fin mai, 80 % le sont sur des fonds en euros. Et inciter les particuliers à prendre du risque au moment où la Bourse joue au yo-yo ne sera pas chose aisée.

Toutefois, les réformes sont désormais lancées. Après avoir été débattu devant l'Assemblée nationale, le projet de loi Sapin 2 a été adopté au Sénat. Le texte qui vise notamment à donner plus de pouvoir au Haut Conseil de stabilité financière pour limiter les taux de rémunération des contrats en euros, jusqu'à présent librement fixés par les assureurs.

La loi prévoit aussi de bloquer pendant un certain temps (de trois à six mois, mais cette durée est encore sujette à débat) les retraits des fonds en euros en cas de fortes fluctuations des taux obligataires. « C'est très inquiétant car les fonds appartiennent aux assurés, on peut s'interroger sur le problème de droit de la propriété », note Françoise Odau, directrice déléguée de CGPC (l'Association française des conseils en gestion de patrimoine certifiés).

Le texte évoque aussi la possibilité de transférer les plus-values des fonds en euros vers les contrats eurocroissance alors qu'il y a « un manque d'enthousiasme des Français pour ces produits et peut-être même des distributeurs, vu le peu de contrats proposés

», constate Françoise Odaou.

Orienter l'épargne des Français

Si les pouvoirs publics cherchent à orienter l'épargne des Français vers le tissu économique, notamment des PME, plutôt que vers le marché obligataire, les assureurs y ont aussi un intérêt car les contrats en euros les privent d'une marge de rentabilité.

Selon les règles prudentielles, renforcées encore en ce début d'année, une compagnie financière doit, pour couvrir ce type de contrat, immobiliser une part importante de ses fonds propres. C'est le prix de la garantie des fonds, de la sécurité pour le client. Mais pour la compagnie, c'est de l'argent stérile.

En leur faisant prendre des unités de compte, c'est le client qui portera finalement le risque du placement – et potentiellement la rentabilité associée –, ce qui donnera plus de marges de manœuvre à la compagnie financière.

Ces dernières sont ainsi en train de mettre en place des mécanismes pour désintéresser les épargnants des contrats en euros. Plusieurs compagnies, comme AXA, conditionnent désormais la souscription d'un fonds en euros uniquement si 25 % à 30 % des sommes épargnées sont investies en unités de compte. Pour sa part, Generali va plus loin en précisant que la garantie accordée aux fonds en euros s'entendait désormais brute des frais de gestion.

Autant de mesures qui, couplées à la forte baisse attendue de la rémunération des contrats en euros (ils pourraient tomber à 2 % dès cette année), sont censées inciter les épargnants à réorienter leurs futurs placements. lemonde.fr 12.07

Si vous avez placé vos économies dans une assurance-vie, vous avez intérêt à vous dépêcher de l'annuler si c'est possible avant qu'ils ne fassent main basse dessus.

[Ils ont osé le faire. Quand "le fascisme "fleurit" en Israël. Les sionistes le disent eux-mêmes.](#)

- Israël: le Parlement approuve une loi controversée sur le financement des ONG - AFP

Le Parlement israélien a approuvé une loi controversée qui oblige les ONG recevant la plus grande partie de leur financement de gouvernements étrangers de le déclarer officiellement, a annoncé mardi un porte-parole de la Knesset.

La loi, qui selon ses détracteurs cible les groupes de gauche qui font campagne pour les droits des Palestiniens, a été votée par 57 voix contre 48, après un long débat.

"La loi entend s'occuper du phénomène des ONG qui représentent des intérêts étrangers d'Etats étrangers, tout en agissant sous le couvert d'organisations locales cherchant à servir les intérêts du public israélien", est-il écrit en préambule.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré que le but de la loi était "d'empêcher une situation absurde où des Etats étrangers se mêlent des affaires intérieures d'Israël en finançant des ONG, sans que le public israélien n'en soit conscient".

"Contrairement aux revendications de la gauche, l'approbation de la loi va augmenter la transparence, contribuer à créer un discours qui reflète l'opinion publique israélienne et renforcer la démocratie", a-t-il écrit sur sa page Facebook après le vote final.

De précédentes versions de la loi avaient inclus l'obligation pour les représentants d'ONG se trouvant sous le coup de cette loi de porter une indication distinctive les identifiant comme tels et de déclarer leurs sources de financement lors de leurs interventions devant une commission de la Knesset, le Parlement israélien.

L'ONG israélienne Peace Now a qualifié la loi de "flagrante violation de la liberté d'expression" et dénoncé dans un communiqué la tentative de "détourner l'opinion publique israélienne (...) de l'occupation et de museler l'opposition".

Le chef de l'opposition israélienne Isaac Herzog a affirmé que la loi constitue "les bourgeons du fascisme qui fleurit en Israël".

Pour le chef de la liste arabe au Parlement israélien, Ayman Odeh, la loi cherche à "intimider et faire disparaître les quelques organisations qui agissent et se battent dans la sphère publique pour l'égalité" de traitement envers les Arabes.

L'Union européenne craint pour sa part que la loi nuise à la démocratie israélienne.

"Israël jouit d'une dynamique démocratie, liberté d'expression et d'une société civile plurielle, qui sont une partie intégrante de (ses) valeurs", a-t-elle indiqué dans un communiqué. Mais "cette nouvelle législation risque d'ébranler ces (mêmes) valeurs".

La loi ne se réfère pas spécifiquement aux organisations de gauche, mais pourra être appliquée à 25 ONG. Les ONG de droite, celles en faveur par exemple de l'occupation israélienne de la Cisjordanie, ont tendance à dépendre de dons privés, auxquels la loi ne s'applique pas.

Plusieurs ONG israéliennes de gauche reçoivent une grande partie de leur financement de l'étranger, y compris de gouvernements européens. AFP 12.07

On retiendra que les ONG de droite ne sont pas concernées...

France. L'échec inavouable de la réforme du collège.

Grille de lecture.

- 40% des collégiens ne maîtrisent pas la langue, et parmi les 60% qui la maîtriseraient "la moitié d'entre eux doit encore progresser"... ce qui sans rire démontre à quel point les réformes successives de l'école primaire au collège sont un véritable succès !

- Maîtrise de la langue en fin de collège : « peut mieux faire » - Le Monde

9 000 jeunes de 361 collèges ont pris part, en 2015, au « cycle des évaluations disciplinaires réalisées sur échantillon » – Cèdre, selon l'acronyme en vigueur – introduit il y a une douzaine d'années.

Haro aux déclinistes : ces nouveaux résultats, sans justifier de roulements de tambours, ne sont pas la catastrophe annoncée. Si la dernière évaluation Cèdre, en 2009, montrait un glissement vers le bas des performances des collégiens, la tendance inverse n'est pas loin de se dessiner. (Pour qui veut y croire ! Pour interpréter les effets dévastateurs de leur politique de saccage de l'école publique ils recourent à la méthode Coué, à l'autosatisfaction et à la spéculation. - LVOG)

Près de 60 % des élèves ont « une maîtrise de ces compétences qui devrait les mettre à même de poursuivre une formation, peut-on lire dans la note publiée par le service statistique du ministère (DEPP), même si la moitié d'entre eux doit encore progresser ». Un peu plus d'un quart des jeunes testés ont un excellent niveau. A l'opposé, 15 % s'avèrent n'avoir pratiquement « aucune maîtrise ou une maîtrise réduite » de ces compétences, avec un noyau dur de 3 % en grande difficulté. Le Monde 12.07

Il est vrai que pour croire les fables du ministère de l'Education nationale relayées par Le Monde, il n'est pas indispensable de maîtriser la langue, il suffit d'être un crétin.

Bienvenue en oligarchie

- Kellogg's veut vendre ses céréales au rayon fruits et légumes

Dans une chaîne de supermarchés américaine, le géant de la céréale industrielle veut s'incruster entre les pommes et les bananes. Placer des paquets de céréales pour le petit déjeuner au milieu des étals de fruits et de légumes, voilà la nouvelle idée de Kellogg's. Slate.fr

- Sur «Pokémon Go», un combat homérique entre mouvements LGBT et anti-gays s'engage

Les deux communautés profitent du succès du nouveau jeu pour se livrer une bataille sans merci. Virtuelle et rhétorique. Leur conflit idéologique va se régler dans l'arène Pokémon, à grands renforts d'Écras' Face et de Torgnoles. Grâce (ou à cause, on ne sait pas trop) au nouveau jeu de réalité... Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juillet 2016

CAUSERIE

Non, je n'étais pas en vacances.

Je n'ai pas le courage et le temps de formater cette causerie, aussi je vous livre un brouillon qui comporte cependant un tas

de réflexions à creuser. Je ne suis pas de mauvaise humeur, mais exaspéré et il y a de quoi.

A quoi bon se casser la tête puisque mes analyses n'intéressent personne ou ne peuvent déboucher sur rien au crépuscule de la civilisation humaine, car c'est bien là où nous en sommes rendus, et je ne vois pas très bien ce qui pourrait inverser le cours des choses.

Made in USA.

Quand le philosophe montre la lune avec son doigt, l'idiot regarde le doigt. Proverbe chinois. On en est là !

On devrait remercier Mohamed Lahouaiej-Bouhlel d'avoir fait don de sa personne pour nous le rappeler ou ouvrir les yeux des ignorants qui n'ont que la lutte à la bouche ou un tube digestif en guise de cerveau. Que les bonnes conscience se rassurent, aucun commentateur n'a encore osé avancer cette explication et en tirer la moindre leçon politique. Les bonnes conscience peuvent partir en vacances l'esprit tranquille.

Les masques tombent, en famille, bienvenue en oligarchie, vous avouerez qu'on a du flair ou de la suite dans les idées et qu'on est bien en phase avec la réalité, trop au goût de nos chers lecteurs qui préfèrent cultiver des illusions.

Pour vous mettre en condition, deux infos toutes fraîches d'hier :

- Etats-Unis. Trois policiers tués à Baton Rouge, un tireur abattu

Trois policiers ont été tués et trois autres blessés à Baton Rouge, en Louisiane, dimanche, par un tireur qui a ensuite été abattu, selon les autorités de cette ville déjà sous le choc de la mort récente d'un Noir, tombé sous les balles des forces... Reuters 18.07

- Quatre policiers et un civil tués à Almaty, au Kazakhstan

Des hommes soupçonnés d'appartenir à un groupe djihadiste ont abattu lundi au moins quatre policiers et un civil à Almaty, capitale économique du Kazakhstan, a-t-on appris de sources au sein des services de sécurité et de santé. Reuters 18.07

Tout est relatif, c'est si commode.

Leur vieux monde pourri auquel on devrait s'adapter, dont il faudrait s'accommoder, avec lequel il faudrait composer, dans lequel il faudrait croire, duquel notre avenir dépendrait, auquel on devrait se soumettre de gré ou de force, au jeu de massacre demander le programme.

C'est le monde que je décrivais dans mes causeries et qui m'ont valu d'être caractérisé de gauchiste ou d'extrémiste, alors que j'étais encore en dessous de la réalité que je connaissais fort bien déjà, mais que je ne pouvais pas retranscrire telle quelle, car elle était insupportable à bien des égards et risquait de raidir les lecteurs les plus susceptibles ou de refroidir les âmes fragiles ou sensibles prêtes à s'enflammer d'émoi au point de les transformer en momies.

Dans quel monde vivons-nous ?

Quels sont les objectifs des maîtres du monde? Instaurer un nouvel ordre mondial déshumanisé, antisocial, nihiliste, policier, militarisé, dictatorial, destiné à perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pour l'éternité. Mais pourquoi ont-ils adopté cette orientation politique ? Pour des raisons économiques, parce qu'ils n'avaient pas le choix. Nous non plus, mais on l'ignore, c'est cela le drame.

Parce qu'ils ont pris conscience de longue date que le développement des forces productives conduisait à l'exacerbation des contradictions du capitalisme, au point que sa crise devienne permanente et menace l'existence ou l'avenir de leur système économique ou plus précisément leur pouvoir sur l'ensemble de la société, aussi leur fallait-il trouver un moyen de s'affranchir de cette contrainte sans modifier la nature des rapports sociaux de production en vigueur, mais en s'émancipant des rapports politiques qui en découlaient entre les classes (neutraliser la lutte des classes ou la rendre inopérante), de manière à pouvoir recourir à des méthodes ou des instruments de type mafieux sur le plan financier qui seraient légalisées juridiquement par la suite sous forme de lois ou de traités, de sorte que plus rien ne puisse menacer leur domination de classe sur le plan économique, et que l'orientation ainsi donnée à la société soit irréversible.

Cela impliquait que la majorité du peuple et le mouvement ouvrier ne soient plus en mesure de contester le pouvoir en place, ce qu'ils sont parvenus à réaliser en achetant leur neutralité ou leur passivité ou en les corrompant.

Le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde ont commis l'erreur fatale de sous-estimer la capacité des

masses exploitées à saisir les rapports existant entre les décisions politiques adoptées par ceux qui gouvernaient et les besoins du capitalisme, en étant incapables de les traiter dans une perspective historique dans laquelle était inscrit son développement à venir ou permettant de percevoir son orientation qui devait conduire à la situation actuelle. Privilégier le court terme (le mouvement spontané des masses) impliquait l'abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier ou le socialisme, alors qu'ils auraient dû se combiner.

Nos dirigeants ont refusé de tenir compte de l'orientation du capitalisme en adaptant leur propagande en fonction des seuls besoins immédiats des travailleurs, au lieu de s'en servir comme levier pour conquérir leur émancipation, l'amélioration de leur condition allait se transformer en son contraire, ou à terme elle devait contribuer à les corrompre et les désarmer politiquement, pour finalement se traduire par la liquidation de tous leurs acquis sociaux et politiques.

Ce qu'ils nous ont présenté comme un bien, un avantage, autant de succès ou de victoires de la lutte de classe avait une toute autre signification qu'ils ont soigneusement passée sous silence, car il allait en réalité se transformer en un cauchemar effroyable, dont plus personne ne devrait savoir quelle en était l'origine exacte et quand il prendrait fin.

Quand la propagande s'est substituée à l'analyse lucide de la situation, c'est qu'elle était forcément erronée ou reposait sur une théorie foireuse, et il sera très difficile de la remettre en cause, le pire étant à venir. La génération précédente et la nôtre (j'ai 60 ans) ainsi que celle de nos enfants sont mortes politiquement, trop imprégnées ou corrompues par l'idéologie de la classe dominante, le réformisme, le stalinisme, ce sera à celle de nos petits-enfants et celles à venir ensuite de renouer avec le marxisme et de définir une stratégie politique pour tenter de vaincre l'oligarchie.

Si on avait observé attentivement de quelle manière avaient évolué les rapports entre les classes aux Etats-Unis et quelle allait être leur orientation dès les années 30 ou depuis le début du XXe siècle, on aurait compris ce qui nous pendait au nez pour adapter notre stratégie en conséquence. Lénine l'avait décrit en grande partie dans Impérialisme stade suprême du capitalisme dans le prolongement du Capital de Marx et Engels, mais par malheur nos dirigeants figés dans un dogmatisme mortel se sont avérés incapables de le traduire en termes politiques.

Pour donner un exemple, à l'époque de Lénine, quand la lutte de classe était favorable au développement de la révolution socialiste, il s'exprima sur un certain nombre de rapports économiques ou politiques qui selon lui ne verraient jamais le jour ou qui devraient évoluer dans une direction déterminée ou disparaître, le tout à condition que certaines conditions soient remplies ou que certains facteurs évoluent dans une direction donnée, l'un de ces facteurs déterminants étant le comportement du mouvement ouvrier et en premier lieu de son avant-garde, qui à leur tour pouvait orienter leur combat dans une direction ou une autre, rompre résolument avec le capitalisme ce qui impliquait d'en comprendre l'orientation déterminée par ses contradictions ou ses besoins ou s'y adapter, conditionnant ainsi le sort du capitalisme ou entrevoir la possibilité de passer au socialisme.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier n'ayant pas été capables de se doter d'une nouvelle direction après l'effroyable épreuve du stalinisme, certains de ces rapports (ou objectifs) qui semblaient irréalisables ou que Lénine avait catégoriquement exclus en s'appuyant sur un développement optimiste de la lutte de classe du prolétariat finirent pas se concrétiser et donnèrent l'UE par exemple, suite à la débandade du mouvement ouvrier et à l'incurie politique de son avant-garde ou sa trahison.

L'impossible devenait soudain possible, de la même manière que l'organique est issu de l'inorganique, la conscience de l'inconscience, etc. ce qui demeure encore incompréhensible à la presque quasi-totalité des militants, qui lorsqu'on souligne ce constat nous traitent de renégat et j'en passe, parce qu'ils ont une conception mécanique de la lutte des classes ou empirique du développement du capitalisme, alors qu'ils sont le produit d'un processus dialectique inconscient, ces militants sclérosés ou dogmatiques faisant étalages de leur propre ignorance ou inconscience.

Comment s'y sont-ils pris ? Par étapes.

Pourquoi ont-ils unifié le nord et le sud des Etats-Unis ? Pour des raisons économiques que nous laisserons de côté ici, avec pour conséquence politique d'avoir créé un Etat monstrueux, impossible à contester, à renverser, à démanteler, qui allait devenir le plus puissant du monde sur les plans économique et politique, pour finalement dicter sa loi au reste de la planète à qui il enjoindra de l'imiter en se plaçant sous son hégémonie, son contrôle ou sa direction.

Pourquoi ont-ils conclu des traités aboutissant à la création d'institutions supranationales ? Dans le but qui vient d'être évoqué, afin de spolier les droits politiques des peuples de la totalité des Etats regroupés dans des entités tout aussi monstrueuses impossibles à ignorer ou à contourner, dans lesquels sur chaque continent tous les Etats étaient appelés à s'intégrer (se dissoudre, abandonner leur souveraineté) en recourant à des méthodes démagogiques ou antidémocratiques. Et une fois que ces Etats auraient transféré leur pouvoir à ces institutions supranationales en adoptant leurs législations ou directives, au cas où un Etat déciderait d'en sortir ou de rompre avec elles, il se verrait menacer de si lourdes sanctions économiques, qu'il s'en suivrait une menace de désordre social et politique incontrôlable qui conduirait leurs représentants à renoncer à cette rupture ou à revenir sur leur décision.

Pourquoi ont-ils créé al-Qaïda puis l'Emirat islamique ou Daech ?

Pour que l'Europe vive en permanence sous la menace d'un massacre pouvant intervenir n'importe où et n'importe quand exactement comme aux Etats-Unis.

Pourquoi ont-ils institué Schengen ? Pour permettre à des armes de guerre en tous genres de circuler librement en Europe comme aux Etats-Unis, afin que des désespérés, déséquilibrés ou fanatisés s'en servent pour se livrer à des massacres.

Alors que la liberté d'expression est inscrite dans la Constitution américaine, l'UE s'en est fait le chantre ce qui a permis à des organisations mafieuses de différentes espèces de s'en servir pour répandre sa propagande de haine, violence et cruauté. Avant-hier Valls s'en est réclamé face à ceux qui le pressaient de légiférer, tout comme Hollande le 11 janvier 2015.

Pourquoi ont-ils créé les réseaux sociaux ? Afin que ces organisations mafieuses ou criminelles puissent disposer d'un canal pour répandre leur propagande, commercer, recruter.

Pourquoi tenaient-ils tant à ce qu'un tribunal d'exception représentant de fait les intérêts des multinationales américaine soit inclus dans leur traité de libre-échange ? Pour qu'elles puissent étendre leur pouvoir et commettre leurs forfaits en toute légalité ou impunité de fait. C'était donc prémédité ? Ballot, évidemment, c'est dans la nature de l'impérialisme !

Comment se fait-il qu'un banquier escroc s'en sorte en payant une caution qu'il a négociée, alors qu'un simple citoyen sera envoyé en prison pour un simple larcin ? Parce que l'oligarchie détient le pouvoir de vie ou de mort sur tout individu, et qu'elle en use comme bon lui semble. Qui en a vraiment conscience ?

Comment se fait-il qu'ils en arrivent à changer les termes d'un contrat (assurance vie) qui concerne vos économies pour vous exposer à un risque qui n'existait pas antérieurement sans votre accord préalable ? Mais voyons, privé de pouvoir, votre voix ne compte plus, pourquoi s'en soucieraient-ils ?

Pourquoi ont-ils porté Hollande, Valls, Macron, Fabius, etc. au pouvoir ? Parce que c'était le meilleur moyen pour écoeurer au dernier degré les masses et les détourner de la politique, ce qui devait contribuer à leur laisser les mains libres pour appliquer la suite de leur plan. La gauche est détestable, la gauche c'est pire que la droite, la gauche et la droite c'est la même chose, la gauche est morte, disent les uns, les autres répondent qu'elle vit toujours et qu'elle s'adapte au monde réel sans renier ses principes. Deux discours en apparence diamétralement opposés qui alimentent les discussions, qui présentent l'avantage de ne jamais remettre en cause le postulat de départ, à savoir que le PS (et ses satellites ou alliés électoraux) était de gauche, alors qu'en réalité il ne l'était plus depuis plus d'un siècle.

Dès lors toutes les analyses qu'on nous sert sont faussées ou erronées, mêmes celles dans lesquelles leurs auteurs en sont arrivés à la conclusion qu'il était devenu de droite, puisque pour eux ce serait juste une erreur de casting ou ce serait dû à un concours de circonstance, sous-entendant que ce serait accidentel ou passager. Ainsi avec le PS et LR, on se retrouve avec deux partis équivalents aux partis démocrate et républicain américains qui alternent au pouvoir et le monopolisent, faisant disparaître toute représentation politique de la classe ouvrière. Ils organisent des primaires avant les élections présidentielles de plus en plus calquées sur les primaires américaines à défaut de légitimité, qui doivent leur servir de caution démocratique, alors qu'ils en sont la négation.

L'évolution et l'orientation du PS étaient parfaitement prévisibles au regard de la crise du capitalisme qui n'a cessé de s'approfondir et qui mine les institutions et le régime, jusqu'à assumer son rôle de liquidateur de tous nos acquis sociaux pour le compte de l'oligarchie financière. Son alignement complet sur Washington et Bruxelles qui ne datait pas d'hier, n'était qu'une simple formalité conforme à sa nature de parti de la réaction.

Maintenant, quand pendant plus de 70 ans on a nié en connaissance de cause sa véritable nature réactionnaire, on a ménagé ou soutenu le PS, on s'est évertué à lui faire jouer un rôle au sein du mouvement ouvrier en le faisant passer pour un parti ouvrier, ouvrier bourgeois ou de gauche, on s'est rendu complice de l'imposture à laquelle il se livrait au détriment du socialisme ce qui devait lui permettre de se convertir tranquillement au néolibéralisme. Partant de là tous ceux qui ont marché dans cette combine sont indignes de la confiance des travailleurs, et pour n'avoir pas été capables de prévoir l'orientation qu'allait prendre le capitalisme mondial à partir du début des années 70. On est en droit de se demander quelle légitimité on devrait leur accorder, sous peine à notre tour d'être les complices de cette supercherie politique, idée qui nous est insoutenable.

Les éléments ou facteurs qui me sont venus à l'esprit en réfléchissant à la situation avant de rédiger le passage précédent.

- L'Amérique a exporté son modèle de société infâme...
- L'UE bâtie dès l'origine sur le modèle américain...
- L'horrible Mohamed, mais pas la société, pas les Etats-Unis...

- L'interprétation qui arrange tout le monde...
- Le bouc émissaire du musulman, de l'Arabe...
- C'est la faute à l'islam...
- Fusillades et massacres à répétition aux Etats-Unis, banals, la norme en oligarchie...
- Je pratiquerais un horrible anti-américanisme primaire selon un lecteur, s'il voulait parler du modèle immonde de société qui prévaut aux Etats-Unis, je le revendique.
- Une société pourrie où trois quart de petits-bourgeois se complaisent dans leur petit confort et se contrefoutent de sort du reste de la population et des autres peuples...
- Et ils arrivent à se donner bonne conscience...
- Ceux qui nous gouvernent en France revendiquent la liberté d'expression, tout comme ceux qui gouvernent aux Etats-Unis en se réclamant de la Constitution...
- Hollande, Valls, Macron liquidateur de la gauche, histoire que le peuple en arrive à la conclusion qu'il n'existe aucune alternative au pouvoir actuel et qu'il doit s'y soumettre...
- Le maccartisme et la CIA avaient eu la peau du mouvement ouvrier américain, on peut ajouter le dollar...

La fabrication d'une menace invisible.

Comment caractérisent-ils un simple candidat au suicide, un vulgaire kamikaze ?

Lu dans des articles de presse ces derniers jours :

- Les enquêteurs tentent désormais de comprendre les motivations de l'auteur de cet attentat.
- Pourquoi le profil de Mohamed Lahouaiej-Bouhlel intrigue-t-il les enquêteurs ?
- Les motivations qui ont poussé Mohamed Lahouaiej Bouhlel à mener son attaque à Nice restent floues.
- Le lien entre le tueur et "les réseaux terroristes" pas établi.
- Un profil inédit pour les policiers chargés de la lutte antiterroriste, qui pourrait poser de nouveaux défis.

Peu importe, il faut instrumentaliser ce massacre, Hollande, Valls et Cazeneuve à la manoeuvre.

François Hollande a évoqué dans une intervention télévision dans la nuit une «attaque dont le caractère terroriste ne peut être nié». Avant même l'ouverture d'une enquête, il se substitue à la justice.

Valls lui emboîte le pas, mais Cazeneuve le contredit... avant de se rétracter !

Si Manuel Valls a estimé sur France 2 que l'homme était «sans doute lié à l'islamisme radical», son ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve estimait le contraire sur le plateau du JT de TF1.

Mohamed Lahouaiej-Bouhlel avait repéré les lieux, et orchestré le massacre des jours auparavant.

«Il semble» que le chauffeur livreur tunisien de 31 ans se soit «radicalisé très rapidement», a ainsi déclaré samedi le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

Lundi.

Les liens entre le tueur de Nice Mohamed Lahouaiej-Bouhlel et "les réseaux terroristes", et notamment le groupe jihadiste Etat islamique qui a revendiqué l'attaque, "pour l'instant ne sont pas établis par l'enquête", selon le ministre de l'Intérieur.

Quand connaîtra-t-on les résultats des analyses toxicologiques de Mohamed Lahouaiej-Bouhlel? Quelle radiographie faire de l'auteur d'une tuerie sans précédent en France, quatre-vingt quatre morts écrasés sur

Un moyen comme un autre de canaliser sa haine de la société et de justifier son suicide.

Sa soeur, Rabeb Bouhlel, a confié qu'il avait des "problèmes psychologiques" et "avait vu des psychologues pendant plusieurs années"

Tous décrivent un «fou», «à la limite de la psychiatrie».

Karim, l'ancien voisin, est encore plus direct : «Si lui est terroriste, moi je suis Obama ! Ce mec a pété un câble.»

- La revendication de Daech parvenue tardivement, au bout de 36 heures n'inspire pas confiance ou porte à caution selon plusieurs commentateurs. Il faut dire que cette explication présente plusieurs avantages, désigner à la vindicte populaire un Arabe, un musulman, l'islam, une organisation terroriste, histoire d'alimenter le racisme et la xénophobie, et justifier la poursuite ou le renforcement de l'engagement de la France en Irak et en Syrie. Alors que la version d'un type devenu fou présenterait l'inconvénient de remettre en cause le modèle de société merveilleuse qu'ils sont en train de mettre en place non sans rencontrer des résistances.

Après Nice, le terrorisme continue de modifier la carte mentale de la France

Ville après ville, symbole après symbole, il faut s'habituer à voir notre géographie mentale polluée par une dimension violente qu'il sera difficile d'effacer ou de circonscrire. Il est démoralisant de voir un à un les lieux qu'on associe à tout, sauf à la mort, changer d'un instant... Slate.fr

L'oligarchie, un nouveau modèle de société, la barbarie.

- Attentat de Nice: les enquêteurs sur la piste d'une «nouvelle barbarie terroriste» - LeFigaro.fr

Le nouvel attentat qui a fait au moins 84 morts le 14 juillet à Nice relance la question des moyens de la lutte contre le terrorisme. La section antiterroriste du parquet de Paris s'est saisie de l'enquête. LeFigaro.fr

- Valls: "Nous avons changé d'époque, la menace terroriste est désormais durable" - L'Express.fr

Dans une interview au Journal du Dimanche, le Premier ministre reconnaît que le terrorisme risque de faire partie du quotidien des Français "pour longtemps". L'Express.fr

La menace terroriste durable, justifie l'état d'urgence permanent... pour mater le mouvement ouvrier.

Fin 2015 j'avais écrit qu'en 2016 notre combat se concentrerait contre l'impérialisme américain, je ne pensais pas si bien dire. Et le pire est à venir à partir de 2017.

- Hillary Clinton, une candidate à la Maison Blanche pas si rassurante que ça - Atlantico.fr

Libye, Yémen, Syrie, Irak, Ukraine, etc. Hillary Clinton s'est retrouvée impliquée, plus ou moins directement, dans chacune de ces crises. Un constat qui met en avant son côté va-t-en-guerre et qui pourrait représenter une menace pour la paix dans le monde dans le cas où elle serait élue. Atlantico.fr

Illégitime et antidémocratique.

- Hillary Clinton et Donald Trump, toujours aussi mal aimés - LeMonde.fr

Un tiers seulement des électeurs ont une opinion favorable de Donald Trump (30 %) ou de Hillary Clinton (28 %). Une majorité estime qu'Hillary Clinton est mieux préparée à présider. LeMonde.fr

Contrairement à nos dirigeants qui se cantonnaient à des lieux communs en guise d'analyses ou de pronostics pour être sûrs de ne pas être désavoués par le cours des événements, sur un grand nombre de sujets je me suis exprimé ou j'ai adopté des positions

qu tranchaient radicalement avec la démagogie et la lâcheté ambiantes, et force est de constater que les faits m'ont généralement donné raison. Entre nous, j'ai envie de dire que j'ai peut-être commis une grave erreur politique en refusant le statut de dirigeant, car lorsqu'on voit où en sont arrivés ceux qui le revendiquent, j'ai franchement rien à leur envier.

Cet article m'a été inspiré par les événements survenus le 14 juillet à Nice, ainsi que mon engagement politique à travers ce portail qui m'avait conduit à la conclusion dans une causerie antérieure, qu'il n'existait aujourd'hui aucun élément réel ou sérieux permettant d'envisager le passage au socialisme dans le futur ou que les chances qu'il se réalise un jour s'amenuisaient au fil du temps.

Sur quoi basai-je ce constat terrifiant ? Sur les Etats-Unis qui sont devenus depuis bien longtemps déjà la négation de la civilisation humaine, que l'Europe ainsi que tous les pays développés ou en voie de développement étaient irrésistiblement en train d'imiter en reproduisant les mêmes monstruosité de cruauté.

Et ce qu'on juge ici, ce ne sont pas les pauvres, mais ceux qui ne le sont pas, les poussés au crime, ceux qui jugent les pauvres ou les malheureux, alors que par neutralité ou passivité (pour ne pas dire mépris ou indifférence) ce sont eux qui sont responsables de leur condition misérable. Même sans avoir de conscience politique, on peut tout de même avoir une conscience, sauf que ces gens-là n'en ont pas, ils ont leur bonne conscience pour eux histoire de sauver les apparences. Personnellement ils m'emmerdent au possible et je les trouve insupportables, suffisants, méprisants, hautains, arrogants, mesquins, indécents, ignobles et cyniques, bref ils ont tout pour plaître, ils sont à l'image de leurs maîtres et c'est logique.

Je viens d'expliquer cela à ma compagne Selvi qui est ultra arriérée et elle a compris. Plus tu es éduqué et plus tu as d'argent, plus tu deviens con en somme. Et méchant ou mauvais parce que cela va ensemble. La société progresse jusqu'au point où elle ne peut plus progresser, il faut la changer sous peine qu'elle se décompose et disparaisse, c'est simple à comprendre. Qu'à la limite on ne comprenne pas certaines choses se conçoit très bien, mais qu'on n'agisse pas quand cela ne nous coûte rien de nous opposer à une politique antisociale ou ultra réactionnaire, cela relève de la négligence, de la lâcheté, de l'infamie. Il faut être dénué de toute conscience pour encore aller voter, allumer son poste de télé à 20h, acheter Libération ou Le Monde, changer trois fois de portable dans l'année, s'acheter une quatrième paire de chaussures, etc., j'allais oublier, célébrer ou participer au 14 juillet !

Attentat terroriste, loup solitaire, violent, asocial...

Non, un simple travailleur que la société a rendu fou de haine envers la terre entière, et qui avait décidé d'en finir avec ce cauchemar en commettant un crime pas si aveugle que cela, pour se venger de l'injustice dont à juste titre il s'estimait victime. Il était le produit de cette société capitaliste.

Mais ces victimes, elles étaient innocentes, vraiment ? Le penser, c'est décidément ne pas se donner la peine de réfléchir, non pas à la nature de son acte qui serait relativement banal en Israël ou aux Etats-Unis, mais à la gravité de la situation où nous en sommes rendus, au-delà de cet acte de désespoir qui sonne comme une condamnation sans appel de la société immonde dans laquelle nous vivons et qui annonce le crépuscule de la civilisation humaine, puisqu'elle est semblé-t-il de plus en plus condamnée à disparaître à petit feu ou brutalement.

Société immonde avec laquelle plus des trois quart de la population s'est accommodée dans son hypocrisie et sa lâcheté davantage que par ignorance ou inconscience, car la population de nos jours est largement informée, elle sait ce qui se passe dans le pays (et ailleurs) et laisse faire, elle en est complice parce que cela l'arrange, c'est sa faiblesse, elle lui sera fatale.

La plupart des gens qui ont acquis un niveau de connaissance ou de conscience leur permettant de dire non mais qui continuent malgré tout de dire oui sont minables.

Quand on tire satisfaction de sa situation ou qu'on profite du temps libre dont on dispose pour se distraire ou prendre du plaisir, pourquoi irions-nous le gaspiller à vouloir changer la société, à penser à des choses si laides, si tristes alors qu'on peut s'en passer et se laisser vivre, profiter de la société telle qu'elle est sans se poser trop de questions, surtout celles qui sont embarrassantes et viendraient troubler notre petite tranquillité.

Après tout, on n'est pas responsable des gens qui sont bourrés de problèmes, s'ils en sont arrivés là c'est qu'ils l'ont bien voulu quelque part, nous, si nous nous en sommes bien sortis c'est que nous avons fait ce qu'il fallait, ils n'avaient qu'à faire de même au lieu de pleurnicher sans arrêt ou de nous emmerder avec leurs histoires.

Vous êtes pauvre, chômeur, malade, handicapé, vieux, cela a de quoi vous rendre bilieux, aigri, dépressif, agressif, triste à broyer du noir ou à mourir quand en plus on vous méprise, on vous ignore ou on vous traite en parasite, les gens, votre famille, vos amis vous tournent le dos, vous rejette, vous n'existez plus pour personne, vous êtes déjà mort.

Cette société bien pensante, qui ne manque de rien, qui a un salaire confortable, un statut supérieur ou garanti, un compte en banque bien garni, qui profite d'héritages, qui a les moyens d'économiser, qui juge, critique, censure, méprise, bannit, se croit supérieure aux autres, elle est somme toute superficielle, insignifiante, médiocre.

Brexit ou qui perd gagne.

- Brexit : une majorité de Britanniques contre un nouveau référendum - La Tribune

Les pro-remain ont compris où étaient leurs intérêts...

- Londres veut "réussir le Brexit" avec des accords de libre-échange - La Tribune

La nouvelle première ministre britannique Theresa May semble vouloir engager rapidement des discussions pour établir des accords de libre-échange entre le Royaume-Uni après la sortie de ce dernier de l'Union européenne. Samedi 16 juillet, la locataire du 10 Downing Street s'est entretenu avec le premier ministre australien, Malcolm Turnbull, qui a affirmé être « décidé à conclure un traité aussi vite que possible avec le Royaume-Uni ». De son côté, le nouveau secrétaire au Commerce Liam Fox va entamer cette semaine une tournée aux Etats-Unis pour tenter de lancer les fondements d'un accord commercial avec Washington.

Selon le quotidien eurosceptique Telegraph, la priorité du gouvernement de Theresa May sera de conclure un accord avec les Etats-Unis.

Les discussions devraient être plus faciles avec l'Australie. Malcolm Turnbull a fait part de son « enthousiasme » à Theresa May pour conclure un accord.

Elle en a profité pour dresser les grandes lignes de l'action commerciale de son gouvernement. « Il est très clair que ce gouvernement veut faire de notre sortie de l'UE un succès et une des façons de le faire est de saisir les opportunités de conclure des accords de libre-échange avec nos partenaires autour du globe ». Et de poursuivre à propos de l'Australie : « c'est très encourageant qu'un de nos plus proches partenaires internationaux cherche à réaliser un tel accord. Cela prouve que nous pouvons réussir le Brexit ». Une dizaine de pays avait fait part de leur volonté d'engager des discussions commerciales avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit. La Tribune

- John Kerry invoque le Brexit pour vendre le traité transatlantique - BFM Business

- L'UE va négocier un accord de libre-échange avec l'Indonésie - AFP

- Wall Street à de nouveaux sommets avec JPMorgan et les banques - Reuters

- Brexit : "Quitter l'UE ne signifie pas quitter l'Europe" (Boris Johnson) - La Tribune

Boris Johnson, le nouveau ministre britannique des Affaires étrangères, a affirmé jeudi que quitter l'Union européenne ne signifiait pas quitter l'Europe, dans sa première déclaration publique depuis sa nomination.

"Il y a une différence énorme entre le fait de quitter l'UE et nos relations avec l'Europe qui vont s'intensifier", a-t-il déclaré devant son ministère. "Bien sûr nous allons appliquer la volonté de la population lors du référendum mais cela ne veut aucunement dire quitter l'Europe", a-t-il ajouté.

De son côté, le commissaire britannique démissionnaire Jonathan Hill a appelé jeudi son pays et l'UE à prendre le temps d'organiser "calmement" leur divorce.

"Nous devons gérer ce processus intelligemment et ne pas aboutir à une situation" où les deux parties nuiraient à leurs intérêts respectifs, a-t-il plaidé, après avoir été interrogé sur le sujet par la presse. La Tribune

Ils ont osé le faire.

- Le Brexit provoque un regain du sentiment européen - LeMonde.fr

La tempête du Brexit suscite un regain du sentiment européen dans plusieurs capitales européennes, selon une enquête organisée dans six pays par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes, publiée par Le Monde, vendredi 15 juillet.

Après le Brexit, les six pays de l'étude considèrent que « c'est plutôt une bonne chose » d'appartenir à l'UE : cela va de 59 % en Italie à 89 % en Pologne. Le sondage Ifop montre une nette progression du sentiment européen. En France (67 %) comme en Allemagne (81 %), la progression est de près de 20 points par rapport à 2014.

Les principaux pays européens – à l'exception de l'Italie – n'adhèrent pas à une vision pessimiste de l'après Brexit. Ils sont 54 % en Allemagne, 47 % en Espagne, 44 % en Pologne, 41 % en Belgique, 37 % en France et 36 % en Italie à considérer que « l'UE va repartir sur de nouvelles bases et sortira renforcée de cette crise ». 41 % des Italiens estiment au contraire que le départ d'autres pays va provoquer la disparition de l'UE, ce qui est le cas de 32 % des Français et de seulement 19 % des Allemands.

De qui viendra la relance de l'UE ? Les Européens ont peu confiance en leurs dirigeants pour cela. C'est le cas de moins de 30 % d'entre eux en Espagne, en France et en Italie. Ils préfèrent les autres dirigeants européens et les responsables des institutions européennes (Jean-Claude Juncker, Donald Tusk, Martin Schulz) pour « engager une nouvelle relance de la construction européenne ».

Le renforcement des institutions est largement plébiscité, qu'il s'agisse de la création d'un poste de ministre des finances européen ou de l'élection d'un président de l'UE au suffrage universel. Plus des deux tiers des personnes interrogées ne veulent pas d'un retour à une monnaie nationale, à l'exception de l'Italie, où la majorité n'est que de 57 %. La nostalgie de la monnaie nationale a baissé de neuf points en France, de sept points en Belgique et de trois en Espagne. Seul en Italie, le rejet de l'euro a progressé de sept points en deux ans.

Les Européens interrogés sont globalement assez sévères avec les Britanniques. Ils jugent pour la plupart que le Brexit va « affaiblir l'économie » du Royaume-Uni. LeMonde.fr 14.07

- David Cameron quitte la scène en plaisantant - LeFigaro.fr

Avant de présenter sa démission à la reine, le premier ministre sortant s'est livré à une ultime séance de questions au chef du gouvernement à la Chambre des communes, sur un ton badin. LeFigaro.fr

- Theresa May, nouvelle Premier Ministre, nomme son gouvernement - Reuters

Consciente des défis qui l'attendent, Theresa May a précisé d'emblée: "Le gouvernement que je vais diriger ne sera pas animé par la défense des intérêts de quelques privilégiés mais par les vôtres. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour vous donner plus de contrôle sur votre existence."

"Quand nous prendrons de grandes décisions, nous ne penserons pas aux puissants mais à vous, lorsque nous adopterons des lois nous n'écouterons pas les puissants mais vous, quand il s'agira de fiscalité nous ne favoriserons pas les nantis mais vous", a-t-elle promis. (Extraordinaire, quelle menace ! - LVOG)

Elle devra également tenter de réunifier un Parti conservateur fracturé par le Brexit et une nation divisée par un scrutin au cours duquel se sont exprimés la colère et le ressentiment de la population à l'égard des élites et de la mondialisation.

Très attentive à ce Brexit, la présidence américaine a réagi rapidement pour féliciter Theresa May de sa nomination et se réjouir que les premières déclarations de la nouvelle chef du gouvernement soient en accord avec les conseils offerts par Barack Obama. Reuters

Pour un peu ils en arriveraient à avouer que le Brexit était un coup monté depuis Washington, non ?

- David Davis, un europhobe libertarien pour gérer le Brexit - lemonde.fr

Un long article, publié le 11 juillet sur le site ConservativeHome, détaille sa stratégie de rupture avec l'UE et présente le Brexit comme une excellente opportunité pour « construire notre place dans le monde », une expression reprise depuis lors par Mme May. Il promet « des effets bénéfiques » sur l'économie britannique, « avant même le départ formel de l'UE », qu'il prévoit autour de décembre 2018.

David Davis critique le type de croissance dont profite actuellement l'économie britannique, basée, selon lui, sur une faible productivité, des bas salaires et le recours à une « immigration de masse incontrôlée ». Il estime que le Brexit offre la possibilité d'une réorientation vers une « stratégie de croissance tirée par les exportations », grâce à des traités de libre-échange beaucoup plus rapidement conclus qu'à travers l'Union européenne.

Il estime que de tels traités peuvent être signés d'ici un à deux ans avec les Etats-Unis, l'Australie, la Chine et l'Inde. L'attractivité du Royaume-Uni serait assurée par une nouvelle baisse (à 15 %) de l'impôt sur les sociétés.

Le nouveau ministre du Brexit estime que l'UE va continuer d'offrir à Londres un libre accès à son marché unique sans droits de douane, car c'est, selon lui, son intérêt. « Une fois que les pays européens auront compris que nous resterons fermes sur le contrôle de nos frontières, ils voudront discuter, dans leur propre intérêt », écrit-il. M. Davis reste cependant muet sur la question

du maintien de la libre circulation des personnes, corollaire de l'accès au marché unique.

Selon le nouveau ministre, le Royaume-Uni devrait enclencher l'article 50 du traité de Lisbonne, qui formalise le début des négociations de sortie, « avant ou dans le courant de l'année prochaine ». Dans une autre déclaration, faite en mai, il plaide pour une stratégie de Brexit centrée sur la recherche d'un accord avec Berlin et non Bruxelles. Theresa May pourrait donc tenter de constituer un axe avec la chancelière allemande, Angela Merkel, à laquelle elle est souvent comparée. lemonde.fr 14.07

Une « immigration de masse incontrôlée » est souhaitable pour l'UE, mais pas pour la Grande-Bretagne... ni pour les Etats-Unis, vous l'aviez remarqué aussi, bravo !

Bienvenue chez les aristocrates.

- Polémique : un coiffeur à 9 895 € par mois pour François Hollande - Francetv info

C'est une polémique dont l'Élysée se serait bien passé : le contrat du coiffeur personnel du chef de l'État a été dévoilé par le Canard Enchaîné. Il a été recruté comme agent contractuel pour la durée du mandat, pour un salaire mensuel de 9 895 euros brut.

L'avocate du coiffeur, elle, affirme qu'il est corvéable à merci, disponible pour chaque intervention et déplacement à l'étranger de François Hollande. De son côté, l'exécutif assume, non sans un certain embarras. "Je peux comprendre les interrogations, je peux considérer que là-dessus il y a des jugements, mais il est là 24h/24", a expliqué Stéphane Le Foll, le porte-parole du gouvernement devant la presse. A son époque, Nicolas Sarkozy avait aussi embauché une maquilleuse à l'Élysée, rémunérée selon certaines sources, 8 000 euros par mois. Francetv info

Concours de populisme.

- Manuel Valls accuse Emmanuel Macron de "céder aux sirènes du populisme" après son meeting - Francetv info

Manuel Valls hausse encore le ton contre son ministre. Devant les députés, le Premier ministre a étrillé une nouvelle fois Emmanuel Macron, mercredi 13 juillet, en l'accusant de céder "aux sirènes du populisme", après les propos qu'il a tenus la veille, lors du premier meeting de son mouvement "En Marche !".

Le ministre de l'Economie, qui cache de moins en moins ses ambitions présidentielles, s'est revendiqué comme "anti-système". "On ne peut pas dénoncer un prétendu 'système' en cédant aux sirènes du populisme quand, circonstance aggravante, on est soi-même le produit le plus méritant de l'élite de la République", a rétorqué Manuel Valls devant les députés. Après Anne Hidalgo mercredi matin, le Premier ministre a rappelé qu'Emmanuel Macron était diplômé de l'ENA, comme un grand nombre de dirigeants politiques.

"Un climat pourri par l'ambiguïté"

S'il ne nomme pas son ministre directement, le chef du gouvernement a multiplié les attaques contre Emmanuel Macron. "Je le dis en présence de ministres, de parlementaires qui ont toujours su montrer leur loyauté. L'éthique de responsabilité, c'est le devoir de clarté, pas l'entretien d'un climat, pourri par l'ambiguïté", a-t-il continué. Francetv info

- Présidence de l'INRA : sénateurs et députés valident la candidature de Philippe Mauguin, dircab de Le Foll - Public Sénat

Alors que sa nomination par François Hollande fait polémique, les députés et sénateurs ont validé ce mercredi la candidature de Philippe Mauguin, dircab de Stéphane Le Foll à la tête de l'INRA. Public Sénat

Honneur à l'indignité.

- Légion d'honneur : qui sont les décorés du 14 Juillet ? - lefigaro.fr

Chaque année, environ 3.000 personnes sont distinguées par la Légion d'honneur. Fondée par Napoléon Bonaparte en 1802, elle est la plus élevée des distinctions nationales. Elle compte aujourd'hui environ 93.000 membres, un chiffre stable depuis dix ans. Le code prévoit un maximum de 125.000 décorés vivants. lefigaro.fr

En famille.

- 4 Vérités - NKM : "Les idées de Macron ne me posent pas de problème" - Francetv info

Etat policier, monde militarisé

- Défense: Marine Le Pen (FN) veut que le budget soit "au minimum" à 2% et puisse "tendre vers les 3%" - AFP

Marine Le Pen, présidente du Front national, souhaite que le budget de la Défense soit "sanctuarisé" et "porté au minimum à 2% du PIB, puis tendre vers les 3%", dénonçant les "choix politiques irresponsables" de Nicolas Sarkozy, puis de François Hollande. AFP

- Affiches et fresque anti-police, Eric Ciotti saisit la justice - Reuters

Le député et président du conseil départemental des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti (Les Républicains), demande à la justice d'engager des poursuites à la suite de la publication d'affiches controversées contre la police par une branche de la CGT.

Ce proche de Nicolas Sarkozy, qui a annoncé sa plainte jeudi sur Twitter, vise également la réalisation "d'une fresque anti-police" sur un mur dans le cadre d'un festival de street art "subventionné par la commune de Grenoble" (Isère), oeuvre dont la destruction, qui était prévue, a eu lieu le 8 juillet.

"Ces publications stigmatisent l'action des forces de sécurité aujourd'hui confrontées à un niveau d'engagement particulièrement intense" écrit-il dans un courrier adressé au procureur de la République du tribunal de grande instance de Paris, lettre dont Reuters a obtenu une copie.

"A défaut d'avoir d'ores et déjà été saisi par Monsieur le ministre de l'Intérieur, il serait opportun que les faits visés fassent l'objet des poursuites qu'ils méritent à votre initiative", conclut-il dans les deux courriers relatifs aux affiches et à la fresque. Reuters

- Nest veut booster ses ventes d'objets connectés - LeMonde.fr

Après le départ de son fondateur, le spécialiste américain des produits connectés pour la maison mise sur la sortie d'une caméra d'extérieur pour développer ses ventes. LeMonde.fr

[Bienvenue en oligarchie](#)

- La bataille est culturelle et nous sommes en train de la perdre

Au nom du rationalisme et du chiffre, les politiques ont décidé de totalement ignorer la bataille culturelle et idéologique. Slate.fr

- S'habitue-t-on à vivre sous le terrorisme? - Slate.fr

- Donald Trump, le pantin de Poutine

Si le président russe pouvait désigner un candidat pour saper les intérêts américains (et favoriser les siens), il ressemblerait beaucoup au milliardaire. Vladimir Poutine a un plan pour détruire l'Occident, et ce plan ressemble beaucoup à Donald Trump. Slate.fr

- Le discours de Macron, un vrai renouveau du logiciel politique - Slate.fr

- Les insultes faites aux États par Boris Johnson, nouveau ministre des Affaires étrangères britannique - Slate.fr

- Royaume-Uni : Boris Johnson, ministre des bourdes étrangères - LeParisien.fr

- Plusieurs milliers de Vénézuéliens vont acheter leur papier toilette en Colombie

La pénurie de nourriture et de médicaments se transforme en crise humanitaire au Venezuela. Slate.fr

- L'Agence mondiale antidopage appelle à l'exclusion de la Russie des JO de Rio -

L'Agence mondiale antidopage a publié lundi un rapport qui démonte le système russe mis en place notamment lors des Jeux de Sotchi, en 2014. LeMonde.fr

- «Beaucoup de femmes et d'hommes, LGBT et noirs, sont victimes de racisme et d'homophobie»

Du 15 au 17 juillet se tiendra la première édition de la «Paris Black Pride». Une association propose, le temps d'un week-end, des événements culturels, des tables-rondes et des soirées pour réfléchir au quotidien d'une personne LGBT de couleur. Liberation.fr

La causerie des jours antérieurs.

Il y a à peine quelques jours j'interprétais la rupture de Mélenchon avec le PCF et le Front de gauche comme l'annonce de sa droitisation ou sa confirmation plutôt.

- Le NPA accuse Mélenchon de reprendre "la rhétorique de l'extrême droite" - AFP

Bingo, le voilà qui vient de reprocher à l'ouvrier polonais de venir bouffer le pain du brave ouvrier français, sans doute pour être en phase avec le discours dominant ou des commentateurs officiels qui ont interprété ainsi le Brexit contre lequel il était (J'en suis resté à son refus de rompre avec l'UE), histoire de récupérer l'effet du Brexit, le crétin n'ayant pas encore réalisé qu'il avait été confisqué ou qu'il avait été le produit d'une mise en scène des dirigeants de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Le Brexit présentait plusieurs avantages pour l'oligarchie :

- Montrer aux peuples de l'UE qu'il ne servirait à rien, puisque les liens existant entre l'UE et la Grande-Bretagne ne seraient pas rompus et aucune directive européenne intégrée dans la législation britannique ne serait abrogée, sauf peut-être celles encore trop contraignantes régulant la finance, bref, le tout concourant à renforcer le pouvoir de l'impérialisme britannique davantage lié à l'impérialisme américain et donc à l'oligarchie financière anglo-saxonne ;

- Qu'ils en paieraient les conséquences, démontrant qu'il n'existait pas d'alternative à l'UE...

Mélenchon est un populisme de droite incapable de s'assumer.

Il a soutenu l'opération ayant consisté à déverser brutalement des centaines de milliers de migrants sur l'Europe depuis la Turquie avec l'aval de Washington et de l'Otan, mais lorsqu'il s'est agi d'en assumer les conséquences sociales et politiques qui devaient favoriser l'extrême droite, il n'a rien trouvé de mieux que de s'en prendre à des travailleurs immigrés qui ne demandaient qu'à vivre de leur travail. Que faudrait-il faire une fois qu'ils sont sur le sol français, les jeter à la mer, les renvoyer chez eux les menottes aux poignets comme de vulgaires délinquants, les enfermer derrière des fils barbelés, les priver de travail, c'est ce que suggère Mélenchon.

A l'opposé depuis des années je me suis prononcé pour le rétablissement des frontières et l'abolition de Schengen qui profite aux esclavagistes et à l'extrême droite, partant du principe que c'était dans leur propre pays que les travailleurs devaient lutter pour l'amélioration de leur sort et pour en finir avec le régime qui les exploite et les opprime, car personne d'autres ne pourraient le faire à leur place.

Ceux qui n'ont pas compris ma position ont adopté celle de Mélenchon qui devait le conduire là où il en est, alors que je passais pour un réactionnaire sans jamais tenir le discours ignoble que vient de tenir ce charlatan.

J'ai l'avantage sur mes contradicteurs d'avoir immigré en Inde il y a bientôt 20 ans, le 16 août 1996, et donc d'avoir un statut particulier qui stipulait que je n'avais pas le droit de travailler et que j'ai violé, sans que les autorités n'en aient tenu compte, risquant toutefois à tout moment si elles l'avaient décidé, d'annuler mon visa et de me reconduire à la frontière ou de m'expulser.

Quand j'ai décidé d'aller vivre en Inde, j'ai pris une décision individuelle et j'entends qu'elle soit traitée à ce niveau, aussi je considère que je n'ai pas à revendiquer un statut différent de celui m'était proposé en connaissance de cause, je ne réclame aucun avantage particulier ni même d'être traité comme un Indien puisque je ne le suis pas, c'est à moi de m'adapter aux conditions qui m'ont été offertes avec les restrictions qu'elles comportaient ou de retourner en France si elles ne me convenaient pas.

Quand j'ai travaillé à l'Alliance française comme professeur de français, la responsable des cours avec laquelle je m'étais lié d'amitié était chargée de répartir les heures de cours entre les différents professeurs sachant qu'elle ne pourrait pas contenter tout le monde. Jamais je n'ai contesté ses décisions quand elles ne m'étaient pas favorables, estimant que les Indiens étaient prioritaires, car si moi j'avais le choix entre vivre en France ou en Inde, eux ne l'avaient pas.

Pour vous donner une meilleure idée de mon état d'esprit qui n'a rien à voir avec l'affairiste Mélenchon, j'ai été confronté à une situation analogue quand je faisais les études dirigées de classes de 6e et 5e au lycée français. Le proviseur décida de les donner à une professeure d'allemand installée en Inde de longue date, qui avait vu ses heures de cours amputées parce que peu d'élèves avaient choisi l'allemand en option, sa rémunération s'en trouvait réduite d'autant. En apprenant que je ne travaillerais plus au Lycée Français je n'ai pas protesté, j'ai estimé que cette décision était justifiée et j'ai embrassé Marion, on était pote.

La décomposition du mouvement ouvrier fut un acte politique délibéré.

Les opportunistes n'ont pas "donné corps dans la vie à ce mot d'ordre" « plus profondément dans les masses », ils l'ont ignoré !

(Extraits de la résolution du IIe congrès de l'Internationale Communiste)

- "Un des obstacles les plus graves au mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés dérive du fait que grâce aux possessions coloniales et à la plus-value du capital financier, etc., le capital a réussi à y créer une petite aristocratie ouvrière relativement imposante et stable. Elle bénéficie des meilleures conditions de rétribution ; elle est, par-dessus tout, pénétrée d'un esprit de corporatisme étroit, de petite bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable « point d'appui » social de la IIe Internationale des réformistes et des « centristes », et elle est bien près, à l'heure actuelle, d'être le point d'appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable, du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte directe, systématique, large, déclarée, avec cette petite minorité, qui, sans aucun doute (comme l'a pleinement prouvé l'expérience) donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat.

Tous les partis adhérant à la IIIe Internationale doivent, coûte que coûte, donner corps dans la vie à ce mot d'ordre, « plus profondément dans les masses », en comprenant par masse tout l'ensemble des travailleurs et des exploités par le capital, et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation."

(Quelle précision, quelle insistance... tombée dans l'oreille d'un sourd, mille fois hélas ! - LVOG)

(Un programme de "transactions aimables avec les capitalistes" ou de collaboration de classe avec les capitalistes était plus alléchant. - LVOG)

N'englobant que les ouvriers spécialisés les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique, complètement étranger aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les Syndicats ont non seulement trahi la cause de la Révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de la vie des ouvriers qu'ils avaient organisés. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte, par un programme de transactions aimables avec les capitalistes. Cette politique a été non seulement celle des Trade-Unions libérales en Angleterre et en Amérique, des Syndicats libres, prétendument socialistes d'Allemagne et d'Autriche, mais aussi des Unions syndicales de France. (...)

(Politique dite contractuelle, négociations, réunions, conférences, dialogue social, accords en tous genres, etc. une trahison permanente. - LVOG)

On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des Syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat, mais celle de toute sa masse. En entrant dans les Syndicats, les masses cherchent à en faire leur arme de combat. L'antagonisme des classes devenant toujours de plus en plus aigu force les Syndicats à organiser des grèves dont la répercussion se fait sentir dans le monde capitaliste tout entier, en interrompant le processus de la production et de l'échange capitalistes. En augmentant leurs exigences à mesure qu'augmente le prix de la vie et qu'elles-mêmes s'épuisent de plus en plus, les masses ouvrières détruisent par cela même tout calcul capitaliste qui représente le fondement élémentaire d'une économie organisée. Les Syndicats, qui étaient devenus pendant la guerre les organes de l'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.

(D'où à cette époque l'intérêt d'y militer, ce qui ne sera plus le cas lorsque les syndicats accompagneront les fermetures d'usine, les délocalisations, la politique d'austérité, etc. Les syndicats ne représentent plus "les organes de la destruction du capitalisme" depuis le milieu des années 20, quand le stalinisme s'est emparé de la CGT, mais des organes de soutien au capitalisme, et après il y en a qui prétendent qu'ils seraient indépendants ! Oui, du socialisme, assurément. - LVOG)

3. Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des Syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche partout à faire garder aux Syndicats leur caractère d'organisations de l'aristocratie ouvrière ; elle cherche à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les Syndicats. La vieille bureaucratie syndicale s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste qui revêt chaque jour de plus en plus le caractère d'un conflit révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix. Elle cherche à imposer aux ouvriers la politique des communes ouvrières, des Conseils réunis de l'industrie (Joint Industrial Councils) et à entraver par la voie légale, grâce à l'aide de l'Etat capitaliste, l'expansion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale ; elle est soutenue dans ces tentatives par l'oeuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste. Elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des privilèges de divers groupes du prolétariat ; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de

leurs besoins et leur manque de sécurité.

C'est de cette manière que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux au puissant courant du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme.

Etant donnée la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les Syndicats, et considérant le caractère objectivement révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des Syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du Communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des Syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de Syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et les pousse vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincus que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaines et supportables, dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des Syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le Communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des Syndicats, de les remplacer par des Unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un organe formé par les représentants des ouvriers industriels (Betriebsvertreter) en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

(Sauf que voilà, "les couches profondes du prolétariat" ne vaincront pas "les leaders opportunistes" qui demeureront en place pour avoir fui ou n'avoir pas rejoint les syndicats, et elles ne tireront aucune leçon de luttes auxquelles elles ne participeront pas et dont le profit devait aller principalement à l'aristocratie ouvrière. C'est dans "les couches profondes du prolétariat" que l'on trouve de nombreux désespérés, dépressifs, psychopathes, cinglés, suicidaires, criminelles... - LVOG)

5. Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des Syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière, correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

(Nos dirigeants attachent plus de prix à la forme des syndicats qu'à leur "but et à (leur) substance", aussi n'envisageront-ils jamais une scission, leurs partis ne s'en remettraient pas. - LVOG)

6. Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des Syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des Syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces Syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du Communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se constituent des organisations industrielles (soit sur la base des Syndicats, soit en dehors d'eux), tels les Shop Stewards, les Betriebsräte (Conseils de Production), organisations se donnant pour but de lutter contre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux Syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des Syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des Syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste.

7. A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque de développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la Révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les

ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possible, une union parfaite entre les Syndicats et le Parti Communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la Révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous ces Syndicats et Conseils de Production (Betriebsraeie) des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger.

(Quelle horreur, laissez-les vivre s'écrient nos dirigeants ! Malheureux, laissez les syndicats subordonnés au PS et au PCF, aux partis de la réaction ou de la contre-révolution, donc à l'Etat et au capitalisme... - LVOG)

II

1. La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de la vie des masses accentue tous les jours son caractère de lutte sans issue. La désorganisation économique qui envahit un pays après l'autre, dans une proportion toujours croissante, démontre, même aux ouvriers les plus arriérés, qu'il ne suffit pas de lutter pour la hausse des salaires et la réduction de la journée de travail, que la classe capitaliste perd de plus en plus la capacité de rétablir la vie économique et de garantir aux ouvriers ne fut ce que les conditions d'existence qu'elle leur assurait avant la guerre. La conscience toujours croissante des masses ouvrières fait naître parmi eux une tendance à créer des organisations capables d'entamer la lutte pour la renaissance économique au moyen du contrôle ouvrier exercé sur l'industrie par les Conseils de Production. Cette tendance à créer des Conseils industriels ouvriers, qui gagne les ouvriers de tous les pays, tire son origine de facteurs différents et multiples (lutte contre la bureaucratie réactionnaire, fatigue causée par les défaites essuyées par les Syndicats, tendances à la création d'organisations embrassant tous les travailleurs) et s'inspire en définitive de l'effort fait pour réaliser le contrôle de l'industrie, tâche historique spéciale des Conseils industriels ouvriers. C'est pourquoi on commettrait une erreur en cherchant à ne former ces Conseils que d'ouvriers partisans de la dictature du prolétariat. La tâche du Parti Communiste consiste, au contraire, à profiter de la désorganisation économique pour organiser les ouvriers et à les mettre dans la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat tout en élargissant l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier, idée que tous comprennent maintenant.

(On doit proposer aux travailleurs qui rejettent plus ou moins consciemment le régime et ses institutions, une forme d'organisation qui leur permette de s'adresser aux autres travailleurs, afin de partager leurs expériences et d'élever à leur rythme leur niveau de conscience au niveau du socialisme, de construire de nouveaux comités ou conseils et par la même occasion construire le parti... - LVOG)

2. Le Parti Communiste ne pourra s'acquitter de cette tâche qu'en consolidant dans la conscience des masses la ferme assurance que la restauration de la vie économique sur la base capitaliste est actuellement impossible ; elle signifierait d'ailleurs un nouvel asservissement à la classe capitaliste. L'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières n'est possible que si l'Etat est gouverné par la classe ouvrière et si la main ferme de la dictature prolétarienne se charge de l'abolition du capitalisme et de la nouvelle organisation socialiste.

[Comment les staliniens exploitent le Brexit au nom de la "souveraineté nationale".](#)

La libération du pays de la soumission à l'Euro, condition pour son développement et la souveraineté nationale - Jeronimo de Sousa, secrétaire général du PCP (parti communiste portugais) - Le Grand Soir

[L'OTAN ou l'armée de l'oligarchie financière anglo-saxonne.](#)

- «L'OTAN, c'est l'empire américain sur lequel le soleil ne se couche jamais» - Par Russia Today - Le Grand Soir 12.07

L'Union européenne est depuis le traité de Lisbonne (2010) «un partenaire stratégique de l'OTAN», c'est-à-dire une succursale de celle-ci...

Pour souligner d'abord que la tenue du sommet relève du pur symbolisme. L'OTAN, c'est l'empire américain sur lequel le soleil ne se couche jamais; le sommet, c'est la cour de Versailles où il faut être vu en train d'orbiter autour du président-soleil pour exister. C'est une alliance dont les Etats-Unis assurent 72% du financement; les autres pays en sont des vassaux. Le symbolisme sert à en souder la solidarité : avec 29 pays membres et autant d'autres pays participants, il est évident que rien ne peut être décidé dans ses réunions elles-mêmes. Tout a été décidé à l'avance par on ne sait quelle méthode.

Un empire, c'est un projet universel légitimé par des gestes sémiotiques et par la menace d'un ennemi extérieur. Cet ennemi, c'est la Russie...

L'OTAN est devenu beaucoup trop grande pour pouvoir exister sans un ennemi presque aussi grand qu'elle.

Si Hillary Clinton est élue présidente des Etats-Unis en novembre, de nouvelles provocations sont une quasi-certitude en 2017. arretsurinfo.ch 12.07

Un scoop, une découverte avec près d'un siècle de retard.

- Après la lutte contre la loi travail, on peut établir une première certitude : le PCF/FDG est un usurpateur et il trahit les travailleurs.
- Jimmy Dalledoo - Le Grand Soir 12.07

- La dictature du capital a donc besoin d'une opposition loyale, c'est-à-dire d'opposants qui resteraient acceptables pour la dictature du capital. Et c'est à ce petit jeu qu'aime jouer le PCF/FDG, qui n'est autre qu'une formation de type social-démocrate voulant rester à la gauche du PS, lui-même un des deux grands partis du capital. Le PCF usurpe le nom de communiste, alors qu'il n'est plus communiste depuis longtemps, car il a abandonné tous les principes communistes : dictature du prolétariat, lutte de classe, analyse matérialiste de l'État, etc, etc.

En conservant le non de « communiste », le PCF empêche la reconstruction d'un véritable parti révolutionnaire basé sur des principes communistes. Le PCF rallie donc une partie des couches populaires et les subordonne à la dictature du capital. Sa volonté de rester à la gauche du PS peut se constater dans des régions où le PCF est à la gauche du PS pour gérer ces régions.

Le PCF/FDG est donc une opposition loyale à la classe capitaliste et ils espèrent un bel avenir dans le capitalisme : le PCF/FDG est un sas de décompression pour la dictature du capital. Le PCF/FDG est donc un mensonge très organisé, faisant croire qu'ils seraient les défenseurs des intérêts des couches populaires : en réalité, il oriente ces couches populaires dans la gueule du loup.

Pour que ce mensonge puisse fonctionner, le PCF/FDG détient un outil efficace : la direction syndicale. En effet, la direction syndicale est fournie par le PCF/FDG. Il s'ensuit que c'est le PCF/FDG qui donne les directives politiques à certaines directions syndicales. Lors de la lutte sociale contre la loi travail, nous avons pu constater que le PCF/FDG était très présent dans la lutte syndicale. Lors de la lutte sociale contre la loi travail, les ballons du PDG, FDG, PCF flottaient aux côtés des ballons des organisations syndicales.

Les directions syndicales fournies par le PCF/FDG avaient donc pour consigne de développer la lutte économique, mais de stopper la lutte politique et idéologique. En effet, si cela avait été effectué, si le développement de la lutte de classe avait été complet, la véritable nature du PCF/FDG aurait été avouée : les travailleurs auraient pris conscience que le PCF/FDG veut rester à la gauche du PS et prendre sa place dès que possible.

S'ajoutent aussi des perspectives électoralistes, car après l'élection présidentielle de 2017, il y aura les élections législatives et le PCF/FDG aura besoin du PS pour décrocher des mandats et conserver ses mandats en cours. Il fallait donc pour le PCF/FDG développer la lutte économique contre la loi travail au maximum, afin d'absorber la colère des masses en les asphyxiant économiquement (la grève est limitée car il faut payer les factures et pouvoir se nourrir).

Ceci étant dit, une ligne de démarcation doit être effectuée entre les directions syndicales fournies par le PCF/FDG d'un côté, et les militants et travailleurs à la base de l'autre : il y a même contradiction entre les deux. La solution au problème est d'arracher ce masque social du PCF/FDG dans un premier temps, car il oriente les travailleurs dans la gueule du loup. Il faut en finir avec ces usurpateurs du PCF, afin de reconstruire un véritable parti révolutionnaire pour les travailleurs.

De là renaîtrait un syndicalisme de classe et de lutte et dans laquelle les idées révolutionnaires seraient dominantes. Les travailleurs organisés, conscientisés et armés idéologiquement seraient alors en capacité d'en finir avec ce système pourri et d'en finir avec le mode de production capitaliste.

La seule solution, c'est le socialisme ! Le Grand Soir 12.07

Commentaires d'internautes

- *Texte parfaitement lumineux...*

Cependant le problème à prendre en compte est l'écart entre l'espace et le temps de la prise de conscience.

Combien a-t-il fallu de trahisons, de reniements de la part de dirigeants félon pour pouvoir publier un tel texte sur un site ou dans un média anti-système tels que LGS, (Et sur d'autres médias), sans se retrouver couvert d'anathèmes allant de "valet de l'Impérialisme" à "traître à la classe ouvrière" ?

Et ceci par des militants sincères qui en parallèle avaient rejeté en bloc les notions de "lutte de classe" ainsi que celles de "dictature

du prolétariat". Des militants qui alors prônaient alors sans arrêt la nécessité de séparer les actions politiques, économiques et syndicales alors que toutes ces actions ne peuvent fonctionner que par syncrétisme interactif.

Combien -t-il fallu de coup de pieds au cul et de baffes de la part de ces dirigeants ignares, incapables ou félons, à ces militants pour que ces derniers se rendent compte de l'état réel des lieux ?

Je n'exagère pas. J'ai écrit et rendu public dans le PCF et dans la CGT à mon niveau local il y a plus de 20 ans une analyse presque équivalente. Et même à l'époque je n'étais pas seul, loin de là, à penser ainsi ; nous n'avons obtenu que des quolibets, des accusations de trahison même pas voilées, ou pour ceux qui nous aimaient bien une commisération certaine.

Le vrai problème n'est pas simplement la partie visible de l'iceberg, soit le constat qui vient d'être fait de la déstructuration des organismes "révolutionnaires" suite à ce vide de coordination, mais surtout le fait que c'est dans la conscience même des masses que le travail de déstructuration a été réalisé de l'intérieur de nos orgas par des dirigeants syndicaux et politiques que je ne citerai pas mais que nous connaissons tous très bien.

Pour cela ils ont utilisé la désinformation, l'acculturation des militants, la destruction des systèmes d'éducation politiques et syndicaux au sein de nos orgas, et la trahison de la confiance aveugle de nos militants, quand ça n'est pas l'appel aux instincts les plus bas de l'opportunisme humain.

Aujourd'hui, même si de plus en plus de camarades et de travailleurs sont à même de faire ce constat, on peut tout de même regretter que cela se réalise à travers une des plus graves atteintes aux droits fondamentaux alors que le temps est compté et que la menace d'atteintes bien plus graves y compris envers les libertés publiques tout simplement sont à l'ordre du jour.

Ca n'est pas tout de faire les bonnes analyses, et de découvrir le taureau lorsqu'on en voit les c.....s mais ça n'est certainement pas ainsi qu'on peut gagner les guerres. Ca sert tout au plus à désigner des boucs émissaires, qui de toute façon sont à l'abri, pour se dédouaner de n'avoir pas su être vigilants et actifs, ainsi qu'à à s'auto-flageller inutilement.

Et ce que nous vivons aujourd'hui est bien une "guerre". Non pas une simple "lutte de classe" avec un sous-entendu de fair-play et de sport lié au concept de "lutte", mais une vraie "guerre de classes", sinon même un "génocide de classes" dans certaines parties de la planète dont nous ne sommes pas exclus de faire partie un jour ou l'autre.

Je sais que pour des "pacifistes" le concept de "guerre" sonne comme un "gros mot" imprononçable, mais si on continue à jouer à l'autruche et à attendre après d'hypothétiques hésitations ou remords de nos ennemis pour les empêcher de nous nuire, si nous continuons à mener nos stratégies selon leur canevas, dans 10 ou 20 ans, si ça n'est pas avant, nous ou nos enfants n'auront pas dans leur esclavage le souci de savoir si ce type d'analyse peut s'écrire ou pas... Ou si c'est politiquement correct ou pas.

Je souhaite donc à tous ceux qui au travers de ce texte se rendent enfin compte dans quelle m...e nous sommes, et dans quelle situation nous avons entraîné ceux que nous avons vocation à défendre et à aider d'enfin comprendre qu'il faudrait qu'ils commencent à penser par eux-même et surtout à apprendre à se battre en commun.

Qu'ils comprennent aussi qu'aider les travailleurs ça n'est pas uniquement de poser des emplâtres sur les jambes que le capital a coupés, (afin d'apaiser l'opinion publique au bénéfice des coupeurs de jambes), mais que c'est avant tout montrer et démontrer aux travailleurs par notre exemple qui sont leurs vrais amis et qui est leur seul et unique ennemi.

Politiquement, socialement, syndicalement ; et les trois à la fois si possible.

Il est temps de recréer un vrai Parti communiste révolutionnaire, de vraies orgas sociales de masse, et un vrai syndicat CGT qui travaillent en symbiose." Fin.

Je vous fais grâce de la note nostalgique figurant à la suite de ce commentaire vantant le glorieux passé du PCF qui servait en réalité les mêmes intérêts qu'aujourd'hui, le régime en place.

Ce constat est juste mais insuffisant, encore un effort et vous parviendrez peut-être aux mêmes conclusions que nous. Dans ce commentaire figure des éléments qui expliquent également la scission du POI et la dislocation de l'avant-garde après la mort de Trotsky.

En gros, la question qui est posée aux militants ouvriers est de savoir si oui ou non nous serons capables un jour de renouer avec le marxisme. Attention aux apparences, il est facile de concevoir un discours aux accents marxistes, aussi faut-il veiller à ce qu'il ne s'accompagne pas d'un double langage consistant à refuser de rompre avec les appareils vendus des syndicats ou de caractériser de droite le PS et ses satellites ou alliés électoraux...

Alors que tout le monde sait que la Turquie sert également de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique et d'al-Qaïda.

- Paris s'interroge sur La fiabilité d'Ankara face à l'EI - Reuters

La France posera la semaine prochaine à Washington lors d'une réunion de la coalition militaire la question de la fiabilité de la Turquie dans la lutte contre le groupe Etat islamique, a déclaré dimanche Jean-Marc Ayrault. Reuters

- Alain Juppé estime que la Turquie n'a pas sa place dans l'UE -

L'ancien Premier ministre français Alain Juppé a plaidé lundi pour un arrêt de l'élargissement de l'UE, estimant que la Turquie n'y avait pas sa place et demandant la suspension des négociations avec les pays des Balkans. AFP

Syrie. L'Agence Française de Propagande est bien le porte-parole des putschistes du Pentagone.

Désinformation et propagande en faveur des barbares de Daesh et du Front al-Nosra qualifiés de rebelles.

- Syrie: les quartiers rebelles d'Alep totalement assiégés par l'armée - AFP

Les quartiers est de la ville septentrionale d'Alep tenus par les rebelles sont maintenant "complètement assiégés", a indiqué dimanche une ONG, après que l'armée syrienne a repris le contrôle de la dernière route d'approvisionnement y menant.

"Les combattants du régime sont désormais sur la route du Castello et l'ont totalement coupée", a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). De ce fait, "les quartiers de l'est sont complètement assiégés", a-t-il ajouté. AFP

- Syrie : John Kerry s'accorde avec la Russie - Réseau Voltaire 15.07

Le secrétaire d'État John Kerry s'est rendu en urgence à Moscou. Il a successivement rencontré le président Vladimir Poutine, puis le ministre des Affaires étrangères Sergeï Lavrov.

Le secrétaire d'État était venu proposer de joindre les efforts militaires états-uniens et russes contre Daesh, ainsi que l'avait proposé la Russie plusieurs fois en vain.

La discussion devait porter sur les groupes à attaquer et ceux à préserver. Jusqu'ici, Washington soutient une distinction entre jihadistes étrangers qu'il condamne et opposition syrienne modérée qu'il encadre. Cependant, lors du Festival d'Aspen, John Kerry avait surpris ses auditeurs en déclarant : « Il y a plusieurs sous-groupes de Daesh et du Front al-Nosra, notamment Jaysh al-Islam et Ahrar al-Sham, qui ne respectent pas les conditions du cessez-le-feu et mènent des combats ».

Jaysh al-Islam (Armée de l'islam) est un groupe financé par l'Arabie saoudite et encadré, jusqu'au Brexit, par des SAS britanniques. Son représentant, Mohammed Allouche, a présidé la délégation de l'opposition « modérée » aux pourparlers de Genève. Il est particulièrement actif dans la région de Damas.

Ahrar al-Sham (Mouvement islamique des hommes libres du Sham) est un groupe créé au tout début de la guerre contre la Syrie, avant même l'Armée syrienne libre, par la Turquie qui l'encadre. Il est financé par le Qatar et ses relations publiques étaient assurées jusqu'au Brexit par le MI6 britannique. La plupart de ses dirigeants sont membres d'al-Qaïda, mais l'organisation elle-même n'y est pas affiliée. Ainsi, le groupe a-t-il pu publier une tribune libre dans le Washington Post. Il est particulièrement actif dans le gouvernorat d'Alep.

La coordination militaire entre la Russie et les États-unis devrait se faire depuis la Jordanie. Après quatre ans de guerre, les deux Grands seraient convenus d'une interprétation unique du Communiqué de Genève (2012) : la création d'un gouvernement d'union nationale sous la présidence de Bachar el-Assad.

Il n'est toujours pas confirmé que la Maison-Blanche ait approuvé l'accord de Moscou. Réseau Voltaire 15.07

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juillet 2016

CAUSERIE

Il est tard, 22 h10 à Pondichéry. Je viens de faire une petite balade la nuit en scooter dans la campagne, en fait une course, c'était super.

J'ai passé l'après-midi à terminer l'enclos pour les chèvres, je l'avais fait trop bas, encore une nouvelle expérience. C'est leur nouveau logis. Elles sont paumées et elles pleurent dès qu'elles ne me voient plus, alors quand je suis dans la maison je leur parle, au moins j'ai enfin quelqu'un à qui parler ! J'ignore tout des chèvres. Elles sont adorables, pendant que je bossais elles sont venues me lécher les bras, j'en ignore la signification, je les ai caressées, je n'imagine pas ces braves bêtes animées de mauvaises intentions, j'ai l'impression qu'elles sont très sensibles, on se ressemble, quoi.

En sirotant mon cocktail ce soir, je me suis fait une réflexion qu'il va falloir creuser, je me suis dit qu'il existait un lien entre leur propagande pour la liberté d'expression, les lois liberticides qu'ils adoptent, la violence aveugle qu'ils suscitent par leur politique, le contrôle de la population qu'ils exercent, ces facteurs s'articulant de différentes manières selon qu'il s'agit de la France ou des Etats-Unis, la France ayant la palme de la provocation, de l'arbitraire et de la répression depuis que le tandem Hollande-Valls gouverne. A suivre.

Serais-je devenu anti-américain sans le savoir ?

Hier soir pour me détendre un peu en début de soirée avant de regarder *La fille du puisatier* de Pagnol, j'ai regardé trois courtes vidéos, Lenny Kravitz (American woman) avec une amazone à la batterie à vous faire devenir sado-masochiste, Lynyrd Skynyrd (Sweet home Alabama), fucking de sudistes racistes, ZZ Top (Legs), fucking de texans, en fait je ne comprends pas trop les paroles et je m'en tape, seule la musique m'intéresse, et à part quelques groupes anglais et un groupe allemand, 95% de la musique que j'écoute depuis 50 ans est américaine.

J'ai bien enregistré un concert de Georges Brassens, de Jacques Brel et de Léo Ferré, mais je n'en ai écouté que de courts morceaux, je n'accroche pas, cela ne me fait pas rêver, ne m'inspire rien, pour déconner, je dois être trop américanisé ! Je fais partie de la génération post-soixante-huitarde, Brassens et Ferré étaient déjà morts politiquement, et Brel avait déjà pris sa retraite (son dernier concert remonte à 1964) aux Marquises, on pourrait ajouter Antoine qui l'imita plus tard, "pourquoi, pourquoi ces canons"... parti de Liverpool j'allais atterrir à Nashville... pour finir ma vie en Inde. Entre temps j'allais découvrir la musique classique et devenir fan de Beethoven (ses sonates), le jazz et adorer John Coltrane (Meditation), la musique indienne avec Ravi Shankar, en passant par Kingston avec Bob Marley, et un détour surprenant plus tôt adolescent par James Brown, bref, j'étais voué à devenir internationaliste ou citoyen du monde.

J'allais faire preuve du même éclectisme en littérature, philosophie, cinéma, etc. voyager, vivre sur plusieurs continents, étudier un tas de sujets pendant des décennies, déménager plus de 25 fois, bosser dans plus de 45 entreprises, rencontrer tant de gens différents que je ne vois pas comment je pourrais être devenu anti-américain, anti-français ou je ne sais quoi, raciste, bobo, homophobe, sexiste, conspirationniste, gauchiste, sur quelle base sociale, c'est ridicule, dans quel intérêt, aucun puisque je suis relativement épanoui et mentalement équilibré, intellectuellement développé, matériellement satisfait, sexuellement et sentimentalement comblé, là cela devient grotesque et je vais me fâcher. Il n'y a que sur le plan politique où je me sens frustré, mais c'est aussi de ma faute, donc j'assume.

Si j'ai quitté la France, c'est parce que je ne me voyais pas devoir me battre avec mes semblables pour avoir un boulot et le conserver, faire preuve de bassesses et d'hypocrisies, faire un tas de concessions humiliantes, le tout dans une ambiance nauséabonde, je parle de mon entourage direct, de ma famille. J'ai déserté parce que je n'avais plus d'avenir en France, je devais recommencer une nouvelle vie ailleurs ou l'abréger, j'y ai pensé évidemment. Et dire que j'étais casanier au possible, je n'étais pas du tout préparé à ce changement radical d'existence, j'y ai été contraint par la force des choses comme d'autres se suicident ou commettent des actes monstrueux qui leur oteront la vie et faucheront celle de leurs innocentes victimes. Sans le 11 septembre 2001 je ne serais peut-être jamais revenu à la politique et j'ignore comment j'aurais vécu depuis, comme un légume sans doute, j'aurais régressé, dégénéré, comme quoi je suis ingrat avec le Pentagone, quelle bonne idée d'avoir réalisé ce coup le jour de mon anniversaire, un jour mémorable, mieux qu'un vulgaire feu d'artifice un 14 juillet !

Cela dit, anti ou pro-américain, c'était se situer sur le terrain où notre ennemi veut nous entraîner, et si malgré tout je l'ai traité ainsi, c'était parce que je ne crains pas la controverse.

Aux Etats-Unis, un homme à une station service, dans un cinéma, une école, une entreprise, une boîte de nuit, un supermarché, un parking, bref n'importe où, sort une arme de guerre et tire sur tout ce qui bouge, hommes, femmes et enfants réalisant un carnage, quoi de plus naturel en oligarchie.

Ah oui, c'est vrai, vous n'y étiez pas préparés, on vous avait présenté les Etats-Unis comme une démocratie et vous l'avez cru béatement, trop tard pour réagir, vous y êtes en France aussi !

Ah vous aviez un train de retard, c'est dommage, navrant, pathétique ! Si cela vous effraie, regardez-vous donc dans un miroir, attention, vous allez vous faire peur !

A vous entendre vous qui saviez tout, en fait vous ne saviez rien, c'est bien cela n'est-ce pas ?

En fait, c'est faux, vous saviez pertinemment ce qui était en train de se passer, mais cela vous arrangeait de faire comme si vous ne le saviez pas en pensant que vous seriez toujours épargnés, et bien c'est raté la réalité vous rattrape au moment où elle est devenue un vrai cauchemar, et vous n'en êtes qu'au hors d'oeuvre, voyez où en sont rendus les Américains, la plupart sont dégénérés, lobotomisés, déshumanisés. Plus de 365 millions d'armes à feu sont en circulation aux Etats-Unis, il suffirait que chaque Américain tire une balle sur un de ses concitoyens pour que le peuple américain disparaisse.

Si tu ne bois pas de Coca Cola et que tu ne manges pas de McDo, c'est que tu n'es pas normal, c'est ce qu'on m'a sorti en France pas aux Etats-Unis, pas hier, il y a environ 30 ans déjà.

Il y a à peu près 40 ans un de mes potes était allé en vacances aux States, il avait loué une grosse bagnole américaine et il était revenu émerveillé. Il bossait comme magasinier dans une boîte américaine, il était fan de Jimi Hendrix et grattait Woodoo Child sur une Fender Stratocaster, il fumait des pétards tous les jours, c'est lui qui m'a fait connaître Informations ouvrières. Quand je l'ai revu 20 ans plus tard, il était devenu chef magasinier dans la même boîte, il habitait dans la HLM de ses parents, il n'écoutait plus Hendrix, il ne se défonçait plus, et il était devenu un sympathisant du PS histoire de ménager ses intérêts.

Quand ils ont rasé une partie de Puteaux pour construire les tours de la Défense j'étais encore un gosse, un grand gosse plutôt niais, très niais, sans que je sache pourquoi parce qu'à cette époque je n'étais pas foutu d'aligner deux idées l'une derrière l'autre, je me suis dit qu'on était en train de s'américaniser. Il faut dire que tous les dimanches soirs à l'ORTF, on avait le droit à un film américain, un film de guerre ou un film policier de préférence, la virilité, la force, la haine, la violence, le pouvoir étaient au rendez-vous, ils étaient déjà omniprésents.

- Pour réussir dans la Silicon Valley, les Français apprennent à s'américaniser - Slate.fr 20.07

[Que cela soit dit une fois pour toute, c'était un terroriste et ce fut un attentat.](#)

Mohamed Lahouaiej Bouhlel picolait, se défonçait, il était obsédé sexuel, bisexuel, il se prostituait semble-t-il, il était violent, dépressif, bref, un déchet tel que la société en fabrique à la pelle et va en fabriquer de plus en plus.

Nos héritiers du trotskysme qui prétendaient assurer la continuité du marxisme, emploient volontiers la sémantique des représentants du capitalisme ou ses porte-parole en parlant de terrorisme, alors qu'on a à faire au lumpenprolétariat qui se caractérise par l'absence de conscience politique, à ne pas confondre avec les anarchistes qui peuvent commettre des attentats à caractère politique.

AFP - "Aucun élément de l'enquête ne démontre à ce stade l'allégeance" du Tunisien au groupe État islamique (EI), qui a revendiqué l'attentat, selon le procureur de la République de Paris, François Molins. AFP 19.07

Le tueur de Nice : Amateur de femmes et d'hommes... - Arrêt sur Info 18.07

Le tueur de Nice : Bisexuel, obsédé...

La police française a interpellé un homme de 73 ans, identifié comme le principal amant de Mohamed Lahouaiej Bouhlel, auteur de l'attaque, jeudi dernier, à Nice.

«Ce terroriste peut être qualifié d'obsédé sexuel au regard des auditions de ses différent(e) s partenaires», indique le journal »20 Minutes » citant un proche de l'affaire. Arrêt sur Info 18.07

- Valls: face au terrorisme, "nous devons plus que jamais faire bloc" - AFP

Manuel Valls a estimé mardi soir qu'il fallait "plus que jamais faire bloc" et prendre les mesures "qui s'imposent" face au terrorisme, en ouverture du débat à l'Assemblée nationale sur une quatrième prolongation de l'état d'urgence post-attentats. AFP 19.07

- Jacob à Valls: "contre le terrorisme, on n'a pas le droit de dire qu'on a tout essayé" - AFP

Le chef de file des députés LR, Christian Jacob, a lancé mardi au Premier ministre Manuel Valls que "contre le terrorisme, on n'a pas le droit de dire qu'on a tout essayé", lors du débat sur la prolongation de l'état d'urgence post-attentat de Nice. AFP 19.07

- L'état d'urgence va être prolongé de six mois - AFP

Cinq jours après l'attentat de Nice, l'Assemblée nationale devait prolonger mardi soir l'état d'urgence de six mois, le gouvernement satisfaisant une demande d'une partie de l'opposition, dans un climat gauche-droite tendu et de surenchère politique.

Le projet de loi va rétablir les perquisitions administratives et permettre d'exploiter les données des ordinateurs et téléphones saisis. AFP 20.07

- Le terrorisme, un processus de vieillissement accéléré - Slate.fr

Une année de terrorisme nous fait vieillir de plusieurs siècles. Slate.fr

Il nous ramène plutôt des siècles ou des millénaires en arrière, là où veut nous conduire l'oligarchie...

- Le fantasme de la sécurité à tout prix - Liberation.fr

L'inquiétude de la population, la réponse à la menace, le contexte électoral : tout pousse les politiques à céder au tout-sécuritaire. Avec quels risques pour les libertés ? Liberation.fr

Lobotomie des générations à venir ou des futurs esclaves en oligarchie.

Après la sodomie qui devrait être enseignée dès la maternelle pour que vous puissiez vivre librement votre sexualité et éviter bien des frustrations par la suite, voici comment enclencher le processus de la désagrégation schizoïde de la personnalité, afin que vous ne soyez jamais mentalement équilibré sans en avoir conscience.

- «Parler de l'attentat de Nice en colonie de vacances, c'est une bonne idée» - LeFigaro.fr

Le gouvernement a décidé de transmettre aux directeurs de colonies de vacances, un texte pour aborder auprès des tout-petits, l'attentat de Nice qui a endeuillé la France le 14 juillet. Une bonne idée ? LeFigaro.fr 19.07

Comment créer un climat propice à l'épanouissement du néolibéralisme ?

- Comment l'attentat de Nice a-t-il provoqué un climat malsain en France ? - lefigaro.fr 21.07

Comment cette horreur a-t-elle conduit certaines personnes à ce type d'agissements ? Eléments de réponse avec Olivier Douville, psychologue clinicien et psychanalyste.

Il nous explique que "certaines personnes, atteintes de troubles psychologiques (...) ont l'impression de pouvoir enfin jouer un rôle dans une histoire de laquelle elles avaient été exclues", effectivement, à l'instar de Mohamed Lahouaiej Bouhlef qui était pour le moins particulièrement perturbé sur le plan psychologique sans en rechercher les causes sociales, ce qui ne lui viendra pas à l'esprit puisqu'il a adopté la version officielle de l'attentat terroriste. Vous voyez à quoi cela mène d'adopter aveuglément la version officielle, à ignorer tout un pan de la réalité qu'on interprètera de manière erronée par conséquent, sans remonter à ses origines.

Sans en avoir conscience semble-t-il, il fait ensuite référence à l'objectif de la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants de l'oligarchie et par quels moyens elle compte y parvenir : "Notre société risque de devenir malade si la peur génère l'indifférence, la xénophobie ou plus largement le rejet", à l'instar des Américains que les peuples de l'UE sont invités à imiter. Pour finalement adopter le discours néolibéral de Bush ou Valls : "Notre culture politique doit adopter une vision globale du terrorisme. Il faut que chacun comprenne qu'il s'agit d'un mal qui touche non pas seulement notre pays mais de nombreux Etats. La peur (...) peut conduire à des clivages entre «les bons et les méchants.»", sans évoquer une seule fois le développement des inégalités et des injustices qui en sont le corollaire et qui sont à l'origine de tous les maux de la société ou plus précisément la survie du capitalisme.

Un abonné du Figaro résumait bien l'état d'esprit qui anime la réaction :

- "... je côtoie beaucoup d'Allemands et avec la politique actuelle, ils sont beaucoup moins ouverts, les choses changent et les occidentaux en ont marre de ce radicalisme et de ces jeunes qui refusent de rentrer dans le cadre de la société ... Et soyons clair des jeunes des cités ils y en a qui s'en sortent très bien donc c'est possible et pour les rebelles, nos lois pénales devraient être plus dures, plus fermes et ça en calmerait déjà une bonne partie, ça les forcerait aussi à rentrer dans le moule de la société mais en France nous sommes beaucoup mais beaucoup trop gentils et souples.

Pour finir on en souhaiterait presque que la police ait les mêmes droits qu'au USA, ou du moins pendant un certain temps peut être ça remettrait l'église au milieu du village..."

Rassurez-vous le gouvernement ou le législateur y pense. Nous traduirons ce discours par la nécessité politique de faire sauter "le cadre de la société" qui interdit à tous les jeunes et à tous les travailleurs de pouvoir vivre décemment de leur travail, de s'épanouir sur le plan individuel, de profiter du progrès social...

Etat policier.

État d'urgence prolongé : les nouvelles mesures concernant les fouilles - Francetv info

Les policiers auront désormais le droit de fouiller un bagage ou un coffre de voiture grâce aux mesures complémentaires adoptées dans le cadre de la prolongation de l'état d'urgence. "Ouvrir son coffre ou sa valise va être, dans le cadre d'un contrôle d'identité, une obligation. Avant le vote de cette nuit, il n'y avait que le douanier qui avait le droit de fouiller dans nos affaires. Dorénavant, la voiture n'est plus considérée comme un domicile, mais c'est en revanche considéré comme un lieu privé. Jusqu'à présent, les policiers et gendarmes devaient respecter un certain nombre de règles", explique Dominique Verdeilhan en plateau.

3 mois de prison et 3 750 euros d'amende pour refus d'obtempérer

C'était difficile pour eux hors des heures légales, mais possible en cas de flagrant délit. En revanche, ils avaient l'obligation de demander l'accord du procureur si le conducteur était opposé à cette perquisition. "Il faut rappeler que ce ne sont des dispositions applicables que dans le cadre de l'état d'urgence. Si on refuse d'ouvrir son coffre ou sa valise pour une fouille, cela s'analyse comme un refus d'obtempérer qui peut coûter jusqu'à trois mois de prison et 3 750 euros d'amende", conclut le journaliste. Francetv info 20.07

La stratégie du chaos et de la guerre

La stratégie du chaos et de la guerre (pour parvenir à leur fin), vous avouerez que le titre d'une de nos rubriques était bien choisi.

On attend de voir la suite, mais jusqu'à présent tous les partis dits ouvriers se sont toujours alignés sur les versions officielles, du 11 septembre 2001 au carnage du 14 juillet 2016 à Nice en passant par le Brexit...

Quelques exemples.

NPA - Massacre de Nice - 18.07

- Ces attentats vont justifier tous les discours...

Mais n'est-ce pas la barbarie des guerres d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie ou d'Afrique qui a engendré le chaos social et politique, la misère sociale dont se nourrit Daech, et qui met en mouvement des tueurs animés de son idéologie apocalyptique et meurtrière?

Pour le NPA il s'agit d'un attentat commis par un tueur animé par l'idéologie de Daech, donc un terroriste.

LO - L'attentat de Nice et ceux qui exploitent l'émotion - 18.07

Même si ce n'était pas un attentat, puisque Hollande et Valls ont dit que cela en était un, pour LO également, cela en sera forcément un, même si l'évidence prouve le contraire :

- "Qu'il l'ait voulu ou non, son acte a pris une signification politique parce que foncer dans une foule, écraser enfants, femmes, hommes en voulant faire le plus de morts possible, correspond à la politique voulue par Daech, qui a d'ailleurs fini par revendiquer l'attentat.

- Cette organisation terroriste veut dresser un mur de haine dans la population. (...)

- Sur le plan intérieur, l'attentat de Nice...

La propagande officielle qui consiste à faire en sorte que la population écoeurée au dernier degré se détourne sans nuance de la politique ou se sente impuissante ou dépasser par les événements, et laisse les deux partis officiels de l'ordre, LR et le

PS, gouverner tranquillement.

La guerre et la violence que l'Etat peut exploiter sont la poursuite de la même politique sous une autre forme, afin que ses représentants appliquent les mesures que nécessite la crise du capitalisme et qu'ils ne pouvaient pas ou qu'ils ne pourraient pas imposer au peuple autrement.

POI. Brexit

Il y a ceux qui font preuve d'honnêteté intellectuelle, de perspicacité et de lucidité, qui cherche à comprendre et qui pour cela observent sereinement le développement de la situation, tiennent compte de l'ensemble des faits avant de livrer leurs analyses ou conclusions, et puis il y a les manoeuvriers professionnels, les faussaires toujours prêts à instrumentaliser les faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés en déformant la réalité pour uniquement justifier leur politique, s'agissant du POI, pour nous vendre le front unique avec les organisations qui nous a mené où nous en sommes.

Les faits ont amplement démontré à travers une multitude de réactions politiques et l'orientation des bourses ou des marchés depuis le 24 juin, que le Brexit avait été une victoire pour ceux qui avaient décidé d'organiser ce référendum, au-delà de leurs espérances puisque tous les partis ont repris en chœur la version officielle prouvant à quel point ils étaient sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante et incapables de faire preuve d'indépendance.

- Communiqué du bureau national du POI - samedi 25 juin 2016 : Une onde de choc mondiale

- Wall Street termine en hausse avec de nouveaux records - Reuters 20.07

Les "marchés financiers européens (...) se sont effondrés", patati patata, cela a duré en tout et pour tout 24 heures. N'étant plus lecteurs d'Informations ouvrières, j'imagine sans prendre le moindre risque que par la suite le POI n'a pas rectifié son interprétation du Brexit. Passons.

Pour éviter les jalousies...

POID. Les réseaux sociaux gangrenés par la réaction.

Le POID dispose d'une page Facebook. Dans cette page figure des infos sur l'actualité et des lecteurs peuvent laisser des commentaires.

J'en ai trouvé un daté du 9 juillet particulièrement scélérat qui explique que s'abstenir aux élections, c'est faire le jeu de l'extrême droite, et appeler à l'abstention carrément militer pour le FN. Qui en est l'auteur ? Apparemment un militant du mal nommé Parti de gauche qui assure ainsi la promotion de l'ex-ministre de Chirac, Mélenchon, candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Il pose une question : "Le fait de ne pas voter amènera-t-il un changement ?", servira-t-il à quelque chose et formule la réponse : "Strictement à rien parce que ça ne fera rien changer." Il suffit d'inverser cette question pour comprendre pour qui roule le PdG : Le fait de voter amènera-t-il un changement ? Servira-t-il à quelque chose ? Réponse : "Strictement à rien parce que ça ne fera rien changer" sinon cela se saurait depuis que le vernis démocratique trompeur du suffrage universel existe. En fait ce n'est pas tout à fait exact, il sert les intérêts du régime.

Le suffrage universel a servi essentiellement à faire croire aux masses exploitées qu'il serait possible de satisfaire leurs besoins ou aspirations sous le régime capitaliste et dans le cadre des institutions en place, de manière à ce que la classe dominante conserve le pouvoir et ses privilèges, ce qui a amené le parti qui allait gouverner à l'issue de chaque élection à octroyer des concessions à la marge au peuple histoire d'alimenter cette illusion dans le régime. Il n'a pas été conçu pour changer les bases de la société mais au contraire pour en assurer leur pérennité, cautionner, légitimer les rapports sociaux de production ou d'exploitation en vigueur.

Le suffrage universel devait desservir le mouvement ouvrier et sa cause, dans la mesure où il allait se transformer en un puissant instrument de sa corruption. Il avait aussi comme vertu suprême si l'on peut dire, d'être à la base la négation de la lutte des classes, dès lors qu'il n'était pas l'expression collective de la conscience politique d'une classe, mais d'aspirations individuelles ou de travailleurs atomisés.

Par excellence, le suffrage universel est un instrument de la collaboration de classes, considérant que tous les électeurs seraient égaux en droit ou partageraient le même statut, alors qu'en réalité ils appartiennent à des classes distinctes aux intérêts antinomiques et irréconciliables.

On pourrait dire qu'il fut une revendication démocratique bourgeoise au XIXe siècle, et après avoir été satisfaite elle s'est transformée immédiatement en un instrument antidémocratique destiné à asservir plus solidement les travailleurs au régime en place. Hormis quelques rares exceptions qui confirment la règle, principalement en Allemagne et en Russie au début du XXe siècle, les élus au suffrage universel ne servirent que les intérêts de la réaction, j'entends fondamentalement et en aucun cas le socialisme.

L'auteur de ce commentaire, Hugo Rossi, est un contre-révolutionnaire partisan de l'histron du régime Mélenchon.

Il nous explique que la révolution n'est pas à l'ordre du jour et qu'en cas de révolution, parce que l'Etat aurait développé un arsenal répressif si puissant, elle serait forcément vaincue, alors qu'il peine à réprimer une émeute dans un quartier ou ne peut prévenir l'assassinat de policiers. Autant dire que cet argument est le fait d'un petit-bourgeois vivant confortablement et que la crainte d'affronter le régime lui inspire la terreur, ce qui ne serait pas le cas de millions de travailleurs se mobilisant pour le renverser.

Ce qui nous renvoie au charlatan Mélenchon que l'on ne présente plus et pour lequel il faudrait voter. Rappelons que tout dernièrement encore Mélenchon faisait partie du Front de Gauche qui a appelé à voter pour Estrosi à Nice.

En conclusion, sur la page Facebook du POID, vous ne trouverez aucun commentaire de militants ou dirigeants de ce parti à la suite de cette prise de position en faveur de la candidature de Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017. Faut-il en déduire que les militants et les dirigeants du POID partagent cette position ?

On conçoit que chacun puisse s'exprimer librement, encore faut-il que chacun use de ce droit et qu'une véritable confrontation des idées existent, or ce n'est pas le cas ici, simple constat. Personnellement je ne suis inscrit à aucun réseau dit social, qui sert davantage à diluer la conscience politique au lieu de l'affermir ou l'aider à mûrir.

J'ai noté également qu'Attac faisait l'objet d'une promotion dans la page Facebook du POID, il ne manque plus que la Fondation Ford, Coca Cola et les autres multinationales américaines qui financent le mouvement altermondialiste ou le Forum social mondial auxquels participent Attac, sans oublier le PCF...

[La France devait être à l'image de ce monde merveilleux...](#)

Qu'y a-t-il de pire que méconnaître la nature humaine ? Se passer d'analyser son propre comportement parce que généralement il n'est guère flatteur. Rassurez-vous, 99% des gens en sont incapables.

Une fois soulagé, voyons le monde merveilleux dans lequel chacun accepte de vivre en ne se sentant pas vraiment concerné ou sans trop se poser de questions.

Tous les titres qui figurent ci-dessous ne concernent que la journée d'avant-hier.

- Syrie : près de 60 civils tués dans des raids de la coalition

C'est vraisemblablement une erreur», selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Amnesty International appelle la coalition à «redoubler d'efforts pour empêcher la mort de civils». Liberation.fr

- Turquie: l'épuration s'étend à l'enseignement et à l'audiovisuel

Le régime Erdogan a étendu mardi à l'enseignement et l'audiovisuel ses purges dans les milieux proches du prédicateur Fethullah Gülen accusés d'être derrière le putsch avorté en Turquie, qui ont désormais tout d'une véritable épuration. AFP

- Disparitions, torture et meurtres par dizaines : un rapport accable l'armée du Kenya

Selon l'ONG Human Rights Watch, l'armée et les services secrets kényans multiplient les exactions contre les réfugiés somaliens dans le nord-est du pays. LeMonde.fr

- Mali: 17 soldats tués dans une attaque revendiquée par deux groupes armés

Dix-sept soldats maliens ont péri mardi dans l'attaque de leur base au centre du Mali, le gouvernement dénonçant une opération "terroriste coordonnée", revendiquée par deux groupes armés, un peul et un jihadiste. AFP

- Libye : deux militaires français tués dans l'attaque de leur hélicoptère à Benghazi

L'assaut est survenu dimanche, rapporte l'agence Associated press, mardi. Francetv info

- Cisjordanie : un enfant palestinien tué par des tirs israéliens

La police israélienne a affirmé avoir tiré des grenades lacrymogènes et assourdissantes sur des manifestants dans le secteur où l'enfant a été tué. LeMonde.fr

- L'OMS redoute une "crise humanitaire d'ampleur" au Soudan du Sud

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dit mardi craindre une "crise humanitaire d'ampleur" au Soudan du Sud et dans la capitale, Juba, où la situation sanitaire s'est encore aggravée à la suite de la dernière flambée de violence. Selon l'OMS, plusieurs Reuters

- Attaque en Allemagne: selon le procureur l'assaillant ne présentait aucun signe de radicalisation islamiste

Au lendemain de l'attaque, l'Allemagne a découvert le visage du jeune homme qui a semé la panique dans un train régional de Bavière. Un adolescent d'à peine 17 ans, ressortissant afghan et demandeur d'asile en Allemagne. euronews.com

[Aux Etats-Unis, non, en France.](#)

- Nombre record de détenus dans les prisons françaises - Reuters

Un record de surpopulation a été enregistré dans les prisons françaises avec 69.375 personnes incarcérées au 1er juillet pour 58.311 places opérationnelles, selon les chiffres diffusés mardi par le ministère de la Justice. Reuters 19.07

- Nuit tendue dans le Val-d'Oise, après la mort d'un homme à la suite d'une interpellation - lemonde.fr

Suite à la mort d'un jeune homme de 24 ans à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), le quartier de Boyenval a été bouclé pendant quelques heures, dans la nuit du mardi 19 juillet au mercredi 20 juillet, après que des incidents ont éclaté entre de jeunes riverains et la gendarmerie.

Alors que l'individu avait été arrêté dans l'après-midi pour une affaire « d'extorsion de fonds et d'agression à domicile », il aurait fait « un malaise cardiaque », selon le procureur de la République de Pontoise, Yves Jannier. Des proches affirment eux qu'« il a été tabassé ». Une trentaine d'entre eux sont, dans un premier temps, allés s'en prendre à la gendarmerie en guise de représailles, avant de se replier dans leur quartier, et de brûler poubelles et voitures, selon les informations du Parisien.

Un important dispositif de sécurité – 150 gendarmes et policiers, et 60 sapeurs-pompiers – a alors été déployé. Des coups de feu ont été entendus dans le quartier, ainsi qu'à Persan, comme en témoignaient certains riverains sur les réseaux sociaux Twitter et Periscope.

En effet, un peu avant 2 heures du matin, « une centaine d'individus se sont livrés à des dégradations, des incendies volontaires et des tirs à l'encontre des forces de gendarmerie », a précisé le directeur de cabinet de la préfecture du département du Val-d'Oise, Jean-Simon Mérandat.

D'autres témoins ont évoqué un nuage de fumée et plusieurs hélicoptères survolant la ville, et éclairant la commune à l'aide de leurs projecteurs. Le poste de police municipale de Persan aurait également fait l'objet d'une tentative d'incendie – rapidement maîtrisée par les pompiers – et l'avenue Jean-Jaurès était bouclée par d'imposantes forces de gendarmerie, entre le pont reliant Persan à Beaumont-sur-Oise (ainsi que la gare de Persan). Il a fallu attendre 3 h 30 du matin pour que la tension retombe.

Un gendarme a été légèrement blessé, et une personne a été interpellée. Deux enquêtes ont été ouvertes – l'une de la section de recherches, l'autre de l'inspection générale de la gendarmerie – pour « éclairer » les circonstances du décès de l'homme interpellé, a indiqué le procureur. lemonde.fr 20.07

[Loi travail : Adoptée !](#)

- Loi travail: Valls déclenche un ultime 49-3 pour l'adoption définitive - AFP

Manuel Valls a déclenché mercredi un troisième et ultime 49-3 pour faire adopter définitivement, et sans vote, le projet de loi travail, vanté comme "une grande réforme de ce quinquennat", après cinq mois de polémiques politiques et de contestation sociale émaillée de violences.

Fruit d'une "large concertation" ayant débouché sur "un compromis solide avec les organisations syndicales et de jeunesse réformistes", ce texte "de progrès", porteur "de nombreuses avancées", est "indispensable pour l'avenir de notre pays", a affirmé le Premier ministre à la tribune.

"Sur certains textes, le gouvernement ne dispose que d'une majorité relative (?) mais il n'y a pas de majorité alternative dans cet hémicycle", a-t-il lancé à l'adresse des députés de gauche, notamment PS, opposés à un texte qu'ils qualifient de "régression sociale". AFP 20.07

Soutenir la rupture entre le syndicalisme et le socialisme, entre le combat syndical et le combat politique pour le socialisme au nom de la défense de l'indépendance des syndicats devait fatalement le conduire à épouser la réaction et ses besoins ou objectifs.

Le syndicalisme qui n'était pas orienté consciemment vers l'émancipation du capital, se condamnait à la collaboration de classes et à la trahison.

Quel parti situe aujourd'hui le syndicalisme dans cette perspective politique ? Aucun par crainte d'affronter leurs appareils qui incarnent le régime.

- Adoption définitive de la loi Travail : les conséquences dans le monde du travail - Francetv info

Cinq mois de contestation de la loi Travail n'auront pas changé grand-chose. Au final, les accords d'entreprise pourront bien primer sur les accords de branche avec des conséquences possibles sur le temps de travail. Une signature des syndicats qui représentent au moins 50% des salariés suffira par exemple pour déroger aux 35 heures et passer à 46 heures hebdomadaires.

Les entreprises pourront licencier plus facilement

Même principe pour la majoration des heures supplémentaires. Elles étaient généralement payées 25 % de plus. Désormais, selon les entreprises, elles pourront être majorées de seulement 10 %. C'était aussi un chiffon rouge pour la CGT, les entreprises pourront bel et bien licencier plus facilement en cas de baisse significative des commandes ou du chiffre d'affaires. En fait, le gouvernement n'a cédé que sur des points de détails. Francetv info 20.07

L'adoption de cette loi signe la faillite du mouvement ouvrier et de la conception de la lutte de classe de nos dirigeants depuis 70 ans.

[La néolibérale va-t-en-guerre Hillary Clinton est la candidate des médias-oligarques français.](#)

- Donald Trump : un programme de promesses mensongères ou irréalistes

Aux États-Unis, Donald Trump sera bien le candidat républicain dans la course à la Maison-Blanche. France 2 s'intéresse à son programme et à son réalisme. Francetv info

- Un conseiller de Trump appelle à "fusiller" Hillary Clinton

La haine envers Hillary Clinton atteint des sommets inimaginables dans le camp républicain, survolté par la convention d'investiture de Donald Trump qui se déroule à Cleveland du lundi 18 au jeudi 21 juillet. Le Huffington Post

- Echauffourées en marge de la convention républicaine à Cleveland

Dix-sept personnes ont été interpellées. Deux policiers souffrent de blessures légères. LeMonde.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juillet 2016

[CAUSERIE](#)

[Ils se trompent énormément.](#)

Ceux qui avaient pronostiqué que Trump ne serait pas investi par le parti républicain pour le représenter à la prochaine élection présidentielle américaine se sont plantés. Pourquoi ?

Parce qu'ils n'ont pas pris en compte qu'en présentant un tel pître, c'était le meilleur moyen de faire élire la candidate favorite du groupe Bilderberg, H. Clinton. Vous n'en êtes pas convaincus ? La preuve, une de plus disons :

- Ce jeudi 21 juillet soir, alors que Donald Trump venait à peine d'être investi comme candidat officiel du parti républicain à l'élection présidentielle américaine de 2016, Google a révélé que le terme "3ème candidat indépendant" avait connu peu de temps après un pic d'augmentation... de 1150% sur le moteur de recherche. Atlantico.fr 23.07

Aux Etats-Unis, non en France.

Vous étiez jeune et Noir, vous vous baladiez tranquillement avec des potes, vous apercevez des policiers qui se dirigeaient dans votre direction, vous n'aviez pas vos papiers sur vous, vous prenez peur et vous détalez, pas assez vite, les policiers vous rattrapent, vous plaquent violemment au sol, vous menotte dans le dos et vous embarquent sans ménagement dans leur fourgeon, et quelques minutes plus tard vous en sortirez... les pieds devant, mort.

Un banal accident selon le procureur de la République, à l'entendre vous étiez pratiquement à l'agonie, vous étiez atteint sans le savoir d'« une infection très grave touchant plusieurs organes », en fait vous devriez remercier ces policiers de vous avoir évité bien des souffrances à venir. (Source : A Beaumont-sur-Oise, entre 1 500 et 5 000 personnes réclament « justice » pour Adama Traoré - Le Monde 23.07)

Moi ce qui m'étonne, c'est que personne parmi sa famille n'ait pris un fusil à pompe ou une kalachnikov pour se soulager ou pour venger cet assassinat qui restera impuni.

Tabloïd. Paris Match, le choc des mots... version lutte de classe.

C'est La Tribune des Travailleurs (POID) avec en couverture : Nice l'horreur frappe à nouveau.

Ils ont tout compris... de travers !

Extrait de l'éditorial de la Tribune des travailleurs du 20 juillet 2016 :

- "13 novembre 2015 : le soir des attaques contre le Bataclan (...) notre parti souligne que le combat « pour la défense des droits ouvriers, pour la démocratie, pour la paix, pour la souveraineté, pour la civilisation humaine contre la barbarie (...) implique – plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons – que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat », ignorant délibérément le fait que "les organisations" soutenaient DÉJÀ l'intervention militaire du gouvernement français en Syrie et en Irak notamment, l'ensemble de sa politique antisociale et impérialiste.

Que ne feraient-ils pas pour ménager les appareils corrompus de la CGT et de FO, car à travers "les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière", c'est bien de leurs dirigeants dont il s'agit, et non des militants qui luttent au côté des travailleurs contre ces appareils. Il faut bien que d'une manière ou d'une autre les opportunistes justifient leur refus de rompre avec les appareils vendus des syndicats.

Alors que la totalité des partis présents à l'Assemblée nationale et tous les syndicats auront tout fait pour faire passer la loi Travail ou El Khomri, soit en soutenant ouvertement le gouvernement et en s'alignant sur le Medef, soit en le soutenant indirectement en ne rompant pas le dialogue social et en organisant 13 journées d'action bidons, le POID prétend que l'union sacrée serait un "mythe" en France.

L'union sacrée existe belle et bien depuis ou bien avant la fondation de la Ve République, les uns et les autres se répartissant les rôles entre légitimistes et opposants d'opérette se relayant au pouvoir pour le compte des capitalistes.

- "Cinq mois de lutte de classe acharnée pour le retrait de la réforme El Khomri ont rétabli les lignes de classe et fait voler en éclats le mythe de l'union sacrée."

Pourquoi ce déni ? Pardi pour remettre le couvert aux syndicats corrompus et aux partis de droite qui les contrôlent.

La Tribune des Travailleurs - 21 juillet 2016 – Cinquante-huit députés, PCF, frondeurs du PS, Verts ...publient dans le journal du dimanche une tribune, réagissant à l'utilisation du 49-3 par le gouvernement pour faire passer la loi Travail en force en dernière lecture à l'Assemblée. « On aurait tort de croire le débat clos avec l'adoption de la loi Travail. Il ne fait au contraire

que commencer. Nous y prendrons toute notre part », avertissent-ils.

Quelle audace ! Cette citation ne faisant l'objet d'aucun commentaire, les lecteurs seront appelés à "croire" si cela les arrange, que ces "cinquante-huit députés, PCF, frondeurs du PS, Verts" seraient de véritables opposants à la loi Travail, mieux encore ou pire selon nos convictions, que l'Assemblée nationale remplirait le rôle d'un véritable parlement dans une démocratie bourgeoise, et servirait de tribune à des partis qui représenteraient réellement les intérêts des travailleurs, nous serions donc en démocratie (certes étriquée) et non en oligarchie, bref, la nature du régime en place n'aurait pas évolué depuis 1958.

Guerre idéologique. Quand la propagande de l'oligarchie se propage à l'école.

La modification des rapports sociaux au sein de la société sans que les rapports sociaux de production n'aient été inversés va de paire avec le passage progressif du capitalisme à l'oligarchie, de la soumission inconsciente au servage consenti.

C'est ainsi que l'école devrait dorénavant enseigner des valeurs telles que les interprète le législateur, et ne plus transmettre des connaissances mais uniquement leurs interprétations en tenant compte de ces valeurs, les faits devenant secondaires au profit de leur interprétation, de manière à formater les esprits de nos enfants ou petits-enfants pour les orienter dans une direction conforme au rôle qui leur serait révolu en oligarchie. Evidemment, le développement de leur personnalité ou de leur esprit critique en fonction de leurs expériences de l'existence serait inutile et banni d'un tel processus.

Comment au nom de la défense de vos droits, ils entendent imposer au peuple un mode de pensée et de vie qui soit conforme aux critères et aux objectifs ou besoins définis par les idéologues néolibéraux ou de l'oligarchie financière.

L'Etat s'emploie à opposer les différentes générations entre elles afin de mieux les contrôler. Aussi pour parvenir à cet objectif faut-il que chacun des membres qui les composent adoptent les mêmes idées et les mêmes comportements quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent. Et le meilleur moyen est encore que l'Etat ou le législateur leur dicte, et que sous la menace d'être livrés à la vindicte publique ou de poursuites judiciaires, ils abdiquent leur droit de pensée et d'adopter un comportement en fonction de leur interprétation de leur condition ou de la société, et se soumettent de gré ou de force à ceux que l'Etat aura définis une fois pour toute, baïllonnant la liberté d'expression ou la réduisant à un exercice.

C'est ainsi que l'Etat et l'école entendent se substituer aux parents pour éduquer leurs enfants, pour déterminer les rapports que les parents doivent avoir avec leurs enfants (et que les enfants doivent avoir entre eux) sans se soucier des différences sociales et des différents niveaux de conscience qui existent dans la société, qui selon les cas rendront ce règlement de police dangereux ou inapplicable ou participera à la déstabilisation des rapports entre les parents et leurs enfants, une fois les parents destitués du pouvoir ou des prérogatives qu'ils pouvaient faire prévaloir pour être respectés par leurs enfants, ces derniers seront livrés à eux-mêmes ou adopteront un comportement échappant totalement au contrôle de leurs parents que le législateur réprimera pour en être responsables.

Le 11 janvier 2015, tous les enfants scolarisés quel que soit leur âge devaient être Charlie, et gare à ceux qui ne l'auraient pas été en adoptant une autre attitude qu'ils auraient pu copier sur leurs parents, l'Etat se substituant arbitrairement à leur autorité ou à leur responsabilité.

Un autre exemple, la fessée. Ils veulent l'interdire et sanctionner les parents qui s'y adonneraient. Sauf que voilà, il y a de nombreux parents qui à court d'arguments face à la conduite de leurs enfants ou le refus de leur obéir recourent à la violence envers leurs enfants.

Je parle en connaissance de cause pour avoir été ce qu'on appelle un enfant battu de ma naissance jusqu'à mon adolescence, et même plus tard, à 36 ans il a voulu me cogner dessus mais il était déjà trop malade et affaibli, il se contentera de me foutre dehors, c'était après mon retour d'Inde après avoir échoué à m'y installer la première fois j'avais atterri chez mes parents, la nuit tombée je me retrouverai à la rue.

Quand on a été battu tout au long de son enfance, on a forcément subi une expérience traumatisante et on en conservera une trace à vie. Parmi ceux qui une fois adultes auront des enfants, ceux qui n'auront pas développé leur conscience reproduiront de préférence quasiment mécaniquement avec leurs enfants l'éducation qu'ils avaient reçue de leurs parents, et les autres adopteront une autre méthode ou d'autres rapports avec leurs enfants en s'adressant à leurs facultés de raisonnement ou de logique qui ne demandent qu'à s'épanouir.

Faut-il avoir le temps de s'occuper de ses enfants, faut-il encore avoir conscience qu'ils ont besoin de leurs parents au-delà des questions alimentaires, faut-il avoir conscience qu'il faut consacrer du temps à nos enfants, même quand celui-ci est restreint parce qu'on travaille et qu'on doit faire face à d'autres obligations quotidiennes, faut-il encore être capable de se mettre au niveau d'un enfant quel que soit son âge, faut-il encore être en mesure d'aborder les questions qu'il se pose ou qu'il nous pose pour y apporter des réponses qui soient à sa portée et vérifier qu'il les a bien saisies, encore faut-il être préparé au rôle de père ou de mère, de préférence faut-il encore avoir souhaité cet enfant et l'aimer tendrement, en faire la démonstration plusieurs fois par jour, qu'il soit aimé par sa mère et son père et que ceux-ci s'entendent suffisamment bien, bref, cela fait beaucoup de conditions

à réunir pour que les relations entre des parents et leurs enfants soient harmonieuses ou se développent harmonieusement et se passent de toute parole ou geste déplacé ou violent.

Si par chance, je n'ai jamais élevé la voix ou la main sur ma fille, je conçois très bien que d'autres parents n'en soient pas capables et recourent à la violence envers leurs enfants. Je ne les juge pas, comme je ne juge pas mes parents, car je considère que la société dont les rapports sociaux reposent sur la violence est à l'origine de leur comportement violent, qui témoigne davantage de leur manque de patience et de leur désarroi face aux difficultés de l'existence que leur cause cette société. Aussi, c'est uniquement elle que je juge et que je condamne, contrairement aux législateurs qui fait porter les conséquences de ses tares sur les parents qui seraient indignes d'avoir des enfants, alors que c'est leur société infâme qui est indigne d'exister une minute de plus.

Il existe aussi des parents qui font preuve de laxisme envers leurs enfants, qui leur accordent un maximum de liberté ou ne s'en occupent pour ainsi dire pas, qui les gâtent ou les flattent à longueur de temps pour avoir la paix pensent-ils, jusqu'au jour où ils tournent mal ou rencontrent de graves problèmes avec eux, ils ne les frapperont pas forcément, ils les réprimanderont et seront impuissants à leur faire entendre quoi que ce soit car il sera trop tard, les liens se seront trop distendus au fil des ans, les deux seront autant à plaindre sans que cela ne serve à quelque chose non plus.

Comme quoi il n'est pas facile de trouver la bonne formule pour élever un enfant, qui a autant besoin de la présence de ses parents, de leur tendresse, de leur complicité, de leurs facultés de discernement, etc. autant de choses que ni l'Etat ni l'école ne peuvent leur apporter contrairement à ce que prétend le législateur, ou plutôt il se moque qu'il doive s'en passer, puisqu'il sera destiné une fois adulte à se soumettre à une société qui aura perdu toute trace de valeurs humaines.

L'autorité de l'Etat qui nous écrase tend à réduire toujours plus le champ de notre liberté qui était déjà réduit, s'y soumettre, c'est abdiquer nos droits, mais cela va encore plus loin puisque c'est formater les consciences de sorte qu'il soit impossible de penser autrement, de penser librement quelle orientation nous voulons donner à la société, à notre existence.

Si parfois on emploie de manière excessive le terme de lobotomie qui pourrait s'appliquer ici, c'est parce qu'on a conscience du danger qui menace la civilisation humaine, car passer du capitalisme à l'oligarchie, c'est sortir du cadre de la civilisation humaine, des valeurs et des principes qu'elle s'est forgée aux cours des millénaires antérieurs tout en profitant de façon inégale aux différentes classes sociales de la société, le but de notre combat politique étant de les rendre universels afin que tous les hommes puissent se les approprier et en jouir librement sans empiéter sur la liberté d'autrui, en passant, comme quoi le communisme demeure bien l'idéal humaniste le plus élevé.

Trois titres et extraits d'articles qui m'ont fait réfléchir à ce sujet.

- L'Ecole de la désillusion - legrandsoir.info

Le déclin du niveau des élèves est une affirmation qui n'est plus à contester. Il suffit de comparer leurs acquis linguistiques et culturels avec ceux de leurs prédécesseurs des années 60 - 70 pour mesurer l'ampleur de ce constat. legrandsoir.info 20.07

Un désastre qui les met au même niveau que les Américains, par exemple.

- Un centre aéré déconseille aux fillettes de porter des jupes

Une centre de loisirs de Reims a distribué une note aux parents demandant aux filles de porter un short sous leur jupe, pour éviter les «comportements déplacés» des garçons, provoquant l'indignation sur les réseaux sociaux. Liberation.fr

Si on comprend bien, il faut interdire aux filles et aux garçons de se découvrir, de découvrir leurs différences, un jour ils en viendront à interdire aux femmes les robes et les jupes, il leur restera le niqab, c'est mieux !

- Les enfants contrôlent-ils le monde?

Avoir un enfant en 2016 et depuis quelques années déjà, semble nécessiter de choisir son camp: Thénardier ou Bisounours. Elle est étrange, tout de même, cette société où la formule de l'«Enfant roi», désignant une génération de petits cons ingrats pourris gâtés, est si vite lâchée... Slate.fr

[Libération exprime le vœux que la société devienne encore plus policière](#)

La rédaction de Libération a été accusée de complotiste par Bernard Cazeneuve, après que Libération a contesté le dispositif de sécurité mis en place à Nice le 14 juillet dernier.

Cette polémique a été fabriquée pour vendre leur torchon et faire croire aux ignorants qu'il manipule à l'indépendance de ce

média-oligarque, afin qu'ils adhèrent à leur conclusion que ne reniera pas le ministre de l'Intérieur. Et si Libération se défend avec véhémence de faire dans le complotisme, c'est pour mieux tromper ses lecteurs.

La défense adoptée par Libération est intéressante, car pour se justifier Libération reprend les arguments qu'il refuse aux journalistes d'investigation des médias dits alternatifs, quand en conclusion de leurs enquêtes ils remettent en cause la version officielle concoctée par le gouvernement suite à certains événements et que Libération s'empresse d'adopter, celui du 14 juillet 2016 ne faisant pas exception à la règle.

Voici ce que Libération a publié hier dans un article à propos des journalistes mis en cause par le ministre de l'Intérieur :

Libération - Ils n'ont fait que leur travail, dans le plus grand respect de la déontologie : enquêter sur des faits ; débusquer les contradictions dans le flot des déclarations ; recouper les informations ; poser des questions ; donner la parole à tous, y compris ceux qui ont été mis en cause. (...) Nous posons les questions et demandons de simples réponses sur les circonstances de l'attentat de Nice. (Complotiste, la rédaction de «Libération» ? Non, monsieur le ministre - liberation.fr 21.07)

Par contre, poser des questions et exiger "de simples réponses sur les circonstances" du 11 septembre 2001 ou du 11 janvier 2015 en France était illégitime ou vous valait d'être accusé de complotisme (ou de soutenir le terrorisme), selon la définition que Libération a jugé utile de rappeler à Cazeneuve "donner une vision de l'histoire et du monde perçue comme le produit de l'action d'un groupe occulte agissant dans l'ombre" précisant que "Libération n'agit pas dans l'ombre" puisqu'il participe à visage découvert au complot de l'oligarchie contre le peuple, qui consiste à nier que l'origine des maux qui accablent la société et en premier lieu la classe ouvrière provient de l'orientation et de la survie du capitalisme. Au passage, on se souviendra de la définition qu'avait donnée Hollande de la Finance dans son discours du Bourget en 2012, qui correspondait à l'"action d'un groupe occulte agissant dans l'ombre" sans qu'aucun média ne l'ait relevé. L'oligarchie adopte différentes tactiques selon les circonstances qu'aucun média aux ordres ne mettra en évidence ou ne démasquera.

Libération dans sa bassesse a tenu à préciser sans que cela soit nécessaire, qu'il demeurerait un média institutionnel qui "ne mène aucune campagne contre «les préfets, les forces de l'ordre et les services de renseignement qui, dans un contexte très difficile, luttent contre la menace terroriste»", ajoutant que "Libération ne mène pas «de campagnes politiques ou de presse qui visent à atteindre le ministère de l'Intérieur dans sa réputation, faisant fi du travail considérable accompli par ces femmes et ces hommes de devoir»" (id), l'Etat et ses représentants sont au-dessus de tout soupçon.

Libération se contente de relayer la propagande de l'oligarchie, ici en faisant du zèle, car finalement il reproche à Cazeneuve ou plutôt exprime le regret qu'il n'ait pas pris davantage de mesures pour rendre encore plus policière la société face à "la menace terroriste".

La parole de l'Etat est divine et impénétrable

- Nice: le préfet réfute un "mensonge des autorités" - AFP

Valls juge "insupportable la remise en cause permanente de la parole" de l'Etat

Le Premier ministre Manuel Valls a jugé jeudi "insupportable la remise en cause permanente de la parole de l'Etat, du préfet, des policiers", lors d'un déplacement à Saint-Martin-de-la-Porte (Savoie). AFP

Depuis le 11 septembre 2001, chaque fois que se produit un "attentat" ou une attaque, ils subtilisent les images comme s'ils craignaient qu'elles remettent en cause leur version des faits, et ce sont eux qui hurlent au complot quand on dénonce cette pratique. Mais ils ont raison, parce qu'il y en a qui sont encore assez cons pour leur donner raison.

- Attentat de Nice : quand la justice demande à la mairie de détruire 24 heures d'images - lefigaro.fr

Une réquisition judiciaire urgente a été envoyée au centre de supervision urbain de Nice mercredi 20 juillet. Le parquet de Paris évoque un souci «d'éviter la diffusion non contrôlée de ces images». lefigaro.fr

Fabrication d'un terroriste.

Pour accréditer la thèse de l'attentat terroriste prémédité, voilà qu'ils prêtent des complicités à Mohamed Lahouaiej Bouhlel, qui pour se procurer des armes aurait été en contact avec au moins cinq personnes, ce qui ne constitue pas une preuve suffisante pour établir leur complicité, puisque au cas où vous ne le sauriez pas encore, les armes ne sont pas en vente libre en France, donc il n'existe pas d'autres moyens pour s'en procurer que de faire appel à des gens qui sont susceptibles d'en avoir à leur disposition, voyous, gangsters, terroristes potentiels.

tribunemlireyppa.wordpress.com - « On est presque soulagés... » décrète, sur France Info, un de ses « grands spécialistes » médiatiques, suite à la revendication par Daech de l'horrible attentat de Nice !

Ainsi, ce n'est plus « un simple déséquilibré » surgi de nulle part, mais un « soldat de Daech », qui a fait ce coup sordide et monstrueux. Nos journalistes se retrouvent ainsi rassérénés, en terrain connu, pour faire la propagande guerrière pour laquelle ils sont rémunérés...

En effet, comment expliquer à tout un chacun que le monde est devenu une sorte de roulette permanente où à tout instant votre voisin de palier, le quidam que vous croisez au volant, peut, sans le moindre signe précurseur, se révéler être une bombe vivante, une arme fatale improvisée, avec un minimum de moyens, constamment disponibles autour de lui...

Le nombre de fous agressifs aurait-il crû brutalement, de façon quasi-exponentielle, en quelques mois, telle une maladie mentale contagieuse faisant brusquement épidémie ? Et de plus une maladie transformant les fous agressifs en meurtriers de masse ?

Alors ? Fous furieux ou soldats de Dieu ?

On doit considérer sérieusement le fait que la société capitaliste en crise, sans perspectives fiables et stables pour le commun des mortels, entraîne de nombreux et profonds déséquilibres psychologiques, du stress, de la dépression de type burn-out ou simplement due à l'isolement, et de la désocialisation, d'une manière générale, en dépit, ou à cause, du développement exponentiel de la communication médiatique.

Autrement dit, le « vivier » s'est agrandi et approfondi, dans lequel peuvent puiser les manipulateurs de tous bords, incluant les organisations terroristes comme les « services spéciaux » des états légalement constitués et reconnus. tribunemlireyppa.wordpress.com (Luniterre)

En complément. Quand l'appareil policier de l'Etat sème la terreur.

- COR-Opération antiterroriste menée à Argenteuil, près de Paris - Reuters

Bien lire jeudi dans le 1er paragraphe. Une opération antiterroriste a été menée jeudi après-midi par la DGSI et le Raid à Argenteuil, dans le Val d'Oise, à la demande du parquet spécialisé, a-t-on appris de sources policière et judiciaire. Reuters

La palme de la scélératesse et du cynisme.

- Attentat de Nice: Julien Dray évoque une "faillite" liée à la "pression populaire" - L'Express.fr

Le conseiller régional d'Ile-de-France a épinglé ce vendredi l'impatience des Niçois venus assister au feu d'artifice, qui aurait conduit les autorités à relâcher le dispositif de sécurité le soir de l'attentat. L'Express.fr

- Fusillade à Munich: La police «suspecte un acte terroriste» - 20minutes.fr

- Interpol rejoint la coalition internationale pour lutter contre Daesh - 20minutes.fr

[La collusion entre l'oligarchie et le pouvoir politique... est Total.](#)

- Hollande perd son conseiller économique qui part chez... Total - 20minutes.fr

Révélé par « L'Express », il s'agit du troisième départ d'un conseiller économique du président vers le secteur privé... 20minutes.fr

[Quand Valls en appelle à la guerre civile en ciblant les musulmans responsables du salafisme.](#)

Qui a dit "le discours antimusulman « nourrit les mensonges des terroristes »" ? Réponse : Le populiste Obama. (LeMonde.fr 21.07)

Les drones militaires, les assassinats, massacres, détentions arbitraires, crimes racistes, occupations militaires, etc. nourrissent bien mieux le terrorisme que des discours, Obama sait de quoi il parle...

- Valls: aux musulmans français de mener "partout" le combat contre le salafisme - AFP

Manuel Valls a récusé mercredi à l'Assemblée la proposition de la députée Nathalie Kosciusko-Morizet (LR) de mettre "hors la loi"

le salafisme en tant que "dérive sectaire", estimant qu'il appartient aux musulmans français de mener le combat "partout, dans les mosquées, dans les quartiers, dans les familles".

"Il est temps de déclarer le salafisme hors la loi. Comme dérive sectaire, ou comme atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, choisissons la voie la plus sûre", avait déclaré Nathalie Kosciusko-Morizet dans sa question.

"Les musulmans français ont leur part et nous devons les aider, les encourager, dans la défense de la République. A eux aussi, bien sûr avec notre soutien, de mener le combat pour clairement séparer ce qui est la réalité de l'islam de France et ces idéologies perverses. Ce combat doit être mené partout dans les mosquées, dans les quartiers, dans les familles, sans aucune complaisance, de la manière la plus claire et la plus nette", a-t-il ajouté.

Minoritaire dans l'islam de France, le salafisme est prêché dans "un peu plus de 120 lieux de culte" dans "plus de 2.300 mosquées", et concerne "quelques dizaines de milliers de fidèles", a précisé Manuel Valls. AFP

C'est la survie du capitalisme qui est "responsable de tous les maux"

- Irak, Syrie, Algérie, Afghanistan, Palestine : le "Grand Satan" occidental responsable de tous les maux ? - Atlantico.fr

L'image de l'Occident comme principal facteur de guerre dans le monde est largement inscrite dans les opinions publiques arabo-musulmanes, mais également parmi certains courants de pensée comme les communistes ou la droite nationaliste de nos sociétés occidentales. Atlantico.fr

Les parrains du terrorisme

- Le Canard enchaîné évoque la « complaisance » France/Etats-Unis envers Al-Quaïda en Syrie - arretsurinfo.ch

« Ne jamais toucher à un cheveu d'Al-Nosra »

Dans un article du Canard enchaîné en date du 20.07.16, Claude Angeli revient sur le soutien de la France et des Etats-Unis envers la filiale syrienne d'Al-Quaïda : le groupe Al-Nosra.

Selon Angeli, les Etats-Unis se seraient tout récemment décidés à combattre conjointement l'Etat islamique en s'alliant avec les Russes, une demande faite par les Russes depuis fin septembre 2015.

Dans l'article intitulé « Une Coopération USA-Poutine en Syrie et en Irak », Claude Angeli revient sur la « complaisance » franco-étatsunienne jusqu'à présent envers les combattants d'Al-Nosra.

« Une Coopération USA-Poutine en Syrie et en Irak ». (Washington propose « un commandement conjoint » pour bombarder Daesh et Al-Nosra,)

Canard enchaîné, le 20.07.16. Page 3.

Extrait :

« ...Il s'agit de passer d'un accord de fait – depuis plus d'un an, Américains et Russes bombardent en évitant que leurs avions ne se percutent – à une franche coopération. L'ambition commune est d'en finir avec Daech et Al-Nosra, la filiale syrienne d'Al-Quaïda.

Pour Obama, Kerry et le Pentagone, c'est une véritable autocritique. Jusqu'à présent, si les pilotes de l'US Air Force arrosaient de missiles les positions de Daech, ils avaient ordre de ne jamais toucher à un cheveu d'Al-Nosra. Et les Rafale et Mirage français épargnaient, eux aussi, ces terroristes intouchables, si l'on ose dire. Cette complaisance franco-américaine envers les combattants d'Al-Nosra, aussi cruels que ceux de Daech, mérite une explication. Dans la guerre menée contre l'armée syrienne, « une alliance de circonstance », formule d'un militaire français, s'est constituée, sur le terrain, entre ces partisans d'Al-Quaïda et quelques groupes de rebelles, dits modérés, qui rêvaient d'entrer en vainqueurs à Damas et avaient le soutien de Washington et de Paris, où l'on espérait se débarrasser ainsi de Bachar.

Terroristes tolérables

Autre information, partagée, d'ailleurs, avec d'autres médias, et à déguster lentement pour éviter un violent mal de tête : Al-Nosra a des associés dans son combat, les groupes Ahrar Al-Sham et Jaïsh Al-Islam, des terroristes en tout genre financés par nos amis du Qatar, d'Arabie saoudite et de Turquie. A Paris et Washington, personne ne reproche à ses Etats de jouer, depuis bien des

années, aux supporteurs du terrorisme.

Le comportement ambigu des Etats-Unis à l'égard d'Al-Nosra et d'Al-Quaïda n'a pas davantage provoqué de hurlements à l'Elysée ou au Quai d'Orsay... » arretsurinfo.ch 20.07

Confirmation

- Qui sont ces rebelles "modérés" soutenus par les USA qui décapitent un enfant près d'Alep ? - atlantico.fr

Ce genre d'horreur est associé à l'Etat islamique. Mais, cette fois, ce sont des rebelles armés par les Etats-Unis qui coupent la tête d'un garçonnet.

Et le magazine Foreign Policy a indiqué que ce groupe recevait aussi des fonds de l'Arabie Saoudite. atlantico.fr 21.07

Quand Hollande vient en aide aux barbares.

- La Syrie impute à la France des frappes ayant tué plus de 120 civils dans le nord du pays - par RT - arretsurinfo.ch

La Syrie demande à l'ONU de prendre des mesures après qu'un raid aérien français a causé la mort de plus de 120 civils le 19 juillet à la frontière turco-syrienne, selon Damas, qui déplore en outre que la coalition soutienne des groupes terroristes.

Le ministre des Affaires étrangères syrien a envoyé des missives au secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'au président du Conseil de sécurité pour alerter l'organisation sur les présumés crimes commis par l'aviation française dans le pays. Lors du bombardement du village de Toukhan al-Koubra, situé près de la frontière turco-syrienne, cette dernière aurait provoqué la mort de plus de 120 civils.

«L'injuste agression française a coûté la vie à plus de 120 civils, dont la majorité sont des enfants, des femmes et des personnes âgées, en plus des dizaines de blessés, donc beaucoup sont aussi des femmes et des enfants. Le nombre de civils toujours présents sous les décombres reste inconnu à ce jour», a écrit le ministre syrien cité par l'agence Syrian Arab News.

Ces frappes meurtrières ont lieu un jour seulement après que des avions américains aient tué au moins 20 personnes, majoritairement des femmes et des enfants, près de la ville de Manbij.

«Le gouvernement de la République arabe syrienne condamne, de la façon la plus ferme, les deux massacres sanglants perpétrés par les bombardiers français et américains et ceux qui sont affiliés à la prétendue coalition internationale qui lancent leurs missiles et leurs bombes sur des civils au lieu de viser les groupes terroristes... La Syrie affirme aussi que ceux qui veulent sérieusement combattre le terrorisme devraient se coordonner avec le gouvernement et l'armée syrienne», a ajouté le ministère.

En Syrie, la coalition anti-EI tue plusieurs dizaines de civils

Dans la lettre, on peut aussi lire que le ministère des Affaires étrangères syrien condamne aussi le soutien apporté par les Etats-Unis, la France, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni et le Qatar à des organisations terroristes telles que le Front Al-Nosra et Jaysh al-Islam, malgré le fait que ces groupes aient des liens établis avec l'Etat islamique et Al-Quaïda.

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International a condamné les frappes américaines, rappelant que «toute personne responsable de violations du droit international doit être traduite en justice».

Un porte-parole du département de la Défense américain a déclaré avoir eu vent d'informations concernant ces victimes civiles mais n'a pas confirmé la responsabilité américaine des morts causés par ces frappes. «Nous prenons toutes les mesures pour éviter ou réduire au minimum les pertes civiles ou les dommages collatéraux afin de nous conformer aux lois des conflits armés», a-t-il ajouté.

La coalition internationale menée par les Etats-Unis apporte un soutien aérien à la coalition arabe syrienne, un groupe rebelle impliqué dans des combats autour de la ville de Manbij, sous contrôle de Daesh depuis 2014. arretsurinfo.ch 20.07

Partout ils soutiennent les barbares qu'ils prétendent combattre.

- L'ancien président du Yémen dénonce les Saoudiens, les États-Unis et Israël pour leur soutien aux djihadistes - arretsurinfo.ch

Dans une interview avec la chaîne de télévision libanaise Al Mayadeen fin juin 2016, l'ancien président du Yémen Ali Abdullah

Saleh, démis par la révolution de couleur manigancée en 2011 par l'Occident et dite Printemps arabe, s'est exprimé contre le financement saoudien de groupes terroristes et contre l'intervention occidentale au Yémen à des fins géostratégiques.

En plus d'indiquer que les Saoudiens ont soutenu et financé des groupes terroristes, non seulement au Yémen mais dans tout le monde arabe, Saleh a aussi déclaré que les États-Unis et Israël utilisent le wahhabisme et l'idéologie djihadiste pour étendre leur propre influence et déstabiliser leurs ennemis.

Il faut aussi relever que, tandis que Saleh était renversé par des manifestations dirigées par l'Occident, lui-même était largement contrôlé par Washington, D.C. Saleh a travaillé avec les États-Unis dans le cadre de leur programme de bombardement par drones au Yémen, ainsi que pour la cession de territoires aux terroristes d'al-Qaïda. Il était notoire que le gouvernement de Saleh était oppressif et, pour avoir tué et torturé des manifestants, il a été récompensé par une chambre d'hôtel somptueuse aux États-Unis après avoir été chassé du pouvoir, laissant la place au nouveau patron. Celui-ci était identique à l'ancien, sinon encore plus évidemment dans la poche de l'Occident et encore plus désireux de suivre les instructions du CCG.

Les actions militaires et la position prise par l'OTAN, les États-Unis et l'Occident par rapport au Yémen, contre la Syrie et l'Ukraine, sont une nouvelle position ouvertement hypocrite de ces puissances, dans leur tentative de justifier leurs objectifs géopolitiques.

Par exemple, au Yémen, c'est considéré comme une offense pire qu'une invasion coalisée de la Ligue arabe, que les Houthis renversent un président qui avait été, à la base, installé dans sa position par une puissance étrangère. Cela après que celle-ci eût coordonné la révolte qui l'a d'abord mis carrément à la porte. C'est considéré comme une violation du droit international que les Houthis chassent leur dirigeant et le remplacent par quelqu'un d'autre.

En Syrie, cependant, il n'y a pas d'atrocité barbare ou de crime contre l'humanité au sens propre, qui ne soient pas justifiés dans le but de faciliter la destruction du gouvernement de Bachar al-Assad. Alors que les Yéménites sont condamnés pour le renversement de leur gouvernement oppresseur et corrompu, celui de Bachar el-Assad, légitime, laïque et réformateur, est considéré comme illégitime. Les soi-disant rebelles en Syrie sont considérés comme l'incarnation de la démocratie. Les rebelles au Yémen sont considérés comme une menace pour l'ordre international.

En Ukraine aussi, les États-Unis ont instigué une révolution de couleur qui a débouché sur le renversement d'un président démocratiquement (relativement parlant) élu. En Ukraine, contrairement au Yémen, les individus sur place qui ont renversé ce gouvernement engagé dans une campagne visant à l'extermination de membres choisis parmi leurs compatriotes, ont été salués comme des héros dignes de soutien, au point même d'accroître la possibilité d'une guerre nucléaire entre la Russie et les États-Unis.

De toute évidence, certains rebelles sont plus égaux que d'autres. Les concepts de droit international, de démocratie, de droits humains et d'autodétermination sont clairement des impasses. arretsurinfo.ch 20.07

Quelques infos en vrac

C'est plus qu'une vocation, une révélation, un don !

- Arnaud Montebourg a lancé son micro-parti - Francetv info

C'est ce que rapporte "L'Express", jeudi. Avec la création de ce mouvement, Arnaud montebourg peut maintenant collecter des dons. Francetv info

J'ai été con, pour récolter du fric c'est cela que j'aurais dû faire, un micro-parti !

L'Union européenne des multinationales

- L'Agence européenne du médicament veut suspendre des génériques - Reuters

- Monsanto reçoit l'agrément européen pour du soja OGM - AFP

Pourquoi ne pas en profiter ?

- Nice: des mesures de soutien au tourisme et aux acteurs économiques - AFP

- France: trois nouveaux hôtels rejoignent le club des "palaces" - BFM Business

- Bolloré attaque France 2 en justice - Atlantico.fr

Payez donc au smic les ingénieurs puisqu'ils le méritent, cela les fera peut-être réfléchir.

- Intel : 80 % des effectifs français vont être supprimés - lemonde.fr

Mi-avril, le groupe informatique américain avait annoncé un vaste plan de licenciement, prévoyant la suppression de 11 % de ses effectifs au niveau mondial, soit 12 000 emplois. Pour les salariés français, la pilule est particulièrement difficile à avaler : 80 % des effectifs tricolores devraient disparaître, soit près de 750 emplois.

Une situation qui indigné Mustapha Aqachmar, délégué syndical CFE-CGC :

« En France, nous avons la crème de la crème des ingénieurs. Grâce aux subventions de l'Etat et [au] crédit impôt recherche, nos ingénieurs ont le coût salarial le plus faible de tout l'Occident. Intel se cache derrière un discours et un dispositif rôdés. Les chiffres et l'incohérence des justifications stratégiques sont là. Nous savons déjà qu'Intel transfère la R&D et ses savoir-faire français à l'étranger. »

Inquiets de ces coupes massives dans les effectifs, les salariés se disent aujourd'hui prêts à faire les efforts nécessaires pour conserver leurs emplois et à « identifier toute solution pour assurer la continuité des activités de R&D ».

« Nous sommes prêts à envisager toute mesure permettant de conserver des emplois même à des coûts inférieurs par l'utilisation des accords de compétitivité qui seront mis en place par le gouvernement, quitte à les anticiper », précise Arnaud Lenoir, représentant CE d'Intel Corp, qui appelle par ailleurs les pouvoirs publics à se mobiliser. lemonde.fr 22.07

Stratégie du chaos et xénophobie.

- JO-2016: 14 agences antidopage pressent le CIO d'exclure la Russie

Quatorze agences nationales de lutte contre le dopage, dont l'Usada américaine et la Nada allemande, ont envoyé jeudi une lettre commune au président du CIO Thomas Bach l'exhortant à exclure la Russie des jeux Olympiques 2016. AFP

- Le Big Mac, dernière victime de la pénurie au Venezuela

Selon les médias vénézuéliens, le sandwich ne peut plus être commercialisé car la tranche de pain plate qui doit se trouver au milieu du célèbre sandwich est devenue introuvable. Francetv info

- La purge se durcit en Turquie, mandats d'arrêt contre 300 membres de la garde présidentielle - lemonde.fr

Une semaine après le coup d'Etat manqué contre le président Recep Tayyip Erdogan et alors que la Turquie est désormais en état d'urgence depuis deux jours, des mandats d'arrêt ont été délivrés vendredi 22 juillet contre 300 membres de la garde présidentielle en Turquie, a annoncé un responsable du pays.

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur Ekan Ala a fait état sur la télévision CNN Turk de l'annulation de 10 856 passeports de personnes, soit déjà arrêtées, soit présentant un risque de fuite, alors qu'une vaste purge est en cours dans le pays.

Bruxelles se montre de plus en plus préoccupée face au tournant autoritaire que prend la Turquie depuis le putsch manqué. La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne (UE), Federica Mogherini, et le commissaire européen à l'élargissement, Johannes Hahn, se sont exprimés jeudi soir pour faire part de leur « inquiétude » :

« Nous suivons les développements concernant l'état d'urgence que la Turquie a déclaré après la tentative de coup d'Etat, que l'UE a condamné, de très près et avec inquiétude. »

Vaste purge

L'entrée en vigueur de l'état d'urgence, instauré pour trois mois, est survenue « dans la foulée des récentes décisions inacceptables concernant l'enseignement, la justice et les médias », ont-ils souligné. L'UE appelle donc une nouvelle fois les autorités turques « à respecter, en toutes circonstances, l'Etat de droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris le droit de chacun à un procès équitable ».

L'état d'urgence avait été prononcé par le président, mercredi soir, alors que l'étendue de la reprise en main, qui a surtout

frappé l'armée, la justice, l'enseignement et les médias, s'est encore accrue ces derniers jours, suscitant une vive inquiétude, de Washington à Bruxelles. Selon un comptage de l'Agence France-Presse (AFP), au moins 25 000 fonctionnaires ont été suspendus ou démis de leurs fonctions dans cette véritable épuration nationale. lemonde.fr 22.07

- Turquie : « Ce n'est pas seulement une purge, mais un reformatage de l'Etat » - LeMonde.fr

Bienvenue en oligarchie

- 25 ans, toujours puceaux, ils racontent leur calvaire

Régulièrement, sur des forums de discussion, des jeunes hommes postent des messages pour évoquer leur virginité, qu'ils vivent comme un fardeau. Voici les témoignages de deux d'entre eux. Liberation.fr

- La France condamnée pour les enfants nés de GPA

La France a été de nouveau condamnée jeudi par la Cour européenne des droits de l'homme pour ses réticences à reconnaître la filiation des enfants nés d'une gestation pour autrui (GPA), une pratique qu'elle interdit sur son sol. Conformément à ses deux arrêts de 2014 concernant Reuters

- Pokemon Go enfin au Japon, berceau de Pikachu et consorts

La chasse à Pikachu et autres créatures imaginaires peut enfin débiter au Japon, patrie des Pokemon: le jeu Pokemon Go, qui défraye la chronique partout dans le monde, a été lancé vendredi matin, après une attente insoutenable pour des milliers de fans. AFP

- Après l'attentat de Nice, une «armée de l'amour»

Jérôme Jarre, star des réseaux sociaux Vine et Snapchat, appelle chacun à filmer des actions positives pour «combattre la morosité». LeFigaro.fr

- L'alcool comme cause principale de 7 types de cancers, selon une nouvelle étude

Eh non, pas même avec modération. Une étude publiée le 21 juillet place l'alcool comme cause directe de divers cancers, comme celui du sein ou du foie. Atlantico.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juillet 2016

CAUSERIE

Le mot du jour : Populiste.

Quand le populisme s'est emparé des opportunistes.

On enrage d'être représenté par de tels pantins.

Tous les jours je me dis, tu continues ou tu arrêtes, à quoi bon, mais ce qui se passe me rend malade, je ne me reconnais dans aucun intervenant, aucun dirigeant, aucun parti, c'est désespérant, leur démagogie me donne la nausée. Du coup je me demande si je ne suis pas devenu fou à mon tour !

Le pire, c'est que dans ma situation, bloquée à l'autre bout du monde dans mon trou, j'ai l'occasion de prendre tranquillement du recul sur ce qui se passe, je n'ai que cela à faire en dehors de mes petites affaires, le jardin et les deux chèvres, penser, réfléchir encore et encore, et j'en arrive toujours aux mêmes conclusions dramatiques indépendamment de ma volonté.

Comment peuvent-ils qualifier d'attentat terroriste l'acte d'un jeune désœuvré d'à peine 19 ans que je considère encore comme un gosse, à croire qu'ils n'ont jamais eu 19 ans, c'est sidérant! Nos dirigeants sont décidément étrangers à notre classe, ils

n'ont jamais pensé un jour à se suicider et j'en passe. J'ai au moins quatre potes qui se sont suicidés quand ils étaient encore jeunes, tous de la même manière en se foutant une balle dans la tête. Dorénavant nos dirigeants sont vieux, parfois avant l'âge, ils sont bien trop satisfaits d'eux-mêmes (j'avais écrit bien trop cons et je me suis repris !) pour comprendre ce genre de truc ou apprendre à penser par eux-mêmes.

Je pense et je m'exprime ici en ouvrier qui en a plus que marre de leur incurie politique, ceux que cela incommodent peuvent aller voir ailleurs, on ne les retient pas, chez nous ou entre nous on se comprend, c'est l'essentiel, on n'a pas été élevé dans la soie. Sur ce, on verra si on continue ou non.

Quelques réflexions politiques

1- Plus de 560 kms de bouchons, au secours, c'est la crise !

Bon, pas pour tout le monde, ouf, nos dirigeants respirent ! Vous savez ceux qui veulent absolument éviter que vous en subissiez les conséquences pour que vous puissiez continuer de vivre normalement en vous foutant de ce qui se passe autour de vous ou ailleurs, ce qui vous vaudra de soutenir le régime si nécessaire, les mêmes dirigeants s'en contrefouent éperdument, même que cela les arrange à dire vrai. Allez, que la paix soit avec vous, amen, prière de dirigeants laïques et socialistes version trotskystes, s'il vous plaît.

2- Quand la désinformation en continue sert l'entreprise des ouvriéristes, tiers-mondistes qui se prennent pour des internationalistes et marchent dans les combines criminelles de l'OTAN.

Souvenez-vous, il n'y avait pas de mercenaires étrangers dans le nord de la Syrie selon la journaliste Florence Aubenas. Puis petit à petit on apprit qu'ils étaient en réalité 10.000, 30.000, 80.000, voire plus, de 20, 50, 85 nationalités différentes.

Le Monde - L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas : Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas. Autre élément : la manière dont les rebelles se battent montrent la pauvreté de leur moyens, en armes et même en nourriture. Il n'y a même pas une kalachnikov par personne. Je pense que si Al-Qaïda les épaulait, ils auraient moins de difficultés face à l'armée de Bachar Al-Assad. Cela dit, il faut rester modeste : la situation peut être différente dans d'autres parties du pays. Le Monde.fr 16.08.2012

En famille. "Je pense que si Al-Qaïda les épaulait", tout était dit ici. On comprend mieux pourquoi cette ex-otage en Irak en 2005 avait été libérée...

Il n'y avait pas non plus de barbares d'EI ou d'al-Qaïda parmi les migrants ou réfugiés qui se sont déversés les mois précédents en Europe.

3- Pendant que tout le monde dit ce sont des criminels en parlant des différents auteurs des attaques ou attentats, le gouvernement français qui bombarde l'Irak et la Syrie (notamment, le Mali aussi, etc.) se voit épargner ce qualificatif mille fois mérité.

4- Particularité des différents auteurs des attaques des derniers jours en France et en Allemagne : ils avaient moins de 20 ans, des jeunes adultes qui se sentaient exclus de la société, sans avenir, à devenir fou au point de souhaiter abrégé leur vie prématurément.

Dans cette société infâme basée sur l'individualisme forcené, l'hypocrisie, l'argent et la méritocratie, les plus vulnérables qui cumulent les handicaps n'ont aucune chance de s'en sortir, sauf exceptions qui confirment la règle, parmi lesquels figurent les arriérés qui se fondent dans le système et s'estiment heureux de leur sort, et qui se permettent de donner des leçons de civisme ou de morale à la terre entière, ils y sont encouragés par les abrutis qui flattent leurs qualités misérables qu'ils partagent avec eux.

5- Valls a été hué à Nice lors de l'hommage officiel aux victimes de l'attaque du 14 juillet. Quelle affaire, mais personne ne se demandera par qui il a été hué, vaut mieux pas, des fois que ce soit des sympathisants ou des militants d'extrême droite...

6- L'art de prêcher dans le désert ou sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante.

Le terrorisme n'est pas un problème religieux mais un problème politique, et c'est une solution politique qui y mettra fin. Ce n'est pas par la destruction de la démocratie et la guerre que nous parviendrons à empêcher nos jeunes en perdition de devenir des terroristes mais en leur offrant l'espoir qu'ils seront respectés ici pour ce qu'ils sont, quoiqu'ils pensent et d'où qu'ils viennent, en accord avec les principes pourtant affichés sur tous les frontons de nos mairies : liberté, égalité, fraternité. legrandsoir.info 26.07

Plus loin vous trouverez un sondage que j'ai qualifié de policier, parce que parmi "les priorités que devrait se fixer le gouvernement en réponse aux attentats récents" ne figurait aucun facteur social, ici non plus, les jeunes sont invités à adhérer aux principes de la République qu'ils rejettent à juste titre parce qu'ils ne comportent pour eux que des devoirs et aucun droit...

- Prêtre égorgé: tuer un prêtre, "c'est profaner la République", estime Hollande - AFP

"Tuer un prêtre, c'est profaner la République, qui garantit la liberté de conscience. C'est semer l'effroi, car ce que veulent les terroristes, c'est nous diviser, nous séparer, nous déchirer", a-t-il déclaré lors d'une allocution télévisée, depuis l'Elysée. AFP 26.07

Rien que pour "nous diviser, nous séparer, nous déchirer" votre République qui incarne le pouvoir de l'oligarchie est haïssable. Votre "liberté de conscience" qui justifie le bombardement de la Syrie, de l'Irak, etc. est haïssable.

Reuters - Le président a renouvelé son appel à "faire bloc" face une guerre qui sera longue et face à laquelle la démocratie constitue selon lui "un bouclier".

"Je vous l'assure, cette guerre nous la gagnerons", a-t-il conclu. Reuters 26.07

En bombardant les populations civiles en Syrie...

legrandsoir.info - Le représentant permanent de la Syrie devant l'ONU, Bashar Jaafari, a révélé ce lundi que l'attaque aérienne de la France du 19 juillet dernier sur le village de Tokhar, Manbij, au nord de la Syrie, a été une vengeance pour l'attentat de Nice, alors que celui-ci a pourtant été revendiqué par le Daesh.

Le bombardement de la localité syrienne a causé 164 morts de civils, le double de l'attentat de Nice. Selon Jaafari, le gouvernement français cherchait à punir l'Etat islamique (Daesh en arabe) pour l'attentat de Nice du 14 juillet dernier. Pourtant, les terroristes avaient abandonné le village peu avant l'attaque aérienne pour avoir appris que François Hollande avait promis de se venger. legrandsoir.info 26.07

Revenons à la démocrassie.

Pour être détruite, faudrait-il encore que la démocratie existe. Mais, quoi mais ? Mais quand de Gaulle a perdu son référendum en 1969 il a démissionné, c'était la démocratie. C'est ce qu'on vous a raconté et vous l'avez gobé comme des milliers d'arguments démagogiques. En réalité il a sauvé la paix sociale et son parti qui dans la foulée allait rafler la mise en remportant les deux tiers des sièges de députés, pour l'occasion on appellera l'Assemblée nationale la chambre bleue de la couleur du sigle de l'UDR, l'ex-LR.

La démocratie, cela n'a jamais été qu'un vernis, un voile, une illusion pour rendre plus présentable au peuple le régime en place, une dictature de la minorité sur la majorité. Tous les discours sur la démocratie (et la République) ne servent qu'à tromper les militants et les travailleurs, ils tiennent du populisme.

7- C'est étrange, depuis déjà quelques années il ne se passe pas une semaine ou un mois sans que des personnes soient abattues en pleine rue à l'arme de guerre à Marseille ou dans d'autres villes dans toutes la France, et tout le monde semble s'en être accommodé. Et les personnes impliquées dans ces meurtres sont sensiblement les mêmes ou issus du même milieu, que ceux qui se sont livrés ou ont été impliqués dans différentes attaques ou attentats depuis le 11 janvier 2015.

Il faut croire que dans un cas les jeunes victimes n'auraient que ce qu'elles méritent, parce que quelque part elles ne seraient pas tout à fait innocentes, alors que dans l'autre cas elles le seraient. Cela se discute, non ? L'inconscience ou la douce insouciance, c'est un peu la roulette russe en oligarchie. Et puis il y a ceux qui tentent le diable comme l'on dit, par exemple les centaines de milliers de personnes qui se sont entassées dans les "fans zones" lors de l'Euro2016.

8- Nous avons affirmé il y a plus de 5 mois que la loi Travail serait adoptée, c'est fait. Les mauvaises langues diront qu'on a l'air d'en être satisfait. Non, nous avons analysé lucidement la situation, c'est tout. Cela vous étonne, qu'est-ce que vous voulez, les mégalomanes ou les charlatans ne sont pas toujours ceux qu'on croie, il faudra vous y faire.

[Un portail d'information qui mérite notre soutien.](#)

14-18 : "On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels" de Investig'Action

<https://vimeo.com/99236165>

En cette année anniversaire, les médias racontent « comment » a eu lieu la Première Guerre mondiale (dix millions de morts), mais jamais pourquoi.

« Morts pour la patrie », proclament tous nos monuments officiels. Mensonge ! 14-18, c'était déjà une guerre du fric. Non seulement chez les « méchants » (Allemagne, Autriche), mais aussi chez les « gentils (France, Angleterre, Belgique...), le véritable enjeu était : quelle puissance dominera le monde et contrôlera ses richesses ?

C'était aussi une guerre des classes dominantes contre les pauvres, contre leurs propres travailleurs exterminés froidement.

Michel Collon mène l'enquête avec trois historiens : Jacques Pauwels (« 14-18, une guerre de classe »), Anne Morelli (« Principes de la propagande de guerre ») et Lucas Catherine (« Des tranchées en Afrique »). Vous serez surpris par leurs révélations à contre-courant.

La question est donc : comment peut-on, aujourd'hui, répéter les médiemensonges d'il y a un siècle ? Serait-ce lié aux médiemensonges d'aujourd'hui ?

Un tout grand merci à Denise Vindevogel (montage), Jean-Jacques Mathy (images), Romain Dormal (son), ainsi qu'à Nicolas Castillo et Jean-Pierre Vanparys. Merci à vous de regarder cette vidéo entièrement. Pour comprendre à quel point on nous manipule, aussi sur l'Histoire.

Et merci de nous soutenir. En effet, avec cette équipe et d'autres amis, Investig'Action prépare pour la rentrée une chaîne vidéo avec toutes sortes de productions, de formes et durées diverses, afin de mener aussi la bataille de l'info sur le terrain des images. Projet stratégique, projet ambitieux, on a besoin de votre soutien ! Pour donner un coup de main à l'équipe vidéo : coordination@investigaction.org

J'ai téléchargé et visionné cette excellente vidéo destinée à informer et à rétablir la réalité des faits, la vérité qui demeure révolutionnaire et que nos gouvernants haïssent tant par conséquent.

Merci à monsieur Michel Collon qui fait figure ici de socialiste, de marxiste. Il y est dit dans cette vidéo relativement courte, elle dure à peine plus de trente minutes, plus de choses que ce j'avais appris lors de mon GER en 1978 avant d'être coopté à l'OCI (De nos jours, le courant communiste internationaliste du POI et du POID).

Evidemment, tout ne pouvait pas être dit ou abordé dans cette courte vidéo, aussi le rôle de chaque facteur entrant dans la composition de la situation de l'époque se devait d'être traité brièvement ou évoqué succinctement, de manière concise mais suffisamment précise et concentrée pour que les spectateurs comprennent les rapports qui existaient entre eux et qu'ils ignorent pour la plupart d'entre eux, et aboutir à une interprétation de la guerre de 14-18 totalement différente de la propagande de l'époque qui figure encore de nos jours dans les manuels scolaires où la part de non-dits l'emporte.

On aura retenu le choix délibéré des dirigeants de la classe dominante des deux belligérants officiels d'opter pour la guerre en présence d'une crise économique impossible à réduire autrement et qui menaçait l'existence du système capitaliste, leur pouvoir, leurs privilèges tandis que la classe ouvrière s'impatiait ou frappait à la porte du pouvoir. On relèvera également l'entente entre les industriels et les militaires des deux camps pour faire durer la guerre qui leur rapportait de gigantesques profits, et ne pas bombarder leurs quartiers généraux, seuls les ouvriers et les paysans envoyés à la boucherie devant périr lors cette guerre.

Si une partie importante de cette vidéo est consacrée au rôle du colonialisme dans la montée en puissance de l'impérialisme et le rôle qu'il joua dans le déclenchement de cette guerre inter-impérialistes, on peut regretter que bien qu'il soit fait mention de la trahison des socialistes ou sections de l'Internationale ouvrière ou Ile Internationale en Europe, le lien entre les deux facteurs ne soit pas établi, ce qui ne permettra pas aux spectateurs de comprendre pourquoi les dirigeants de la Ile Internationale avaient abandonné l'internationalisme au profit du nationalisme, ce qui pourrait les induire en erreur ou les amener à penser que ce revirement en apparence soudain aurait été dû à la personnalité de leurs dirigeants, qui auraient pu se laisser corrompre suite aux succès électoraux de leurs partis, autrement dit, il aurait suffi par la suite qu'ils changent de dirigeants pour que ces partis adoptent à nouveau l'internationalisme prolétarien.

Illusion fatale et criminelle qui sera minutieusement entretenue pratiquement pendant un siècle par les représentants de la classe dominante et l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier à l'exception des communistes jusqu'au décès de Lénine en 1924, ainsi que Trotsky et quelques dirigeants de l'Opposition de gauche, en aucun cas ceux qui plus tard s'en réclameront les héritiers, alors que la cause de ce revirement était à rechercher à l'intérieur de ces partis, dans leur composition petite-bourgeoise, mais aussi dans les syndicats qu'ils contrôlaient, qui ne regroupaient essentiellement que les couches supérieures de la classe ouvrière déjà corrompues par le capitalisme ou sur laquelle son idéologie exerçait une influence croissante au fur et

à mesure que leur mode de vie s'améliorait (et que la guerre approchait) et se distinguait de celui du reste du prolétariat, grâce aux gigantesques profits réalisés par la surexploitation des colonies, Lénine ayant défini l'aristocratie ouvrière comme le pendant de l'aristocratie financière, leur combinaison constituant un des éléments majeurs déterminant la nature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Et comme quoi ce processus de dégénérescence des partis de la IIe Internationale et des syndicats était irréversible, ils récidiveront lors de la Seconde Guerre mondiale, puis soutiendront les guerres coloniales de l'impérialisme français contre l'Algérie, le Vietnam, sans oublier l'Irak et la Syrie notamment de nos jours.

Si maintenant cet aspect de la Première Guerre mondiale n'a pas été abordé dans cette vidéo pour une raison que j'ignore, on a du mal à comprendre pourquoi nos dirigeants l'ont toujours occulté, ou si on le comprend très bien, parce qu'ils avaient eux-mêmes délibérément rompus avec le socialisme et le marxisme.

Les dirigeants de la IIe Internationale étaient placés face à l'alternative suivante : soit affronter leur propre bourgeoisie en refusant de voter les crédits de guerre et en appelant à la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées pour s'opposer à la guerre, déclencher immédiatement la grève générale, etc. soit se ranger sous son aile protectrice et assurer leur propre avenir en trahissant leur idéal qui n'était finalement qu'une simple posture opportuniste. En adoptant le nationalisme, il pouvait espérer que leurs privilèges seraient garantis ou que la patrie leur en serait généreusement reconnaissante à l'issue de la guerre, et ce fut le cas effectivement.

En conclusion, on peut se détourner de la classe ouvrière, de ses couches les plus défavorisées, mais dans ce cas-là, on ne peut pas se revendiquer du socialisme ou du marxisme, sauf à commettre une imposture politique. Aucune issue politique ne peut être envisagée en se détournant des masses et du socialisme, cela vaut aujourd'hui plus que jamais.

On s'est fourvoyé dans notre définition du militant du parti ouvrier révolutionnaire et notre conception de la lutte de classe. Comment ? En affirmant que le parti était l'expression consciente du processus inconscient qui préside au développement du capitalisme, comme s'il suffisait de l'énoncer pour que chaque militant ou dirigeant en ait pleinement conscience ou maîtrise ce processus une fois pour toute, alors qu'ils subissent en permanence, quotidiennement au cours de leur existence et de la lutte des classes, la pression ou l'influence de l'idéologie de la classe dominante, ce qui pour y résister nécessite de maîtriser toujours davantage la méthode pour interpréter ce processus, afin d'expurger de leur conscience les éléments parasites qui s'y seraient introduits et qui fausseraient leurs analyses, affaibliraient leur détermination, modifieraient la nature de leurs convictions.

C'est ainsi par exemple que nos dirigeants ont pu faire de la démocratie leur axe de combat, tout en abandonnant le modèle de parti qu'avait conçu Lénine et qui justement était le seul à pouvoir l'incarner une fois le régime renversé, ce qui signifie qu'en abandonnant l'un ils ont abandonné l'autre, ni plus ni moins, tout en prétendant poursuivre ces deux objectifs et évidemment partant de là n'en atteindre aucun.

[Il faudra vous y faire en oligarchie ou quand le monde est dirigé par des psychopathes.](#)

Vous n'avez pas voulu revenir sur votre définition de la démocratie qui était frelatée, vous y serez obligés par la force des choses. Et ne dites pas qu'on ne vous avait pas prévenu ce serait un grossier mensonge.

- France. «Fou», «ordinaire», les mots des voisins d'Adel Kermiche - LeFigaro.fr

À Saint-Etienne-du-Rouvray, les riverains de la rue Nikola Tesla, bouleversés, décrivent pour la plupart un jeune homme normal. Samir est en colère: «(...) Ces gens sont des fous, ils ont le cerveau lessivé.» (...) «Ces gens ne sont pas des musulmans, qui ne tueraient pas un chat. Ce sont des drogués, une secte. Ils vendent de la drogue la journée et ils tuent le soir» s'exclame Farida.

Près de la maison familiale du jeune homme de 19 ans, les avis du voisinage sont partagés. Une voisine immédiate dit qu'«il était fou, il parlait tout seul, il disait n'importe quoi». Pour Emmeline, 26 ans, sa famille était «ordinaire, normale», et «lui aussi».

Bodri est plus disert. Ce jeune homme de 23 ans, assistant d'administration dans un club local de fitness, habite lui aussi tout à côté du pavillon d'Adel Kermiche. Il a «grandi avec lui», raconte-il en le définissant «comme un petit frère», et a même travaillé un temps avec lui. Ils étaient animateurs dans un centre aéré de Saint-Etienne du Rouvray, fin 2015. «Je l'épaulais, il était stagiaire BAFA, il était adorable avec les enfants, il se comportait bien. Il était polyvalent, s'occupait des ateliers manuels et de danse, et il était force de propositions pour organiser des grands jeux». Bodri n'a «jamais remarqué aucun signe de radicalisation». Il portait une barbe très courte, pas de djelaba.

«Hier soir encore (la veille de l'attentat, NDLR), je l'ai croisé sur le parking ici. Il était habillé en jean, il souriait, il était content, normal», souligne-t-il en précisant qu'il ignorait que le jeune homme portait un bracelet électronique. «On partageait le même goût pour la musique, de la variété, des musiques urbaines, il aimait le mannequinat car il était très beau gosse. Mais c'était un mec posé, qui ne draguait pas les filles». Bodri ne savait pas qu'«il voulait partir en Syrie, il ne parlait jamais de ça, je ne connaissais pas

du tout ce côté-là de lui». Au pire de ce qu'il a pu constater, c'est qu'«Adel commençait à traîner avec des mecs des quartiers». «Je suis choqué, ajoute-t-il, car cet attentat est atroce mais c'était une bonne personne, avec une famille qui a des valeurs». LeFigaro.fr

Dans les rues, l'effroi est sur tous les visages. Martine, «sous le choc», répète-t-elle, est en larmes. Prostrée dans «la peur et la douleur», Delphine, employée de la municipalité, attend des nouvelles de ses deux enfants, confinés au centre aéré un peu plus loin. Corinne, sa collègue, entrevoit «la fin d'un monde», touché jusque dans ses ruralités où l'«on ne pourra même plus se retrancher» car «plus personne n'est désormais à l'abri». «C'est inimaginable que cela arrive ici. Maintenant, ce sera partout, tout le temps, et jamais quand on s'y attend. On ne sera plus tranquilles», ajoute Christian, un habitant. Sur le pas-de-porte des habitations, quelques rares personnes regardent, interdites, le ballet impressionnant des policiers, des nombreuses blouses blanches et uniformes de pompiers.

Victime de la désindustrialisation, Saint-Étienne-du-Rouvray souffre du chômage depuis plusieurs années. Selon l'Insee, 21,9% des Stéphanois âgés de 15 à 64 ans étaient au chômage en 2013. Un taux deux fois plus haut que le niveau national (stable autour de 10% cette année-là). La pauvreté fait également des victimes dans cette banlieue rouennaise, puisque le taux de pauvreté s'élevait à 24% en 2012. slate.fr 26.07

Il n'aura fallu que quelques heures après la prise d'otages dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), pour que l'organisation Etat islamique (EI) revendique l'attentat, à travers son agence de presse Amaq : «L'attaque dans l'église de Normandie en France a été effectuée par des soldats de l'Etat islamique en réponse aux appels de cibler les pays croisés de la coalition». Alors que le parquet antiterroriste de Paris a été saisi, l'enquête commence pour tenter de déterminer le profil des assaillants, dont l'allégeance à la mouvance islamiste radicale ne semble guère faire de doute. Munis d'armes blanches, d'un «vieux pistolet inopérant» et d'un «dispositif factice» d'explosifs, ils auraient crié «Allah Akbar» à la sortie de l'édifice. Il s'agit de «deux terroristes se réclamant de Daech», a déclaré très rapidement François Hollande.

Des policiers de la BAC, présents sur place, ont néanmoins rapidement reconnu un visage familier : celui d'Adel Kermiche, un jeune homme originaire de Saint-Etienne-du-Rouvray, qui, un an et demi plus tôt, faisait déjà l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire et venait pointer toutes les semaines au commissariat. Ce dernier est en effet connu des services judiciaires pour avoir tenté, par deux fois, de rejoindre les rangs de l'Etat islamique en Syrie.

Son premier périple, entrepris en mars 2015, s'est soldé par une arrestation à Munich, en Allemagne. Retour à la maison. Comme il est encore mineur, la justice décide donc de l'astreindre à un contrôle judiciaire. Apparemment, cet échec n'entame pas les vellétés de départ d'Adel Kermiche : un mois et demi plus tard, le 11 mai 2015, devenu majeur, il repart pour la Syrie mais change d'itinéraire. Il transite cette fois par Genève, avant d'embarquer pour la Turquie.

Une fois encore, son voyage sera de courte durée : il est aussitôt intercepté à l'aéroport d'Istanbul puis renvoyé à Genève. Selon certaines sources, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) l'affuble alors d'une fiche S - pour Sûreté de l'Etat. Sous le coup également d'un mandat d'arrêt international, il restera incarcéré à la prison suisse de Champ-Dollon avant d'être extradé vers la France. Le 22 mai 2015, il est mis en examen pour «association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme». Après un nouveau séjour derrière les barreaux, il bénéficie, le 18 mars 2016, d'une libération conditionnelle, assortie d'un placement sous bracelet électronique. Le parquet antiterroriste a fait appel de cette ordonnance, sans obtenir gain de cause. Adel Kermiche a donc profité de sa permission de sortie quotidienne, entre 8h30 et 12h30, pour commettre l'attentat. Il portait encore son bracelet au moment de sa mort sur le parvis de l'église de Saint-Etienne de Rouvray.

Selon des informations de la Tribune de Genève, qui avait, à l'époque, suivi cette affaire, il semble que Adel Kermiche a subitement changé de comportement après l'attentat de Charlie Hebdo survenu en janvier 2015. Sa mère, qui le décrit dans le journal suisse, comme «un gamin joyeux qui aime la musique et sortir avec des copines» note qu'il se renferme soudainement et se met à fréquenter la mosquée de sa région. Il se serait ainsi «métamorphosé» en trois mois sous les yeux de ses proches, impuissants. «Heureusement, on a réussi à le rattraper à temps par deux fois, déplorait sa mère dans les colonnes de la Tribune de Genève. S'il avait pu passer en Syrie, je pouvais faire une croix sur mon fils. J'aimerais bien savoir qui a chamboulé notre gamin.» Actuellement, la police scientifique œuvre encore à l'identification du deuxième assaillant. Des prélèvements d'empreintes digitales sont en cours d'analyse. Mardi, un mineur, visiblement proche de l'un des deux terroristes, a été placé en garde à vue. Mardi en fin de journée, deux perquisitions étaient toujours en cours, selon l'AFP.

La ville de Saint-Etienne-de-Rouvray apparaît déjà dans un dossier antiterroriste assez médiatisé. En août 2013, Maxime Hauchard, un jeune homme de 22 ans, originaire du village du Bosc-Roger-en-Roumois, dans le département voisin de l'Eure, avait rejoint les rangs jihadistes en Syrie. Avant de ressurgir, en novembre 2014, sur une vidéo de propagande comme l'un des bourreaux de 18 otages syriens égorgés. L'enquête avait mis au jour un «foyer de dérive radicale» concernant notamment trois autres jeunes convertis à l'islam fréquentant, selon le Parisien, des mosquées à Saint-Etienne-du Rouvray et à Elbeuf. Malgré ces similitudes géographiques, aucun lien n'a pour l'instant été établi entre cette affaire et l'attentat perpétré dans l'église. libération.fr

- Etats-Unis: Ce que l'on sait sur la fusillade devant une boîte de nuit en Floride - 20minutes.fr

Une fusillade s'est produite dans la nuit de dimanche à lundi dans la ville de Fort Myers, dans le sud-ouest de la Floride. Une vingtaine de coups de feu ont été entendus dans une boîte de nuit de la ville, le Club Blu.

Quel est le bilan de l'attaque?

«Deux morts ont été confirmées et au moins 14 à 16 personnes ont été blessées» dont certaines grièvement, a indiqué dans la matinée dans un premier communiqué la police de Fort Myers, précisant que les faits avaient eu lieu vers 00h30 lundi (heure locale) sur le parking de la boîte de nuit.

Dans un communiqué publié cette après-midi vers 16h (heure française), la police a livré l'identité des deux victimes, âgées de 14 et 18 ans.

Le club accueillait ce soir-là une soirée réservée aux adolescents. Selon le communiqué publié ce lundi après-midi, l'attaque «n'est pas un acte de terrorisme» mais les enquêteurs «travaillaient encore activement sur la scène de crime pour tenter de déterminer le motif de l'attaque». 20minutes.fr 24.07

En complément.

- En 2012, selon l'Institut de sondages WIN/Gallup International, un tiers des Français répondaient être « non religieux » et presque un autre tiers « athées », soit près de deux tiers de Français sans religion.

Moins de la moitié font encore baptiser leurs enfants et seuls 4,5 % des catholiques assistent à la messe chaque semaine. legrandsoir.info

Rien à foutre de la religion !

"L'objectif" de l'attentat dans une église catholique est de "provoquer une guerre de religions", a estimé le Premier ministre Manuel Valls sur TF1, peu après le discours du président. AFP 26.07

Dans l'histoire, il n'y a jamais eu de guerres de religion, il n'y a jamais eu autre chose que des guerres pour des intérêts économiques, il n'y a que dans les manuels scolaires débiles que l'on trouve ce genre de conneries ou dans la bouche d'un Premier ministre.

- Au Japon, un déséquilibré tue 19 handicapés pour «revitaliser l'économie» - Liberation.fr

Japon: 19 morts et 25 blessés dans une attaque au couteau, un acte terroriste semble écarté

Au moins 19 personnes ont été tuées et 25 blessées au Japon dans la nuit de lundi à mardi dans une attaque au couteau. C'est un centre pour handicapés de Sagami-hara, à l'ouest de Tokyo, a été visé par un déséquilibré. A ce stade, la piste terroriste semble écartée.

Le suspect est un homme de 26 ans qui s'est rendu, indique l'agence NHK News. Il a affirmé aux autorités qu'il était un ancien employé du centre. Il a été identifié comme Satoshi Uematsu, selon l'agence de presse Kyodo. Il aurait dit à la police : « Les handicapés devraient tous disparaître », selon des propos cités par le quotidien Asahi.

Les tueries de masse sont rares au Japon, qui dispose d'une législation de contrôle des armes très stricte et d'un taux de criminalité relativement faible. Mais des déchaînements de violence aveugle et coups de folie meurtrière endeuillent occasionnellement l'archipel. 20minutes.fr

- Suède: Un blessé dans une fusillade dans un centre commercial de Malmö - 20minutes.fr

Une fusillade a éclaté ce mardi après-midi dans un centre commercial du quartier de Rosengård à Malmö en Suède, rapporte le journal suédois anglophone The Local. 20minutes.fr

- Somalie: 13 tués dans un double attentat-suicide des shebab - AFP

Au moins 13 personnes ont été tuées mardi 26 juillet 2016, près de l'aéroport de Mogadiscio en Somalie, dans un double attentat-suicide à la voiture piégée revendiqué par les islamistes shebab, démontrant une nouvelle fois la capacité de nuisance du groupe affilié à Al-Qaïda au cœur de la capitale AFP

- Israël détruit 15 maisons palestiniennes en bordure de Jérusalem - AFP

Israël a détruit tôt mardi une quinzaine de maisons palestiniennes à Jérusalem et dans sa proche banlieue Qalandia, ont rapporté des sources palestiniennes et une ONG israélienne, accusant l'Etat hébreu de vider Jérusalem-Est de ses habitants palestiniens. AFP

- Daech frappe Kaboul - LeParisien.fr

Au moins 80 morts et 231 blessés : c'est le terrible bilan d'un attentat suicide qui a frappé hier Kaboul, la capitale afghane. LeParisien.fr

- Bagdad: Un attentat suicide a fait au moins 12 morts et 22 blessés - 20minutes.fr

L'attaque a été menée ce dimanche près d'un point de contrôle dans un secteur du nord de la capitale irakienne... 20minutes.fr

- Irak: au moins 12 morts dans un attentat au nord de Bagdad - AFP

Un kamikaze a fait exploser lundi 25 juillet une voiture piégée près d'un barrage bondé au nord de la capitale irakienne Bagdad, faisant au moins 12 morts. AFP

- Afghanistan: plus de 5.000 victimes en 6 mois, un record - AFP

L'ONU a comptabilisé un "nombre record" de morts et blessés en Afghanistan au premier semestre 2016, témoignant de la dégradation régulière de la sécurité dans ce pays, dont les enfants payent le prix fort. AFP

- L'Australie pourrait durcir sa législation sur le terrorisme - Liberation.fr

Le gouvernement australien, qui craint une attaque terroriste de grande ampleur sur son territoire, envisage de maintenir en prison des personnes condamnées pour terrorisme, même après avoir purgé leur peine. Liberation.fr

- Australie: Des images de maltraitance de détenus mineurs choquent le pays - 20minutes.fr

Une enquête a été ordonnée après la diffusion lundi soir d'images, filmées en 2014 et 2015, lors d'une émission de la chaîne publique ABC... 20minutes.fr

[Brexit. Poker menteur. La preuve.](#)

Article de l'AFP à propos du G20 qui se tenait ce week-end à Chengdu en Chine.

AFP - Il y a trois mois, bien avant le vote britannique fin juin, le G20 avait déjà placé le Brexit parmi "les menaces" pour l'économie mondiale. AFP 24.07

Cameron a eu trois mois minimum pour annuler le référendum sachant que le Brexit risquait de l'emporter pour l'avoir évoqué lors du précédent G20. Cela ne vous fait-il pas penser au référendum du 5 juillet 2015 en Grèce où le vote en faveur de la sortie de l'euro risquait également de l'emporter et qui l'emporta.

Quoique vous votiez qui ne soit pas conforme à notre stratégie, nous ne vous permettrons pas de l'appliquer, vous devrez vous soumettre, vous n'avez aucun pouvoir, voilà ce qu'il s'agissait de dire et de faire admettre aux peuples grec et britannique et de l'ensemble des pays de l'UE, de leur imposer.

[Bienvenue chez les faussaires. L'Agence Française de Propagande de l'oligarchie à l'oeuvre.](#)

- L'AFP efface les huées à l'attention de Manuel Valls - arretsurinfo.ch

Dans sa vidéo, l'Agence France Presse ne montre que la minute de silence, respectée, lors du recueillement devant le monument aux morts, puis les applaudissements de la foule. Des applaudissements qui étaient destinés aux forces de l'ordre, et pas à Manuel Valls et Christian Estrosi.

Pourtant, comme les internautes ont pu le constater sur de nombreuses autres vidéos, la cérémonie a surtout été marquée par d'importantes huées à l'attention du Premier ministre et des officiels.

Pourquoi l'Agence France Presse a-t-elle choisi de faire l'impasse de ces sifflets, à la fois symboliques et qui marquent un tournant dans la série d'attentats qui frappe la France depuis 2015 ? arretsurinfo.ch 22.07

Valls hué à Nice - 18/07/2016

<https://www.youtube.com/watch?v=S6gyYqXT3xY>

Des minutes de honte : Manuel Valls sifflé à Nice lors de la minute de silence - RT France

<https://www.youtube.com/watch?v=8qjIX2raVyo>

Remake. Ils nous le ressortent à chaque fois.

- Face au terrorisme, 67% des Français pour un gouvernement d'union nationale - L'Express.fr Pour faire face à la menace terroriste, deux tiers des Français sont pour cette idée, selon un sondage Ifop pour le JDD. Les 18-24 ans y sont le plus favorables. L'Express.fr

Union nationale avec qui ?

- Popularité: toujours faible niveau pour Hollande, à 19%, et Valls, à 24% - AFP

France. En Etat policier.

Les sondages policiers.

- Les Français sceptiques sur l'efficacité de l'état d'urgence - LeMonde.fr

Une courte majorité de Français (54 %) estime que l'état d'urgence n'est pas efficace dans la lutte contre le terrorisme, selon un sondage BVA pour Orange et iTélé publié samedi 23 juillet.

Interrogés sur les priorités que devrait se fixer le gouvernement en réponse aux attentats récents, les sondés citent majoritairement la lutte contre la propagande djihadiste et la radicalisation (86 %), la sécurité intérieure (75 %) et l'éducation (73 %), loin devant la situation des banlieues (54 %), la question de l'intégration (51 %) et la lutte contre le racisme (36 %). LeMonde.fr 23.07

Mais en aucun cas le gouvernement ne devrait se fixer comme priorités de résoudre les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les travailleurs et plus particulièrement les jeunes. La violence sous toutes ses formes n'aurait pas de causes sociales, l'Etat et le capitalisme ne seraient pas en cause. On aura compris qu'il ne faut surtout pas que les travailleurs et les jeunes les remettent en cause.

J'ai noté que 72 % des sympathisants du PS sont convaincus de son efficacité, alors que "les sondés proches du parti" Les Républicains ne sont que 38 % à estimer qu'il serait efficace et 34% proche du Front national, c'est à croire que les sympathisants du PS sont encore plus réacs ou à droite que ceux de LR et du FN, ce qui ne nous étonne pas.

Du coup je me suis demandé comment des dirigeants se réclamant du trotskysme ou du marxisme avaient pu imaginer que pour construire un nouveau parti ouvrier il fallait courtiser les sympathisants du PS.

- Le soutien moral et financier de Hollande aux militaires de Sentinelle - fr.news.yahoo.com

L'ennemi : Les musulmans. Ils l'assument ouvertement dorénavant.

- Terrorisme: Fillon évoque "une forme de guerre mondiale" - AFP

L'ancien Premier ministre François Fillon (LR) a estimé, dans le JDD, qu'"une forme de guerre mondiale" est engagée et que "la société française tout entière doit se mobiliser contre le totalitarisme islamiste", avec les valeurs de la République à "imposer" aux musulmans.

"La République a su imposer aux catholiques, aux protestants et aux juifs le respect de ses valeurs. Il n'existe aucune raison pour qu'elle ne les impose pas avec autorité aux musulmans", selon lui. AFP

"L'objectif" de l'attentat dans une église catholique est de "provoquer une guerre de religions", a estimé pour sa part le Premier ministre Manuel Valls sur TF1, peu après le discours du président. AFP 26.07

Rappel. Causerie du 23 juillet.

Quand Valls en appelle à la guerre civile en ciblant les musulmans responsables du salafisme.

- Valls: aux musulmans français de mener "partout" le combat contre le salafisme - AFP 22.07

[Quand on est gouverné par des psychopathes il ne faut s'étonner de rien, surtout pas que leurs créatures passent à l'acte.](#)

- Apparemment pas de lien entre le tireur de Munich et l'EI - Reuters

Le jeune homme qui a ouvert le feu vendredi soir dans un centre commercial de Munich, tuant neuf personnes, et semé la panique dans la ville n'avait apparemment aucun lien avec l'organisation Etat islamique (EI), a déclaré samedi la police bavaroise.

Les enquêteurs sont arrivés à cette conclusion à l'issue d'une perquisition menée samedi à l'aube au domicile du tireur, qui faisait par ailleurs l'objet d'un suivi psychiatrique et n'était pas connu des services de police.

"Des documents concernant des tueries ont été découverts (lors de la perquisition), donc l'assaillant a manifestement fait des recherches intensives sur le sujet", a ajouté le chef de la police locale.

Lors de la perquisition menée samedi, les policiers ont découvert dans sa chambre la version allemande d'un ouvrage rédigé par un auteur américain et intitulé "Pourquoi les adolescents tuent, dans la tête des tueurs dans les écoles".

Les enquêteurs cherchent aussi à comprendre comment l'assaillant s'est procuré une arme alors même que la législation allemande en la matière est l'une des plus restrictives d'Europe, selon le centre de recherche du Congrès américain.

- Mais pourquoi la police allemande parle-t-elle du «forcené» de Munich, et pas d'un «terroriste»? - Slate.fr

- Allemagne: l'attentat suicide commis après "allégeance" à l'EI - AFP

Le Syrien qui s'est fait exploser dimanche soir près d'un festival de musique à Ansbach en Allemagne (sud) avait "fait allégeance" au groupe jihadiste Etat islamique (EI) d'après une vidéo retrouvée sur son téléphone portable, a annoncé lundi le ministre bavarois de l'Intérieur.

Le Syrien, résidant dans un foyer à Ansbach, avait tenté par deux fois dans le passé de mettre fin à ses jours et séjourné dans une clinique psychiatrique. AFP 24.05

[France. La violence sociale, mère de toute les violences.](#)

- La remontée du chômage se prolonge - Reuters

La remontée du chômage amorcée en mai après deux mois de baisse s'est prolongée en juin en France sous l'effet d'une hausse sensible du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, selon les chiffres publiés mardi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs de catégorie A (sans aucune activité) a ainsi progressé de 0,2% le mois dernier pour atteindre 3.525.700, soit 5.400 de plus qu'à fin mai.

En ajoutant les catégories B et C (personnes exerçant une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi a augmenté de 0,1%, soit 6.300 personnes de plus en un mois, à 5.434.600 (5.733.900 en incluant les départements d'Outre-mer).

La hausse de juin est due pour l'essentiel aux moins de 25 ans, catégorie dont les demandeurs d'emploi progressent de 0,8% à 511.400, un plus haut de quatre mois.

Les sorties de Pôle emploi ont progressé de 8,1%, avec un niveau toujours élevé de radiations administratives (+17,4%) et d'entrées en stage (+53,5%). Reuters 26.07

[Dossier sur la Turquie](#)

- Turquie: Ankara prévient l'UE qu'elle ne faiblira pas dans sa riposte - AFP

La Turquie a porté samedi à 30 jours la durée des gardes à vue, a dissous plus de 2.000 institutions, dont la garde présidentielle, et prévenu l'UE qu'elle ne faiblirait pas dans sa riposte aux partisans du prédicateur Fethullah Gülen, accusés d'être à l'origine du putsch manqué.

Ce que les responsables européens "disent ne m'intéresse pas et je ne les écoute pas", a déclaré le président Recep Tayyip Erdogan dans une interview à la chaîne française France 24.

Enième critique venue de responsables de l'UE, peu après la diffusion de cet entretien samedi, le chef du gouvernement italien Matteo Renzi reprochait à Ankara de "mettre en prison l'avenir" du pays, où l'état d'urgence a été instauré jeudi pour la première fois en quinze ans.

Ses premiers effets concrets ont été déclinés dans le Journal officiel: extension de quatre à 30 jours de la durée maximale de garde à vue; radiation à vie des fonctionnaires liés à Fethullah Gülen. Et samedi soir, un responsable a annoncé l'arrestation de Hails Hanci, qualifié de "bras droit" de M. Gülen.

Ont été fermés 1.043 établissements d'enseignement, 15 universités, 1.229 associations et fondations, 19 syndicats... Le président Erdogan a répété sa volonté d'éradiquer ce "virus", ce "cancer" qui se serait "métastasé" dans les institutions.

Certes, la justice a annoncé l'élargissement de 1.200 militaires du rang, une décision de libération inédite depuis le début des purges massives après l'échec du coup d'Etat qui s'est soldé par 270 morts, dont 24 mutins.

Mais dans la soirée de samedi, le Premier ministre Binali Yildirim a annoncé à la télévision la dissolution de la garde présidentielle, car "elle n'a pas de raison d'être". Après le putsch manqué, 283 de ses 2.500 membres ont été arrêtés.

M. Yildirim a également indiqué que 13.002 gardes à vue avaient été prononcées depuis les événements de la nuit du 15 au 16 juillet et 5.837 personnes placées en détention, dont 3.718 soldats et 123 généraux.

"Venez ici! Venez voir à quel point c'est grave!", a lancé le ministre des Affaires européennes Omer Celik à ceux qui penseraient "que c'est juste un jeu de Pokémon". M. Gülen, a-t-il ajouté, est "plus dangereux qu'Oussama Ben Laden" et son mouvement "plus sauvage que Daech", acronyme arabe du groupe Etat islamique (EI).

Le responsable a toutefois assuré que l'accord du 20 mars entre Ankara et Bruxelles, qui a permis d'assécher le flux des migrants en route vers l'Union européenne (UE), avait continué à être appliqué "sans accroc" et appelé de ses vœux "un nouvel élan" dans les négociations d'adhésion avec l'UE.

Le président Erdogan s'est montré moins volontariste et a répété que si le peuple l'exigeait et si le Parlement le votait, il accepterait le rétablissement de la peine de mort, ce qui risque de torpiller le processus d'adhésion.

Avant une manifestation qui s'annonce massive dimanche place Taksim à Istanbul, les partisans de M. Erdogan redescendaient dans les rues samedi soir, crier leur haine de Fethullah Gülen, dont un neveu a été interpellé, outre son proche collaborateur Hails Hanci.

"On ramènera aussi ce traître (...) de Pennsylvanie", a affirmé vendredi le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu lors d'un de ces rassemblements dans la ville côtière d'Antalya (sud).

Dans un contexte de tensions entre Ankara et Washington, le président Barack Obama a prévenu que la question d'une éventuelle remise du septuagénaire, exigée par les Turcs, serait traitée conformément à la loi américaine.

Par le passé, les Etats-Unis "nous ont fait plusieurs demandes d'extradition, (...) nous ne leur avons jamais demandé aucun document", a déclaré M. Erdogan, qui a assuré que des preuves seraient envoyées d'ici "une dizaine de jours".

Le président turc a affirmé que le chef d'état-major de l'armée Hulusi Akar, resté loyal et pris en otage par les putschistes, s'était vu proposer par ses ravisseurs de s'entretenir au téléphone avec Fethullah Gülen.

Si les autorités sont déterminées à poursuivre le grand ménage dans les services de sécurité, Hakan Fidan, le patron des puissants services de renseignement, le MIT, pris en défaut par le putsch, a pour le moment sauvé sa tête.

Le principal parti prokurde (HDP) a réuni quelques milliers de personnes à Istanbul, pour protester contre le putsch mais aussi contre l'état d'urgence. AFP 23.7

- Turquie: 42 journalistes arrêtés, nouvelles victimes des purges - AFP

Une quarantaine de journalistes ont été les nouvelles victimes lundi des purges tous azimuts lancées en Turquie par le président Erdogan, qui a eu un long entretien avec des chefs de l'opposition sur les conséquences du coup d'Etat manqué du 15 juillet.

La justice a émis des mandats d'arrêt à l'encontre de 42 journalistes, dont la célèbre Nazli Ilıcak, dernier épisode d'une chasse aux sorcières déclenchée contre les partisans de Fethullah Gülen, prédicateur exilé aux Etats-Unis accusé par Ankara d'avoir ourdi le putsch.

Dans un rare geste d'unité, Recep Tayyip Erdogan a eu un entretien de près de trois heures lundi avec le dirigeant du parti CHP, Kemal Kılıçdaroglu. Ce dernier, qui avait juré qu'il ne mettrait jamais les pieds au palais présidentiel, en est ressorti en se déclarant satisfait de cet "entretien positif (pour la) normalisation", sur la télévision NTV.

M. Erdogan avait aussi invité le chef du Parti de l'action nationaliste (MHP, droite), Devlet Bahçeli. Mais celui du HDP prokurde, Selahattin Demirtas, régulièrement qualifié de "terroriste" par le président, n'avait pas été convié.

Sur les 42 journalistes visés par des mandats d'arrêt, cinq ont été déjà arrêtés et 11 auraient quitté le pays, a assuré lundi l'agence de presse privée Dogan. La police recherchait dans la station balnéaire de Bodrum (ouest) Nazli Ilıcak, figure de premier plan du monde des médias en Turquie.

Mme Ilıcak avait été limogée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 pour avoir critiqué des ministres impliqués dans un scandale de corruption.

"C'est le dernier signe alarmant dans ce qui devient de plus en plus une purge éhontée fondée sur l'appartenance politique", a jugé Amnesty International.

Le monde des médias avait déjà été frappé par la purge avec le retrait, le 19 juillet, des licences de nombreuses chaînes de télévision et de radio.

Par ailleurs, lors d'une nouvelle descente de police lundi, 40 suspects de l'académie militaire d'Istanbul ont été arrêtés, a annoncé l'agence progouvernementale Anadolu.

Et 31 universitaires, dont des professeurs, ont été placés en garde à vue à l'issue de coups de filet dans des milieux supposés gulenistes d'Istanbul, a indiqué Dogan.

La purge s'est étendue également à la compagnie nationale Turkish Airlines. Le fleuron du transport aérien turc a annoncé le licenciement de 211 employés en raison de leurs liens allégués avec Gülen.

Après dix jours de cavale, sept soldats suspectés d'avoir fait partie du commando ayant attaqué l'hôtel de Marmaris (ouest) où se trouvait en vacances le président au début du putsch, ont été mis en garde à vue. Trois d'entre eux ont été capturés lors d'un contrôle routier dans le cadre d'une vaste chasse à l'homme.

Depuis le putsch raté, plus de 13.000 personnes ont été placées en garde à vue, 5.800 en détention et près de 50.000 fonctionnaires suspendus ou limogés dans le cadre de la plus vaste purge depuis l'arrivée de M. Erdogan au pouvoir en 2003.

Le chef d'état-major Hulusi Akar, qui avait été retenu en otage par les putschistes lors de cette dramatique nuit du 15 au 16 juillet, a assuré aux procureurs lundi que les conjurés lui avaient proposé de parler directement avec Gülen s'il se ralliait à eux.

"Je leur ai dit "vous faites fausse route (...), ne faites pas cela, ne versez pas le sang", a expliqué Le général Akar. Ce à quoi le chef rebelle Mehmet Disli aurait répondu : "C'est le chemin que nous avons pris. C'est sans retour." AFP 24.7

- Turquie: Une marée de drapeaux rouges pour la démocratie - 20minutes.fr

Après le coup d'Etat manqué du 15 juillet, des milliers de Turcs sont venus dire leur attachement à la démocratie place Taksim à Istanbul.

La figure tutélaire qui flotte sur la mer rouge de drapeaux turcs n'est pas cette fois celle du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan, dont les louanges sont chantées chaque soir par la foule de ses partisans. « Nous sommes les soldats de Mustafa Kemal » Atatürk, le père de la république laïque, scande dimanche la foule de Taksim, place emblématique des luttes turques.

« La Turquie est un pays laïc et doit le rester », dit Esra, une retraitée de 66 ans qui ne donne pas son nom complet. Cette opposante à Erdogan a « prié pour qu'ils (les putschistes) soient empêchés de gagner ». « Contre le coup d'état militaire, contre aussi le coup d'état civil »

Tous sont venus crier leur opposition aux putschistes, mais beaucoup expriment aussi leur inquiétude devant l'état d'urgence et les purges massives des institutions de l'Etat. « J'étais contre le coup d'état militaire et je suis contre le coup d'état civil » que voudrait mettre en place Recep Tayyip Erdogan, dit Kemal, un trentenaire.

Professeur de 33 ans, Osman Can ne cache pas « avoir peur pour l'avenir » : « Tous ces professeurs virés ou en prison, ça pourrait être moi, (...) beaucoup de gens arrêtés sont innocents », estime cet homme qui prend soin de préciser qu'il n'a « rien à voir » avec Fethullah Gülen, le prédicateur accusé d'avoir ourdi le coup d'Etat.

L'appel à ce rassemblement a été lancé par le parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate et laïc), celui des héritiers d'Atatürk, dont les députés n'ont pas voté l'état d'urgence le 21 juillet. Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan s'y est rallié.

Mais ses partisans sont clairement minoritaires place Taksim, survolée par un hélicoptère, scrutée par des tireurs d'élite en treillis, bouclée par des blindés légers et des canons à eau. Pour y entrer, il faut se soumettre à trois fouilles. « Beaucoup de supporters du gouvernement... pas l'unité »

Le drapeau turc se vend 5 livres (moins de deux euros). Frappé du portrait de Mustafa Kemal, son prix quadruple.

Les organisateurs avaient demandé de venir avec la bannière rouge frappée du croissant, sans marquer d'obédience politique. Certains ont enfreint la consigne : « Des drapeaux turcs ! Sortez des drapeaux turcs ! », crie un homme à des syndicalistes qui arborent leur bannière.

« Je suis venu une fois place Taksim la nuit pour veiller, mais il y avait beaucoup de supporters du gouvernement. Aujourd'hui, c'est beaucoup de sympathisants du CHP. Ce n'est pas l'unité, malheureusement », regrette Onur, un étudiant.

Présents en 2013 lors des manifestations de Taksim qui avaient ébranlé le pouvoir d'Erdogan, des supporters du club de football de Besiktas sont revenus. Sous couvert de l'anonymat, un de ses membres prévient : « Aujourd'hui c'est contre le coup d'Etat », en 2013 « c'était Erdogan, et si demain Erdogan déconne, ce sera encore contre lui ».

« Le plus grand, c'est Atatürk ! », crie en fin de rassemblement une Turque en robe rouge. « Le plus grand c'est Allah ! », répondent trois femmes voilées. Un homme intervient : « Dégagez ! Ce n'est pas une République islamique ici, c'est une République laïque ! ». 20minutes.fr 24.07

- Turkish Airlines licencie 211 employés après le putsch avorté - Reuters

La compagnie aérienne nationale turque Turkish Airlines a licencié lundi 211 employés, le groupe évoquant notamment leurs liens avec un groupe religieux qui est, selon le président turc Recep Tayyip Erdogan, à l'origine du putsch manqué du 15 juillet.

Dans un communiqué, la compagnie aérienne affirme que ses employés ont été renvoyés pour cause d'inefficacité, de performances médiocres et en raison de leurs liens avec le mouvement de Fethullah Gülen, le prédicateur en exil aux Etats-Unis accusé par Ankara d'être l'instigateur du putsch avorté.

L'opérateur Turk Telekom, détenu à 30% par l'Etat, a mis à pied vendredi 198 employés en "coopération avec les forces de sécurité". La compagnie a précisé dans un communiqué que certains responsables avaient été convoqués par la justice pour témoigner dans le cadre de l'enquête sur le coup d'Etat manqué.

Les autorités ont suspendu, interpellé ou placé sous enquête judiciaire plus de 60.000 militaires, policiers, magistrats, enseignants, fonctionnaires et autres personnes depuis l'échec du putsch. Reuters 24.07

- Le gouvernement turc va élaborer une nouvelle Constitution - AFP

Le gouvernement turc est prêt à travailler avec les principaux partis d'opposition pour élaborer une nouvelle Constitution, a déclaré lundi le Premier ministre Binali Yildirim, après des mois de blocage sur cette question.

"Tous les principaux partis sont prêts à commencer à travailler à une nouvelle Constitution", a déclaré M. Yildirim à la presse à Ankara, précisant que la question avait été réglée lors d'une réunion entre le président Recep Tayyip Erdogan et deux responsables de l'opposition plus tôt dans la journée, consacrée aux conséquences de la tentative de putsch militaire du 15 juillet.

AFP 25.07

- Ankara remercie Moscou de son soutien pendant le putsch - sputniknews.com

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a remercié le président Vladimir Poutine et d'autres officiels russes pour leur plein soutien pendant la tentative de coup d'Etat en Turquie.

"La Russie nous a accordé son soutien total et inconditionnel pendant la tentative de coup d'Etat. Nous en remercions Vladimir Poutine et tous les officiels russes. Une rencontre entre les deux présidents aura très probablement lieu en août avant le sommet du G20. Elle aura au programme des sujets importants, comme la levée des barrières économiques et certaines autres mesures visant le plein rétablissement des relations", a dit M.Cavusoglu lundi en direct sur la chaîne de télévision Haberturk. sputniknews.com 25.07

[Info sur le Venezuela](#)

- Venezuela : le gouvernement demande l'interdiction de la coalition d'opposition - lemonde.fr

Le gouvernement vénézuélien a demandé mardi 26 juillet à la commission électorale que la coalition d'opposition MUD (centre droit), qu'il accuse de fraude dans la collecte de signatures pour un référendum révocatoire contre le président Nicolas Maduro, soit considérée illégale.

« Nous sommes venus demander l'annulation de l'enregistrement du parti politique appelé Table de l'unité démocratique (MUD), pour avoir participé à la plus grande fraude électorale qu'ait connue l'histoire du pays », a annoncé à la presse le dirigeant chaviste Jorge Rodríguez. Ce dernier a été délégué par M. Maduro pour surveiller le processus qui devrait mener au référendum révocatoire.

Le porte-parole a remis la demande à la présidente du Conseil national électoral (CNE), Tibisay Lucena, avançant que le parti MUD avait inclus des milliers de signatures de personnes décédées, de mineurs et des détenus dans sa demande de référendum contre le président. « Cela préfigure, sans aucun doute, une fraude gravissime », a assuré Jorge Rodríguez, en soulignant que l'organisme électoral avait lui-même décelé ces fraudes au cours du processus de vérification des signatures.

Composée d'une trentaine de partis de différentes tendances politiques, la coalition d'opposition MUD, qui contrôle le Parlement, est à l'origine d'un processus visant à tenir un référendum révocatoire contre le président Maduro.

Cette requête contre la coalition a été déposée le jour même où la MUD espérait obtenir du CNE le feu vert au référendum anti-Maduro. Le CNE devrait finalement annoncer dans les prochains jours si la MUD a réussi à faire valider les 200 000 signatures nécessaires à l'organisation d'un référendum.

Cette requête s'ajoute à une action pour fraude présentée par Nicolas Maduro lui-même devant le Tribunal suprême de justice (TSJ). Les chavistes ont présenté devant le parquet et le TSJ quelque 8 600 autres recours contre cette collecte de signatures. lemonde.fr 26.07

[Bienvenue en oligarchie.](#)

- Pokémon Go, c'est comme «Sixième Sens», «tu vois des trucs que personne ne voit» - Slate.fr

- L'univers Star Trek s'agrandit avec une nouvelle série : « Discovery » « Star Trek : Discovery », la sixième série télévisée de la franchise de science-fiction, a été présentée samedi au Comic Con de San Diego. LeMonde.fr

- Six ruses pour travailler incognito à la plage

Mensonge, camouflage et stratégie ou comment gérer une fusion-acquisition les pieds dans l'eau et le cerveau au boulot. LeMonde.fr

- Le sexe sans conséquences est-il possible ?

Faut-il vraiment courir après le graal sexuel contemporain, un plaisir gratuit émotionnellement ? La chroniqueuse Maïa Mazaurette préfère la prise de risque au vapotage sexuel et à la liposuction des sentiments. LeMonde.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juillet 2016

CAUSERIE

Je profite de l'absence de ma compagne Selvi durant cette semaine pour actualiser le site, alors que je n'en ai pas du tout envie!

Je n'ai plus le temps d'aborder la situation en Turquie. Je dois encore lire quelques articles.

Ce que je crois avoir compris provisoirement, c'est qu'un quarteron de généraux du Pentagone poussés par un cercle d'oligarques anglo-saxons minoritaires parmi les plus extrémistes auraient fomenté à la hâte ce coup d'Etat, ce qui expliquerait pourquoi il a lamentablement foiré, après le rapprochement d'Erdogan avec Poutine. Etait-ce voulu ?

A moins qu'ils aient instrumenté les opposants à Erdogan en leur faisant miroiter je ne sais pas quoi et qu'ils l'aient cru, piège qui devait permettre ensuite à Erdogan d'épurer tous les centres de pouvoir...

Reste à savoir si Erdogan en avait été informé ou plus précisément quand, car on nous dit que ce qui l'a sauvé serait son discours réalisé à l'aide de son téléphone portable pendant qu'il était dans un avion, et qui a été retransmis par... l'agence turque de la télévision américaine CNN. Or, si les Américains avaient vraiment voulu sa peau, ils ne lui auraient pas fourni l'unique occasion qu'il avait de s'adresser au peuple turc en l'appelant à descendre dans la rue pour faire échec à ce coup tordu, à première vue cette explication semble logique ou la plus probable. Il se peut également que les dirigeants de CNN n'appartiennent pas au même cercle d'oligarques ou qu'ils ne partagent pas la même stratégie que les commanditaires de ce coup d'Etat, peu importe, c'est un détail. A suivre.

Populistes et légitimistes.

[En famille. Quand le 14 juillet ils célèbrent l'union nationale entre la monarchie et la République.](#)

On a pu lire un peu partout : L'attaque de Nice, le jour-même de la fête nationale, le 14 juillet 2016.

Une fête nationale, de qui, pour qui ?

- La date du 14 juillet comme date de fête nationale fut longtemps contestée et l'on ne commémore pas, comme on le croit souvent la prise de la Bastille en 1789... Alors que célèbre-t-on exactement le 14 juillet ? Qu'est-ce que la Fête de la Fédération ? (...)

Mais surprise : notre fête nationale ne commémore pas directement le 14 juillet 1789, même si cette première journée révolutionnaire a une portée symbolique. Le 14 juillet fait officiellement référence à un autre événement, moins connu, bien qu'apprié par tous les élèves français dès leur plus jeune âge : la fête de la Fédération, organisée un an plus tard, le 14 juillet 1790... 14 juillet 1790

Après l'été 1789, partout dans les provinces françaises, se sont créées des "fédérations" régionales de gardes nationaux. Une réaction à l'affaiblissement du pouvoir central. Afin de contrôler ce mouvement spontané, la Commune de Paris, sous l'impulsion de Lafayette, décide de fonder une grande Fédération nationale regroupant des représentants des fédérations locales et de les réunir à Paris le 14 juillet. La cérémonie est censée célébrer la prise de la Bastille, un an après cette date symbolique, mais aussi apporter un semblant d'ordre et d'unité dans un pays en crise.

Le jour dit, 14 000 soldats fédérés arrivent donc à Paris et défilent sous la bannière de leur département, de la Bastille jusqu'au Champ-de-Mars. Sur une esplanade aménagée pour l'occasion, une grande messe est célébrée, à la suite de quoi le roi Louis XVI jure de maintenir "la Constitution décidée par l'Assemblée nationale". Les 400 000 Parisiens présents ce jour-là acclament leur souverain : la monarchie n'est donc pas remise en cause. L'aspiration à l'union nationale triomphe et la cérémonie se transforme en grande fête populaire. Mais la réconciliation nationale sera de courte durée. Deux ans plus tard, le roi est arrêté et condamné à mort. (Source : <http://www.linternaute.com/actualite/histoire/1030307-14-juillet-non-la-fete-nationale-ne-celebrepas-la-prise-de-la-bastille-2016/>)

- La lecture du rapport de séance du Sénat du 29 juin 1880 établissant cette fête nationale éclaire le débat sous-jacent portant sur laquelle de ces deux dates (1789 ou 1790 - ndr) est commémorée le 14 juillet :

« M. le rapporteur (Henri Martin) : - Il y a eu ensuite, au 14 juillet 1789, il y a eu du sang versé, quelques actes déplorables ; mais, hélas ! dans tous les grands événements de l'histoire, les progrès ont été jusqu'ici achetés par bien des douleurs, par bien du sang. Espérons qu'il n'en sera plus ainsi dans l'avenir (« très bien » à gauche, interruptions à droite).

À droite : - Oui, espérons !

M. Hervé de Saisy : - Nous n'en sommes pas bien sûrs !

M. le rapporteur : - Nous avons le droit de l'espérer. Mais n'oubliez pas que, derrière ce 14 juillet, où la victoire de l'ère nouvelle sur l'ancien régime fut achetée par une lutte armée, n'oubliez pas qu'après la journée du 14 juillet 1789 il y a eu la journée du 14 juillet 1790 (« très-bien ! » à gauche).

Cette journée-là, vous ne lui reprocherez pas d'avoir versé une goutte de sang, d'avoir jeté la division à un degré quelconque dans le pays, Elle a été la consécration de l'unité de la France. Oui, elle a consacré ce que l'ancienne royauté avait préparé. L'ancienne royauté avait fait pour ainsi dire le corps de la France, et nous ne l'avons pas oublié ; la Révolution, ce jour-là, le 14 juillet 1790, a fait, je ne veux pas dire l'âme de la France – personne que Dieu n'a fait l'âme de la France – mais la Révolution a donné à la France conscience d'elle-même (« très-bien ! » sur les mêmes bancs) ; elle a révélé à elle-même l'âme de la France. »

Un peu plus loin, le rapport du Sénat, préalable à l'adoption de la proposition de loi, fait également référence au 14 juillet 1790 :

« Mais, à ceux de nos collègues que des souvenirs tragiques feraient hésiter, rappelons que le 14 juillet 1789, ce 14 juillet qui vit prendre la Bastille, fut suivi d'un autre 14 juillet, celui de 1790, qui consacra le premier par l'adhésion de la France entière, d'après l'initiative de Bordeaux et de la Bretagne. Cette seconde journée du 14 juillet, qui n'a coûté ni une goutte de sang ni une larme, cette journée de la Grande Fédération, nous espérons qu'aucun de vous ne refusera de se joindre à nous pour la renouveler et la perpétuer, comme le symbole de l'union fraternelle de toutes les parties de la France et de tous les citoyens français dans la liberté et l'égalité. Le 14 juillet 1790 est le plus beau jour de l'histoire de France, et peut-être de toute l'histoire. C'est en ce jour qu'a été enfin accomplie l'unité nationale, préparée par les efforts de tant de générations et de tant de grands hommes, auxquels la postérité garde un souvenir reconnaissant. Fédération, ce jour-là, a signifié unité volontaire. » wikipedia.org

[Vive l'ONU "gendarme du monde" ! Vive les guerres impérialistes !](#)

Grille de lecture.

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU ont une valeur coercitive sur tous les Etats, sauf les Etats-Unis, Israël, et selon le contexte leurs alliés du moment.

L'ONU a été créée par la grâce de l'oligarchie anglo-saxonne, à New York, sa capital, celle de Wall Street, sur un terrain lui appartenant (Rockefeller) qui par ce biais s'autorise à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats à la place de leurs peuples, dont la souveraineté ou l'autodétermination se trouve ainsi spoliée. Dès lors, ils deviennent des proies faciles pour l'impérialisme dominant.

L'ONU n'a jamais eu pour mission d'apporter le bien-être à tous les peuples, de leur permettre de se développer harmonieusement, de garantir la paix entre eux, mais d'intervenir en fonction des besoins économiques, politiques ou militaires de l'impérialisme hégémonique, les Etats-Unis d'Amérique.

Donc en résumé, l'ONU est un instrument destiné à permettre aux Etats-Unis et plus précisément à son oligarchie financière, de conserver et d'accroître sa suprématie sur le reste du monde.

Tout le reste est du baratin d'intellectuels malhonnêtes ou corrompus, destiné à duper les peuples et à donner bonne conscience à ceux qui s'expriment en leur nom après avoir fait allégeance au capitalisme.

Tous ceux qui se réfèrent ou en appellent à l'ONU sont des faussaires ou des manipulateurs, dans la mesure où ils s'emploient sciemment à lui trouver des qualités ou des mérites, en sous-estimant ou en occultant systématiquement les assassinats, massacres, guerres, coups d'Etat, guerres civiles, famines, déportations de populations, etc. que l'ONU a couverts pendant 71 ans et dont furent victimes des milliards d'hommes, femmes et enfants innocents issus du prolétariat urbains ou ruraux sur pratiquement tous les continents.

L'ONU est le fer de lance de la réaction internationale qui regroupe tous les gouvernants de la planète et les représentants de leur opposition officielle, de la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante pour briser la résistance de tous les peuples, qui se dressent contre les conséquences sociales injustes qui leur sont imposées par la survie du système capitaliste.

C'est à cette réaction que le portail stalinien Le Grand Soir a offert généreusement une tribune. Un modèle dans le genre, on pourrait caractériser de négationnisme l'exercice auquel s'est livré l'auteur de cet article. Jugez plutôt.

- Stoppons nos frappes en Syrie et renforçons l'ONU - par Chloé Maurel - legrandsoir.info 25.07

Extrait. Ce n'est pas à la France de faire le gendarme du monde, il y a une organisation internationale qui a été créée pour cela voilà plus de 70 ans : c'est l'ONU, l'Organisation des Nations unies ! Elle a justement été créée pour éviter que de telles dérives se produisent. L'ONU est souvent taxée d'impuissance et d'inefficacité, et c'est vrai qu'elle est souvent insuffisamment efficace ou court-circuitée par d'autres instances (OTAN, G7, OCDE...), mais justement c'est à nous, les États, c'est à nous, les peuples, de pousser pour rendre à l'ONU tout son rôle, le rôle qui lui a été attribué dans la Charte de l'ONU de 1945, très beau texte et toujours d'actualité. L'ONU a créé en 1948 les « casques bleus », qui ont depuis leur création été engagés dans une soixantaine de missions de paix, et ont souvent permis de régler des conflits épineux et de rétablir la paix. Ils ont d'ailleurs obtenu le Prix Nobel de la Paix en 1988. Au delà du « maintien de la paix » (peacekeeping), l'ONU est aussi à même de faire de la « consolidation de la paix » (peacebuilding), comme l'a théorisé son Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali en 1992, c'est-à-dire aider un pays à construire ou reconstruire, sur le long terme, un État de droit, démocratique, en organisant des élections, en formant les citoyens aux idées démocratiques, etc. Et, depuis 2001, l'ONU a développé l'idée de la « responsabilité de protéger », qui affirme que si un État n'est pas en mesure de protéger sa population, il revient à la communauté internationale, donc à l'ONU, de le faire. Ainsi, l'ONU est particulièrement bien placée pour intervenir dans le conflit syrien et le résoudre. legrandsoir.info 25.07

Voilà en quelques lignes justifiées son soutien à toutes les guerres impérialistes menées par les Américains ou l'Otan depuis le bombardement de la Serbie.

Parmi les merveilleuses réalisations de l'ONU, en voici une tirée d'un article publié hier par le portail sioniste Slate.fr (L'«israélisation» de la France n'existe pas) qui sait de quoi il parle :

- La guerre entre Israël et la Palestine est un conflit tantôt latent, tantôt ouvert, ayant pour objet fondamental un contentieux territorial, et qu'a déclenché le plan de partage de la Palestine adopté en 1947 par les Nations Unies, créant l'Etat d'Israël. Slate.fr 27.07

Ces intellectuels vivent très confortablement, ils ne risquent pas le "burn out", bref ils peuvent remercier le régime de leur avoir octroyé un statut privilégié. Ces nantis tiennent à profiter de la vie, à vivre en paix qu'ils sentent menacer par la montée de la violence aveugle ou téléguidée par l'Etat ou les sommets de l'oligarchie au sein de la société, aussi sont-ils prêts à toutes les compromissions, à se faire les relais de la propagande de l'Otan ou de Washington sur laquelle est alignée l'ONU qui par exemple réclame à feu et à sang un changement de régime en Syrie : "si l'on confie à l'ONU la mission de rétablir la paix en Syrie et d'y organiser des élections et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement démocratique, on pourra résoudre ce dangereux guêpier.", alors que le gouvernement et le peuple syrien ont encore prouvé récemment qu'ils n'avaient pas besoin de l'ONU ou d'un pays tiers pour organiser des élections auxquelles tous les partis et toutes les couches de la société avaient participé.

On aura compris que pour reprendre à son compte cette revendication avancée par l'impérialisme américain, il a fallu à l'auteur de cet article nier que le gouvernement syrien actuel et le chef de l'Etat, les députés syriens, avaient été élus au cours d'un processus électoral similaire à celui qui existe chez les puissances occidentales dont la France.

Finalement, pour vivre à nouveau en paix en France et profiter de son petit confort, s'il faut débarquer les autorités syriennes légitimes ou mises en place par le peuple syrien lui-même au profit d'un gouvernement adoubi par les Américains et leurs alliés, pourquoi pas.

C'est là qu'on s'aperçoit que ces intellectuels n'ont pas plus de principes que Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy ou Hollande, leur discours et leur conscience sont dictés uniquement par leurs seuls intérêts, qui pour berner les ignorants ou se donner bonne conscience seront présentés comme conformes à ceux du peuple syrien, alors qu'en réalité leurs intérêts se confondent avec ceux de la pire réaction.

Ils n'adoptent pas cette rhétorique ou cette idéologie par hasard, c'est leur boulot, c'est bassement alimentaire. Ils sont encore plus dangereux que les porte-parole officiels ou assumés du néolibéralisme ou du néoconservatisme, parce qu'ils camouflent ou enrobent leurs réelles intentions sous des arguments faussement humanistes ou progressistes ou se mêlent vérités et contrevérités sans que les lecteurs dont les convictions sont destinées à être manipulées ou orientées dans une direction précise ne s'en aperçoivent forcément ou n'en aient réellement conscience. Cet exercice ne relève pas de l'information ou de la transmission de faits, il tient de la propagande pure. Que des éléments du mouvement ouvrier diffusent cette propagande n'étonnera plus personne.

En complément.

- Lavrov confirme l'échec des entretiens Putin-Kerry au sujet de la Syrie - Arrêt sur Info

Comme The Duran l'avait précédemment annoncé, les russes ont rejeté l'offre de l'américain Kerry d'une place dans une coalition anti-ISIS menée par les Etats-Unis en échange du départ d'Assad. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a confirmé publiquement ce que nous avons dit précédemment : les pourparlers à Moscou avec le secrétaire d'Etat américain John Kerry ont été un échec.

Voici ce que nous avons dit à propos de la proposition que Kerry a présenté à Moscou :

... Il semble que les Etats-Unis ont offert aux russes de se joindre à eux dans une campagne militaire conjointe en Syrie contre Al-Qaïda et Daesh. Avant de se rendre à Moscou, Kerry a laissé entendre que des « sous-groupes » affiliés à Al-Qaïda seraient aussi pris pour cible. En retour, les russes étaient censés accepter le commandement des Etats-Unis pour cette campagne militaire, cesser de bombarder les groupes rebelles en Syrie qui sont alignés sur les États-Unis, et accepter la destitution éventuelle du président Assad.

Nous avons rendu compte de cette proposition comme suit :

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les russes ont rejeté la proposition de John Kerry. Dans les grandes lignes, le cœur de cette proposition était la destitution du président syrien avec l'aide des russes, en échange d'une place dans une coalition dirigée par les militaires américains.

Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, a confirmé que c'est exactement ce qui est arrivé. Lors d'un forum de l'éducation nationale de la jeunesse russe, Sputnik rapporte les paroles de Lavrov :

Les américains disent que nous devrions les rejoindre dans la lutte contre le terrorisme [...] mais pour cela, nous devons d'abord accepter la destitution d'Assad.

Sputnik rapporte que Kerry a dit aux russes que Assad avait perdu le soutien de la « grande majorité de la population syrienne ». Selon Lavrov, les russes ont répondu que c'étaient aux Syriens – et non aux États-Unis ou à la Russie – de choisir d'une manière démocratique, leur prochain président.

En d'autres termes, les Russes ont rejeté l'offre de Kerry. Sputnik souligne que Lavrov condamne la politique américaine de changement de régime telle qu'elle a été appliquée au Moyen-Orient :

Ce qui se passe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est le résultat d'une incompétence, d'une attitude non professionnelle. Dans une tentative de maintenir leur domination, nos partenaires occidentaux ont agi comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

C'est la position de la Russie depuis le début du conflit syrien en 2011.

En vérité, l'histoire de la diplomatie du conflit syrien a été la répétition continue du même événement : les États-Unis poussent les Russes à accepter que le président Assad soit destitué. Les États-Unis font diverses offres et même des menaces pour forcer les russes à adhérer à leur accord. Les russes répondent que l'avenir du président Assad est une affaire interne strictement syrienne ; ils ne veulent pas s'impliquer. Alors les américains s'éloignent, déconcertés et en colère.

Le même scénario se renouvelle régulièrement, les discussions de Kerry à Moscou avec Poutine et Lavrov étant le dernier exemple.

Les américains ne sont pas les seuls à avoir fait la même proposition aux russes. En Juillet 2013, le chef du renseignement saoudien, le prince Bandar bin Sultan bin Abdelaziz Al Saud, a fait un voyage secret à Moscou, où il a également présenté diverses offres et menaces lors d'une réunion privée avec Poutine pour obtenir un accord sur la destitution du président Assad. A sa perplexité et colère, les Russes ont dit non – comme ils le font toujours.

En vérité, l'incapacité des États-Unis et de ses alliés occidentaux et arabes d'accepter que l'opposition russe à leur politique en Syrie et ailleurs est réelle, et que les Russes ne peuvent pas être intimidés ou soudoyés, est l'une des choses les plus étranges à propos de l'ensemble du conflit syrien.

Les russes ont expliqué leur politique à plusieurs reprises, mais les États-Unis et ses alliés semblent incapables de croire que les russes sont vraiment sérieux à ce sujet. Ils semblent toujours penser que les russes sont en train de jouer un jeu cynique, et que s'ils font une offre alléchante, ou mettent la pression là où il faut, les russes lâcheront Assad et seront d'accord pour sa destitution.

A l'heure actuelle – cinq ans après le début du conflit – il est évident que cela ne va pas se produire. Le voyage de Kerry à Moscou et les longues heures de négociations infructueuses, montrent cependant que les États-Unis n'acceptent toujours pas le fait. Arrêt sur Info 26.07

C'est dommage pour l'auteur de l'article précédent, Chloé Maurel, dont la petite vie tranquille va continuer d'être perturbée par des attaques ou des attentats... Même en nous forçant, on n'arrive pas à la plaindre.

En complément.

Du régime policier ou régime militarisé.

La gangrène stalinienne s'illustre ou le stalinisme à la hauteur de sa réputation répugnante, réactionnaire.

L'ancien maire de Vénissieux réclame des mesures contre la "gangrène" islamiste - Lexpress.fr

Dans une lettre ouverte adressée à François Hollande, André Gerin estime qu'il existe, en France, "des territoires perdus de la République".

L'ancien maire communiste de Vénissieux monte au créneau. André Gerin exhorte ce mercredi le président François Hollande à mettre en oeuvre des mesures "sans précédent" contre la "gangrène" islamiste.

Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'Etat au moment où se déroulait l'attentat de Saint-Etienne-du-Rouvray, l'élu se dit "convaincu" qu'il faut "franchir une étape sans précédent pour rétablir l'ordre républicain et redonner à l'Etat son autorité et sa légitimité". "La France est gangrenée par l'islamisme", dénonce l'ancien maire, qui dirigea pendant 24 ans cette ville ouvrière de la banlieue de Lyon. Pour lui, il ne fait aucun doute qu'il existe "des territoires perdus de la République".

"Une véritable idéologie de rupture et de haine de la France". (Conforme à celle de Hollande, Valls, Fabius, Macron. - LVOG)

En mars, les propos du ministre de la Ville Patrick Kanner affirmant qu'il existait en France une centaine de Molenbeek (le quartier de Bruxelles d'où avaient été pilotés les attentats de Paris), avaient fait polémique.

Depuis le milieu des années 90, affirme André Gerin, "une véritable idéologie de rupture et de haine de la France s'est développée, pourrissant la tête de nos gamins et la vie de nos quartiers. Elle s'est insinuée tel un virus idéologique, communautariste, antisémite, complotiste, anti-France et anti-blanc, diffusant en continu sa haine de la France". (Qui a soutenu le wahhabisme, qui a soutenu le communautarisme au nom de la lutte contre le racisme depuis le milieu des années 70 ? Le PCF et le PS notamment. - LVOG)

"Quand les ghettos sociaux deviennent des ghettos ethniques, le constat est clair: le quartier n'est plus black, blanc, beur, c'est le communautarisme qui prédomine et la loi de la charia qui devient la norme dans l'espace public", écrit-il. (Les régimes féodaux d'Arabie saoudite et du Qatar où la charia est en vigueur sont les "amis" de la France, ses alliés contre la République arabe syrienne laïque. - LVOG)

"Un diagnostic commun en définissant l'ennemi intérieur"

D'après l'ancien édile, "certains de nos adolescents ne se considèrent pas comme étant Français. Ils sont d'abord et avant tout musulmans. Ils l'affirment avec arrogance et nous distillent les discours préformatés et victimaires qui leur ont été inoculés". (Qui a laissé se répandre ce discours, qui a fourni des visas aux imams salafistes, qui l'a encouragé en commerçant avec ses commanditaires ? - LVOG)

Pour celui qui se définit toujours comme "communiste et républicain", droite et gauche doivent d'abord partager "un diagnostic commun en définissant l'ennemi intérieur". Afin de lutter contre cette réalité "enkystée dans la société depuis plusieurs décennies", il propose une "hausse massive des budgets régaliens et de sécurité", la création d'un service civique obligatoire, la mise hors d'état de nuire des terroristes potentiels, la réhabilitation des frontières nationales et la maîtrise des flux migratoires.

André Gerin, qui, comme député, avait été l'un des promoteurs de la loi contre le voile intégral, exige par ailleurs que ce texte soit véritablement appliqué. Lexpress.fr avec AFP 27.07

- Sécurité : de nouvelles mesures annoncées - Francetv info

François Hollande. "Deux éléments nouveaux annoncés par Bernard Cazeneuve : d'abord ce seront au total 23 500 hommes qui seront affectés à la protection des grands événements culturels, festifs et sportifs de cet été sur tout le territoire. Cela comprend les 10 000 soldats de l'opération Sentinelle, mais aussi plus de 13 000 réservistes de la gendarmerie et de la police nationale", affirme Sophie Brun. Sécurisation des grands événements

La journaliste de France 2 continue en expliquant "qu'instruction est donnée aux préfets de définir, en relation avec les maires, la responsabilité de chacun quant à la sécurisation de ces grands événements et si les conditions ne sont pas réunies c'est à l'État de prendre la responsabilité d'annuler au coup par coup. Une mesure qui vise sans doute à prévenir toute nouvelle polémique

après celle intervenue entre le ministre de l'Intérieur et la mairie de Nice après l'attentat du 14-juillet." Francetv info 27.07

En famille, la prière des assassins des peuples innocents

C'est parce qu'on vous aime qu'on vous bombarde, qu'on détruit méticuleusement les infrastructures de votre pays, votre existence et qu'on vous souhaite de vivre en paix, une paix éternelle, amen.

- La République réunie à Notre-Dame en hommage au prêtre égorgé - AFP

"Seigneur, rassemble-nous dans la paix de ton amour"...

Sans rire, ce sont les seigneurs de la guerre Hollande, Valls, Sarkozy, etc qui ont repris en chœur ce refrain...

"Délivre-moi des hommes criminels, des meurtriers, sauve-moi"...

Alors d'eux-mêmes !

"Le monde est en guerre", mais pas de religions, dit le pape - Reuters

Sauf entre chiites et sunnites, s'il vous plaît...

Quand Mélenchon fait la retape pour sa boutique ou les maquereaux de la Ve République.

Grille de lecture

De plus en plus de couches de travailleurs s'abstiennent à chaque élection ou estiment inutiles de s'inscrire sur les listes électorales, parce qu'ils n'attendent rien du régime et de ses représentants, ils rejettent les institutions qui l'incarnent, les rendant chaque fois un peu plus illégitimes, ce qui n'est pas sans conséquences pour la stabilité du régime qui s'en trouve fragilisé.

Aussi, faut-il tout faire pour les ramener dans le droit chemin ou qu'ils fassent allégeances au régime en retrouvant le chemin des urnes... funéraires pour leurs droits. C'est le sale boulot auquel a décidé de se livrer le Parti de gauche, qui consiste aussi à faire croire aux travailleurs que le régime serait compatible avec la démocratie et leurs droits.

A la Grande Borne, la caravane de Mélenchon face aux «dégoûtés de la politique» - Libération.fr

Le dispositif lancé par l'ex-président du Parti de gauche s'est arrêté dans le quartier populaire de Grigny, en banlieue parisienne, notamment pour inciter les habitants à s'inscrire sur les listes électorales.

«La tablette numérique, elle est à gagner ?» lance un gamin, attiré à la base par un bol de bonbons. «Non, elle sert à s'inscrire sur les listes électorales.»

«Il faut que tous ces gens cessent de se considérer comme des sous-citoyens.» Cette phrase n'est pas de Jean-Luc Mélenchon, non présent sur l'étape de Grigny, mais de Mathilde Panot, militante et coordinatrice du projet caravane insoumise.

Via ce qu'il nomme «la caravane pour l'égalité des droits», dont le parcours entamé le 12 juillet prévoit 26 dates dans toute la France cet été, le candidat à l'élection présidentielle de 2017 entend sensibiliser les quelque 10 millions de personnes non inscrites ou mal inscrites sur les listes électorales.

Mais son constat sur la Grande Borne est sans appel : «Ici, il y a beaucoup de gens qui sont dégoûtés de la politique. C'est un des quartiers les plus pauvres d'Ile-de-France, le sentiment de relégation est très fort.» C'est vrai : à Grigny, 45 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Un plan d'urgence substantiel a bien été annoncé mardi par Manuel Valls pour aider la ville.

«De l'opportunisme lié à l'échéance présidentielle», estime Patrick Magnin, membre de la France insoumise venu donner un coup de main. Pour lui, ici, «tout est délaissé».

«Bonjour, vous êtes inscrite sur les listes électorales ?» Danielle Simonnet, coordinatrice du Parti de gauche et conseillère de Paris, a aussi fait le déplacement. Elle alpague un jeune homme – «J'suis mineur moi Madame!» – ou des mamans pressées avec leurs poussettes, qui prennent poliment tracts et autocollants et s'en vont. «On réussit tout de même à distribuer une vingtaine de papiers pour s'inscrire sur les listes et à faire quatre ou cinq inscriptions directement en ligne dans chaque ville», estime Mathilde Panot. Elle se félicite également de petites victoires : «A Nanterre, on a une dame qui est venue faire la simulation et qui s'est rendu compte qu'elle avait le droit à 500 euros d'aides par mois. C'est important.»

Le porte-à-porte compte aussi, de l'avis des militants.

Toc toc, bonjour Madame, vous êtes inscrite sur les listes électorales ? «Non.» «C'est important de s'inscrire car, sinon, c'est toujours les autres qui décident pour vous.» «Oui, c'est vrai.» La dame prend les papiers. Ira-t-elle réellement s'inscrire ? liberation.fr 27.07

La caravane passe et «l'égalité des droits» aussi...

Il faut être un opportuniste forcené à l'heure où les inégalités explosent pour tenir un discours sur l'égalité des droits qui doit faire sourire jaune les travailleurs auxquels il s'adresse, car personne n'y croit. C'est à Neuilly-sur-Seine, à Saint-Cloud ou dans le XVIe arrondissement de Paris que le PdG devraient aller tenir ce discours.

[Brexit ou le poker menteur.](#)

- La Fed voit moins de risques économiques malgré le Brexit - AFP

Tiens donc, non, qui l'aurait cru franchement !

[Dossier Turquie](#)

- Militaires congédiés et organes de presse fermés en Turquie - Reuters

Les autorités turques ont annoncé mercredi avoir congédié près de 1.700 militaires et fermé plus de 130 organes de presse dans le cadre d'une vaste répression suivant la tentative de coup d'Etat du 15 juillet, rapporte la chaîne de télévision CNN Turk.

Selon elle, 1.684 soldats ont été démis de leurs fonctions tandis qu'il a été ordonné à, entre autres, trois agences de presse, 16 chaînes de télévision et 45 quotidiens de mettre la clef sous la porte.

Dans la journée, CNN Turk avait dit que les autorités turques avaient interpellé plus de 15.000 personnes, dont plus de 10.000 militaires, depuis le putsch avorté d'il y a près de deux semaines.

Les nouvelles mesures prises par Ankara ne manqueront pas de soulever les inquiétudes les associations de droits de l'homme ainsi que les alliés occidentaux du pays, qui redoutent de voir le président Recep Tayyip Erdogan profiter de la tentative ratée de coup d'Etat pour accentuer son emprise sur le pays.

Lors d'un point de presse, le porte-parole du département d'Etat américain a ainsi dit que les Etats-Unis, tout en comprenant la nécessité éprouvée par la Turquie d'arrêter les auteurs du putsch, voyaient l'arrestation d'encore plus de journalistes comme une évolution "troublante". Reuters 27.07

[Où cela, en Syrie, on s'en fout !](#)

- Syrie: 44 morts dans un attentat de l'EI - AFP

Au moins 44 personnes ont été tuées mercredi dans la ville syrienne à majorité kurde de Qamichli dans une attaque suicide revendiquée par le groupe Etat islamique (EI), disant répondre aux raids de la coalition antijihadistes soutenant les forces kurdes. AFP 27.07

[Etats-Unis. Ce sont les assassins qui font la loi en oligarchie.](#)

- Mort de Freddy Gray: Tous les policiers dédouanés - 20minutes.fr

No justice, no peace. Le cri des manifestants afro-américains face à la violence policière va sans doute à nouveau résonner à Baltimore, avec l'abandon des poursuites, mercredi, contre tous les policiers impliqués dans l'homicide de Freddie Gray, un Noir mortellement blessé l'an dernier dans un fourgon de police.

"Les services du procureur de la ville de Baltimore ont décidé d'abandonner les poursuites dans les dossiers restants liés à l'arrestation et à la mort de Freddie Gray", a indiqué une cour du Maryland, dont dépend Baltimore, dans un bref communiqué. Pour la procureure Marilyn Mosby, il s'agit d'un revers cinglant.

Des procès précipités

Le premier procès dans cette affaire avait débouché sur un non-lieu surprise, les jurés n'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur un verdict. Les deux procès suivants, y compris celui de Caesar Goodson, le chauffeur de la fourgonnette qui faisait face aux chefs d'inculpation les plus graves (« meurtre par indifférence », passible de 30 ans de prison), avaient débouché sur des acquittements.

Marilyn Mosby, une jeune procureure de 36 ans, en poste depuis seulement quatre mois, a expédié la procédure. Les six policiers ont été inculpés moins de deux semaines plus tard, le 1er mai. Le premier procès a suivi huit mois plus tard. Il a révélé qu'il y avait peu de preuves matérielles sur ce qu'il s'est passé dans le fourgon. Le chauffeur, acquitté en juin, a-t-il volontairement conduit le véhicule brutalement pour secouer Freddie Gray, menotté mais pas attaché avec une ceinture de sécurité ? « Je ne peux pas me prononcer », a conclu un expert médical pourtant mandaté par le bureau du procureur.

Enquête des affaires internes

Après un premier procès devant un jury populaire, les deux autres policiers avaient choisi de comparaître devant un juge, qui se concentre davantage sur les preuves matérielles que sur l'émotion autour d'un tel procès médiatique.

Les officiers ne sont cependant pas complètement sortis d'affaire. Une enquête des affaires internes de la police est en cours et pourrait déboucher sur des sanctions. Mais celles-ci sont extrêmement rares : les policiers sont dédouanés dans neuf cas sur dix en moyenne. 20minutes.fr 27.07

[Bienvenue dans le garde-manger que vous réserve l'oligarchie.](#)

- Le premier burger végétarien «saignant» va être servi à New York

Et tout ça grâce à une molécule qui donne à la fausse viande le goût de la vraie. Le burger, on en mange à tous les coins de rue quand on ne le porte pas à même la peau ou qu'on n'écrit pas des lignes sociologiques très sérieuses dessus. Slate.fr

Vous ne croyez tout de même pas qu'eux ils bouffent cette merde, non ils vous la destinent. Vous vous souvenez peut-être que l'actionnaire de Monsanto, Bill Gates, en visite dans une unité de cette multinationale s'était abstenu de manger à la cantine par crainte de s'intoxiquer. Quand on vous dit qu'ils sont moins cons que nous, la preuve, si nécessaire.

Le « lait » de cafard est bien plus nutritif qu'on ne l'imagine

Une espèce de cafard produit une des substances les plus caloriques et nutritives jamais découvertes. Mais qui en mangerait ? LeMonde.fr

Je ne pense que le jour où on exterminera les cafards qui nous gouvernent, nous goûterons leurs restes pour voir de quoi ils étaient faits, merci on est déjà servi, à en vomir ! Ils nous haïssent, c'est réciproque et amplement mérité, n'est-ce pas ?

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juillet 2016

CAUSERIE

Je suis obligé de laisser certaines infos de côté faute de temps. On traite de préférence l'actualité politique et économique.

[Ici l'approximation a valeur d'aveu de manipulation des faits.](#)

En moins de 15 jours, la France et l'Allemagne ont connu chacune deux attaques revendiquées ou inspirées par l'idéologie jihadiste. Tuerie de masse ou opérations ciblées, ces attentats restent extrêmement difficiles à décrypter mais se produisent dans une Europe affaiblie et en pleine crise existentielle. AFP 28.07

[Traite, corrompu, vendu ? Non, des agents loyaux au capital rémunérés pour service rendu.](#)

- Thierry Lepaon (ex-leader CGT) chargé par Matignon de créer la future Agence de la langue française - AFP

L'ex-leader de la CGT Thierry Lepaon, poussé à la démission en 2015 après un scandale sur son train de vie, a été missionné par Manuel Valls pour "préfigurer" la future Agence de la langue française pour la cohésion sociale, a-t-on appris jeudi. AFP 28.07

Vous avouerez qu'ils ne sont pas ingrats envers leurs larbins.

Il ne lui restera plus qu'à postuler à l'Académie française ou au Collège de France !

[France. Etat policier.](#)

L'Etat de droit sans l'Etat social, c'est l'arbitraire permanent en dictature du capital.

- Terrorisme : doit-on s'affranchir de l'Etat de droit ? - LeParisien.fr

Pour certains, dernier rempart avant l'aliénation de nos libertés ; pour d'autres, seul frein à une lutte enfin efficace contre le terrorisme, l'Etat de droit n'en finit pas de diviser la classe... LeParisien.fr 28.07

L'Etat d'exception appelle à son renversement.

- « Changeons la Constitution ! » - LeParisien.fr

-Faut-il modifier notre Etat de droit pour lutter contre le terrorisme ? LeParisien.fr 28.07

Connais pas !

- « La démocratie peut gagner » - LeParisien.fr

Je n'ai pas encore trouvé par quel terme précis on pourrait remplacer démocratie. Il reste à inventer, démocrassie est trop vulgaire. Démocratie signifie que la souveraineté appartiendrait aux citoyens, mais ce ne fut jamais le cas, il faudrait donc trouver un mot qui exprime la négation de ce droit. Balzac signalait dans *le Cabinet des Antiques*: Il n'y a plus de noblesse, il n'y a que de l'aristocratie. Montesquieu en donnera une définition dans *l'Esprit des lois* : Dans l'aristocratie, la souveraine puissance est entre les mains d'un certain nombre de personnes. Ce sont elles qui font les lois et qui les font exécuter; et le reste du peuple n'est tout au plus à leur égard que comme dans une monarchie les sujets sont à l'égard du monarque. Renan dans *Questions contemporaines* apportait une précision intéressante : Il est de l'essence des États modernes, sortis de la féodalité, de posséder une aristocratie, reste des familles autrefois souveraines, dont le rôle consiste à limiter la royauté et à empêcher le développement exagéré de l'idée de l'État. Exactement comme le fait de nos jours l'oligarchie et ses représentants au pouvoir.

Le Grand Robert de la langue française note que *L'aristocratie dégénère quelquefois en oligarchie*, dont il donne la définition suivante qui va comme un gant à tous les régimes qui se sont succédés depuis l'Antiquité : "*Régime politique dans lequel la souveraineté appartient à un petit groupe de personnes, à quelques familles, à une classe restreinte et privilégiée*", la souveraineté du peuple ayant toujours été bafouée, y compris en République ou tout au long de la lutte des classes jusqu'à nos jours, à l'exception des périodes de la Commune et de la révolution russe de 1917.

La souveraineté se confond avec la classe qui détient le pouvoir économique, comme les masses exploitées ou l'immense majorité de la population n'a jamais détenu le pouvoir économique, on ne voit où et comment la démocratie aurait pu exister. Ce fut un leurre basé sur le fait que la classe au pouvoir pouvait en certaines circonstances prendre des mesures en faveur de l'ensemble ou de la majorité de la population dictées en réalité par ses propres besoins pour ne pas entraver le développement économique dont dépendait ses propres privilèges et son pouvoir.

Ce qui a pu faire illusion également, c'est lorsqu'elle fut amenée au cours de la lutte des classes à prendre des mesures qui en apparence allaient à l'encontre de ses besoins, lorsque des troubles sociaux ou une révolution menaçait son pouvoir, pour par la suite revenir dessus ou s'en servir pour maintenir la paix sociale et consolider son pouvoir, sans rien concéder sur le fond, sans que le régime d'exploitation et sa domination politique ne soient remis en cause.

D'une manière ou d'une autre on n'a jamais cessé de vivre en oligarchie, même si sa forme et son contenu ont évolué au fil du temps, de la lutte des classes et du développement des forces productives. C'est la débâcle du mouvement ouvrier et l'incurie politique de son avant-garde qui de nos jours met en lumière crûment ce constat ou remet au goût du jour l'oligarchie, qui apparaît soudain toute puissante, d'une violence extrême. On va continuer de réfléchir à ce sujet, ceci n'est qu'une esquisse.

Disons provisoirement qu'on est en train de passer d'une République oligarchique à un régime oligarchique tout court, le vernis démocratique dont s'était dotée la République oligarchique ayant servi à accompagner le développement chaotique de

l'ultime cycle du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, avant de s'en séparer et de retourner à la barbarie à défaut de pouvoir permettre à la civilisation humaine d'atteindre un stade social supérieur, qui ne pourra voir le jour ou être envisagée qu'au-delà du capitalisme, quand le prolétariat l'aura renversé et se sera emparé du pouvoir politique.

Mais le prolétariat non plus ne peut pas incarner la démocratie, il demeure trop ignorant face à un ennemi qui a une conscience de classe, qui dispose de tous les pouvoirs, qui est organisé, dispose de l'Etat, de son appareil judiciaire, policier, militaire, de puissantes officines de propagande, il ne peut vaincre son ennemi qu'on rassemblant dans un parti ses éléments les plus conscients et les plus déterminés qui l'aideront à s'organiser et le guideront jusqu'à la victoire, sans cet instrument qui seul peut incarner réellement la démocratie, il demeurera indéfiniment sous le joug cruel de l'oligarchie, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce fut la conclusion des travaux et des expériences de la lutte de classes qu'ont vécu Marx et Engels et que mit en pratique Lénine et dont nous nous sommes détournés malheureusement. Si nous ne renouons pas avec cet enseignement, jamais nous ne vaincrons.

Milice de la pensée. Cadenasser Internet pour étouffer toute opposition ou toute contestation du régime.

- Pourquoi « l'armée numérique » proposée par François Fillon n'a rien de nouveau - LeMonde.fr

Le candidat à la primaire de la droite préconise la création d'une « armée numérique » pour lutter contre l'Etat islamique. Un dispositif déjà largement engagé en France. LeMonde.fr 28.07

Milice de l'ordre nouveau.

- La réserve fait un tabac - LeParisien.fr

En avant, marche ! Politiques, journalistes, syndicalistes, professeurs ou simples citoyens, les demandes de renseignements pour adhérer aux différentes réserves proposées par le gouvernement sont en train de connaître un pic inédit depuis les derniers attentats et notamment l'assassinat du prêtre Jacques Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray. LeParisien.fr 28.07

Quand les porteurs de valises se font despotes.

- A Cannes, les valises interdites sur le littoral par mesure de «sécurité» - Liberation.fr

Pour prévenir le risque d'attentat, David Lisnard, le maire LR de Cannes, a pris un arrêté qui interdit aux piétons de se promener avec des valises ou des bagages volumineux en bord de mer. Liberation.fr 28.07

Invivable la France ! Imaginez le type qui sort du train ou qui a garé sa bagnolle à quelques centaines de mètres du lieu où il devait se rendre et qui trimballe sa valise...

Bordel, à côté, qu'est-ce qu'on est tranquille en Inde ! C'est le contraire de la France où quand tu es bronzé ou franchement coloré, tu es suspect, on ne te respecte pas, en Inde quand tu es blanc, on te fout une paix royale.

Ils sont directement impliqués dans le soutien aux barbares.

- Les médias peuvent-ils aider à limiter la propagation du message terroriste? - Slate.fr

Le Monde annonce qu'il ne publiera plus les photos des auteurs d'attentats en France ni d'images produites par Daech. Les médias peuvent-ils par ces pratiques juguler la propagation de la terreur? Slate.fr 28.07

Alors qu'ils sont à la solde de l'OTAN, de l'oligarchie anglo-saxonne qui a créé al-Qaïda et Daech.

Le Monde spécialisé dans la fabrication de faux témoignages, dont une partie des reporters tiennent davantage de l'agent de renseignement plutôt que du journaliste, qui par exemple a exprimé ouvertement le souhait qu'al-Qaïda s'empare du pouvoir en Syrie (voir la causerie du 27) se faisant de fait le relai de la propagande de ces barbares...

[France. Policier, procureur, médias : Complicité de meurtre.](#)

Grille de lecture.

Quel titre ! Mais il faut le prouver.

Un jeune est embaqué manu militari et vivant dans un fourgon de la police, il en ressort quelques minutes plus tard mort, et un rapport d'autopsie statue à une mort par asphyxie. Il était menotté dans le dos, il n'a pas pu s'asphyxier lui-même, il était accompagné uniquement de policiers, c'est donc que quelqu'un parmi eux qui l'a asphyxié.

Mais peut-être qu'il était déjà souffrant.

La première autopsie réalisée à la hâte avait statué que plusieurs de ses organes étaient atteints d'«un phénomène infectieux», ce qui aurait pu expliquer cette asphyxie ou mort soudaine et disculper ainsi la thèse de l'assassinat par un ou des policiers, puis étrangement dans le rapport de la seconde autopsie cette mystérieuse infection avait disparu tout simplement parce qu'elle n'avait jamais existé.

Qui avait eu intérêt à fabriquer cette infection et cette version des faits ? A vous de juger.

- Mort d'Adama Traoré : la contre-autopsie ne montre «aucune trace de violence» - LeFigaro.fr

- Plus de mention d'infection dans la deuxième autopsie d'Adama Traoré - liberation.fr

Une mort sans fin. La nouvelle autopsie, effectuée mardi, à la demande de la famille, sur le corps d'Adama Traoré – décédé le 19 juillet lors de son interpellation à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise) – ne révèle «aucune trace de violences» susceptible d'expliquer la mort du jeune homme, a annoncé, ce jeudi, le procureur de la République de Pontoise. «Lorsque les secours sont intervenus, la température du jeune homme était très élevée, et c'était un jour de canicule», a-t-il rappelé. La semaine passée, le premier rapport d'autopsie avait souligné «un phénomène infectieux» sur plusieurs organes. Cette fois, il n'en est pas fait mention.

En attendant, la mort d'Adama Traoré reste sans raison officielle.

De son côté, Frédéric Zajac, l'avocat de la famille, explique à Libération : «Les résultats de la première et seconde autopsie sont totalement différents : elles ne constatent pas les mêmes choses. Le rapport de la seconde évoque une mort par asphyxie. Si c'est le cas, qu'est ce qui a provoqué l'asphyxie ? On a besoin de comprendre.» Cet élément n'a pas été abordé par le procureur. Ce jeudi, Frédéric Zajac a demandé, avec l'accord de la famille, une nouvelle contre-expertise afin d'être fixé et donner une «réponse aux proches».

Samedi, un grand rassemblement est prévu à Paris, devant la gare du Nord. Il est organisé par le collectif Urgence notre police assassine en «soutien» à la famille d'Adama Traoré. liberation.fr 28.07

Il suffit d'empêcher quelqu'un de respirer pendant moins de deux minutes pour provoquer sa mort par asphyxie. Si vous voulez tenter l'expérience ou vous suicider, mettez-vous la tête dans un sac plastique, fermez-le et observez le résultat, c'est pas cher, rapide, sans souffrance et infaillible.

Attention, si un jour vous êtes témoin d'un tel suicide et que vous étiez en rapport avec cette personne, surtout ne touchez à rien avant l'arrivée de la police, laissez le sac en plastique à sa place, sinon vous feriez disparaître la preuve matériel du suicide et on pourrait vous soupçonner de meurtre. Vous voulez supprimer quelqu'un, la méthode est infaillible et sans risque, à condition de ne laisser aucune empreinte sur le sac en plastique. Quant à votre alibi, cela ne posera pas de problèmes puisque la mort intervient en moins de 2 minutes, vous ne devez pas fuir ou prétendre que vous n'étiez pas sur les lieux vous vous accuseriez, non, vous êtes seulement arrivé quelques minutes trop tard et personne ne pourra prétendre le contraire, la présomption d'innocence jouera en votre faveur et vous serez libre de savourez votre oeuvre, et plus si héritage à la clé. Démoniaque assurément, mais terriblement efficace.

C'est ainsi que le peintre expressionniste Bernard Buffet atteint de la maladie de Parkinson avait mis fin à ses jours le 4 octobre 1999. Ce qui avait retenu mon attention à l'époque en entendant cette info, c'est qu'il avait peint de nombreux portraits de clowns qui étaient tous tristes.

J'ai une mémoire déplorable, et j'ignore pourquoi je me suis souvenu jusqu'à maintenant de cette anecdote. Mais bon, vous savez ce que c'est chez les gens qui ont de la suite dans les idées...

[Brexit. Ne me quitte pas...](#)

- Malgré le Brexit, "nous ne quittons pas l'Europe pour autant", assure Boris Johnson - Francetv info

Pour sa première visite à Paris en tant que nouveau chef de la diplomatie britannique, l'ex-maire de Londres a tenu à rassurer les Français sur les intentions du Royaume-Uni malgré la décision de quitter l'Union européenne. Francetv info 28.07

Espagne.

- Les partis espagnols campent sur leurs positions - Reuters

Les principaux partis espagnols ont campé sur leurs positions jeudi lors de leurs premiers entretiens au palais royal avec Felipe VI et refusé de soutenir un gouvernement conservateur dirigé par Mariano Rajoy.

L'impasse politique perdure depuis sept mois en Espagne, aucun parti n'ayant obtenu de majorité au Parlement lors des élections législatives du 20 décembre dernier puis du 26 juin, ce qui contraint les formations politiques à négocier en vue de constituer une coalition.

Jusqu'à présent, les partis politiques n'ont pas réussi à s'entendre, mais les analystes espèrent que la date butoir pour adopter le budget 2017, fin septembre, va exercer sur eux une certaine pression.

Les chefs de parti ont rencontré séparément jeudi le roi Felipe, pour la quatrième fois cette année, mais les socialistes du PSOE, arrivés deuxièmes aux législatives, et le parti de gauche radicale Unidas Podemos, arrivé troisième, ont réaffirmé après les discussions qu'ils voteraient contre un nouveau gouvernement Rajoy. Le parti centriste Ciudadanos, quatrième du scrutin du 26 juin, a quant à lui indiqué qu'il s'abstiendrait.

"Nous voulons changer le gouvernement Rajoy est c'est pour cette raison que nous voterons 'non' lors d'un vote de confiance", a déclaré aux journalistes le chef du PSOE Pedro Sanchez.

Sans le soutien ou au moins l'absence des socialistes, Mariano Rajoy est dans l'impossibilité de réunir une majorité pour soutenir son éventuel second mandat, d'autant que les partis régionaux de centre droit de Catalogne et du Pays basque ont d'ores et déjà dit qu'ils voteraient contre lui.

Le Parti populaire (PP) du président du gouvernement par intérim a été le seul des quatre grands partis à progresser en sièges le 26 juin, mais avec 137 députés, il est encore loin des 176 nécessaires pour avoir la majorité absolue à la chambre basse des Cortes.

Selon le chef de Ciudadanos Albert Rivera, si une coalition entre le PP, le PSOE et Ciudadanos n'est pas possible, il faudra laisser le Parti populaire former un gouvernement minoritaire.

"Il y a deux options: un gouvernement fort créé par consensus ou un gouvernement minoritaire du parti qui a eu le plus de voix", a estimé Albert Rivera.

Le dirigeant centriste a également déclaré que, s'il le fallait, Mariano Rajoy devrait se retirer pour conclure un accord. Reuters 28.07

Turquie

- Turquie : alors que la purge continue, deux importants généraux démissionnent - LeParisien.fr

Deux importants généraux de l'armée turque ont démissionné, jeudi, avant une réunion au sommet du Conseil militaire suprême à Ankara. Comptant parmi les plus hauts gradés de l'armée turque, le chef de l'armée de terre, le général Ihsan Uyar, et le chef des «entraînements et de la doctrine de commandement», le général Kamil Basoglu, ont démissionné quelques heures avant le Conseil militaire suprême qui devra décider du remplacement des militaires limogés et poursuivis en justice. LeParisien.fr 28.07

Hillary Clinton est leur candidate. Il n'y a rien de plus naturel que les inégalités extrêmes.

- Avec Michael Bloomberg, les électeurs riches se sentent désormais chez eux au Parti démocrate - Slate.fr

Pendant la majeure partie des cinquante dernières années, les Républicains ont largement devancé leurs adversaires démocrates chez les électeurs fortunés. Depuis 2000, l'écart se rétrécit. Et le discours de Michael Bloomberg, ancien maire de New York qui a amassé une fortune plus de dix fois supérieure à celle de Donald Trump, en atteste.

Les responsables de la campagne d'Hillary Clinton se seraient parfaitement contentés de voir Bloomberg rester en retrait. Son intervention lors de la convention démocrate fait donc figure de cerise sur le gâteau.

J'y vois également un signe annonciateur. Pour la plupart des fins observateurs de la vie politique américaine, les primaires démocrates de cette année indiquent clairement que le parti vire à gauche, comme le démontre le déluge de

votes, d'enthousiasme et de petites contributions individuelles engrangé par Bernie Sanders –le social-démocrate autoproclamé de l'État du Vermont, qui avait rejoint les Démocrates à reculons.

Lee Drutman, responsable au sein du think tank New America, estime que les Démocrates sont désormais le parti favori des électeurs les plus riches, rôle d'ordinaire dévolu aux Républicains. En 2012, c'est Barack Obama, et non Mitt Romney, qui a engrangé le plus de contributions de foyers gagnant plus de 220 000 dollars par an. C'était la première fois depuis 1964 que les électeurs appartenant aux 4% de foyers américains disposant des plus hauts revenus préféraient un Démocrate à un Républicain. Il y a fort à parier que nombre de ces électeurs aisés ont choisi Obama pour les mêmes raisons que Bloomberg: Romney le RINO était tout simplement trop conservateur à leurs yeux. Et si ces électeurs n'ont pas trouvé Romney à leur goût, je vous laisse imaginer ce qu'ils pensent de Trump.

Pendant la majeure partie des cinquante dernières années, les Républicains ont largement devancé leurs adversaires démocrates chez les électeurs fortunés. Seulement, voilà: depuis 2000, l'écart se rétrécit. Lee Drutman attribue ce phénomène à la forte progression du Parti démocrate chez les électeurs instruits, et au fait que les électeurs riches sont plus diplômés que ceux des dernières décennies. Par ailleurs, pour beaucoup d'électeurs à revenus intermédiaires élevés ou très élevés, les réductions d'impôt sont beaucoup moins motivantes que le progressisme social. Qu'est-ce qu'une légère réduction des charges fiscales aux yeux d'un électeur déjà aisé? Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de libre échange et d'équilibrage des budgets, Hillary Clinton s'avère beaucoup plus «conservatrice» que le populiste Trump, qui privilégie les droits de douane, les murs-frontières et des mesures économiques qui provoqueraient un gonflement du déficit. De fait, Gary Johnson (candidat du Parti libertarien) est sans doute plus susceptible que Trump de prendre des électeurs riches et progressistes à Clinton.

Ce qui nous ramène à Michael Bloomberg, le parfait représentant du courant «socialement progressiste et économiquement conservateur» (ce qui ne veut pas dire que Bloomberg est un libertarien – pour preuve, sa guerre contre la cigarette et les sodas sucrés et sa défense de la mesure dite du «stop-and-frisk»). Il serait plus juste de le qualifier de modéré favorable aux entreprises; d'homme politique n'ayant jamais réellement partagé l'opinion des progressistes alarmés par la hausse des inégalités économiques. Bloomberg ne s'émeut pas des inégalités extrêmes qui règnent dans une ville comme New York, au contraire: pour lui, il n'y a rien de plus naturel. Qu'attendre d'autre d'une économie qui voit des travailleurs immigrés à bas revenus gagner leur vie en répondant aux besoins des plus riches? Par ailleurs, Bloomberg a bâti sa fortune en mettant des terminaux de haute technologie entre les mains des traders de Wall Street; vous ne le verrez donc jamais dire du mal des grandes banques. Après tout, ce sont bien les bonus des banquiers qui financent les revenus des chauffeurs de taxis, des portiers et des serveurs de tous acabits.

Toutefois, contrairement à d'autres, Bloomberg ne se contente pas de suggérer aux pauvres manquant de pain un régime à base de brioche. Il estime que les travailleurs à bas revenus devraient bénéficier de Medicaid ainsi que du SNAP, et qu'ils devraient pouvoir envoyer leurs enfants dans des écoles gratuites de bonne qualité. Parce qu'il s'agirait de mesures justes, certes, mais aussi –parlons franchement– parce qu'elles permettraient d'éviter l'émergence d'une révolution à la française. Cette philosophie politique n'est pas entièrement délirante: elle est partagée par un nombre respectable de progressistes urbains aisés et de modérés vivant dans les banlieues résidentielles. Le bloombergisme n'est pas très éloigné du républicanisme progressiste, jadis incarné par Nelson Rockefeller et Jacob Javits. Slate.fr 28.07

[Quel boulot pour les rendre fréquentables à la population occidentale !](#)

Al-Qaïda se prépare à une rupture avec Al-Nosra - AFP

Le réseau Al-Qaïda a préparé le terrain jeudi à une éventuelle rupture avec le Front al-Nosra sur fond de spéculations sur internet quant à une possible annonce en ce sens par sa branche en Syrie.

Dans l'enregistrement diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazeera, son chef Abou Mohammad al-Jolani a annoncé que son groupe avait changé de nom et qu'il s'appellerait désormais "Front Fateh al-Cham".

La branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front al-Nosra, continue d'être considérée comme un "groupe terroriste" et une menace pour les Etats-Unis malgré sa rupture annoncée avec le réseau jihadiste, a indiqué jeudi l'administration américaine.

Les Etats-Unis "continuent d'estimer que les dirigeants du Front al-Nosra maintiennent leur intention de mener des attaques contre les pays occidentaux", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche Josh Earnest.

Al-Nosra "tente d'unifier et de galvaniser les autres groupes d'opposition syriens" a estimé de son côté le directeur du renseignement américain, James Clapper, lors d'un forum sur la sécurité à Aspen, dans l'ouest des Etats-Unis.

Sa décision de rompre avec Al-Qaïda est "un geste de relations publiques" et la réalité de la séparation "reste à établir", a-t-il déclaré.

Al-Nosra est apparu officiellement en Syrie en janvier 2012, soit dix mois après le début de la révolte pacifique contre le régime

de Bachar al-Assad, réprimée dans le sang, qui s'est transformée en conflit dévastateur.

Al-Nosra est allié à des rebelles combattant le régime et s'est constitué un soutien populaire. Il ne contrôle aucun territoire syrien mais domine la ville d'Idleb, d'où il a chassé l'armée du régime en 2015.

"Au centre de tout ça, c'est toujours Al-Qaïda", a estimé le général Joe Votel, le commandant des forces américaines au Moyen-Orient, lui aussi invité au forum d'Aspen.

"Nous devons continuer de nous préoccuper d'eux à long terme, nous ne pourrions pas nous fier à ce qu'ils font aujourd'hui", a-t-il estimé. AFP 28 et 29.07

Commentaires d'internautes.

1- La communauté internationale (occidentale bien entendu) essaye de mettre en selle les décapiteurs d'enfant pour combattre l'armée syrienne et renverser Assad ; car l'objectif est toujours le même. Cette annonce ne changera rien à la barbarie du groupe.

2- Le hic c'est qu'apparemment pour les principaux dirigeants occidentaux impliqués dans le conflit syrien, Assad à la tête de ce qu'il reste de la Syrie serait plus dangereux, qu'Al-Nosra et consorts djihadistes, enfin c'est ce qu'ils veulent faire croire, par contre qu'Assad soit plus gênant pour leurs magouilles qu'Al-Nosra et consort islamopithèques, ça c'est bien plus plausible.

3- Al-Nosra s'achète une virginité ? Afin de mieux revêtir le costume de "rebelles modérés" que lui a fourni la communauté internationale hypocrite et peu encline à défendre les droits de la population syrienne.

4- Al-Nosra est une organisation de "rebelles modérés" vont nous dire les USA.

5- Al-Nosra: pour Washington, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda n'a pas changé.

Et pour Fabius, elle a changé ou pas ? Elle fait toujours du bon boulot ou pas ?

6- Et pourtant comme dirait notre ancien ministre des Affaires étrangères et actuel Président du Conseil Constitutionnel, al-Nosra "fait du bon boulot", entendez notre soutien massif à cette filiale d'Al-Qaïda financée et armée par la France et les USA était justifié, dans la volonté farouche de s'opposer à Assad dont les forces laïques combattent valeureusement les forces de l'obscurantisme, ce qui déplaît fortement au Royaume wahhabite qui est avec Israël la principale source de déstabilisation du Moyen-Orient.

[Bienvenue en oligarchie.](#)

- Le jour où Lucile a échangé des photos sur Twitter avec une inconnue, elle a transformé son couple

Longtemps, raconte le sociologue Serge Chaumier dans La Déliaison amoureuse, le mariage n'était pas fait pour les sentiments mais pour le devoir. L'amour fonctionnait en parallèle: amants et maîtresses. Slate.fr

- Pour la 1ère fois, une personne trans a parlé à la convention d'un parti américain

La convention démocrate de 2016 n'en finit pas de rentrer dans l'Histoire des États-Unis. Après avoir officiellement désigné Hillary Clinton comme la première candidate d'un grand parti à l'élection présidentielle, elle a permis à une personne transgenre de s'exprimer... Le Huffington Post

- Comment le portrait du Che est devenu un phénomène capitaliste

Ce portrait, symbole de révolte anti-américaine, s'est fait happer par l'ennemi capitaliste. «Je suis désolé pour la famille de Che Guevara et les gens qui l'ont connu avant qu'il ne devienne un T-shirt.» Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juillet 2016

CAUSERIE

On ajoutera 5 articles demain, plus le temps, je dois cuisiner, arroser le jardin...

En république oligarchique, les principes de la République servent uniquement de caution démocratique et morale à la dictature de l'oligarchie pour que la pseudo-gauche (et extrême gauche) puisse y participer, afin de mieux tromper et asservir le peuple.

Au nom de la liberté, ils la mettent sous surveillance, l'encadrent strictement, la réduisent, la suppriment...

Au nom de l'égalité, les inégalités et les injustices explosent. Ils ont tous les droits, vous n'en avez aucun...

Au nom de la fraternité, ils exigent des exploités toujours plus de sacrifices pour que les exploiters s'enrichissent toujours plus. Autrement, ils peuvent briser votre vie, celle de votre famille, vous assassiner et assurer l'impunité aux coupables.

Quel monde merveilleux, ils veulent vous rendre dingues !

On the edge (sur le fil du rasoir).

Le plus dingue, c'est qu'il y a, quoi, à peine un an ou un peu plus, c'est moi que la plupart des lecteurs ou militants prenaient pour un dingue. Si, si, vous n'avez pas à vous en cacher puisque je l'assume, et pour cause, ce qui est con, pour eux, c'est que les faits m'ont donné raison, bon, cela je ne leur demanderai pas de le reconnaître puisque c'est au-dessus de leurs forces. A moins qu'ils aient évolué.

La règle du jeu consiste au départ à être aussi dingue ou encore plus dingue que les dingues qui nous gouvernent et qui veulent absolument nous rendre dingue, pour comprendre ce que ces dingues mijotent, mais, car il y a un mais et heureusement, en maîtrisant la règle du jeu on le destine à déjouer leur plan ou à un tout autre objectif que le leur.

Ceux qui n'ont pas encore compris que la civilisation humaine courait à l'abîme sont en danger et peuvent devenir dangereux, et pour beaucoup seront irrécupérables. Pour beaucoup moins que cela ou dans de toute autre circonstance, combien de gens ou de militants n'avons-nous pas vu sombrer ?

Ne pratiquons pas l'auto-censure, c'est ce qui nous perdra. Soyons lucides, c'est ce qui nous sauvera.

Sur cette note optimiste, bon week-end.

[Nouvel ordre mondial totalitaire. Etre manipulé, vous ne demandez que cela ou on ne vous demande pas votre avis.](#)

Je rappelle que je ne suis présent sur aucun "réseau social". Tous les partis ouvriers ont décidé de s'y mettre, du coup quand juste pour s'informer on se connecte sur leur page Facebook, au bout de quelques secondes au centre de l'écran un cadre apparaît dans lequel on vous demande de vous connecter ou de vous abonner à Facebook si cela n'est pas déjà fait pour faire disparaître ce cadre et accéder au contenu de la page en question qu'on peut malgré tout visualiser. Cependant certains passages qui nécessitent d'ouvrir une autre fenêtre demeureront inaccessibles si vous n'êtes pas abonnés à Facebook.

Alors qu'il aurait été plus simple et sain de communiquer les mêmes infos à partir d'un blog ou d'un portail réalisé à cet effet.

- Sept arnaques des réseaux sociaux que vous avez acceptées sans le savoir - sputniknews.com

C'est très simple. Vous téléchargez une appli ou vous vous enregistrez sur un site, puis vous faites défiler le texte énorme des conditions d'utilisation jusqu'au bouton "J'accepte". Mais les avez-vous jamais lues attentivement?

On vous propose de découvrir des points curieux parmi les conditions d'utilisation rédigées par les réseaux sociaux populaires. Laquelle de ces arnaques vous semble la plus révoltante? Qu'est-ce que vous n'auriez jamais accepté... si vous l'aviez su dès le début?

1 - Facebook possède tout ce que vous publiez. Tout, littéralement.

"Vous nous accordez une licence non exclusive, transférable, sous-licenciable, sans redevance et mondiale pour l'utilisation des contenus de propriété intellectuelle que vous publiez sur Facebook ou en relation avec Facebook"

En termes simples, Facebook peut faire tout ce qu'il veut avec tout ce que vous avez publié sur votre page. Par exemple, publier un livre de vos posts ou en faire une adaptation cinématographique. Et même transmettre vos informations aux agences publicitaires.

2 - Twitter peut vous sanctionner pour la publication d'un tweet contenant un lien sur des matériaux protégés par un droit d'auteur.

"Nous nous réservons le droit de supprimer les contenus présumés frauduleux sans préavis, à notre seule discrétion et sans engager notre responsabilité envers vous. Lorsque les circonstances le justifient, Twitter sera également en droit de résilier le compte d'un utilisateur si l'utilisateur est considéré à plusieurs reprises comme frauduleux"

Twitter interdit d'utiliser des matériaux protégés par un droit d'auteur. Ce point n'est pas surprenant. Alors, si vous violez cette règle, le site supprime les contenus en question et bloque votre compte.

3 - Snapchat prend soin de vous et ne veut pas que vous risquiez votre santé en cherchant un angle parfait.

"Votre sécurité quand vous utilisez nos services est importante pour nous. N'utilisez donc pas nos services d'une manière qui pourrait vous mettre dans une situation où vous enfreindriez le code de la route ou les lois sur la sécurité routière. Ne mettez jamais votre sécurité, ou celle des autres, en danger juste pour prendre un Snap"

Si vous voulez prendre un Snap à une vitesse de 100 km/h, vous risquez d'avoir un accident de voiture. Ainsi, afin d'éviter l'utilisation si dangereuse d'un portable, Snapchat a inclus dans ses conditions d'utilisation le conseil de ne pas mettre en danger votre sécurité et la sécurité de vos proches.

Cela veut dire que Snapchat n'est pas responsable de toutes les bêtises que vous pouvez faire en utilisant l'application. Cela autorise également Snapchat à vous bannir si vous violez cette règle. Actuellement, on doit y réfléchir à deux fois avant de demander à son ami de lui tenir les pieds, pendu du haut d'un immeuble à plusieurs étages, tout en espérant prendre un Snap idéal.

4 - Il est interdit de suivre des gens sur Instagram.

"Il est interdit d'insulter, de menacer, d'intimider ainsi que de suivre les gens et les personnes morales"

Si insulter et menacer sont des actions objectivement mauvaises, en quoi est-il mal de suivre les vies d'autres personnes dans des réseaux sociaux?

Le fait est que dans la vie réelle et sur les réseaux sociaux la notion de "filature" se distingue. Cela veut dire qu'il n'y a rien de terrible si vous suivez "cette meuf sympa de la soirée". Et quant à vie réelle, le mot "filature" est associé à des intentions sombres.

Sur les réseaux sociaux, "la filature" se manifeste par l'afflux de messages personnels indésirables et des commentaires menaçants. Ne faites jamais ça sur Internet!

5 - Il est interdit de mentir sur LinkedIn.

"Vous devez présenter seulement une information sincère sur votre profil" Mentir est mal en général. Notamment quand il s'agit de votre CV.

Afin de conserver son statut de réseau social professionnel crédible, LinkedIn demande aux utilisateurs de ne pas mentir à propos de leurs accomplissements et de leur expérience professionnelle antérieure.

Dites adieu à votre page LinkedIn, si on vous pince sur un mensonge.

6 - Instagram peut vous faire changer votre surnom à n'importe quel moment.

"Nous nous réservons le droit de faire changer son surnom à n'importe quel utilisateur pour n'importe quelle raison" Personne n'échappe à la colère d'Instagram.

Apparemment, Instagram a inclus ce point pour sanctionner des personnes qui s'enregistrent sous de faux noms.

Cependant, cela ne veut pas dire qu'Instagram peut vous priver de votre surnom. Actuellement, Instagram n'abuse pas de ce privilège, mais on ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve. Peut-être un jour quelqu'un aura-t-il l'intention de s'approprier la popularité d'une célébrité, qui sait?

7 - Twitter n'est pas responsable du piratage éventuel de votre mot de passe.

"Vous êtes responsable de la protection du mot de passe que vous utilisez pour accéder aux services et pour toutes les activités ou les actions faites après authentification avec votre mot de passe. Nous vous encourageons à utiliser pour votre compte des mots de passe forts (mots de passe constitués d'une combinaison de lettres majuscules et minuscules, de chiffres et de caractères spéciaux). Twitter ne saurait être tenue responsable d'une perte ou d'un dommage quelconque résultant d'un manquement de votre part à ce qui précède."

Un mot de passe sûr, c'est important. Même si votre mot de passe comprend des lettres, des chiffres et des symboles, cela ne garantit pas qu'il ne puisse pas être piraté.

Si on pirate de nouveau la base de données de Twitter (et c'est déjà arrivé) et si vos mots de passe tombent entre les mains de hackers, vous serez toujours tenu pour responsable. Twitter ne reconnaît aucune responsabilité.

Nous faisons défiler toutes les conditions d'utilisation en les acceptant sans les lire, alors que parfois elles contiennent beaucoup d'informations inattendues. Mais nous sommes sûrs que même après cet article, vous n'allez pas le faire...
sputniknews.com 29.07

Pas concerné. A cause du passage de Reliance en G4, j'ai dû racheter un téléphone portable, j'ai opté pour le moins cher, 1500 roupies, environ 20 euros.

Internet et toutes leurs applications ou réseaux sociaux à la con, c'est fait pour vous distraire, mieux vous endormir ou vous abrutir... Et ça marche à fond !

[Le règne de la nécessité est bien la négation du règne de la liberté.](#)

- Comment Pokémon Go est-il lié à la CIA? - arretsurinfo.ch 29.07

Alors que Pokémon Go donne le tournis à la planète entière, les joueurs ont-ils jamais pensé à quoi aussi pourrait servir ce jeu à priori innocent? Sputnik a fait une petite recherche sur l'affaire.

Voici quelques faits curieux sur le jeu Pokémon Go — et ce ne sont pas des astuces afin d'augmenter son niveau de jeu mais des détails sur le fonctionnement du projet qui sont facilement accessibles et vérifiables sur Internet. Détails qui peut-être réduiront à néant votre envie de vous lancer à la poursuite des Pokémon, ou encore de poursuivre l'aventure.

Sputnik vous propose ainsi de jeter un oeil sur ces informations et vous laisse en tirer vos conclusions.

Le projet Pokémon Go a été créé conjointement par The Pokémon Company, Nintendo et Niantic, ancienne filiale de Google. Niantic a été fondé par John Hanke, également fondateur de la compagnie Keyhole, Inc. spécialisée dans la création de cartes géospatiales. La compagnie a été financée par In-Q-Tel, un fonds américain de capital-investissement mis en place par la CIA en 1999.

A l'époque, plusieurs tâches ont été accomplies:

— la cartographie de la planète régulièrement mise à jour, y compris les autoroutes et tous les grands objets de l'infrastructure urbaine en général, — des robots-véhicules ont mis leurs nez dans tous les coins du monde et ont cartographié des villes entières, des rues...

Et voilà en 2016 que Niantic fait un pas en avant lance un jeu génial et viral basé sur le principe de la réalité augmentée. Une fois qu'il l'a installé et qu'il a lui autorisé l'accès à sa caméra qui filme tout ce qu'il voit autour de lui, son microphone, son gyroscope, son GPS et tous ses appareils connectés, le smartphone de l'utilisateur se met à vibrer et signale que plusieurs Pokémon se trouvent à proximité.

Que se passe-t-il ensuite? L'application vous félicite pour votre premier succès parce qu'elle sait comment il est important pour le joueur d'être encouragé. Puis, elle requiert que vous filmiez vos premiers Pokémon captés de tous les angles — et obtient donc les photos de votre appartement en détail, y compris les coordonnées et l'angle d'inclinaison du smartphone.

A propos, les règles d'utilisation qu'il faut accepter pour installer le jeu recèlent d'informations intéressantes. Ainsi, Niantic vous informe en ces termes officiels:

« Nous coopérons avec le gouvernement, les autorités compétentes ou des parties privées pour appliquer et respecter la loi. Nous pouvons divulguer toute information vous concernant (ou votre enfant autorisé) en notre possession ou sous notre contrôle au gouvernement, aux autorités compétentes ou aux parties privées dans le cas où, à notre seule discrétion, nous le penserions nécessaire ou approprié ».

Mais qui lit les règles de l'utilisation? On appuie sur « J'accepte » et on se dépêche de lancer le jeu.

Pourtant, les règles s'avèrent être une lecture bien excitante. Elles signalent par exemple que les servers de Pokémon Go enregistrent automatiquement certaines informations sur la façon dont une personne utilise ses services et s'en sert pour administrer ces services et analyser (petit détail: ils peuvent recourir à des tiers pour effectuer cette analyse).

Et cerise sur le gâteau:

« Les informations que nous collectons auprès de nos utilisateurs, y compris les données à caractère personnel, sont considérées comme un actif de l'entreprise ».

Voilà ce que vous acceptez en effet en installant l'appli.

« Si nous étions rachetés par un tiers à la suite d'une transaction telle qu'une fusion, une acquisition ou une vente d'entreprise, ou si nos actifs étaient rachetés par un tiers pour cause de faillite ou de cessation de commerce, une partie ou la totalité de nos actifs, y compris vos données à caractère personnel (ou celles de votre enfant autorisé), pourraient être divulguées ou transférées à un tiers acquéreur dans le cadre de la transaction », poursuivent les règles.

Imaginez-vous cela: le renseignement veut savoir ce qui se passe actuellement, par exemple... au Palais de l'Élysée. Et une minute plus tard les députés, les journalistes, les employés qui s'y trouvent sont tous rivés sur leurs portables qui leur signalent qu'un certain nombre de Pokémon sont dans la place...

Vous connaissez la suite. sputniknews.com 28.07

[L'agence de renseignement du régime sioniste a plus de pouvoir que les agences de renseignements du monde entier. La preuve.](#)

Comment un journaliste israélien a pu se trouver présent sur la scène de deux attaques perpétrées dans deux pays différents à quelques jours d'intervalle ? Il a forcément été informé que ces attaques allaient avoir lieu, CQFD.

Grille de lecture.

Etes-vous en mesure de fournir une explication différente de celle figurant dans le titre ?

On ne vous dit pas tout. Vous prétendez le savoir, on ne vous la fait pas à vous, vous êtes plus malins que les autres, c'est bien connu, mais en réalité vous n'en tenez pas compte et vous vous comportez comme le dernier des crétins qu'on peut manipuler aussi facilement qu'un gosse de 5 ans. Vous avez là l'occasion de prouver le contraire ou d'évoluer, profitez-en.

Attention, terrain glissant ! Les esprits faibles ou fragiles pourraient basculer de l'antisionisme dans l'antisémitisme. Tandis que les petits messieurs je-sais-tout avant tout le monde ou mieux que tout le monde pourraient être choqués par la révélation d'un fait qui les forcerait à remettre en cause la version officielle de l'attaque du 14 juillet à Nice qu'ils s'étaient eux-mêmes empressés d'adopter, parce que cela les arrangeait ou cadrait avec leur interprétation fossilisée du monde, pour finalement nier la réalité et décréter qu'ils sont le fait de complotistes.

- Nice, Munich : un journaliste lié à Israël présent aux deux endroits - presstv.ir

L'ancienne parlementaire du Parti Démocrate U.S. Cynthia McKinney pose des questions sur les liens d'Israël avec les attaques récentes en France et en Allemagne, après qu'un journaliste israélien a réussi à filmer les deux attaques au moment où elles avaient lieu.

« Le même photographe a filmé les tragédies de Nice et de Munich, » a déclaré samedi dans un tweet Cynthia McKinney, qui a été six fois membre du Congrès pour la Géorgie.

Le journaliste en question qui a filmé l'attaque du camion à Nice, en France, qui a tué plus de 80 personnes et en a blessé des dizaines d'autres le 14 juillet, s'appelle Richard Gutjahr.

De nationalité allemande, il est marié à une Israélienne nommée Einat Wilf, une femme qui a fait son service militaire dans l'unité d'espionnage 8200, a été un temps députée à la Knesset, et qui est un agent d'influence et de propagande avéré.

Huit jours plus tard, Richard Gutjahr, qui se dit « journaliste indépendant », une appellation passe-partout, se trouvait sur le site d'une autre attaque à Munich, en Allemagne, où une fusillade a fait neuf victimes.

« Vraisemblable ? Vous vous souvenez des Israéliens en train de danser ? » a demandé McKinney, se référant aux célébrations israéliennes signalées pendant les attaques du 11 septembre 2011 aux États-Unis.

L'ancienne parlementaire américaine a aussi posté une vidéo, montrant un article avec le titre : « Le même photo-propagandiste israélien pré-positionné à Nice ET MAINTENANT A MUNICH ».

« Le fait que ce type est arrivé à être là aux deux évènements, ce ne peut pas être une coïncidence, » dit le commentateur de la vidéo.

Il fait également un commentaire sur Einat Wilf, dont il rappelle le pedigree, avant de conclure « c'est 100 % clair que les empreintes digitales d'Israël sont partout dans ces événements. »

Lors de l'attaque de Nice, Gutjahr a filmé tout l'incident depuis un balcon à l'Hôtel Westminster, juste à côté de la rue où avaient lieu les célébrations de la Fête Nationale sur la Promenade des Anglais.

Il a également donné aux principaux médias occidentaux des reportages importants sur l'attentat de Munich, postant des images et des vidéos sur son compte Twitter.

Le chef de la Police de Munich Hubertus Andrae a identifié le tireur comme étant un individu irano-allemand âgé de 18 ans de Munich, qui n'avait pas de casier judiciaire et dont les motivations étaient « complètement obscures. » presstv.ir 25.07

Traduction d'un article paru sur le site iranien Press TV lundi 25 juillet 2016.

La presse française a aussi évoqué la curieuse coïncidence : c'est le cas par exemple de BFMTV, qui se garde cependant bien de noter les connexions israéliennes de Gutjahr, « en vacances à Nice » selon ses propres dires. L'article de BFMTV : <http://www.bfmtv.com/societe/a-nice-puis-a-munich-un-journaliste-se-retrouve-par-2-fois-temoin-des-attaques-1019076.html>

Source: <http://www.europalestine.com/spip.php?article12075>

- Nice : le vidéaste israélien est issu d'une agence gouvernementale - panamza.com

L'homme qui a réalisé la vidéo troublante de la tuerie de Nice avait longtemps collaboré avec une agence dirigée par un ex-espion du Mossad.

...au lendemain de l'attentat de Nice, Panamza dévoilait l'étrange vidéo capturée –selon le site israélien Ynet– par « Silvan Ben Weiss », un « Israélien vivant en France ».

Panamza a identifié l'individu : en réalité, il s'appelle Sylvain Benouaich.

C'est via son compte Facebook que cet homme -que la chaîne américaine NBC présente comme un simple « manutentionnaire »– a publié sa vidéo, filmée nonchalamment depuis la « terrasse » du restaurant La Canne à Sucre.

Particularité de Benouaich : après avoir exercé le métier d'agent de protection pour le compte de la compagnie vinicole Baron Edmond de Rothschild, l'homme a travaillé -pendant douze ans- pour l'Israel Export Institute, une agence gouvernementale qui fut longtemps dirigée par Rafi Eitan, célèbre cadre du Mossad.

À souligner : la consultation de sa page publique Facebook permet de cerner rapidement ses accointances idéologiques. Benouaich est un sympathisant décomplexé de l'extrême droite sioniste et islamophobe comme en témoignent plusieurs de ses publications. panamza.com 22.07

- Nice : Epouse du vidéaste allemand, l'espionne israélienne passe sa présence sous silence. - panamza.com

Vendredi 22 juillet, Einat Wilf, ex-députée israélienne pro-Netanyahou, a publié un tweet -le premier depuis avril- pour se plaindre que le monde soit "devenu fou" et se féliciter qu'Israël "apparaisse désormais comme un oasis de calme rationalité".

Issue du renseignement militaire (avec le grade de lieutenant dans l'unité d'élite 8200), Wilf -figure ambitieuse de la vie politique israélienne qui commente régulièrement l'actualité internationale- passe curieusement sous silence son passage par Nice, au jour de l'attentat.

Le 21 juillet, Panamza soulignait sa présence aux côtés de son mari : Richard Gutjahr, comédien et "journaliste indépendant" à l'origine de la vidéo exclusive du camion ralentissant sur la Promenade des Anglais.

Détail à souligner : le tweet de Wilf date de la soirée du 22 juillet, soit quelques heures après la présence de son mari aux abords de la fusillade de Munich. panamza.com 22.07

- Affabulateur : Pour attaquer Panemza, un employé de Valls vous baratine. - panamza.com

Le 19 juillet, Gilles Clavreul, délégué interministériel "à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme", s'est réjoui de la publication -par le site Spicée- d'une vidéo (payante) censée, d'après lui, "démontrer de façon imparable les élucubrations complotistes de Panamza sur l'attentat de Nice" (<http://panamza.com/bug>).

L'auteur de cette vidéo, dénommé Thomas Huchon et obsédé par le prétendu "complotisme", affirme sur son site (payant) s'être attaqué à "3 théories conspirationnistes".

"1. Le tueur ne serait pas mort puisqu'il n'y a pas d'impact de balle côté conducteur

2. Il n'y aucune trace de sang sur le camion donc personne n'est mort

3. Le tueur est toujours vivant et vit désormais en Tunisie".

Problème : Aucune de ces 3 affirmations n'a jamais été formulée par Panamza.

Conclusion : décidément obnubilé par Panamza, Gilles Clavreul affabule -purement et simplement- en prétendant que la vidéo de Spicée aurait "démonté" les enquêtes étayées du site sur l'attentat de Nice. panamza.com 26.07

Certes, l'auteur du portail Panamza est obnubilé par le sionisme, un peu trop à notre goût, mais ce n'est pas une raison pour ne pas y récolter des informations qui peuvent nous aider à mieux comprendre la situation et que l'ensemble des médias aux ordre censurent.

[Au temps \(OTAN\) des barbares modérés.](#)

- Syrie: pour se protéger, le Front Al-Nosra rompt avec al-Qaïda et change de nom - Arrêt sur Info

Les puissances occidentales, furieuses de voir la Russie frapper le groupe terroriste al-Nosra actif depuis fin 2011 en Syrie – un groupe qu'elles ont armé et financé alors que, dès fin 2011, il commettait les mêmes atrocités que l'EI (apparu en 2014) – ont trouvé le moyen de sauver al-Nosra des frappes russes en lui suggérant de se détacher d'al-Qaïda pour pouvoir dire ensuite qu'il s'agit d'une «opposition modérée ». Ce sont des manœuvres criminelles destinées à tromper l'opinion qui entrent dans le cadre de la guerre que livre l'Occident à la Syrie et à la Russie par groupes terroristes interposés. [Arrêt sur Info]

Al-Qaïda a indiqué à sa branche syrienne, le Front Al-Nosra, qu'elle pouvait rompre ses liens organisationnels avec al-Qaïda afin de préserver son unité et de poursuivre son combat en Syrie, dans un communiqué audio diffusé le 28 juillet.

Le chef du Front Al-Nosra, Abou Mohammad al-Jolani, a annoncé que son groupe rompait ses liens avec le groupe terroriste al-Qaïda, lors d'une opération inédite : un enregistrement audio diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazeera. Son but : faire en sorte que les Etats-Unis et la Russie n'invoquent plus ses liens avec l'organisation djihadiste pour prendre cette organisation pour cible. Pour cela le groupe a changé de nom s'appelle désormais «Front Fateh al-Cham».

«Nous remercions les commandants d'Al-Qaïda pour avoir compris la nécessité de rompre les liens [...]», a indiqué le chef du deuxième groupe djihadiste le plus important en Syrie, soulignant que cette décision visait à «protéger la révolution syrienne».

Le leader d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahri, avait précédemment déclaré dans un communiqué audio : «Vous pouvez sacrifier sans hésiter les liens organisationnels s'ils rentrent en conflit avec votre capacité à fonctionner de façon unie.»

La diffusion de cet enregistrement du feu Front Al-Nosra intervient une semaine après l'accord conclu entre les chefs des diplomates russe et américaine, Sergueï Lavrov et John Kerry, pour lutter conjointement contre le Front Al-Nosra et l'Etat islamique (EI).

L'expert en groupes djihadistes Charles Lister a tweeté cette semaine que l'objectif du Front Al-Nosra était de se protéger d'une éventuelle campagne russo-américaine, de s' «incruster davantage dans la révolution syrienne et de garantir son avenir à long terme». Le Front Al-Nosra est officiellement né en janvier 2012, soit dix mois après le début de la guerre civile syrienne, qui s'est transformée en une guerre civile sanglante. Le groupe, considéré comme «terroriste» par la Russie depuis le début du conflit, ne l'était pourtant pas pour certains pays occidentaux qui considéraient que le Front Al-Nosra faisait partie des «rebelles modérés». Néanmoins, si l'organisation est aujourd'hui classée comme groupe «terroriste» par Washington, l'attitude de la coalition internationale à son égard reste ambiguë. En juin dernier, la Russie s'était vue demander, en vain, de ne pas bombarder les positions du groupe en Syrie par les Etats-Unis. RT 28.07

Etat policier. La vérité asphyxiée et impunité pour les assassins

- Adama Traoré : les deux expertises font état d'une «asphyxie» - Liberation.fr

Une mort, toujours, sans raison officielle et un nouveau personnage : Yassine Bouzrou, avocat à la cour de Paris, a été désigné, ce vendredi, par une partie de la famille Traoré.

Vendredi, Yassine Bouzrou a expliqué à Libération, après avoir consulté, pour la première fois, le dossier d'Adama Traoré qu'il «y a beaucoup de points en commun entre les deux autopsies». L'avocat argumente: «L'asphyxie est présente dans les deux rapports. Reste à savoir ce qui l'a provoquée. Une strangulation ? Une compression thoracique ?»

Autre interrogation : pourquoi le procureur n'a jamais évoqué l'asphyxie. Bouzrou ajoute: «Il a communiqué après un rapport intermédiaire du médecin légiste de Garches. Ce n'est pas sérieux et cela n'a aucune valeur médicale. Ce rapport intermédiaire dit qu'Adama était malade du cœur alors que les deux experts parisiens, après la seconde autopsie, disent qu'il y a une absence d'anomalie cardiaque. Et cette précision, le procureur s'est bien gardé bien de la faire.» Liberation.fr 29.07

- Un « syndrome asphyxique » pourrait expliquer la mort d'Adama Traoré - LeMonde.fr

Une nouvelle piste, celle du « syndrome asphyxique » pourrait expliquer la mort d'Adama Traoré, 24 ans, lors de son interpellation dans le Val-d'Oise, le 19 juillet. Selon des informations publiées vendredi 29 juillet sur le site Internet de L'Obs, plusieurs éléments concordants pourraient permettre d'aboutir à cette conclusion.

Il y a d'abord les témoignages des gendarmes qui ont interpellé Adama Traoré. Ils ont assuré aux enquêteurs : « Nous avons employé la force strictement nécessaire pour le maîtriser. » Mais ont également ajouté, selon L'Obs : « Il a pris le poids de nos corps à tous les trois au moment de son interpellation. » Or, les conclusions des deux expertises médicales ordonnées successivement évoquent un « syndrome asphyxique » à l'origine de la mort d'Adama Traoré.

Le nouvel avocat de la famille d'Adama Traoré, Yassine Bouzrou, se demande donc si le jeune homme ne serait pas mort après « une compression thoracique, méthode habituellement utilisée au cours de certaines interpellations, dont on sait qu'elle peut être mortelle ».

Deux autopsies ont déjà été réalisées, excluant que le jeune homme de 24 ans ait subi des violences. Mais la cause du décès n'est toujours pas formellement établie. La famille a donc demandé une nouvelle expertise médico-légale qui a été refusée, a annoncé vendredi le procureur de la République de Pontoise, Yves Jannier.

M. Jannier avait d'abord évoqué « une grave infection touchant les poumons, le foie et la trachée ». Puis, vendredi, il a parlé d'une « pathologie cardiaque, pour laquelle il peut n'y avoir aucun signe avant-coureur », a-t-il précisé. Deux hypothèses que la deuxième autopsie a pourtant démenti.

La famille d'Adama Traoré accuse de « bavure » les gendarmes qui ont procédé à son interpellation. LeMonde.fr 29.07

Imaginez un peu l'effet qu'une telle injustice peut produire sur des cerveaux encore jeunes et fragiles, qui cumulent tous les handicaps et en proie à des conditions sociales déplorables, elle peut servir de déclic et les conduire à épouser ou à se convertir à une idéologie d'extrême droite ou fanatique qui achèvera de les déstabiliser.

Inconscient que cette idéologie les manipule et désigne des victimes innocentes responsables de leur malheur ou de leur difficulté à s'insérer dans la société, ils trouveront la justification aux actes violents ou cruels qu'ils leur infligeront éventuellement.

De simples paumés, ils se transformeront en criminels ou barbares, en cibles idéales à abattre pour l'ensemble de la société, car parvenus à ce stade, plus personne ne pourra plus rien pour eux.

La stratégie du chaos se généralise.

"Faudrait arrêter la psychose et la désinformation, ça devient du grand n'importe quoi" (un Toulonnais)

- Deux interpellations pour risque d'attentat dans un TGV à Toulon - Reuters

Deux personnes soupçonnées de préparer un attentat ont été interpellées par la police vendredi après-midi à Toulon (Var) dans un TGV reliant Nice à Paris, a annoncé le conducteur du train.

"Il y avait deux individus suspectés de risque d'attentat et nous les avons évacués", a déclaré par haut-parleur le conducteur du TGV dans lequel se trouvait une journaliste de Reuters.

Le train a été arrêté 50 minutes en gare de Toulon où des policiers armés sont montés à bord, ouvrant notamment les portes de toilettes, a rapporté la journaliste. Reuters 29.07

Un internaute précise :

- Var Matin... " L'information selon laquelle la police a procédé ce vendredi à l'interpellation de "terroristes présumés" dans un TGV immobilisé à Toulon est fautive. La rumeur, relayée par une agence de presse, s'est propagée sur les réseaux sociaux et même sur des sites d'informations.

Une opération antiterroriste dans un TGV à Toulon? La préfecture a démenti catégoriquement, évoquant "un contrôle de police Vigipirate" sans aucune interpellation à la clé. Ce train, effectuant la liaison Nice-Paris, a été immobilisé pendant 45 minutes.

Selon nos informations, la brigade anticriminalité (Bac) de Toulon a été appelée pour contrôler deux personnes, manifestement de nationalité étrangère, signalées aux contrôleurs par une passagère. L'une était parfaitement en règle, confie une source policière, et l'autre, a échappé aux policiers qui soupçonnent une infraction à la législation sur les étrangers.

[Ils le disent eux-mêmes. "Plus c'est mauvais pour l'économie réelle, meilleur c'est pour les marchés"](#)

- Les Bourses européennes finissent la semaine en hausse - Reuters

- Taux:mauvais chiffres US ou la promesse de taux toujours bas - Cercle Finance

Nouvelle démonstration du principe selon lequel plus c'est mauvais pour l'économie réelle, meilleur c'est pour les marchés: Wall Street est en train de battre de nouveaux records historiques absolus alors même que la croissance semble retombée à ses plus faibles niveaux semestriels (moyenne de 2 trimestres) depuis fin 2009.

Le chiffre du PIB américain au 2ème trimestre 2016 ressort à +1,2% contre +2,6% anticipé, et celui du 1er trimestre est révisé de +1,1% à +0,8% (estimation initiale qui semblait peu réaliste parce que trop basse).

Comment expliquer la contreperformance du PIB quand la consommation qui 'pèse' 70% du PIB est estimée dans le même temps en hausse de +4,2% en rythme annuel à fin juin ?

Et comment la consommation peut-elle s'envoler 3 fois et demi plus vite que le PIB quand les salaires ne progressent que de +2,5% en rythme annuel ? C'est un peu comme si dans des essais de F1, un bolide venait de crever à l'arrière et de couler une bielle... mais réalisait à partir de ce moment le meilleurs temps des qualifications: cela paraîtrait un peu 'singulier'.

Il n'aura pas fallu longtemps aux opérateurs pour conclure que Wall Street vient de gagner au moins 6 mois supplémentaires sans hausse de taux.

Au plus tôt, la FED aurait pu agir en décembre, c'est de nouveau repoussé à juin 2017, comme après le 'Brexit'. Cercle Finance 29.07

[Dossier Turquie.](#)

- Turquie/putsch: 17 journalistes placés en détention préventive - AFP

Un tribunal turc a ordonné samedi le placement en détention préventive de 17 journalistes accusés de liens avec le prédicateur exilé aux Etats-Unis Fethullah Gülen, qu'Ankara désigne comme le commanditaire du putsch raté, a rapporté l'agence de presse Anadolu.

Les dix-sept journalistes sont poursuivis pour appartenance à "un groupe terroriste". Vingt-et-un d'entre eux comparaissent vendredi, dix-sept ont été écroués et quatre remis en liberté.

Parmi les reporters mis derrière les barreaux figure Nazli Ilicak, ancienne députée, licenciée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 après avoir critiqué des ministres empêtrés dans un scandale de corruption -- orchestré, selon Ankara, par Gülen.

Bulent Mumay, ancien éditeur du quotidien Hurriyet et figure connue du monde des médias, a en revanche été remis en liberté.

Les médias sont en première ligne des vastes purges en cours en Turquie après le coup d'Etat avorté du 15 juillet qui avait fait vaciller le pouvoir islamo-conservateur du président Recep Tayyip Erdogan. Plus de 130 médias ont été fermés par le gouvernement cette semaine et près de 90 mandats d'arrêts émis contre des journalistes, des mesures très critiquées par les ONG de défense des droits de l'Homme. AFP 29.07

- Le président turc dit aux Occidentaux de se "mêler de leurs affaires" - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a rejeté vertement les critiques des Occidentaux inquiets des purges de masse en cours deux semaines après le putsch raté, leur conseillant de "se mêler de leurs affaires".

Le grand "coup de balai" en Turquie s'est étendu vendredi au monde des affaires, avec de premières gardes à vue de dirigeants d'entreprise, tandis que 17 journalistes dont des figures de premier plan ont été inculpés pour appartenance "à une organisation terroriste" et écroués.

A ce jour, plus de 18.000 personnes ont été mises en garde à vue à un moment donné, dont près de 10.000 sont poursuivies et placées en détention préventive, a dit le ministre de l'Intérieur vendredi, et 3.500 ont été libérées.

Quelque 50.000 passeports ont été annulés, une "précaution contre le risque de fuite des terroristes", a précisé un responsable turc, alors que la Turquie s'est installée dans l'état d'urgence pour trois mois.

Accusé du putsch par le président Erdogan sans qu'aucune preuve publique n'ait été fournie, le prédicateur septuagénaire Fethullah Gülen a démenti tout rôle dans le coup d'Etat avorté, depuis son exil américain.

Mais ses sympathisants présumés sont les victimes d'une chasse aux sorcières radicale qui touche l'armée, les médias, la justice et l'éducation.

Le ministre allemand des Affaires étrangères a dénoncé jeudi des purges qui "dépassent toute mesure" et l'Union européenne laissait entrevoir un gel des négociations d'adhésion d'Ankara en cas de violation de l'Etat de droit.

Mais M. Erdogan a fait fi de ces mises en garde.

"Certains nous donnent des conseils. Ils se disent inquiets. Mêlez-vous de vos affaires!", a lancé M. Erdogan depuis son palais présidentiel à Ankara.

"Ces pays dont les leaders ne sont pas inquiets pour la démocratie turque, ni pour la vie de nos citoyens et leur avenir alors qu'ils sont tellement préoccupés par le sort des putschistes, ne peuvent pas être nos amis", a-t-il ajouté.

Signe de la tension avec l'UE, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a estimé que l'accord entre l'Union et la Turquie pour freiner l'afflux de réfugiés en Europe occidentale risquait de capoter, dans un entretien au journal autrichien Kurier.

Le président turc a toutefois fait un geste de bonne volonté en affirmant abandonner les poursuites en justice lancées contre des personnes accusées de l'avoir insulté.

Un des leaders de l'opposition était notamment poursuivi ainsi que plus de 2.000 autres personnes, selon des chiffres officiels.

Vendredi, la purge s'est étendue aux secteurs des affaires. Mustafa Boydak, président du conglomérat familial Boydak Holding, a été arrêté à Kayseri (centre), en même temps que deux dirigeants de son groupe, Sukru Boydak et Halit Boydak, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

Des mandats d'arrêt ont également été délivrés contre l'ex-président de ce groupe qui a des intérêts dans l'énergie, la finance et les meubles, ainsi que contre deux proches.

Vingt-et-un journalistes ont aussi comparu devant un tribunal, dont Nazli Ilicak, ancienne députée, licenciée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 après avoir critiqué des ministres empêtrés dans un scandale de corruption -- orchestré, selon Ankara, par Fethullah Gülen.

Des confrères s'étaient rassemblés devant le tribunal pour les soutenir, a constaté une journaliste de l'AFP.

Sur les 21 journalistes, 17 dont Nazli Ilicak ont été placés en détention préventive et sont poursuivis pour appartenance à "un groupe terroriste", a rapporté l'agence Anadolu.

Les quatre autres ont été remis en liberté, dont Bulent Mumay, ancien éditeur du quotidien Hurriyet et figure connue du monde des médias.

Le Premier ministre Binali Yildirim a par ailleurs affirmé que l'armée était maintenant "nettoyée" de ses éléments pro-Gülen.

Le chef de la diplomatie Mevlut Cavusoglu a assuré que l'armée turque continuerait la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique et sortirait renforcée de son remaniement, en réponse aux critiques "ridicules" du général américain Joe Votel, chef des forces américaines au Moyen-Orient.

Le président Erdogan a accusé ce général de "prendre le parti des putschistes", des accusations démenties par le chef militaire américain.

"Toute information selon laquelle j'ai quoi que ce soit à voir avec la récente tentative de coup d'Etat en Turquie est complètement fausse", a déclaré le général Votel.

La veille, il avait dit "craindre l'impact" des purges dans l'armée turque sur les relations entre Washington et la hiérarchie militaire turque, selon des médias américains.

L'armée turque a subi un vaste remaniement après le limogeage de près de la moitié de ses généraux (149).

"Toutes les bases dont sont partis les hélicoptères et les chars seront fermées", a annoncé le Premier ministre, "nous éliminerons tous les risques de nouveau putsch", a-t-il tonné devant la presse.

Par ailleurs, après le Kirghizistan, Ankara a mis en garde le Kazakhstan concernant des écoles "turco-kazakhes" liées à Fethullah Gülen. AFP 29.07

[Après la lecture de ces infos réjouissantes, vous êtes en état d'overdose, pas de problèmes.](#)

- Ne pas mourir d'une overdose à domicile, c'est désormais possible -

Les autorités sanitaires françaises viennent de donner un feu vert expérimental: les grands toxicomanes pourront disposer d'un spray nasal antidote contre les overdoses. Slate.fr 29.07

[Haut de page ↗](#)

Le 31 juillet 2016

[CAUSERIE](#)

Je n'ai pas le temps d'ajouter des articles.

[Guerre et manipulation psychologique.](#)

Une vidéo à but subversif ou au contraire destinée à terroriser et neutraliser ceux à qui elle est destinée ?

Il y a quelque chose d'étrange dans la vidéo La Stratégie du Choc signée Alfonso Cuarón et Naomi Klein, qui se présentent comme de farouches ennemis de la politique conduite par l'administration américaine depuis le 11 septembre 2001.

Dans le générique qui figure à la fin de cette vidéo on apprend qu'elle a été réalisée en Grande-Bretagne (UK pour United Kindom) et que le Foreign Office, le ministère des Affaires étrangères, s'est chargé du design et de l'animation, ce qui est pour le moins surprenant, plus troublant encore, l'institution Hoover et l'université de Stanford ont fourni aimablement certaines photos présentes dans cette vidéo.

Voyons rapidement à quoi ressemblent l'institution Hoover et l'université de Stanford.

La Hoover Institution, archives réservées aux Républicains
<http://www.voltairenet.org/article15342.html>

Extrait. Fondée à l'université de Stanford par l'ancien président Herbert Hoover, l'institution qui porte son nom a constitué une gigantesque bibliothèque sur les guerres du XXe siècle et les régimes communistes. Financée par de grandes entreprises, employant de nombreux pontes du Parti républicain, cet institut universitaire ambitionne de mettre la recherche scientifique au service de la défense du « système américain ». Après avoir organisé la formation des parlementaires républicains, les meilleurs professeurs de la Hoover et la doyenne de Stanford, Condoleezza Rice, ont constitué le groupe des « Vulcains » et formé George W. Bush. voltairenet.org 26.10.2004

Dans le groupe des « Vulcains » "qui a formulé la politique étrangère mise en œuvre lors du premier mandat Bush Jr", figurait quelques sombres personnages que vous devez connaître : James Baker, Dick Cheney, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Robert Zoellick, Colin Powell.

Sous Reagan "la Hoover Institution tissa des liens avec la CIA" et elle abrite les archives de Friedrich von Hayek et de la Société du Mont-Pèlerin. Elle est financée (en 2004 - ndlr) à hauteur de 25 millions de dollars annuels par de grandes entreprises proches du parti républicain (Exxon-Mobil, General Motors, Ford, Boeing, Chrysler etc.). (id)

Du coup, on se demande si *La Stratégie du Choc* n'était pas davantage destinée à tétaniser ou effrayer à l'extrême ceux qui entendaient s'opposer aux tenants du nouvel ordre mondial néolibéral pour qu'ils cessent de le combattre. Pourquoi ?

Parce que cette vidéo relaie des scènes d'une extrême violence et tend à présenter leurs auteurs comme tout puissants, de sorte que pour y résister ou oser les affronter, il faut avoir acquis une détermination et des convictions inébranlables, être psychologiquement bien structuré, ce qu'il faut justement défaut chez la plupart des gens ou des opposants au capitalisme qui peuvent être choqués par de telles images, le but pourrait être davantage de les dissuader de le combattre ou de s'y soumettre.

Cette explication semble assez plausible, dans la mesure où ce qui fait le plus défaut aux opposants déclarés au capitalisme, réside dans leur absence de volonté de l'affronter par crainte de la violence ou de la répression qui en découlerait et qu'ils ne sont pas prêts à assumer, préférant le réformer, autrement dit s'en accommoder.

[Comment l'idéologie de la classe dominante parvient-elle à influencer, à infester le mouvement ouvrier. Un exemple.](#)

Nous parlerons ici du terrorisme islamiste inspiré et justifié par l'idéologie wahhabite qui pratique une lecture rigoriste de l'islam.

La guerre engendre le terrorisme nous dit-on.

Non, la guerre n'engendre pas le terrorisme. Pourquoi ?

Tout simplement parce ceux qui déclenchent ces guerres et ceux qui recourent au terrorisme sont les mêmes, dans la mesure où ils appartiennent au même camp, où tout en étant complémentaires ils combattent en poursuivant les mêmes objectifs qui ne sont évidemment pas ceux affichés, auquel cas leur complicité serait avérée : Soit pour obtenir la chute de gouvernements en place qui refusent de se placer sous la coupe de l'impérialisme américain, afin de le remplacer par un gouvernement à sa solde, soit pour semer le chaos et la terreur dans les pays où les gouvernements sont acquis à l'impérialisme américain, mais ne disposent pas de la légitimité nécessaire ou du soutien populaire indispensable pour appliquer la politique qui leur est dictée par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Qui financent les guerres et le terrorisme ? Les mêmes Etats. Qui recrutent, forment ou encadrent, arment les armées impérialistes et les organisations terroristes ? Les mêmes Etats. Qui combat pour un changement de régime en Syrie ? L'impérialisme américain et ses alliés, l'Emirat islamique et Al-Nosra, tous les deux issus d'al-Qaïda. Ils poursuivent donc bien le même objectif politique.

Il est d'autant plus faux de dire que la guerre engendrerait le terrorisme, qu'on a pu observer le contraire en Syrie à partir de mars 2011 ou plus exactement, la guerre est venue se greffer sur le terrorisme pour en fait le soutenir plutôt que le combattre. Ils sont donc complémentaire et non ennemis.

Quand le terrorisme frappe un pays qui fait la guerre à un pays qui n'est pas en mesure de répliquer comme c'est le cas entre la France et la Syrie, ce terrorisme s'il n'est pas commandé ou inspiré par le pays agressé aura pour parrain ou commanditaire un ou des Etats qui attendent quelque chose de l'Etat agresseur avec lequel ils sont alliés, ici les Etats-Unis ou Israël, ou au contraire sans que cela ne change sa finalité, le terrorisme pourra être un acte de vengeance isolé ou réalisé par une organisation indépendamment de ses parrains, en réponse à la répression dont elle a fait l'objet de la part de ses parrains.

Dans les deux cas, les auteurs de ce terrorisme servant les objectifs politiques des Etats qui en sont à l'origine, qui l'ont directement créé ou qui ont favorisé son développement, seront liquidés par ces Etats une fois leur sale besogne accomplie, ce qui explique pourquoi n'acceptant pas qu'ils leur réservent ce destin, ils les frappent à leur tour.

Ces Etats à leur tour frappés par le terrorisme, qu'ils n'auront pas forcément commandité, l'instrumentaliseront sur le plan politique afin d'obtenir le soutien de leurs populations, ce qui leur servira de caution ou délégitimité pour poursuivre ou amplifier leurs guerres ou encore en déclencher de nouvelles à l'extérieur, tandis qu'à l'intérieur ils en profiteront pour faire passer des lois liberticides ou antisociales qu'ils n'auraient pas pu adopter en temps normal.

Syrie. Démonter la propagande de guerre des puissances occidentales et leurs agents.

Alep: « STOP à la manipulation » - Arrêt sur Info

Arrêt sur Info a demandé au Dr Nabil Antaki, qui réside à Alep, si l' « Appel au secours des médecins en Syrie » lancé par Union des organisations de secours et soins médicaux (UOSSM – France) – dont fait état l'article de L'Orient Le Jour et que nous reproduisons plus bas – est partagé par les médecins syriens qui se trouvent à l'Ouest de la ville d'Alep, sous la protection de l'Etat syrien. Voici sa réponse.

Par le Dr Nabil Antaki.

NON, ce n'est pas Alep qui est assiégée par l'armée syrienne, mais les quelques quartiers à l'Est d'Alep qui ont été envahis par les groupes armés en juillet 2012.

OUI, Alep était assiégée par les terroristes depuis 4 ans et l'offensive de l'armée syrienne a justement pour but de la libérer. C'est chose en partie faite depuis jeudi 28 juillet quand l'armée syrienne a finalement chassé les groupes armés du quartier de Bani Zeid. Ces groupes ont pendant 4 ans terrorisé les habitants d'Alep en lançant quotidiennement des mortiers et des bombes de gaz remplies de clous et d'explosifs faisant tous les jours des dizaines de tués et de blessés.

NON, les structures de santé ne sont pas visées délibérément par les bombardements aériens. Les hôpitaux cités n'existaient pas avant la guerre et donc ces lieux de soins sont, s'ils existent, installés dans des immeubles ordinaires. De plus, même de l'aveu de Médecins sans frontières (MSF), ces structures de santé n'ont pas été signalées à l'ONU, ni aux Etats-Unis, ni à la Russie.

Il faudrait aussi signaler que les immeubles abritant des structures de santé sont utilisés par les terroristes pour leur sinistre besogne: l'hôpital ophtalmologique situé à Alep-Est est le quartier général de Al Nosra pour la région d'Alep. Pourquoi ne pas mentionner les hôpitaux bombardés [dans les zones sous le contrôle de l'Etat syrien, Ndlr], incendiés ou détruits par les terroristes depuis le début du conflit.

OUI, les terroristes qui occupent Alep-Est appartiennent à Al Nosra, groupe considéré par toute la communauté internationale (Europe et USA compris) comme groupe terroriste. Il devrait être neutralisé comme Daech, ce que ne font pas les avions de la coalition internationale menée par les USA.

NON, les habitants d'Alep-Est n'ont pas peur de venir à Alep sous le contrôle de l'Etat Syrien par les couloirs humanitaires que les autorités ont ouverts pour les laisser rentrer minimisant ainsi le risque de pertes civiles lors des raids ou des batailles. Au contraire, ils voudraient rejoindre les 500.000 habitants d'Alep-Est ayant déjà fui les régions d'Alep sous contrôle des terroristes pour se réfugier sous la protection de l'Etat syrien. Ce sont les rebelles-terroristes qui les empêchent de venir les gardant comme boucliers humains.

OUI, les habitants d'Alep ont souffert pendant 4 ans. Ils ont subi de nombreux blocus imposés par les terroristes et les 1.500.000 habitants d'Alep ont subi des pénuries très graves sans que personne n'en parle, ne s'indigne, ni ne proteste.

NON, l'Etat syrien et son allié russe ne veulent pas qu'il y ait des victimes civiles lors des combats. Ils ne veulent pas qu'il y ait des dommages collatéraux comme lors des bombardements français du village de Al Tokhar le 19 juillet dernier tuant 164 civils ou des bavures comme le bombardement américain de l'hôpital de Kunduz

OUI, arrêtez de manipuler l'opinion public par la désinformation. A chaque fois que les terroristes sont assiégés quelque part en

Syrie, les gouvernements et médias lancent des cris d'alarme. Ils veulent soit disant éviter une prétendue catastrophe humanitaire; alors que leur vrai but est en réalité de desserrer l'étau de l'armée gouvernementale sur les terroristes.

Ces derniers n'arrêtent pas leurs tirs. Comment sont-ils donc approvisionnés en munitions et en armes alors qu'ils prétendent que les produits alimentaires et les carburants ne peuvent leur parvenir, faisant craindre le pire pour les civils?

Nabil Antaki, Alep le 29 juillet 2016

Les habitants d'Alep préféreraient vivre sous la protection des barbares, plutôt que celle du gouvernement et de l'armée syrienne.

- Le cri d'alarme des médecins d'Alep - L'Orient-Le Jour

Extrait

Dans les quartiers est d'Alep, la situation humanitaire se dégrade chaque jour davantage, alors que la population suffoque depuis que les forces du régime ont repris la route du Castello, coupant ainsi toutes possibilités de ravitaillement pour les rebelles.

En moins de 24h, quatre hôpitaux de campagne et une banque de sang d'Alep ont été pris pour cible lors de raids du régime syrien. Dans la nuit du 23 au 24 juillet, les hôpitaux d'al-Bayan, al-Hakim, al-Zahra et al-Dakak ont été détruits. Ce n'est pas la première fois que Damas s'en prend à des hôpitaux. Le 15 février dernier, un hôpital soutenu par Médecins sans frontières (MSF) à Maaret al-Naaman, dans le Nord syrien, avait été touché. Le ministre français des Affaires étrangères avait condamné ces attaques « délibérées » contre les structures de santé en Syrie par « l'armée ou ses soutiens », les qualifiant de « constitutives de crimes de guerre ». (...)

Depuis le début du conflit en 2011, plus de 700 médecins et personnels médicaux ont été tués lors d'attaques d'hôpitaux, selon le président de la commission d'enquête de l'Onu sur les droits de l'homme en Syrie, Paulo Pinheiro, qui s'est exprimé à Genève le 21 juin dernier. (...)

Si la manœuvre utilisée par le régime depuis le début du conflit a pour but de faire fuir les populations et de libérer la zone des civils, à Alep assiégée, l'objectif est de priver les habitants de tout pour les pousser à déposer les armes. Aucune aide internationale n'a pu entrer dans les secteurs rebelles depuis le 7 juillet. (...)

Depuis près d'un an et demi, les hôpitaux et les médecins sont devenus les cibles privilégiées des aviations syrienne et russe. (...)

Le 26 juillet, un appel de l'armée a été relayé par l'agence officielle Sana, exhortant les habitants des quartiers rebelles à « rejoindre la réconciliation nationale et chasser les mercenaires étrangers ». L'armée aurait envoyé des SMS aux habitants et aux combattants identifiant des « passages sécurisés » pour les civils désirant fuir et exhortant les rebelles à rendre les armes. Hier, Moscou est allée dans le même sens en déclarant que 4 corridors allaient être ouverts. Mais la crainte et l'angoisse persistent au sein de la population. « Les gens ont très peur et ils vont certainement refuser d'aller côté régime », estime le Dr Chahine. Des habitants, contactés via Facebook, confient que « les civils n'ont pas confiance en ce régime et ne seraient pas prêts à quitter ainsi la ville », affirme l'un d'entre eux. (Le Dr Chahine est chirurgien général et directeur de recherche de l'UOSSM à Alep, dans le dernier communiqué de l'ONG - ndlr)

Le silence assourdissant de la communauté internationale laisse les habitants d'Alep et ses médecins en plein désarroi. OLJ 29.07

Bref, la propagande américaine et de ses alliés.

Vous aurez compris qu'Orient le Jour se fait le porte-parole des "rebelles", de la "communauté internationale", d'une "ONG" française, du "ministre français des Affaires étrangères", de "Médecins sans frontières", de la "commission d'enquête de l'Onu sur les droits de l'homme en Syrie, qui tous ceux combattent pour renverser Assad. Tandis que l'ennemi de la population d'Alep serait "l'armée" syrienne, les "aviations syrienne et russe", le "régime".

Sans surprise, la pourriture stalinienne tient le même discours que L'Orient-Le Jour.

- Syrie: situation dramatique dans Alep assiégée - humanite.fr 29.07

Les rebelles et les secouristes contactés par les agences de presse comme par les ONG dans la partie assiégée de la ville ont avoué leurs doutes, notamment du fait que l'armée aurait tiré sur des civils dans l'un de ces "corridors", dans le quartier de Salah al Dine.

Selon le Dr Taoufik Chamaa, de l'Union des Organisations de secours et soins médicaux (UOSSM) pour la Syrie, les quartiers d'Alep tenus par la rébellion, où habiteraient encore quelque 300.000 habitants, comptent seulement 31 médecins et trois dentistes. humanite.fr 29.07

En fait de "rebelles", ce sont les barbares d'al-Nosra ou de Daech...

France24 a publié un article qui rétablit en partie les faits.

- Alep : les rebelles empêchent les civils d'approcher les corridors humanitaires - france24.com

Seul un petit nombre d'habitants d'Alep ont pu sortir vendredi de la zone contrôlée par les rebelles et assiégée par le régime, malgré l'ouverture de corridors humanitaires par Damas. De son côté, l'ONU a proposé de prendre le contrôle des couloirs.

"Une douzaine" sur 250 000. Seul un petit nombre d'habitants d'Alep ont pu sortir vendredi 29 juillet des quartiers contrôlés par les rebelles et assiégés par le régime syrien, avant que les insurgés n'empêchent les civils d'accéder aux couloirs humanitaires ouverts par le pouvoir.

Depuis l'annonce par la Russie, alliée du régime dans le conflit, de l'ouverture des couloirs, "une douzaine de personnes ont pu sortir via l'un des corridors à partir du quartier Boustane al-Qasr", a indiqué le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. "Mais les groupes rebelles ont ensuite renforcé les mesures de contrôle vers ces corridors empêchant les habitants de s'y approcher", a-t-il ajouté.

(Sans surprise, le gouvernement français s'oppose à la solution adoptée par Damas et Moscou. LVOG)

Pour Paris, ces "couloirs humanitaires" ne constituent pas une solution satisfaisante. "Le droit international humanitaire exige que l'aide puisse être acheminée de toute urgence" aux populations assiégées, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Romain Nadal. "Dans ce contexte, l'hypothèse de 'couloirs humanitaires' qui consisterait à demander aux habitants d'Alep de quitter la ville n'apporte pas une réponse crédible à la situation", a-t-il précisé.

Selon des analystes, une perte d'Alep pourrait signifier le début de la fin pour la rébellion et représenter un tournant majeur dans la guerre syrienne qui a fait plus de 280 000 morts. france24.com 29.07

Et la position officielle de la France : Alep doit rester sous la coupe des barbares

- Syrie - Proposition russe de mettre en œuvre des "couloirs humanitaires" à Alep (28 juillet 2016) - diplomatie.gouv.fr

Il s'agit du portail du gouvernement français.

- Les habitants d'Alep doivent pouvoir rester chez eux en sécurité et bénéficier de toute l'aide dont ils ont besoin. Telle est la priorité. diplomatie.gouv.fr

Les habitants des quartiers d'Alep occupés par les barbares d'Al-Nosra et de Daech qui s'en servent de boucliers humains seraient "en sécurité", alors que ceux qui se trouvent dans les quartiers sous contrôle de l'armée syrienne ne le seraient pas.

Ils ont osé.

- Adama Traoré : le «New York Times dénonce «l'impunité» de la police française - liberation.fr

Dans un éditorial consacré à la mort du jeune noir à Beaumont-sur-Oise, le quotidien américain fustige le racisme de la police hexagonale et l'indifférence du gouvernement. liberation.fr 30.07

- A Pau, François Bayrou va finalement armer sa police municipale - [L'Express.fr](http://l-express.fr)

François Bayrou a changé d'avis. Le maire de Pau a décidé d'armer sa police municipale. Une décision prise à la suite de l'attentat de Nice. [L'Express.fr](http://l-express.fr) 30.07

- Croissance française : les mouvements sociaux auraient plombé l'économie - [Francetv info](http://francetv.info)

Alors que l'Insee prévoit une croissance nulle pour la France au second trimestre de 2016, le gouvernement a pointé la responsabilité des grèves contre la loi Travail. [Francetv info](http://francetv.info) 30.07

- Un « syndrome asphyxique » a causé la mort d'Adama Traoré - LeMonde.fr

Les gendarmes qui ont procédé à son interpellation le 19 juillet ont dit aux enquêteurs avoir maîtrisé le jeune homme avec « le poids de [leurs] corps à tous les trois ».

Les proches du jeune homme mort lors de son interpellation dans le Val-d'Oise avaient appelé à un nouveau rassemblement, samedi, pour demander la « vérité » sur les conditions du drame.

Un cordon de CRS a bloqué le cortège qui venait juste de se mettre en marche devant la gare du Nord à Paris. Près de 600 personnes étaient présentes, samedi 30 juillet, pour réclamer la « vérité » sur les circonstances de la mort d'Adama Traoré, 24 ans, mort onze jours plus tôt, après son interpellation par la gendarmerie à Beaumont-sur-Oise.

Plusieurs associations luttant contre les violences policières et les discriminations étaient également présentes. Personne n'a cependant pu défiler.

La préfecture de police de Paris s'y est opposée pour « des raisons tenant à la protection des institutions », « à la préservation de l'ordre public » et pour assurer « la propre sécurité des manifestants », a-t-elle justifié dans un communiqué. Elle a argué que la manifestation n'avait pas été déclarée, alors que les organisateurs affirmaient avoir déposé une déclaration 24 heures avant. LeMonde.fr et lefigaro.fr 30.07

- Un dirigeant de Publicis suspendu pour des propos sexistes - Le Monde.fr

Le patron de l'agence Saatchi & Saatchi, Kevin Roberts, également membre du directoire de Publicis, « a été prié de prendre congé de Publicis Group avec effet immédiat » en raison de la « gravité de ses propos », selon un communiqué. Il appartiendra « à la fin » au conseil de surveillance de Publicis d'« envisager la suite » sur le cas de M. Roberts, ajoute le communiqué du numéro un de la communication numérique.

Interrogé sur la question de la parité homme-femme dans le secteur publicitaire, vendredi 29 juillet sur le site d'information économique et technologique Business Insider, le patron de Saatchi & Saatchi a balayé le problème : « Ce putain de débat est dépassé. » Puis il a assuré à la journaliste qu'il ne passe « pas de temps » sur ces enjeux.

Avant d'expliquer pourquoi, selon lui, les femmes occupent moins de postes à responsabilité :

« Leur ambition n'est pas verticale, c'est une ambition intrinsèque, circulaire, d'être heureuses. Alors elles nous disent : "Nous ne nous évaluons pas avec les critères selon lesquels vous, dinosaures idiots, vous vous jugez." Je ne pense pas [que le manque de femmes à des postes de direction] soit un problème. Je ne suis pas inquiet, simplement parce qu'elles sont très heureuses, qu'elles ont beaucoup de succès et qu'elles font du très bon travail. Je ne peux pas parler de discrimination parce que nous n'avons jamais rencontré ce problème, Dieu merci. » Le Monde.fr 30.07

« Ce putain de débat est dépassé », voilà comment je le vis en Inde.

Même chez moi, en présence d'un enfant de 5 ans je ne peux pas ne serait-ce que toucher la main de ma compagne Selvi et vice versa, donc encore moins en présence d'adultes dans un lieu public, dans la rue. En quoi cela me pose-t-il un problème ? En rien. Franchement on peut se passer de se toucher en public et continuer de vivre normalement.

Ce n'est pas pour rien que je dis que les rapports en Inde sont féodaux ou semi-féodaux. Cela dit, ils ne me choquent pas. Je ne juge pas les Indiens, je n'entends pas changer ces rapports même si je ne les partage pas, j'estime qu'ils reflètent le sous-développement économique et social du pays.

Cela ne vous choque pas qu'ils aient créé des produits qu'ils mettent à la disposition de la population, tout en sachant qu'ils sont nocifs pour sa santé ou son existence, par exemple les cigarettes, des alcools forts, des bagnoles ou des motos qui peuvent rouler à des vitesses insensées.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Turquie

1.1- Turquie : le président Erdogan veut renforcer son emprise sur l'armée et le renseignement - LeMonde.fr

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé, samedi 30 juillet, à la télévision, vouloir contrôler directement les services de renseignement et les chefs d'état-major de l'armée, renforçant encore son pouvoir deux semaines après un putsch raté.

« Nous allons introduire une petite réforme constitutionnelle [au Parlement] qui, si elle est approuvée, fera passer le service national de renseignement (MIT) et les chefs d'état-major [de l'armée [sous le contrôle de la présidence. »

Le président turc a par ailleurs annoncé samedi son intention de fermer toutes les écoles militaires et de les remplacer par une université nationale chargée de former les forces armées. LeMonde.fr 30.07

1.2- Putsch manqué en Turquie: les autorités ont intercepté des messages cryptés - AFP

Les autorités turques ont commencé à intercepter plus d'un an avant la tentative de coup d'Etat les messages qu'échangeaient sur un service de messagerie crypté des sympathisants du prédicateur en exil Fethullah Gülen accusé par Ankara d'avoir ourdi le putsch manqué du 15 juillet, a déclaré samedi un responsable turc.

Selon ce responsable qui a requis l'anonymat, les services de renseignement turcs (MIT) se sont mis à décrypter ces messages échangés sur l'application ByLock dès le mois de mai de l'année dernière.

Il affirme que cette surveillance leur a permis de connaître les noms de 40.000 sympathisants du mouvement guléniste dont 600 militaires de haut rang.

"Un grand nombre de gens identifiés grâce à Bylock ont été directement impliqués dans la tentative de coup d'Etat", a affirmé ce responsable turc.

D'après lui, les partisans du prédicateur Gülen avaient pris l'habitude d'échanger par des systèmes de messagerie sécurisés depuis 2013 et ont commencé à utiliser ByLock en 2014.

Fethullah Gülen était devenu la bête noire de Recep Tayyip Erdogan en 2013 après qu'un scandale de corruption eut publiquement éclaboussé des proches de ce dernier, qui était à l'époque Premier ministre -il est devenu président en août 2014- et qui avait accusé son ancien allié d'avoir orchestré ce scandale.

"Les données collectées sur ByLock nous ont permis de réaliser un schéma de leur réseau, tout au moins d'une large partie de celui-ci. Ils ont ensuite changé de messagerie quand ils ont réalisé que ByLock n'était plus sûr", a indiqué le responsable turc.

Selon Ankara, les participants au putsch ont échangé via la messagerie WhatsApp pendant la tentative de coup d'Etat. Cette messagerie (groupe Facebook) propose depuis cette année un cryptage "total" de ses communications. Elle a été suivie par d'autres géants de l'internet (Apple, Google) qui souhaitent renforcer leurs dispositifs pour échapper à toute surveillance.

Le ministre turc de l'Energie Berat Albayrak avait déclaré cette semaine que les autorités avaient déjà préparé des listes de membres du réseau de Fethullah Gülen avant le putsch et s'approprièrent à purger différentes institutions dont l'armée. AFP 30.07

2- Pologne

- Pologne : le président promulgue une nouvelle loi controversée sur le Tribunal constitutionnel - LeMonde.fr

Le texte ne tient pas compte des recommandations adressées par la Commission européenne. Mercredi, Bruxelles a donné trois mois à Varsovie pour les intégrer, sous peine de sanctions.

Le président conservateur polonais Andrzej Duda a promulgué samedi 30 juillet une nouvelle loi controversée sur le Tribunal constitutionnel, source de préoccupations pour la Commission européenne et Washington.

Mercredi 27 juillet, au nom de la protection de l'Etat de droit en Pologne, Bruxelles a donné trois mois à Varsovie pour revoir le fonctionnement de son Tribunal constitutionnel, cible des conservateurs depuis leur arrivée au pouvoir. Ces derniers considèrent cette instance comme un rempart de l'opposition qui risque de freiner leurs réformes.

C'est une nouvelle étape, la deuxième, franchie dans la procédure inédite déclenchée par l'UE contre Varsovie sur l'Etat de droit,

qui peut éventuellement aboutir en dernier recours à des sanctions comme une suspension des droits de vote de la Pologne au sein de l'UE.

Varsovie remet en cause la légitimité de la Commission européenne dans ce dossier, posant la question de savoir si celle-ci « respecte les principes de la coopération loyale avec les gouvernements des pays membres ».

En contresignant ce texte, M. Duda a ignoré différents appels à le rejeter, de la part notamment de plusieurs organisations nationales de juges ou de la Fondation d'Helsinki des droits de l'Homme qui l'a qualifié d'« attentat à la démocratie constitutionnelle ».

Bruxelles a adressé mercredi à la Pologne une série de « recommandations sur l'Etat de droit », dont celle de rendre publics et de mettre en application les jugements rendus par le Tribunal constitutionnel, notamment celui dans lequel sont considérés comme contraires à la Constitution les modifications concernant la nomination des juges que le gouvernement tente d'imposer à cette juridiction. Or, la nouvelle loi n'en tient pas compte.

Bruxelles a aussi demandé à Varsovie de s'assurer que toute révision de la loi soit conforme au jugement du Tribunal constitutionnel et prenne en compte l'opinion de la Commission. LeMonde.fr 30.07

3- Tunisie

- Tunisie: le gouvernement de Habib Essid démissionnaire - AFP

Le Parlement tunisien a comme attendu retiré samedi soir sa confiance au gouvernement de Habib Essid, sous pression depuis que le président Béji Caïd Essebsi s'est dit en faveur d'un cabinet d'union nationale il y a deux mois.

Le départ de M. Essid, un indépendant de 67 ans dont le passage au gouvernement a été mouvementé, fait craindre une nouvelle période d'incertitudes en Tunisie, un pays fragilisé. AFP 30.07

4- Burundi

- Burundi: manifestation à l'appel du pouvoir contre la France et l'ONU - AFP

Le gouvernement du Burundi a organisé samedi une manifestation devant l'ambassade de France à Bujumbura, pour manifester son hostilité à la résolution de l'ONU adoptée vendredi à l'initiative de la France et prévoyant le déploiement de 228 policiers dans le pays. AFP 30.07

Bienvenue en oligarchie

- Lutte contre le terrorisme : un dispositif de blocs de béton à Nancy

Comme dans plusieurs villes et dans un contexte terroriste, Nancy (Lorraine) accueille un dispositif à base de blocs de béton pour bloquer les véhicules. Francetv info

- «Partir en vacances ne signifie pas devoir se protéger dans un abri anti-atomique»

Pour le psychologue clinicien Olivier Douville, il est important d'accepter nos peurs et de continuer à vivre malgré le drame de Nice et l'attentat survenu dans une église à Saint-Étienne-du-Rouvray. LeFigaro.fr

- Le sexe à l'Ancien Régime: "Embrasser une femme mariée est passible de décapitation"

A la Renaissance, l'Eglise et l'Etat oeuvrent main dans la main pour réprimer sexe et plaisir charnel. Mais les classes populaires parviennent à s'émanciper malgré tout. Pour le moderniste Jacques Solé, "les paysans ont inauguré le mariage d'amour". L'Express.fr

L'Ancien Régime synonyme de décadence des moeurs, de libertinage absolue... chez la noblesse...

[Haut de page ↗](#)